

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉVISION DU CADASTRE AU POINT DE VUE FISCAL

ET

L'ÉVALUATION DU REVENU NET

DES

PROPRIÉTÉS NON BATIES

THESE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 9 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Joseph **MADIER**

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur.
PERREAU, professeur.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉVISION DU CADASTRE AU POINT DE VUE FISCAL

ET

L'ÉVALUATION DU REVENU NET

DES

PROPRIÉTÉS NON BATIES

THESE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

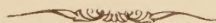
Le jeudi 9 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Joseph **MADIER**

Président : M. TRUCHY, professeur.

*Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur.
PERREAU, professeur.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

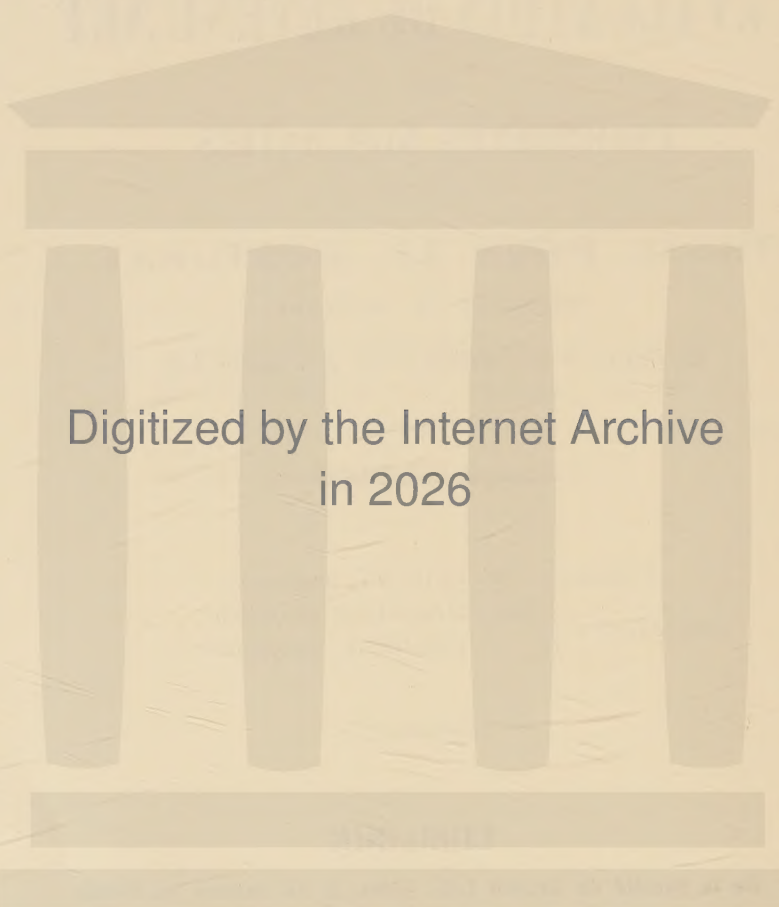
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA RÉVISION DU CADASTRE AU POINT DE VUE FISCAL

ET

L'ÉVALUATION DU REVENU NET

DES

PROPRIÉTÉS NON BATIES

AVANT-PROPOS

L'impôt foncier est à la veille, peut-être, de subir une modification profonde, entraîné dans la réforme des contributions directes.

Mais quel que soit l'impôt foncier qui prendra la place de notre plus ancienne contribution, il sera encore nécessaire pour en faire l'application d'évaluer les revenus de la terre.

Nous avons donc pensé qu'il serait intéressant de rappeler les systèmes d'évaluation qui ont été utilisés au cours du xix^e siècle, d'indiquer leur portée, d'exposer enfin les discussions soulevées devant les Chambres, d'analyser les projets soumis au Parlement dont l'un vient d'être récemment voté.

Nous avons même pensé que cette étude était susceptible de fournir les éléments propres à former une opinion sur ce que pourrait être l'impôt foncier.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'impôt foncier

BIBLIOGRAPHIE. — Loi de 1790. — *Discussion, Moniteur Universel*. — Loi du 3 frimaire an VII.

Caillaux. — *Traité théorique et pratique des Impôts en France*, Paris, 1904.

Quand l'Assemblée Constituante, après avoir supprimé les taxes de l'ancien régime, se préoccupa de rétablir des impositions nouvelles, elle commença ses travaux en abordant l'étude de la contribution foncière, présentée comme la « principale » (1) sous l'empire des idées physiocratiques. Dès le mois de septembre 1790, le comité nommé pour préparer un projet exposait son rapport par l'intermédiaire de M. de La Rochefoucauld, et on aboutissait, peu de temps après, au vote du décret-loi du 23 novembre-1^{er} décembre 1790, qui est suivi d'une instruction détaillée relative à son application.

La nouvelle législation est imbue des idées fiscales

1. Rapport de La Rochefoucauld, 11 sept. 1790.

dont il faut chercher l'origine bien avant 1789, mais qui n'ont été appliquées qu'à partir de cette époque. Elle institue un impôt impersonnel. « La contribution foncière a pour un de ses principaux caractères d'être absolument indépendante des facultés du propriétaire qui la paie. » « C'est la propriété qui seule est chargée de la contribution... » « Le propriétaire n'est qu'un agent qui l'acquitte pour elle, avec une portion des fruits qu'elle lui donne (1). »

Aucun des anciens privilèges, dont jouissaient certaines terres, ne subsiste. Enfin il est dit « que l'égalité proportionnelle dans la répartition est un principe fondamental en matière de contribution, et ce principe peut recevoir une application exacte dans la contribution foncière, parce que les revenus sur lesquels elle porte sont susceptibles d'une évaluation exacte, puisque ce sont ceux de fonds con nus (2)... »

En conséquence l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Il sera établi à compter du 1^{er} janvier 1791 une contribution foncière qui sera répartie par égalité proportionnelle sur toutes les propriétés foncières, à raison de leur revenu net, sans autres exceptions que celles édictées ci-après dans l'intérêt de l'agriculture. »

Le revenu net est ce qui « reste au propriétaire, déduction faite sur le produit brut des frais de culture, semence, récolte et entretien (3). »

1. Instruction de l'Assemblée Constituante, 1790.

2. Instruction de l'Assemblée Constituante, 1790.

3. Loi du 23 nov.-1^{er} déc. 1790, art. 2.

L'instruction qui suit la loi développe cette définition: « Les frais de culture sont très multipliés et
« peu faciles à calculer en détail. On peut seulement
« dire qu'il faut y comprendre les objets suivants :
« L'intérêt de toutes les avances premières nécessaires pour l'exploitation, telles que les bestiaux, et
« les autres avances que l'on est obligé de faire avant
« d'arriver au moment où l'on peut vendre ou consommer les produits, l'entretien des bâtiments, celui des instruments aratoires, tels que charrues, voitures, etc., les salaires des ouvriers, les salaires ou
« bénéfices du cultivateur qui partage et dirige les
« travaux. »

« L'entretien et l'équipement des animaux qui servent à la culture. Il faut encore déduire les renouvellements d'engrais lorsqu'il est nécessaire d'en acheter, la quantité de grains employée à l'ensemencement, ainsi que les autres dépenses des semences. »

« Les frais de récolte sont aussi variables suivant les méthodes usitées dans chaque pays pour chaque espèce de production: ils consistent, par exemple pour les blés, dans le paiement en grains ou en argent des moissonneurs qui les coupent, de ceux qui les lient, les charrient à la grange ou à l'aire, de ceux qui les y battent, les transportent au grenier soit peu de jours après, soit en d'autres temps de l'année, enfin jusqu'à l'époque où le blé peut être porté au marché ou au moulin. »

« Les frais d'entretien d'une propriété sont ceux nécessaires à sa conservation, tels que les digues, les écluses, les fossés et autres ouvrages sans les-

« quels les eaux de la mer, des rivières, des torrents
« pourraient détériorer, et même détruire des pro-
« priétés que des travaux utiles conservent. »

L'évaluation des diverses déductions à opérer sur le produit brut est souvent impossible à faire d'une façon suffisamment approximative. L'instruction recommande d'asseoir l'impôt, dans ce cas, sur la valeur locative des immeubles. Et en définitive, cette méthode sera le plus souvent appliquée par les agents chargés de l'exécution.

D'une façon générale le législateur a entendu imposer *la rente du sol*, que les répartiteurs auront la lourde tâche de discerner dans le rendement général d'une terre.

Les répartiteurs sont élus : une moitié par le conseil municipal dans son sein, l'autre moitié par le conseil général de la commune parmi les propriétaires domiciliés ou forains, ou parmi les fermiers ou métayers domiciliés, à la condition que les uns et les autres soient citoyens actifs. La commission ainsi formée doit diviser le territoire de la commune en sections ; puis, se transportant sur les lieux pour en faire une exacte reconnaissance, elle procède à l'évaluation méthodique de chaque parcelle, en se conformant aux règles générales exposées plus haut et aux règles particulières édictées par la loi en vue de cas spéciaux. Elle se sert, dans l'accomplissement de son travail, des déclarations préalablement fournies par les propriétaires, leurs fermiers, régisseurs ou fondés de pouvoir, indiquant, dans la forme prescrite, la nature et la contenance de leurs différents immeubles.

Si l'Assemblée Nationale eût adopté le système de la quotité pour l'impôt foncier, il eût suffi d'appliquer alors aux évaluations parcellaires le tarif en vigueur. Mais le législateur s'est prononcé pour le système de la répartition. De cette décision sont nées la plupart des difficultés au milieu desquelles on s'est débattu pendant un siècle sans leur avoir trouvé aujourd'hui encore une solution satisfaisante. La Rochefoucauldécarta dans son rapport l'impôt de quotité. Se plaçant à un point de vue théorique et juridique, il fit valoir que devait être abandonnée la thèse surannée, selon laquelle le souverain, monarque ou nation, ayant un droit de copropriété sur les terres de son royaume, percevait une quotité de leur revenu.

« Si de cette considération constitutionnelle, on passe
« au mécanisme de l'assiette et de la perception, on
« voit naître de grands avantages de la déterminacion de la somme de la contribution : en effet pour
« celle de la quotité, la fixation de la cote de chaque
« contribuable est un procès entre lui et le percepteur, procès auquel tous les autres sont indifférents,
« car l'idée générale qu'il y aura nécessité d'augmenter le taux si le produit total ne rapporte pas
« assez, est insuffisante pour opérer cette surveillance qui s'établit naturellement lorsque chacun est
« intéressé à ce que son voisin paie ce qu'il doit
« payer. Votre comité a encore pensé à cet égard
« que la contribution doit être une somme déterminée (1). » Dans l'esprit du rapporteur comme dans celui de beaucoup de ses collègues il n'y avait qu'une

1. La Rochefoucauld. Rapport, sept. 1790.

différence de forme et non de fond entre les deux systèmes. Ils pensaient que, les revenus territoriaux étant exactement connus pour chaque parcelle, puis pour chaque commune et pour chaque circonscription administrative, enfin pour la France entière, il serait équivalent de voter annuellement un contingent, ou de fixer à l'impôt le taux correspondant au rapport du contingent au revenu foncier du pays. Et ils avaient raison, s'il était possible de déterminer rigoureusement le revenu de chacun selon une méthode uniforme et uniformément appliquée.

La somme fixée pour la contribution devait être répartie par degrés entre les circonscriptions puis entre les particuliers.

La loi du 3 frimaire an VII a remplacé le texte des 23 novembre-1^{er} décembre 1790 ; mais elle n'introduit aucune modification essentielle dans les dispositions générales antérieurement en vigueur.

Elle ajoute, toutefois, à la définition du revenu net l'article suivant : « Le revenu imposable est le « revenu net moyen calculé sur un nombre d'années « déterminé (1). » Puis elle s'étend sur la répartition de la contribution foncière (titre 3), les changements annuels à faire aux matrices des rôles (titre 4), le renouvellement et la formation des matrices des rôles (titre 5) et enfin et surtout le mode d'évaluation du revenu imposable des propriétés foncières (titre 6) (Voir la loi du 3 frimaire an VII, Annexe n° 1). Ces dispositions sont le développement des principes déjà contenus dans la loi de 1790.

Ces deux textes s'appliquaient à l'origine aux im-

1. L. du 3 frimaire an VII, art. 4.

meubles bâtis comme aux immeubles non bâtis. Il en fut ainsi jusqu'en 1881 (loi du 22 juillet). Il fut alors affecté un contingent spécial à chacune des deux natures de propriétés. La réforme qui a été faite par la loi du 8 août 1890 a accentué la différence entre les deux impôts. La contribution foncière des propriétés bâties est devenue une contribution de quotité. La contribution foncière des propriétés non bâties demeure donc seule soumise à la législation révolutionnaire qui n'a été au cours du siècle modifiée que sur des points d'infime détail.

En résumé, l'impôt foncier des propriétés non bâties est aujourd'hui d'une somme fixée par le pouvoir législatif annuellement et répartie par lui entre les départements. La sous-répartition est faite par les conseils généraux et par les conseils d'arrondissement, entre les arrondissements et les communes. Le contingent communal est à son tour divisé de la façon suivante : « On commence par ajouter au contingent communal en principal le montant des centimes additionnels de toute nature ; on calcule ensuite le rapport entre le contingent de la commune ainsi déterminé et le total des revenus cadastraux de toutes les parcelles figurant sur la matrice. Ce rapport porte le nom de *centime le franc*. La cote en principal et centimes additionnels imposable au nom de chaque propriétaire s'obtient ensuite immédiatement en multipliant par le centime le franc le revenu total de l'article qui le concerne sur la matrice cadastrale (1). »

1. Caillaux. *Traité théorique et pratique des impôts en France*, t. I, p. 17.

Le revenu imposable est fixé conformément à la loi par une commission de répartiteurs. Cette commission comprend le maire et son adjoint dans les communes de moins de cinq mille habitants, deux conseillers municipaux désignés à cet effet dans les autres communes et cinq répartiteurs nommés tous les ans par le préfet sur une liste dressée par le conseil municipal et contenant un nombre double de répartiteurs à nommer (L. du 3 frimaire an VII, art. 9 et 10. Arrêté consulaire, 19 floréal an VIII, art. 4 et 5. L. du 5 avril 1884, art. 64). Les répartiteurs suppléants sont nommés de la même façon et en nombre égal.

Le contrôleur des contributions directes assiste cette commission et la guide, dans ses travaux, de ses connaissances professionnelles et des renseignements acquis au cours de ses tournées.

Il existe un cadastre qui a été fait de 1807 à 1845 qui comprend : d'une part un plan, d'autre part une matrice. La matrice cadastrale indique par propriétaire le revenu net de chacune des parcelles qu'il possède, le revenu net ainsi fixé ne peut être changé que par la confection d'un nouveau cadastre et c'est sur un document trop ancien et ne correspondant plus à la réalité des choses que se fait aujourd'hui la répartition individuelle.

CHAPITRE II

Genèse du Cadastre

BIBLIOGRAPHIE. — 1° Textes législatifs.

2° *Moniteur universel*. Compte rendu des séances de l'Assemblée Constituante, 1790-1791.

3° *Traité de l'impôt direct*, par Marcel Trélat avec la collaboration de MM. Corneille, Berget et Dessart, *pour le titre de la contribution foncière*, Paris, 1902.

I

La contribution foncière ayant été établie comme impôt de répartition, il s'agissait, une fois la loi organique votée, d'assigner à chaque circonscription sa part du contingent fixé. L'Assemblée Constituante manquait, non seulement des éléments de nature à lui permettre d'arrêter le montant de la somme qui serait mise à la charge de la propriété immobilière, mais elle n'avait pas non plus les renseignements suffisants sur le revenu imposable de chaque département, pour diviser entre eux le montant de cette somme.

Il eût paru logique de commencer par déterminer le rendement de chaque parcelle, pour en déduire le revenu territorial de chaque commune ; puis en totalisant ces revenus, on eût obtenu successivement le

revenu des arrondissements, des départements et enfin du pays tout entier.

On ne procéda point par cette méthode. Le temps pressait. Le législateur supputa le revenu global foncier de la France, fixa le contingent en raison de ce revenu et fit la répartition par des moyens empiriques et arbitraires. De sorte que, dès l'origine, l'impôt destiné à frapper la terre fut en contradiction avec la loi qui déclarait qu'il devait être réparti par égalité proportionnelle.

II

Les économistes eux-mêmes n'étaient pas d'accord sur le revenu territorial de la France. Vauban avait donné le chiffre de 1.200 millions de francs pour la propriété non bâtie seulement. Mirabeau l'évaluait à 965.612.000 francs, et Letrosne à 834 millions pour l'ensemble des immeubles.

Plusieurs membres de l'Assemblée donnèrent leur avis au cours des débats. Lavoisier, député du bailliage de Blois, adoptait, comme Vauban, le chiffre de 1.200 millions ; Aubry celui de 1.600 millions. Dubois-Crancé déclarait que les économistes évaluent le revenu territorial de la France à plus de 1.500 millions.

M. Dedelay apportait devant ses collègues un travail qu'il avait entrepris sur la matière (1) :

« A quoi peut se monter d'après des calculs approxi-

1. Assemblée Nationale. *Moniteur* du 7 oct. 1790.

« matifs la généralité des revenus fonciers imposables en France? Les calculs approximatifs que je vais vous soumettre sont appuyés sur des bases motivées. La plupart de ces bases m'ont été fournies par vos comités; les autres sont le résultat de ce que nos connaissances en agriculture et en commerce ont pu nous fournir de plus satisfaisant; je ne me dissimulerai cependant pas que, malgré tous mes efforts pour approcher de la vérité, je n'ai qu'un aperçu très imparfait. *Mais au milieu des ténèbres où nous sommes abandonnés*, tous les points de ralliement deviennent précieux, j'ai cru qu'une analyse de tout ce qui pouvait constituer en France la masse des revenus imposables devenait un travail utile. Je m'en suis donc préoccupé. »

Ces paroles indiquent à quel point les renseignements manquaient sur cette question. M. Dedelay aboutit au chiffre de 1.074 millions.

Il y parvient d'une part au moyen des informations qui lui avaient été transmises, et d'autre part par des déductions curieuses pour suppléer aux lacunes de ces mêmes informations.

L'évaluation est faite de la façon suivante :

1° Il y a en France 24 millions
d'individus qui consomment en
moyenne et par année 420 li-
vres pesant de grains. . . . 10.000.000.000 de livres
Excès de la production sur la con-
sommation évaluée à 1/10 qu'il
faut ajouter au chiffre précé-
dent 11.088.000.000 l. pesant

Pour la fabrication des « poudres à poudrer, amidon et autres em- plois ».	40,000,000 l. pesant
Au total en déduisant la quan- tité nécessaire aux semences .	11.128.000,000 l. pesant
Les frais de cette production re- présentent la moitié du poids total, il reste donc un poids de qui représentent en valeur le revenu imposable en argent à 2 sous la livre.	5,564.000.000 l. pesant 556.400.000 l. argent
Impôt 1/6.	92.733,000 l. argent
2 ^o Têtes de bétail en France « grands bestiaux ». . . .	5.000.000
chacun consommant en moyenne 10 livres pesant de fourrage par jour Au total par an. . . .	18.000.000,000 l. pesant
Il faut pour cela en culture . . à raison de 3.000 livres pesant par arpent	6.000.000 arpents
« Mais de ces 6 millions d'arpents « de prairies, un seul million « peut et doit être évalué comme « prairie permanente, les cinq « autres millions d'arpents ne « se trouvant qu'accidentelle- « ment dans des terres labou- « rables, ne doivent être éva- « lués que comme des prairies « de cette espèce. »	
1 ^{re} catégorie : Prairies permanen- tes, produit brut 3.000 livres pe- sant. A déduire 1/3 pour frais de récolte. — Revenu net par	

arpent 2.000 livres pesant valant 30 livres argent (prix moyen).	
Pour le million d'arpents. . .	30.000.000 l. argent
Impôt $1/6 + 1/8$ du $1/6$ (1). .	5.633.000 l. argent
2 ^e catégorie : Cinq millions d'arpents. Revenu imposable . .	
	24.000.000 l. argent
Impôt $1/6$	4.000.000 l. argent
3 ^e Bois ou forêts représentant une superficie de 8 millions d'arpents.	
Un million d'arpents à distraire pour exemption comme futaie.	
Un autre million à distraire encore comme pacages communaux, etc.	
	à reprendre
Reste 6 millions d'arpents.	
Revenu imposable	45.000.000 l. argent
Impôt $1/6 + 1/8$ du $1/6$ (1) . .	8.427.000 l. argent
4 ^e Deux millions d'arpents de vignes au total : 1.400.000 arpents de vignes sur terres labourables.	
Revenu.	8.400.000 l. argent
Impôt $1/6$	1.400.000 l. argent
600.000 arpents de vignes permanentes.	
Revenu.	28.800.000 l. argent
Impôt $1/6$	4.800.000 l. argent
5 ^e 16 millions arpents de terres vagues, landes, etc., plus 1 mil-	

1. « Comme tenant à la deuxième espèce de propriétés foncières ».
 — Pas d'autre explication.

lion d'arpents à reprendre aux forêts: total 17 millions d'ar- pents. Revenu à vingt sous l'ar- pent	17.000.000 l. argent
Impôt 1/6 + 1/8 du 1/6 (1) . .	3.540.000 l. —
6° Loyers des maisons de villes.	350.000.000 l. —
Impôt 1/6 + 2/8 du 1/6 (2) . .	72.900.000 l. —
7° Étangs, tourbières, etc. . .	
Revenu imposable.	15.000.000 l. —
Impôt	3.000.000 l. —
Au total : Revenu imposable. .	<u>1.074.600.000 l. —</u>
Impôt	196.430.000 l. —

Si on déduit 350 millions pour le loyer des maisons des villes, il reste, pour la propriété non bâtie, un revenu total imposable de 724.600.000 livres.

L'Assemblée ne se laissa point convaincre par les calculs fastidieux de M. Dedelay. Elle se prononça pour le chiffre de 1.500 millions de livres pour le revenu imposable du territoire. Il semble que l'on puisse trouver une raison à ce choix que rien ne recommandait particulièrement au législateur. Le taux du sixième ayant été adopté comme raisonnable pour l'impôt foncier, il fut décrété que le revenu territorial de la France serait arrêté à 1.500 millions, de façon que le sixième donnât 240 millions de livres, somme jugée nécessaire pour alimenter le budget national. Ce chiffre était d'ailleurs une moyenne entre les diverses solutions qui s'offraient aux représentants du pays.

1. Voir la note 1, page 19.

2. *Id.*

Ainsi fut vaincue cette première difficulté ; mais le revenu foncier global fixé à 1.500 millions, le contingent au sixième, soit 240 millions, il restait à répartir ce contingent entre les départements.

III

LE RÉPARTEMENT ET LA SOUS-RÉPARTITION (1790-1791)

« La répartition entre les départements sera l'objet
« d'un décret particulier, pour lequel votre comité
« recueille des matériaux qui ne sont pas encore com-
« plets. Il s'est bien procuré la connaissance de l'an-
« cienne répartition par généralités ; mais il a demandé
« aux directoires de départements les renseignements
« nécessaires pour appliquer cette ancienne réparti-
« tion à leur circonscription actuelle (1). »

Le décret en question est intervenu le 27 mai-3 juin 1791. M. Ramel-Nogaret soutenait en ces termes la teneur de ce texte : « Vous connaissez
« le plan que le comité des contributions publiques
« a suivi pour partager entre les 83 départements
« du royaume les 300 millions de contributions
« directes (2). Il ne prétend pas avoir atteint la per-
« fection dans cet immense travail. Je pense comme
« lui ; mais s'il est vrai que son système soit seule-
« ment *sortable*, j'estime que notre position ne nous

1. La Rochefoucauld, Assemblée Constituante, Séance du 7 octobre 1790.

2. 240 millions pour la contribution foncière, 60 millions pour la contribution mobilière.

« permet pas de perdre un temps trop précieux pour
« le salut de la chose publique à chercher, peut-
« être vainement, quelque chose de mieux. »

« Je ne viens ni critiquer, ni faire l'éloge de son
« système ; le temps et l'expérience nous indiqueront,
« je ne crains pas de le dire, ce que nous sommes
« réduits à désirer, l'égalité dans le partage des con-
« tributions (1) ... »

Les membres de l'Assemblée s'apprêtaient à entamer la discussion, lorsque d'André, député d'Aix, intervint. Il déclara que tout débat lui apparaissait comme devant être inutile ; car quel que soit le projet présenté, il soulèverait toujours des critiques devant l'Assemblée et dans son application, de sorte qu'il valait mieux, à son point de vue, adopter le décret actuel, qui offre autant de garanties que tout autre travail. Le texte fut donc voté sans discussion plus approfondie.

Le tableau de répartition fut dressé d'après le plan suivant : on fit masse des contributions directes à répartir, soit 300 millions (240 pour l'impôt foncier, 60 pour l'impôt personnel et mobilier).

Puis « on forma deux tableaux qui présentaient par
« généralités le montant des anciens impôts directs
« ou indirects. »

« Le premier comprenait :

« 1° Les vingtièmes des biens-fonds, de l'industrie
« et des offices et droits ;

« 2° La taille, la capitation, les impositions pro-
« vinciales et autres taxations extraordinaires ;

1. Assemblée Nationale. Séance du 27 mai 1791.

**Répartition de la contribution foncière
entre les Départements, 1791.**

Ain	1.452.500	Loire-Infér. .	2.034.200
Aisne	4.757.900	Loiret	3.241.500
Allier. . . .	1.978.800	Lot	3.060.300
Alpes (Htes-). .	728.500	Lot-et-Garon.	3.194.800
Alpes (Bses.-). .	921.100	Lozère	843.900
Ardèche. . . .	1.228.100	Maine-et-Loire	3 871.500
Ardennes . . .	2.576.300	Manche. . . .	5.051.800
Ariège	745.600	Marne	4.151.800
Aube.	2.711.600	Marne (Hte-). .	2.365.000
Aude.	2.577.200	Mayenne . . .	3.040.500
Aveyron	3.164.000	Meurthe. . . .	2.247.700
B. du-Rhône. .	2.226.800	Morbihan . . .	1.926 600
Calvados	5.684.700	Moselle	2.248.500
Cantal	2.649.300	Nièvre	1.913.000
Charente	2.704.400	Nord.	5.175.800
Charente-Infér.	3.636.100	Oise	4.898.700
Cher.	1.558.900	Orne.	3.558.600
Corrèze	1.856.700	Paris.	12.571.400
Corse.	223.900	Pas-de-Calais.	3.326.500
Côte-d'Or . . .	3.387.400	Puy-de-Dôme.	3.789.200
Côtes-du-Nord.	2.163.500	Pyrénées (H.-). .	752.100
Creuse	1.510.600	Pyrénées (B.-). .	1.013.100
Dordogne . . .	2.805.100	Pyrénées (Or.-) .	883.000
Doubs	1.348.800	Rhin (Haut-). .	1.855.000
Drôme	1.684.800	Rhin (Bas-). . .	2.369.300
Eure.	4.983.000	Rhône et Loire	6.333.000
Eure-et-Loir . .	3 874.700	Saône(Haute-). .	1 765.300
Finistère. . . .	1.742.900	Saône-et-Loire	3.661.900
Gard.	2.297.300	Sarthe	3.796.100
Garonne(Hte-). .	3 775.900	Seine-et-Oise . .	7.342.400
Gers	2.714.700	Seine-Infér. . .	7.037.400
Gironde. . . .	3.958.900	Seine-et-Marne	5.450.800
Hérault	3.483.900	Sèvres (Deux-). .	2.546.500
Ille-et-Vilaine. .	2.604.300	Somme	5.581.600
Indre.	1.399.600	Tarn	2.621.800
Indre-et-Loire. .	2.432.000	Var	1.788.800
Isère.	3.181.800	Vendée	2.572.900
Jura	1.725.700	Vienne	1.718.900
Landes	1.251.300	Vienne (Hte-). .	1.810.100
Loir-et-Cher . .	2.262.100	Vosges	1.638.100
Loire (Haute-). .	1.629.500	Yonne	2.930.100
Total 240 millions.			

« 3° Les sommes représentatives de la prestation
« des chemins ;

« 4° Le montant des impôts directs que les ordres
« privilégiés auraient dû payer.

« Le deuxième tableau présentait le produit d'une
« foule de droits indirects.

« Impôts du sel, du tabac ; droits à l'enlèvement
« et à la fabrication des boissons, droits de vente en
« détail des boissons, droits sur les huiles et les fers ;
« droits aux entrées des villes.

« Droits d'insinuation, de centième denier et de
« contrôle des actes, droits sur les procédures, droits
« de formule et de contrôle des exploits ; droits inté-
« rieurs de circulation sur le commerce ; droits de
« consommation sur les produits coloniaux.

« Droits de fabrication sur les vins, les cartes à
« jouer, les amidons ; marques d'or et d'argent ;
« droits d'aubaine, d'échange pour nouveaux acquêts,
« d'amortissement, de franc fief et d'hypothèques.

« Droits perçus au passage et à la sortie dans les
« pays d'aides.

« Après que cette constatation eut été effectuée, le
« montant des anciens impôts fut décomposé en rai-
« son des communes dont chaque département était
« formé. »

« Ces tableaux dressés, la répartition des 300 mil-
« lions formant le principal des contributions foncière
« et mobilière fut faite au marc la livre des anciennes
« impositions dont le montant avait été constaté à
« 487.391.006 livres. »

.

« La somme revenant à chaque département ainsi

« obtenue par ce calcul proportionnel, il fallut la
« diviser en contribution foncière et en contribution
« mobilière. »

« Chaque département fut imposé à une contribu-
« tion foncière égale au montant de la somme qu'il
« acquittait pour les vingtièmes de biens-fonds. Cette
« contribution s'éleva à 75 millions. »

« Il restait à répartir 225 millions dans lesquels la
« part de la contribution mobilière fut fixée à 60 mil-
« lions. Sur cette dernière somme on préleva
« 7.500.000 francs qui furent mis d'une manière un
« peu arbitraire à la charge des départements ren-
« fermant les villes de Paris, Lyon, Bordeaux, Mar-
« seille et Nantes. »

« L'assemblée prit cette mesure en considération
« des développements que le commerce et l'industrie
« donnent à la fortune mobilière dans les villes im-
« portantes. »

« Le prélèvement en question réduisit à 52.500.000 fr.
« le principal à répartir de la contribution mobi-
« lière. »

« Cette somme de 52 millions et demi et son com-
« plément nécessaire pour retrouver les 225 millions,
« soit 172 millions et demi, se trouvaient entre eux dans
« le rapport de 7 à 23 ; on appliqua ce rapport pour
« chaque département au total de ses anciennes im-
« positions réduit à 61,55 % et déduction faite de sa part
« dans les 75 millions représentatifs des vingtièmes.

« On obtint ainsi deux parts : la première, soit les
« 7 trentièmes du tout, correspondait au contingent
« mobilier et seulement à son complément pour les
« départements des grandes villes. La seconde repré-

« sentée par 23 trentièmes donnait le complément de
« contingent foncier départemental. »

« Mais comme dans ces calculs les 7 millions et demi
« assignés préalablement aux départements com-
« prenant des grandes villes n'étaient pas entrés en
« compte et se trouvaient en quelque sorte former
« double emploi, on rétablit l'équilibre en diminuant
« d'autant les contingents fonciers de ces départe-
« ments (1). »

Les difficultés inextricables auxquelles devait conduire la discussion de ces calculs expliquent suffisamment l'empressement que mit l'assemblée à se ranger à l'avis du député d'André, proposant l'adoption en bloc et de confiance du décret présenté à son vote.

La tâche des directoires de département et de districts analogue à celle qui est dévolue aujourd'hui aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement n'était guère moins délicate que celle de l'assemblée. Elle fut remplie de la même manière.

Les contingents communaux furent fixés d'après le chiffre des anciens impôts de la monarchie, c'est-à-dire qu'il n'y eut pas entre les arrondissements et les communes une égalité proportionnelle plus grande qu'entre les départements.

1. *Traité de l'impôt direct*, Marcel Trélat et M. Dessart, pour le titre de la contribution foncière, note, tome I, p. 31 et 32. Paul Dupont, 1902.

IV

Des plaintes s'élevèrent de toute part contre la répartition faite par l'assemblée. Elles concernaient également les contingents mis à la charge des districts et des communes, ainsi que les cotes individuelles établies par les commissions des répartiteurs. Dès l'année 1791 on dut faire sur les contingents départementaux une remise de 3.480.400 francs qui fut imputée sur le fonds de non-valeur. En 1793, soixante départements se prétendaient surimposés et avaient introduit des demandes en réduction.

A partir de 1797 commença la politique des dégrèvements car le pouvoir se trouvait incapable d'opérer une péréquation, manquant des éléments nécessaires pour répartir avec équité sur les circonscriptions les plus favorisées la surtaxe des autres.

Les dégrèvements furent les suivants jusqu'en 1802 :

ANNÉES (1)	DISPOSITIONS législatives	MONTANT	
		du dégrèvement	du principal
1791	16 mars, 10 avril		
(An V) 1797	1791 9 germinal et 18 prairial		240.000.000
(An VI) 1798	9 vendémiaire an VI.	22.900.840	218.058.900
(An VII) 1799	26 fructidor an VI et 7 brumaire an VII	10.902.945	207.155.955
(An IX) 1801	25 ventôse an VIII et arrêté consu- laire du 17 flo- réal suivant. . .	17.659.555	189.496.300
(An X) 1802	21 ventôse an IX.	4 853.300 1 590.000	184 894.000 183.304.000
Total des dégrèvements jus- qu'en 1802 (A)		57.906.640	
(A) Le montant des dégrèvements n'est pas égal à la différence qui existe entre le principal de 1791 et celui de 1802 par le motif qu'en dehors des dégrèvements généraux accordés par les lois spéciales et qui seuls figurent dans le cadre ci-dessus, le principal a été modifié d'une part, à la suite de diverses annexions ou cessions de territoires.			
(1) Tableau extrait du Rapport de M. Boutin sur l'évaluation des propriétés bâties (1891). Imprimerie Nationale.			

On ordonna également à plusieurs reprises une refonte générale des matrices de rôles. C'était là un remède très imparfait.

Il semble que la défectuosité surabondamment prouvée, et généralement reconnue du travail qui avait été fait, ait contribué à affermir et à répandre

l'opinion qu'il ne pouvait y avoir un impôt foncier proportionnel sans l'exécution d'un cadastre. On entendait par cadastre un document en deux parties : l'une consistant dans le plan du territoire par parcelles, l'autre en un registre où les diverses parcelles sont désignées par un numéro d'ordre renvoyant au plan sous le nom de leur propriétaire et avec l'indication de leur contenance et de leur revenu imposable.

Dès l'époque de la discussion de la loi du 23 novembre-1^{er} décembre 1790, La Rochefoucauld disait : « Pour que cette répartition pût bien se faire, il faut
« drait sans doute un cadastre; mais dans la plus
« grande partie du royaume il n'y en a pas et même
« dans les lieux où il y en a, il est imparfait. Cependant ces départements pourront se servir provisoirement du leur pour répartir leur portion contributive jusqu'au moment où les principes que
« vous poserez sur ce travail — et votre comité vous
« en proposera très incessamment — auront reçu
« une application générale (1). »

La loi du 3 frimaire an VII, qui intervenait alors qu'aucun cadastre n'était encore commencé, reconnaissait explicitement les imperfections de la répartition par son article 7. « Pour rassurer les contribuables contre les abus de la répartition, il sera
« déterminé chaque année par le corps législatif une
« proportion générale de la contribution foncière
« avec les revenus territoriaux, au delà de laquelle

1. La Rochefoucauld, 11 oct. 1790.

Voir aussi Montcalm-Gozon, 21 sept. 1790.

« la cote de chaque individu ne pourra être élevée. »

Le décret du 21-28 août 1791 régla la procédure à suivre pour les réclamations élevées par les circonscriptions ou individus se prétendant surimposés. Il y est dit que dans deux cas il y aura lieu de faire le plan de la commune et d'expertiser les terres. « Lors-
« que les demandes en réductions seront formées par
« un ou plusieurs contribuables dont les cotisations
« réunies excéderont le tiers du montant du rôle de
« la contribution foncière de la communauté et qu'il
« sera nécessaire d'ordonner une vérification d'ex-
« pert et une nouvelle évaluation, le directoire du
« département, sur l'avis du directoire de district, or-
« donnera la levée du plan du territoire de la com-
« munauté et nommera deux experts pour faire une
« évaluation générale. » (Art. 21.)

« Dans les cas où la communauté refuserait de
« faire la déclaration prescrite par l'article précé-
« dent (1) ou lorsque le directoire de district aura
« délibéré que la réclamation n'est pas fondée, le
« directoire du département ordonnera d'abord la
« levée du plan de la communauté et nommera deux
« experts pour procéder à une évaluation de son
« revenu. » (Art. 30.)

Enfin la levée de plan peut être ordonnée par les

1. Art. 28. — Le directoire du département prononcera sur la réduction d'après l'avis du directoire de district.

Art. 29. — Si le directoire de district est d'avis que la réclamation n'est fondée qu'en partie, son arrêté sera communiqué à la communauté réclamante qui sera tenue de déclarer si elle adhère ou non à l'arrêté, et dans le cas d'adhésion le directoire de département prononcera la réduction proposée par le directoire de district.

directoires de département sur l'avis de ceux de district et l'évaluation du revenu d'une communauté peut être prescrite lorsque cette demande aura été faite par le conseil général de la commune même avant qu'il soit formé aucune demande en réduction (décret du 21 août-16 oct. 1791).

L'assemblée prescrivit enfin les règles à suivre dans tous les cas où des plans seraient exécutés, considérant : « qu'il est nécessaire de prescrire pour
« les plans qui seront levés en vertu des articles 21
« et 30 du décret des 4-21 août 1791 des règles con-
« formes et de lier la levée de ces plans à des opé-
« rations plus étendues et de les diriger toutes vers
« la confection d'un cadastre général qui aura pour
« bases les grands triangles de la carte de l'Académie
« des Sciences. » (Décret du 11-23 sept. 1791.)

Ce dernier décret enjoignait, en outre, au ministre des contributions publiques de préparer un projet d'instruction détaillée en vue des travaux de ce cadastre général, qu'un décret du 21-22 mars 1791 organisait à nouveau.

Il ne fut tenu compte d'aucun de ces deux textes. Les troubles de l'époque, le peu d'autorité du gouvernement, le mauvais état des finances sont autant de causes qui détournaient de cet objet.

Si ces décrets ne furent pas exécutés, ils contiennent néanmoins l'origine de la conception du cadastre général et de l'évaluation méthodique des revenus fonciers de la France.

CHAPITRE III

Essai du cadastre par masses de culture

BIBLIOGRAPHIE. — 1^e Textes législatifs.

2^e Instruction du 12 brumaire an XI, *Moniteur universel*, an XI, p. 716.

3^e Comptes généraux de l'administration des finances, an XI, XII (*Moniteur universel*).

I

Le gouvernement consulaire, gouvernement « réparateur », ne pouvait pas se désintéresser d'améliorer la répartition de l'impôt foncier, qui formait alors à lui seul la principale ressource du budget. L'arrêté du 11 messidor an X (30 juin 1802) ordonna la formation d'une commission de sept membres pour s'occuper, sans délai, de cette question. Elle examina le projet du ministre Gaudin qui voulait l'exécution d'un cadastre général parcellaire. Mais elle fit à son tour une proposition qui fut soumise à une réunion formée de membres du Conseil d'État, du Corps législatif et du Tribunat. Cette proposition qui comportait un cadastre général par masses de culture fut adoptée en principe, mais écartée comme trop longue et trop coûteuse. On s'arrêta à la décision de faire le cadastre par masses de culture dans un certain nombre de communes disséminées sur tout le territoire et devant servir de termes de comparaison.

II

Ce projet fut sanctionné par arrêté du 12 brumaire an XI.

Ce cadastre devait être fait par masses de culture. Ainsi une terre labourable de 30 arpents, quoique partagée entre dix propriétaires, ne devait former qu'une figure ou polygone du plan. L'expertise ou évaluation devait en être faite en bloc. L'opération se continuait ainsi pour les diverses natures de propriété.

Le travail devait être exécuté dans 1.800 communes tirées au sort et disséminées sur tout le territoire de la France à raison de deux au moins par sous-préfecture et de huit au plus.

Ces communes une fois cadastrées, on devait déduire le revenu imposable des autres communes de l'arrondissement d'après les éléments contenus aux matrices de rôles par comparaison avec les résultats obtenus dans les premières.

L'arpentage était confié dans chaque département à un géomètre en chef nommé par le préfet. Ce fonctionnaire pouvait s'adjoindre le nombre de collaborateurs nécessaire à l'achèvement de son travail, mais il demeurait au regard de l'administration seul responsable de la bonne exécution du plan.

Ces plans devaient reposer sur trois bases principales : 1° l'unité de disposition, c'est-à-dire qu'ils étaient obligatoirement orientés « plein nord » ; 2° l'uniformité d'échelle (l'échelle adoptée fut de 1 à

5.000); 3° le rattachement du plan à des points pris en dehors de la commune.

La contenance et le périmètre de la commune étant préalablement déterminés, le territoire était divisé en sections dont un plan particulier était dressé. Dans chaque section, les diverses natures de culture telles que terres labourables, vignes, prés et bois, etc. sont indiquées en masse par une couleur qui leur est propre. Trois copies sont dressées de la carte et du procès-verbal rédigé à la suite de chacune des opérations. Elles sont destinées à la commune, au département et à l'administration centrale.

La rémunération du géomètre consistait en une somme forfaitaire par hectare que le préfet était libre de débattre sans cependant dépasser 0 fr. 50 par hectare.

Les opérations d'art devaient être terminées avant le 1^{er} messidor an XI.

L'évaluation du revenu était faite par un expert, ni domicilié, ni propriétaire dans la commune, nommé par le préfet. Il était assisté du maire et de deux indicateurs choisis par le conseil municipal. Il était également accompagné du contrôleur des contributions directes chargé de rédiger les procès-verbaux d'évaluation.

L'expert estimateur, après s'être rendu compte des natures de propriétés existant dans la commune, divisait chaque nature en un certain nombre de classes, d'après la fertilité du sol ou la valeur du produit. Il pouvait y avoir trois classes ou cinq, dans les cas exceptionnels. Le rendement net moyen imposable était ensuite fixé pour chaque classe de chaque nature

de propriété. Ainsi, par exemple, le rendement net imposable d'une terre labourable de un hectare de la première classe était évalué par l'expert en moyenne à 60 francs, une terre de la deuxième classe à 50 francs.

Le revenu net imposable par hectare de chaque classe devait être calculé d'après les principes posés dans la loi du 3 frimaire an VII. Cette loi distinguait le produit brut, le produit net obtenu en retranchant du précédent les frais de culture, semence, récolte et entretien, enfin le produit net imposable représenté par la moyenne du revenu net des quinze dernières années, déduction faite des deux meilleures et des deux plus mauvaises.

L'estimateur devait en outre vérifier son travail d'évaluation directe par la ventilation des baux, actes de partage, de vente et généralement tous actes translatifs de propriété dont il était susceptible d'avoir connaissance.

Il restait enfin à répartir le nombre d'hectares formant une nature de propriété dans les diverses classes qui avaient été préparées pour cette même nature de propriété. Cette opération dernière était faite par l'expert, assisté de ses collaborateurs, savoir : le maire et les deux indicateurs.

En résumé se succédaient :

- 1° La classification ou formation des classes ;
- 2° L'estimation de chaque classe par hectare ;
- 3° Le classement ou répartition des terres dans les classes formées.

Les résultats étaient consignés dans des tableaux annexés à un procès-verbal détaillé, rédigé par le

contrôleur des contributions directes et contresigné par l'expert.

Dans les communes qui n'avaient pas été désignées pour être arpentées, l'arrêté du 12 brumaire an XI prescrivait de dresser, d'après les matrices des rôles ou états de sections, un dépouillement qui présentera les contenances et revenus actuellement imposés. Les dépouillements devaient être examinés et comparés avec le résultat des opérations des communes arpentées. On pensait pouvoir ainsi déduire le revenu imposable des circonscriptions non expertisées. Cet examen et cette évaluation comparatifs étaient assurés par une assemblée de cinq citoyens, dont deux propriétaires de l'arrondissement, nommés par le préfet et présidés par le sous-préfet, siégeant au chef-lieu d'arrondissement. L'inspecteur ou le contrôleur des contributions directes faisait fonction de secrétaire.

Enfin une assemblée composée du préfet, de trois propriétaires nommés par le gouvernement et du directeur des contributions directes, réunie au chef-lieu du département, aura « sous les yeux les résultats des « opérations faites dans les communes expertisées et « dans les arrondissements. Elles s'assurera s'il existe, « entre les prix déterminés par les experts et les « évaluations relatives des communes non arpentées, « la proportion que la parité, les rapports et les analogies ont dû déterminer (1). »

Douze inspecteurs nommés par le pouvoir central étaient chargés d'assister à ces dernières assemblées au fur et à mesure qu'elles se tiendraient, pour re-

1. Instruction du 11 brumaire an XII.

cueillir tous les matériaux de nature à améliorer la répartition et pour les transmettre à Paris.

Pour l'exécution, « les premiers pas ont été difficiles, il a fallu créer les hommes et les instruments (1). »

Au 24 septembre 1803 : les résultats étaient, 515 arpentages terminés, 409 très avancés.

L'expertise était en bonne voie.

Gaudin disait dans le compte général de l'administration des finances de l'an XI : « Les bases qui résultent « de ces diverses opérations sont tellement précises « qu'elles semblent ne plus rien laisser à l'arbitraire « que vous avez voulu écarter de la répartition. »

Cependant au fur et à mesure que les préfets envoyaient les cadastres terminés et les délibérations prises par les diverses assemblées, ils énonçaient presque tous l'opinion, qu'il leur paraissait fort difficile d'évaluer le revenu imposable des communes non expertisées par analogie ou comparaison avec celui des communes expertisées. Ils étaient même d'avis que cela ne ferait que nuire à la répartition de l'impôt.

Gaudin ordonna donc d'étendre la confection du cadastre par masses de culture à toutes les communes du territoire (arrêté du 27 vendémiaire an XII).

En sorte que deux ordres d'opération vont se trouver en cours :

1^o L'opération partielle de l'arpentage et de l'évaluation dans 1915 communes tirées au sort, dissémi-

1. Gaudin. *Compte général de l'Administration des finances de l'an XI.*

nées dans toutes les justices de paix et destinées à servir de point de comparaison pour évaluer toutes les autres communes en exécution de l'arrêté du 12 brumaire an XI ;

2° L'opération générale appliquée à toutes les communes de l'empire, conformément à l'arrêté du 27 vendémiaire an XII.

Gaudin pense que si l'opération partielle paraît ne pas devoir donner de très bons résultats, au contraire il fonde bon espoir sur l'opération générale. Le ministre pense pouvoir organiser des registres qui présenteront : « 1° le nombre d'arpents métriques de terres « labourables, jardins, prés, vignes, bois, châtaigne- « raies, rizières, etc. ; 2° le nombre de maisons, mou- « lins à eau ou à vent, usines, etc. ; 3° le revenu net « imposable de toutes ces propriétés, par commune, « par arrondissement, par département. Le dernier « volume de ce registre sera en quelque sorte le « *grand livre terrier de l'empire français* (1).

III

L'élaboration du cadastre par masses de cultures avait pour caractéristique de remédier aux vices de la répartition entre les circonscriptions administratives ; mais la manière même dont il était exécuté ne permettait pas de se rendre compte du revenu de chaque parcelle puisqu'on avait pris pour unité de classement l'hectare, indépendamment des divisions dont il était susceptible entre plusieurs propriétaires.

1. Gaudin. *Compte général de l'Administration des finances de l'an XII*,

Ainsi 1 hectare de bois figurait pour un revenu imposable de 20 francs par exemple. Mais à supposer qu'il fût divisé inégalement entre trois propriétaires, aucun renseignement n'était apporté en ce qui concerne la part de chacun. De sorte que le cadastre par masses de culture avait une lacune : il ne permettait pas de rectifier la répartition individuelle en fixant le revenu imposable parcellaire.

Cette répartition individuelle était cependant très improportionnelle. Des rôles dressés à la suite des premiers travaux cadastraux, tout imparfaits qu'ils fussent, avaient cependant révélé les inégalités suivantes :

DÉPARTEMENT (1)	ARRONDISSEMENT	COMMUNE	PROPORTIONS anciennes d'après le revenu constaté par le cadastre.
Ain	Bourg	Saint-Trivier	8° au 143°
»	»	Journans	5° au 100°
»	»	Chavannes	1/2 au 177°
»	Chât.-Thierry	Brasles	5° au 300°
Ardennes	Sedan	Usimont	1/4 au 155°
Ille-et-Vilaine	Montfort	S.-Malon (<i>sic</i>)	9/10 au 42°
H.-Pyrénées	Argelès	Sartrez	6° au 401°
Rhône	Lyon	Sarcey	6° au 100°
Seine	Paris	La Villette	1/4 au 11°
Vaucluse	Apt	Joucas	1/2 au 110°

« Il fallait néanmoins que l'indispensable nécessité
« de l'arpentage parcellaire fût démontrée jusqu'à
« l'évidence, pour proposer une opération qui

1. Extrait d'un tableau du compte de l'administration des finances de 1806.

« devait occasionner une dépense aussi considérable.

« Le ministre, plutôt pour acquérir ce degré de conviction que dans l'espoir d'un plein succès, essaya
« de faire exécuter des expertises parcellaires sur des
« plans par masses de culture.

« La difficulté était de connaître, dans chaque masse
« ou figure du plan, la portion qui appartenait à cha-
« que propriétaire. »

Chaque propriétaire fut invité à fournir la déclaration de la contenance de ses diverses terres. On ne lui demandait aucune indication sur son revenu qu'il était d'ailleurs facile de connaître au moyen des documents de l'expertise par masse. Les difficultés à vaincre apparurent insurmontables. Soit que les plans ne fussent pas rigoureusement exacts, soit plutôt que les déclarations fussent rarement sincères, il fut impossible de diviser matériellement les masses en parcelles, soit qu'il n'y eût pas assez de places pour contenir toutes les parcelles dans la masse, soit au contraire qu'il apparût des vides qu'aucun propriétaire ne venait revendiquer.

L'administration déploya tout son zèle pour améliorer les matrices devant l'impossibilité de tout autre remède immédiat.

Mais de toutes parts les délibérations des conseils généraux, conseils d'arrondissement et conseils municipaux demandaient l'exécution du parcellaire comme le seul moyen de rendre justice à tous. Plusieurs communes avaient fait faire l'opération à leurs frais, d'autres demandaient à s'imposer pour cet objet. Dès lors le ministre décida l'exécution du cadastre général parcellaire.

CHAPITRE IV

Exécution du cadastre parcellaire

BIBLIOGRAPHIE. — 1° Textes législatifs.

2° Exposé des motifs de la loi de 1807.

3° Recueil méthodique des lois et règlements sur le cadastre.

4° Béquet, *Répertoire de Droit Administratif*.

5° M. Trélat. *Traité de l'impôt direct* (collaboration de M. Dessart pour l'impôt foncier), Paul Dupont 1902.

6° Caillaux. *Traité théorique et pratique des impôts en France*.

I

Napoléon, au retour de Tilsitt, écrivait au sujet des difficultés qu's'étaient rencontrées pour la répartition équitable de l'impôt foncier : « Le seul moyen de « sortir d'embarras est de faire procéder, sur-le-
« champ, au dénombrement général des terres dans
« toutes les communes de l'empire avec arpentage
« et évaluation de chaque parcelle de propriété. Un
« bon cadastre parcellaire sera le complément de mon
« Code, en ce qui concerne la possession du sol. Il
« faut que les plans soient assez exacts et assez déve-
« loppés pour servir à fixer les limites des proprié-
« tés et empêcher les procès. »

Tout cet immense programme n'a pas été complètement réalisé, mais seulement la première partie. Ce n'est qu'en 1891 que l'on a réellement songé à

entreprendre la deuxième dont l'avantage fut aperçu par un homme de génie dès l'année 1807.

En présentant la loi de budget qui contenait des dispositions relatives au cadastre, Gaudin exposait de son côté toute l'envergure du travail qu'on allait commencer aussitôt : « Mesurer sur une étendue de
« plus de quarante mille lieues carrées plus de cent
« millions de parcelles ou propriétés séparées, con-
« fectionner pour chaque commune un plan en feuil-
« les d'atlas où sont reportées ces cent millions de
« parcelles, les classer toutes d'après le degré de fer-
« tilité du sol, évaluer le produit net de chacune
« d'elles ; réunir ensuite sous le nom de chaque pro-
« priétaire les parcelles éparses qui lui appartiennent,
« déterminer par la réunion de leurs produits son
« revenu total et faire de ces revenus un allivrement
« qui sera désormais *la base immuable* de son imposi-
« tion, ce qui doit l'affranchir de toutes les influences,
« dont il avait eu si longtemps à se plaindre : tel est
« l'objet de cette opération qui, depuis trois ans
« qu'elle est entreprise, a déjà donné des résultats
« qui n'ont plus permis d'en contester ni les avanta-
« ges, ni la possibilité de son exécution. »

Tel devait être en effet le cadastre et Gaudin disait en outre tout l'espoir qu'il y avait lieu de fonder sur sa réalisation : « Nous marcherons donc pas à pas
« vers le rétablissement de l'égalité proportionnelle
« qui conduira par une gradation insensible au rap-
« port à établir entre tous les départements ; ce rap-
« port s'établira naturellement par le résultat géné-
« ral du cadastre qui présente le montant du produit
« net imposable dans chacune des communes de

« l'empire et par conséquent dans l'ensemble de
« chaque département. Alors la contribution foncière
« reprendra le double caractère d'impôt proportion-
« nel et d'impôt de quotité que l'Assemblée Consti-
« tuante avait voulu lui donner, mais dont elle ne
« se trouvait pas susceptible tant que la matière
« imposable n'était pas connue (1). »

Le temps devait donner un démenti formel aux illusions du ministre des Finances qui étaient alors celles de la grande majorité des intéressés.

EXÉCUTION DU PARCELLAIRE 1807-1847

Les instructions relatives à l'exécution du parcellaire sont celles du 27 janvier 1808, le recueil méthodique des lois et instructions sur le cadastre (1811) sanctionné par une loi de 1816, un règlement général du 10 octobre 1821 et un règlement du 15 mars 1827. Un assez grand nombre d'instructions ministérielles et de circulaires ont modifié ces textes mais sur des points de détail.

La confection du cadastre exige deux catégories d'opérations distinctes : 1° le levé du plan qui comprend les opérations d'art; 2° l'expertise ou évaluation du revenu imposable des propriétés.

Nous ne pensons pas utile d'insister sur ces opérations souvent exposées. Aussi nous nous bornerons à les rappeler.

1. Exposé des motifs de la loi de 1807.

OPÉRATIONS D'ART

Les opérations d'art sont faites sous la direction du directeur des contributions directes du département et sous l'autorité supérieure du préfet par un corps de géomètres qui a été dissous en 1850. Elles comprennent la délimitation communale, la triangulation, l'arpentage, le tracé du plan, la vérification.

La délimitation est faite généralement deux ans avant l'arpentage, de façon que les difficultés qu'elle peut soulever puissent être réglées conformément aux lois qui donnent compétence en cette matière au préfet.

La triangulation consiste à établir sur le terrain un réseau de triangles dont les angles ne doivent être ni trop aigus, ni trop obtus. Le but de cette opération est de donner au géomètre le moyen de se diriger avec certitude et précision dans le levé du plan.

La commune est ensuite divisée en sections qui doivent former un tout autant que possible et figurer sur une ou plusieurs feuilles d'atlas aux trois échelles suivantes qui peuvent être facultativement choisies : 1 à 5.000, 1 à 2.500, 1 à 1.250.

L'échelle intermédiaire a été généralement adoptée. Pour les agglomérations, celle de 1 à 1.250 a paru préférable.

Le plan de chaque section est un parcellaire, c'est-à-dire qu'il représente le territoire dans ses plus

petites subdivisions soit de culture, soit de propriété (Bequet, *Répertoire*, tome 4, p. 3).

Une terre labourable de 10 hectares d'un seul tenant formera par exemple 10 parcelles si elle est la propriété de dix individus. Inversement une terre de 1 seul hectare possédée par un même propriétaire formera autant de parcelles qu'elle portera de cultures de natures différentes.

Un plan d'assemblage complète le parcellaire. Il présente sur une seule feuille d'atlas le territoire entier de la commune et la division en sections qui en a été faite. L'échelle de ce plan est de 1 à 10.000 ou de 1 à 20.000.

Au fur et à mesure que les parcelles sont mesurées et portées sur le plan parcellaire, le géomètre constitue des bulletins indiquant le nom du propriétaire, la situation de la parcelle et sa contenance. Ce bulletin est destiné à être envoyé à l'intéressé qui peut ainsi faire les réclamations qu'il juge utiles.

Les plans sont d'ailleurs l'objet d'une vérification administrative rigoureuse qui s'exerce, tant de la part des chefs hiérarchiques placés au-dessus des agents d'exécution, que de la part d'un corps de contrôleurs spéciaux : les vérificateurs, nommés par le ministre, et effectuant des tournées dans les départements.

Les géomètres terminent leurs travaux en dressant le tableau indicatif des propriétés et des propriétaires. Chaque section est désignée par une lettre et dans chaque section chaque parcelle reçoit un numéro. Le numérotage doit être disposé de telle manière que chaque triage, canton, lieu-dit, ou enclave de chemin,

présente une série de numéros non interrompue. Le géomètre reporte sur le tableau indicatif le cantonnement ou lieu-dit de la parcelle, son numéro définitif, les nom, prénoms, profession et demeure du propriétaire, la nature de la propriété et sa contenance.

Ensuite de quoi, il est dressé procès-verbal de l'exécution complète des travaux d'art.

EXPERTISE

Les agents qui vont concourir à l'expertise n'ont pris aucune part aux travaux techniques précédemment exposés.

Aussitôt le plan terminé et après que les bulletins ont été communiqués aux propriétaires, le préfet autorise la réunion du conseil municipal à l'effet d'élire cinq commissaires répartiteurs, deux étant choisis parmi les non-résidents, les trois autres parmi les domiciliés. Cinq suppléants sont également désignés.

Il peut être adjoint un ou plusieurs experts. Cette adjonction dans le principe obligatoire n'est plus aujourd'hui que facultative, elle peut être réclamée par le conseil général ou par le conseil municipal.

Dès que le contrôleur des contributions directes a reçu de son côté le tableau indicatif, le calque du plan et le procès-verbal de la réunion du conseil municipal, il convoque l'assemblée des répartiteurs pour opérer la reconnaissance générale du territoire

de la commune, de façon à pouvoir déterminer les natures de culture et le nombre de classes qui seront fixées dans chacune de ces natures de culture, en un mot à effectuer la classification. (La marche suivie est la même que celle indiquée par l'instruction du 12 brumaire an XI. Voir p. 34 et suiv.) Il ne peut y avoir que cinq classes au plus.

Chaque classe est délimitée par un type supérieur de terre et par un type inférieur, de telle manière que le type inférieur de la première classe vient immédiatement avant le type supérieur de la deuxième classe. Ces types serviront de point de repère lorsqu'il y aura lieu d'opérer le classement et il est capital d'apporter à leur choix un soin particulier car on peut soutenir que d'un choix judicieux dépend la valeur du classement et que d'un bon classement résultera le plus souvent une bonne évaluation.

Chaque nature de cultures, telles que terres labourables, vignes, bois, etc., étant ainsi divisée en un certain nombre de classes nettement définies, la commission des répartiteurs applique à chaque classe un revenu net moyen à l'hectare en prenant le terme intermédiaire entre les deux parcelles types.

Pour le calcul de ce revenu net moyen, elle doit s'inspirer des principes de la législation, particulièrement de l'instruction de la loi du 23 novembre-1^{er} décembre 1790 et surtout la loi du 3 frimaire an VII. Tous ces principes ont été d'ailleurs développés et commentés dans les règlements concernant le cadastre. Les évaluateurs doivent se pénétrer de ce que l'on doit entendre par produit brut et par produit net, c'est-à-dire qu'ils doivent se rendre un compte exact

des déductions à faire subir au premier pour arriver à fixer le second (voir ch. I, p. 8 et suiv.).

Antérieurement au règlement du 10 octobre 1821 le décompte de toutes ces déductions devait figurer aux procès-verbaux d'expertise. Depuis ce règlement, les classificateurs ne sont plus obligés de donner le détail de ces opérations. Il y a sans doute lieu de le regretter ; mais on s'est décidé à modifier la première manière d'agir en raison des difficultés éprouvées dans l'explication raisonnée des déductions faites au produit brut.

Le revenu imposable, c'est-à-dire un revenu net moyen calculé sur un nombre d'années déterminé, est fixé d'après des règles posées par les lois ou autres textes pour les différentes natures de propriété.

Les répartiteurs sont en effet, dans la pratique, en présence de cas spéciaux auxquels une solution précise a été cherchée. On a ainsi envisagé le calcul du revenu net imposable des terres labourables (L. du 3 frim. an VII, art. 56), des jardins potagers (art. 58), des terrains enlevés à la culture pour le pur agrément (art. 59), des vignes (art. 60 et 61), des prairies naturelles (art. 62), des prairies artificielles (art. 63), des terres vaines et vagues connus sous le nom de pâtis, palus, marais, bas-prés et autres dénominations (art. 65 et 66), des bois de tous genres (art. 67 à 74), enfin des revenus des immeubles bâtis (art. 82 à 88 et art. 96).

Ainsi est constitué un tarif, qui est seulement provisoire, mais qui deviendra définitif après avoir subi une épreuve dont nous parlerons ultérieurement.

Les classificateurs apporteront ensuite tous leurs soins au *classement* qui consiste à déterminer de quelle classe est chaque parcelle, en raison de la fertilité de son sol et de la valeur du produit qu'elle peut donner à son propriétaire. Un principe domine cette opération : la contribution foncière n'atteint pas l'industrie extraordinaire du cultivateur ; inversement elle ne tient aucun compte de sa négligence. Les répartiteurs devront donc s'assurer avec soin des causes qui paraissent déterminer la valeur d'une parcelle, ou qui créent des différences entre les parcelles. Ces différences proviennent-elles d'une culture plus ou moins bien soignée, eu égard aux travaux agricoles généralement usités dans le pays ou proviennent-elles de la qualité ou de la situation du terrain. Dans le premier cas il n'y a lieu de faire aucune distinction. Dans le second cas au contraire le classement ne peut pas être le même.

C'est alors que se place l'épreuve que l'on va faire subir au tarif provisoire des évaluations. Plusieurs domaines de la commune formant dans leur ensemble environ le tiers du territoire loué ou affermé, à défaut dont la valeur locative est notoirement connue, sont choisis. A chacune des parcelles qui composent ces domaines le tarif provisoire est appliqué. On compare le résultat obtenu par cette application au revenu déduit des baux ou des connaissances acquises.

Si la différence est légère, on en conclut que le tarif des évaluations est suffisamment exact et par conséquent susceptible de devenir définitif. Si au contraire il y a un écart trop considérable, le tarif

provisoire est modifié dans le sens voulu et une nouvelle épreuve est faite.

Le tarif définitif est soumis au conseil municipal qui l'approuve. La commission départementale peut également l'examiner et au besoin y apporter des changements. Sous l'empire de la loi de 1807 les évaluations devaient être discutées au chef-lieu d'arrondissement dans une assemblée des délégués des communes cadastrées sous la présidence du sous-préfet. Le rôle des répartiteurs se trouve terminé. Celui du directeur des contributions directes va au contraire commencer.

Ce dernier reprenant le tableau indicatif formé par les géomètres y portera le revenu imposable de chaque parcelle obtenu en multipliant la contenance par le chiffre du tarif d'évaluation correspondant à la nature de culture et à la classe de la parcelle, simple travail arithmétique. Le tableau indicatif ainsi complété prend le titre d'état de section. L'état de section présente donc en définitive pour toute parcelle le lieu-dit canton triage de sa situation, son numéro d'ordre au plan, les nom, prénoms, profession et demeure du propriétaire primitif, la nature de la propriété, sa contenance et son revenu imposable. Il va permettre la formation des matrices de rôles.

Ce dernier document contient les mêmes indications que le précédent mais tandis que le premier suit l'ordre du numérotage du plan, le second suit l'ordre alphabétique des noms des propriétaires et sous chaque nom sont transcrits les éléments afférents à toute parcelle possédée par le même individu sur le territoire de la commune. Grâce à la matrice il sera

donc très facile d'établir la cote foncière de tout contribuable.

Des voies de recours ont été établies ; nous passerons sous silence celles qui concernent les opérations d'art pour ne relater que celles qui concernent l'expertise. Elles peuvent être collectives ou individuelles : collectives quand elles portent sur la classification ou le tarif des évaluations. Elles ont alors le caractère de recours administratif et sont portées devant le préfet puis le ministre ou directement devant le Conseil d'État en cas d'excès de pouvoir ou de violation de la loi. Elles sont individuelles quand elles ont trait au classement ou « exception-
« nellement quand un même contribuable proprié-
« taire de la totalité ou de la presque totalité des
« parcelles composant une classe déterminée vient à
« réclamer contre la classification ou le tarif des
« évaluations. » Elles sont alors portées devant les tribunaux administratifs selon la procédure ordinaire. Mais elles ne peuvent être introduites que dans les six mois qui suivent la publication du premier rôle après achèvement du cadastre par une demande adressée au préfet. Après ce délai, aucune réclamation ne peut plus être admise contre les opérations cadastrales en raison de la fixité des évaluations établies par l'article 37 de la loi, du 15 septembre 1807 (1).

Ce principe souffre deux exceptions : dans les cas où la réclamation porte sur des erreurs matérielles commises dans la mesure des contenances, ou bien

1. Caillaux, *Traité théorique et pratique des Impôts en France*, t. I, p. 16.

dans l'un des cas assez rares où la fixité d'évaluation n'est pas absolue (exemptions temporaires). Ces réclamations sont alors jugées dans les formes habituelles en matière de contributions directes.

L'exécution du cadastre parcellaire commencée en 1808 ne fut achevée complètement qu'en 1850 (département du Cantal). La Corse n'est pas encore entièrement cadastrée, de même que la Savoie et la Haute-Savoie dans lesquelles l'ancien cadastre sarde n'est pas partout remplacé.

CHAPITRE V

Les vices du cadastre parcellaire

BIBLIOGRAPHIE. — Commission extraparlamentaire du cadastre, 1891.
Procès-verbaux.

Théoriquement le cadastre eût répondu à ce que l'on en attendait et il eût permis d'arriver par degré à la péréquation générale de l'impôt foncier, s'il avait été exécuté d'une façon parfaite. Mais, comme toute œuvre humaine, il avait des défauts qui lui enlevaient, dès l'origine, une grande partie de sa valeur. Ces défauts concernaient d'une part les plans eux-mêmes, d'autre part les travaux d'expertise.

L'exactitude des plans dépend beaucoup du géomètre qui en a fait le levé. Un fonctionnaire déclarait que pour connaître la confiance à accorder à un plan, il lui suffisait de regarder par qui il était signé et, au courant des aptitudes professionnelles des géomètres de sa circonscription, il se faisait immédiatement un avis (1). Sans mettre en cause l'inexpérience des agents, on peut également imputer des erreurs à la défectuosité des instruments qui, à l'époque de la confection du cadastre, étaient en nombre

1. Commission extraparlamentaire du cadastre. Procès-verbaux, t. IV, p. 39.

trop restreint et de qualité très inférieure à ce qu'elle pourrait être aujourd'hui.

Dans la commune de Lunel (Hérault) cadastrée en 1812, les lignes d'opération présentent entre le terrain et le plan des différences de 11 m. 90, de 4 m. 95 et de 6 m. 10.

Dans la commune de Barrême (Basses-Alpes) cadastrée en 1838, les opérations de triangulation sont inexactes. Les erreurs atteignent 10 mètres.

Enfin dans la commune de Nieudan (Cantal) cadastrée en 1828, la rivière n'a jamais pu occuper la place qui lui est assignée par le plan, étant donné la topographie du terrain. Il semble qu'un géomètre peu scrupuleux ait modifié son cours sur le papier pour faire concorder deux feuilles.

Dans la commune de Le Venet (Ariège), cadastrée en 1812, le géomètre n'a pas suivi fidèlement le crayon en repassant à l'encre le plan.

Les erreurs concernant l'arpentage parcellaire ou le calcul des contenances sont extrêmement nombreuses.

On pourrait multiplier les exemples.

Un conducteur des ponts et chaussées ayant pris part aux expériences faites en 1893, sur l'ordre de la Commission extraparlamentaire du cadastre, s'exprimait en ces termes dans son rapport: « Le travail « de détail a dû être quelquefois un peu bâclé ; il « sent légèrement le travail à la tâche exécuté avec « le but principal de faire beaucoup et vite, tandis « que faire bien n'aurait été qu'un but secondaire. »

De son côté l'expertise eût dû aboutir à l'établis-

sement d'un tarif fixant pour chaque classe des diverses natures de culture, le revenu net moyen à l'hectare, conformément à la réalité. Mais il n'était même pas nécessaire d'atteindre à une telle perfection pour permettre encore une juste répartition des charges foncières. Il eût suffi que les déductions faites au produit brut pour parvenir au revenu net, sans être d'accord avec la réalité, fussent cependant opérées d'une manière identique et proportionnelle sur toute l'étendue du territoire français. Dans ce dernier cas les résultats étaient encore comparables, et l'on pouvait sans inconvénient remonter du revenu parcellaire au revenu communal, départemental et national. Or, en pratique non seulement on ne fixa pas le revenu net, mais on ne fit pas non plus les atténuations partout dans la même proportion.

Les répartiteurs en effet choisis par le conseil municipal tous propriétaires fonciers se rendaient facilement compte qu'ils avaient intérêt tant à leur point de vue qu'à celui de tous leurs concitoyens à atténuer autant que possible le revenu imposable de la commune, partant le revenu imposable de chaque parcelle. Ils étaient donc très larges dans les déductions pour frais de semences, récoltes et entretien. D'autant plus larges même qu'il est plus difficile d'estimer ces frais en détail et qu'à partir de 1821 ils étaient dispensés d'en faire le décompte dans leurs procès-verbaux d'expertise.

Les répartiteurs pour faciliter leur tâche avaient pris généralement l'habitude d'estimer ces frais à tant pour cent du produit brut. Mais ce tantième était aussi variable qu'il y avait de communes, toutes

choses égales d'ailleurs. Une répartition faite au prorata d'un revenu net établi de cette manière ne pouvait donc pas ramener l'égalité proportionnelle.

A mesure que cette vérité apparaissait plus clairement, des lois successives limitaient l'application des résultats donnés par l'expertise à la péréquation de la contribution foncière, d'abord entre les arrondissements d'un même département (L. du 20 mars 1813, art. 14) puis entre les cantons cadastrés d'un même arrondissement (L. du 15 mai 1818, art. 37) enfin entre les contribuables d'une même commune (L. du 31 juillet 1821, art. 20).

En effet à ce dernier degré seulement les évaluations étaient faites d'après des bases semblables puisque les mêmes hommes y concouraient et y apportaient leur méthode.

De sorte que si le cadastre par masses de culture primitivement entrepris n'avait été jugé bon qu'à permettre la péréquation entre les circonscriptions, — ce qui d'ailleurs n'est pas démontré — et non pas entre les contribuables, le cadastre parcellaire fut jugé à son tour ne réaliser qu'une meilleure répartition individuelle. Ainsi l'œuvre commencée en 1807 n'avait plus qu'une portée très restreinte avant même qu'elle fût achevée et l'on en était réduit, pour diviser le contingent global aux trois premiers échelons, à ne tenir aucun compte des évaluations cadastrales.

En dehors des défauts d'exécution, le temps devait également exercer sur les documents du cadastre, plan d'une part, matrices de rôles d'autre part, son action destructrice.

A supposer que, dès l'origine, le plan eût été l'exacte représentation de la commune, non pas dans sa configuration topographique que le cadastre n'a pas mission d'exposer, mais dans la description des routes, chemins, rivière parcelles, maisons, usines et autres détails qui n'affectent pas la cote du terrain, chaque année devait apporter des modifications, qui rendaient à la longue ce plan de moins en moins semblable à la réalité, s'il n'était pas tenu au courant continuellement des changements qui s'opèrent. Or, les lois n'ont organisé aucun service de conservation ou d'entretien du cadastre.

Parmi les causes principales des modifications subies par le parcellaire. Il faut ranger en premier lieu le morcellement des héritages ou inversement les réunions de parcelles entraînant respectivement des rectifications ou des suppressions de clôtures, murs, haies, palissades et des déplacements de limites, des défrichements, déboisements ou changements de culture en grand nombre, des destructions, reconstitution, création de vignobles, des colmatages le long des cours d'eau ; les travaux publics tels que voies ferrées, routes, canaux, canaux d'irrigation, dérivation des eaux de source, enfin les mouvements de la propriété bâtie.

Dans la commune d'Ingré (Loiret) cadastrée en 1811, on rapporte que l'un des propriétaires du petit château de Bel-Air avait acheté toutes les parcelles qui l'avoisinaient pour constituer un domaine d'une quarantaine d'hectares. Un de ses héritiers a défait son œuvre et revendu en détail le terrain qui avait été divisé en parcelles beaucoup plus favora-

bles à la culture (1). Le sol a été morcelé dans un grand nombre d'autres communes parmi lesquelles Levet (Cher) cadastrée en 1812; Tournefeuille (Haute-Garonne, 1812), Savines (Hautes-Alpes, 1884), Drap (Alpes-Maritimes, 1866), Prix (Ardennes, 1843), etc. Ces communes ne sont pas cantonnées dans une région spéciale de la France mais au contraire situées dans tous les départements (1).

La Loire-Inférieure contenait au moment du cadastre 642.753 hectares imposables, 130.000 hectares étaient à cette époque formés de landes incultes. 7/10^{es} sont aujourd'hui (1893) défrichés (1).

Dans la Nièvre, en vue de faciliter l'élevage et l'engraissement du bétail, on a fait disparaître des haies pour réunir des parcelles. La même chose est signalée à Nieudan (Cantal) (1).

Enfin dans le canton de Laroquebrou on élève beaucoup de bestiaux. Aujourd'hui les cultivateurs s'attachent à la production des fourrages pour laquelle ils réunissent des parcelles en enlevant des haies qui gênent les travaux agricoles et qui occupent une place souvent futile. A l'époque du cadastre dans un périmètre donné il y avait 80 parcelles. Il en subsiste le tiers.

En ce qui concerne les travaux publics dans le seul département d'Indre-et-Loire, sur 282 communes qu'il renferme, 172 sont traversées par une ou plusieurs voies ferrées (2).

Sans doute la plupart des modifications relatées

1. Commission extraparlamentaire du cadastre, 1891. Procès-verbaux, t. IV, p. 43 et 44.

2. e nombre de parcelles traversées par un kilomètre de voie fer-

n'ont été relevées qu'en 1893, c'est-à-dire longtemps après l'achèvement des travaux. Mais à cette époque elles étaient telles que toute revision des plans était devenue impossible et qu'il eût été nécessaire de les refaire complètement. Elles furent très peu de temps après l'achèvement du cadastre suffisantes pour rendre les plans sinon revisables, du moins défectueux.

D'autre part, si le revenu assigné à chaque parcelle à la suite de l'évaluation, à condition qu'elle fût bonne, avait permis de réaliser une répartition équitable du contingent communal, l'égalité proportionnelle ainsi obtenue ne pouvait durer qu'autant que l'allivrement cadastral se trouvait correspondre au revenu net. Or si les produits de la terre sont plus constants que les autres, ils sont néanmoins susceptibles de variations souvent moins lentes à se manifester que ne semblait le croire le législateur de 1807. Ces variations se produisant toutes dans le même sens et dans le même rapport pour les terres d'une même commune, n'auraient aucune importance au point de vue de la bonne répartition de l'impôt. Mais en fait certaines terres d'un même territoire croissent en valeur alors que d'autres diminuent : que des travaux les améliorent, que des marchés se déplacent, que des voies de communications soient créées, ou qu'enfin des fléaux s'abattent sur des cultures particulières, la vigne par exemple.

résumé en moyenne :

de 30 parcelles sur le Nord			
— 28	—	—	Ouest
— 40	—	—	P.-L.-M.
— 64	—	—	Est
— 37	—	—	la Grande-Ceinture

Toutes ces causes ont fortement agi au cours du XIX^e siècle. Il eût donc été nécessaire, pour que l'impôt demeurât proportionnel au revenu, d'effectuer la revision de l'allivrement cadastral à des époques déterminées.

La loi du 15 septembre 1807, article 37, avait cependant établi la fixité des évaluations. Il était disposé que pour les propriétés bâties une revision en serait faite tous les dix ans mais la loi s'exprimait au sujet des propriétés non bâties : « Les propriétaires com-
« pris dans le rôle cadastral des propriétés non bâ-
« ties ne seront plus dans le cas de se pourvoir en
« surtaxe à moins que, par événement extraordinaire,
« leurs propriétés ne vinssent à disparaître ; il y se-
« rait pourvu par une remise extraordinaire... » Sans doute c'était une mesure excellente d'assurer le cultivateur contre toute augmentation immédiate d'impôt ; c'était le pousser à faire des progrès dans le produit de son bien. Mais alors on arrive très vite au résultat que l'impôt invariable n'est plus pour tous dans la même proportion avec le revenu variable, et cette proportion change pour chacun. En résumé on en arrive à l'inégalité la plus choquante de contribuable à contribuable. Il serait donc utile que la loi prévoyait une mise à jour des évaluations au bout d'un laps de temps plus ou moins long.

L'opération des mutations concourait enfin à faire de la matrice de rôles un document tout à fait défectueux. Il a été exposé que la matrice est un état où un compte est ouvert à chaque propriétaire. Ce compte est débité des propriétés possédées ou acquises, il est crédité des propriétés qui cessent, pour une cause quelconque, d'appartenir à une même personne. La

tenue de ces comptes est confiée au contrôleur des contributions directes qui effectue chaque année une tournée, dite des mutations, au cours de laquelle avec l'aide du percepteur local, il mentionne les changements survenus. Mais on sait combien vagues sont les désignations portées par les actes translatifs de propriété de biens immeubles. Le plus souvent il n'est pas fait emploi des indications cadastrales. De sorte qu'un plan rigoureusement exact permettrait seul de reconnaître les parcelles objet de mutations. A mesure que les plans s'écartaient de la réalité, il devenait de plus en plus difficile de le faire. Et nous connaissons personnellement un cas où le contrôleur s'est déclaré incapable d'opérer les mutations nécessaires à la suite de l'homologation d'un partage entre plusieurs héritiers. La distribution des parcelles entre eux s'est faite en ne tenant compte que du revenu cadastral de chacune, de façon que finalement l'impôt total dû par l'héritage fût réparti entre chacun au prorata de sa part foncière. De la sorte, on voyait figurer au compte de l'un une parcelle placée dans la part de l'autre et inversement.

L'action de toutes ces causes réunies devait amener fatalement des demandes de revision du cadastre.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VI

La loi du 7 août 1850 (art. 7)

BIBLIOGRAPHIE. — 1^o Rapport de M. Gouin, *Moniteur Universel* du 17 juillet 1850, Supplément.

2^o Arrêt du Conseil d'État du 15 mai 1848 (Lelong, 1848, p. 288).

De 1807 à 1838, un certain nombre de communes furent recadastrées par voie administrative. Les opérations qui furent faites dans cette période peuvent être considérées comme faisant partie de l'exécution elle-même du cadastre. Elles consistaient en effet à remplacer des travaux trop mal accomplis par de meilleurs.

Mais à partir de 1838, on entre dans une tout autre phase. Certains cadastres deviennent déjà anciens ; quelques-uns existent depuis trente années. Aussi la nécessité d'en refaire un grand nombre ne vient plus seulement des vices de l'exécution, mais elle vient aussi de l'action du temps.

Des conseils généraux manifestent, dès 1836, le désir que, dans les départements qu'ils représentent, des autorisations soient données aux communes

qui sollicitent d'entreprendre des travaux nouveaux, à leurs frais ou avec l'aide pécuniaire et gracieuse du département.

Les assemblées locales fondent leurs réclamations sur « les défauts dont les premières opérations cadastrales sont entachées et sur les changements « notables que les progrès de l'agriculture et de l'industrie ont amenés dans le produit des différentes « natures de propriété (1). »

En 1844, M. Humann, alors ministre des Finances, fit droit à ces demandes sur les instances réitérées des mêmes départements. Il avait jugé, après un « examen approfondi » des lois du 15 septembre 1807, du 31 juillet 1821 et du 10 mai 1838 que dans l'état actuel de cette législation le renouvellement des évaluations n'était pas interdit.

En 1850, 1.796 communes avaient entièrement renouvelé leur cadastre en vertu de cette autorisation administrative.

Mais un incident important avait marqué les opérations de réfection entreprises de 1841 à 1850.

Des contribuables, dont les cotes foncières avaient été modifiées, en réclamèrent le rétablissement d'après le revenu matriciel des premières évaluations. Ils obtinrent gain de cause devant le conseil de préfecture de la Côte-d'Or par arrêté du 15 décembre 1845. L'arrêté fut confirmé sur appel du ministre des Finances par le Conseil d'État. (Arrêt du 15 mai 1848, Lelong, 1848, p. 288.)

1. Rapport de M. Gouin sur le budget, *Moniteur Universel*, 17 juillet 1850, Supplément.

« 15 mai 1848, ministre des Finances contre veuve
« Gelquin et consorts. »

« Au nom du peuple français, Nous, membres du
« gouvernement provisoire, etc.

« Vu le rapport du ministre des Finances tendant
« à l'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture
« de la Côte-d'Or en date du 15 décembre 1845 qui
« a déclaré nulles et non avenues pour cause d'illé-
« galité des opérations cadastrales nouvelles les cotes
« de contribution foncière qui ont été attribuées dans
« le rôle de la commune de Cessey-sur-Tille pour
« l'année 1845 aux dames veuves Gelquin, etc...

« Vu le règlement du 22 juillet 1806 ; l'arrêté du
« 24 floréal an VIII ; les lois du 15 septembre 1807
« et 31 juillet 1821 ; l'ordonnance du 3 octobre 1821
« en son article 9 et le règlement sur le cadastre du
« 15 mars 1827.

« Vu notre arrêté du 15 mars 1848.

•
« Au fond, considérant que la loi du 15 septembre
« 1807 en prenant les évaluations cadastrales pour
« base de la répartition de la contribution foncière
« à tous ses degrés entre les propriétés non bâties,
« a consacré par voie de conséquence nécessaire la
« fixité des évaluations et qu'aucune disposition des
« lois postérieures *n'a abrogé ce principe en ce qui*
« *concerne la répartition individuelle* et autorisé la
« revision des opérations cadastrales régulièrement
« exécutées en vertu de cette loi ; qu'ainsi c'est avec
« raison que le conseil de préfecture a ordonné que
« les cotes de contribution foncière des réclamants
« renouvelées par voie administrative seraient réta-

« blies d'après le revenu matriciel résultant des pre-
« mières évaluations cadastrales. »

.
Cet arrêt s'appuie principalement sur la loi du
15 septembre 1807, article 37. Il nous semble que la
jurisprudence du Conseil d'État en ait fait une appli-
cation un peu étroite et qu'il eût été plus conforme
à l'intérêt général de n'en pas déduire une consé-
quence aussi rigoureuse que le texte d'ailleurs ne
comporte pas d'une façon explicite.

Néanmoins, pour que les travaux neufs ne fussent
pas exécutés en pure perte et pour couper court aux
réclamations que tout contribuable eût soulevées s'il
avait trouvé plus avantageux pour lui de faire réta-
blir sa cote sur les anciennes évaluations, la loi du
7 août 1850 (art. 7) décida que : « Dans toute com-
« mune cadastrée depuis trente ans au moins, il pour-
« rait être procédé à la revision et au renouvel-
« lement du cadastre sur la demande du conseil
« municipal et sur l'avis conforme du conseil général
« du département, à la charge par la commune de
« pourvoir aux frais des nouvelles opérations. »

Ce texte ne visait pas à encourager les travaux de
revision du cadastre. M. Gouin, rapporteur de cet
article, était d'avis qu'il constituait un remède ur-
gent indispensable à prescrire dans les circonstances
présentes ; mais il lui paraissait nécessaire, d'autre
part, de mettre à l'étude « la solution complète de la
« revision et de la conservation du cadastre » pour en
faire une application *simultanée* à tous les départe-
ments. Ainsi le vote de la loi de 1850 est dans l'es-
prit du rapporteur lui-même une mesure comman-

dée par les circonstances. C'est une mesure de bonne administration ; rien de plus.

Aussi on ne s'étonnera pas que les effets pratiques en aient été très restreints. Six cent cinquante communes seulement ont demandé et obtenu de profiter du texte voté en 1850. Cela s'explique d'ailleurs assez facilement. En effet, dès avant 1850, les plans cadastraux les plus défectueux, et les expertises les moins bonnes avaient été déjà refaits en vertu de simple autorisation administrative. Ces travaux étaient devenus définitifs, puisqu'ils n'avaient pas été attaqués devant les tribunaux compétents dans les délais prescrits par les lois en vigueur. Comme à partir de 1883 il fut question de mettre à l'étude un plan complet de réorganisation cadastrale, l'application de la loi cessa à peu près entièrement. En 1890 il fut en effet décidé de réunir une commission extraparlamentaire avec mission de préparer les mesures propres à faire du cadastre non seulement un instrument de fiscalité meilleur mais aussi un document faisant titre au point de vue de la propriété civile. La commission s'assembla en 1891.

CHAPITRE VII

La Commission extraparlamentaire du cadastre 1891-1905

BIBLIOGRAPHIE. — Commission extraparlamentaire du cadastre.
Procès-verbaux. Imprimerie nationale, 9 vol.

Dans la période de quarante années qui s'étend de 1850 à 1890, on ne prit aucune mesure concernant le cadastre. Le plan d'ensemble de revision et de conservation annoncé par M. Gouin, rapporteur de la loi de 1850, comme tout prochain, ne fut jamais présenté. Enfin des propositions ou des projets de loi émanant de l'initiative parlementaire ou gouvernementale, notamment le projet que M. Léon Say, ministre des Finances, déposa en 1876, n'aboutirent à aucun texte législatif.

Cependant la question de la répartition de l'impôt foncier à tous les degrés et particulièrement au quatrième degré, c'est-à-dire de contribuable à contribuable, gardait toute son acuité. Dans l'intérieur d'une même commune les cotes des divers propriétaires variaient de 1 à 25 % du revenu actuel. Cette proportionnalité frappait les populations, parce qu'elle leur apparaissait directement sur l'avertissement envoyé à chacun par le percepteur, et parce qu'elle était en fait plus grande que les inégalités existant

de contingent à contingent, ces inégalités ayant été réduites au cours du siècle par des dégrèvements successifs (voir 3^e partie).

Soixante-deux conseils généraux s'étaient donc prononcés, dès avant 1890, pour la réfection du cadastre. En 1892, le congrès de la propriété immobilière, décelant un état d'esprit antérieur, devait se prononcer également dans le même sens.

Pour préciser les circonstances dans lesquelles fut réunie la Commission extraparlamentaire du cadastre, il y a lieu de rappeler le vote de deux lois : l'une du 22 juillet 1881 décidait qu'un contingent spécial serait affecté d'une part à la propriété foncière bâtie, d'autre part à la propriété foncière non bâtie au lieu d'un contingent global pour ces deux natures d'immeubles ; l'autre du 8 août 1890 transformait en un impôt de quotité la contribution foncière des propriétés bâties.

Comme compensation au regard des propriétaires d'immeubles non bâtis, la même loi de 1890 accordait un dégrèvement de 15.267.970 francs pour réduire autant que possible les inégalités de la répartition aux trois premiers degrés et le gouvernement annonçait dans le projet du budget de 1891 son intention de réunir une commission extraparlamentaire pour étudier « un projet de cadastre qui « perpétué à l'aide d'un système permanent de con- « servation ne serait pas seulement un instrument « fiscal et administratif mais devrait satisfaire à d'au- « tres besoins : constituer la base de la contribution « foncière ; assurer la sécurité des hypothèques et « la régularité des transactions immobilières ; fournir

« enfin à l'agriculture par le développement des institutions de crédit, les moyens d'avenir qui lui font défaut aujourd'hui (1). »

Ce programme de travaux montre combien s'était élargie la question cadastrale. Il ne s'agissait plus seulement de refaire un instrument fiscal. On était généralement d'avis que c'était là une dépense bien trop considérable pour les services qu'elle était appelée à rendre. On pouvait faire remarquer en effet que par des dégrèvements successifs le principal à répartir n'était en 1891 que de 103.279.235 francs.

Si une entreprise telle que la réfection du cadastre était exécutée, on voulait reprendre, avec des perfectionnements modernes, l'idée des livres terriers dont Gaudin avait eu la conception en 1807. Ces livres fonciers eussent été un état civil des immeubles, appuyé sur un plan rigoureusement exact et tenu constamment à jour. Quelques pays étrangers avaient réformé dans ce sens leur législation.

Nous citerons particulièrement la Prusse, l'Italie, la Belgique. Mais c'est en Australie que l'*Act Torrens* a introduit le système des livres fonciers de la façon la plus complète. C'est un régime analogue que l'on voulait acclimater en France.

L'unité d'étendue foncière, îlot de propriété (2) ou parcelle, devait faire l'objet d'un feuillet du livre foncier, reproduisant un extrait du plan cadastral, indi-

1. Exposé des motifs. Budget de 1891, p. 27.

2. On doit entendre par *îlot de propriété* un groupe de parcelles limitrophes appartenant à un même propriétaire, que ces parcelles soient ou non toutes affectées à la même culture.

quant le nom du propriétaire actuel, l'origine de son droit, sa nature et les modifications dont il est susceptible. Ce feuillet devait faire titre, faciliter les transactions immobilières, développer les moyens de crédit, en donnant aux terres un état certain et public. Les changements dans la consistance matérielle des propriétés seraient obligatoirement déclarés au service nouveau qui serait chargé de conserver un plan cadastral entièrement remis à jour. Ceux affectant le droit, mutations à titre gratuit, à titre onéreux entre vifs ou par décès, mutations de jouissances, privilèges, constitutions d'hypothèques, d'usufruit de servitudes, le devaient être à un autre service à qui incomberait le soin de tenir au courant les livres fonciers et d'y porter toutes mentions prescrites par la loi.

Telle est en résumé l'économie du programme qui devait être soumis à la Commission extraparlamentaire du cadastre.

Celle-ci fut instituée par un décret du 30 mai 1891. Elle se divisa en trois sous-commissions qui se partagèrent l'étude des principales questions.

Première sous-commission ou sous-commission technique : Enquête sur la nature actuelle des documents cadastraux. Étude des moyens propres à opérer la revision ou la réfection de ces documents.

Deuxième sous-commission ou sous-commission juridique : Innovations et modifications à introduire dans la législation civile de la propriété foncière.

Troisième sous-commission ou sous-commission des voies et moyens : Établissement de la durée et du coût de l'opération, ainsi que des mesures à prendre pour

faire face aux dépenses et les répartir entre l'État, les départements, les communes et les particuliers.

Les travaux des première et troisième sous-commissions touchent seuls au point de vue fiscal de la question qui au contraire n'a pas été abordé par la sous-commission juridique. Ces deux assemblées se sont préoccupées de refaire le cadastre avec l'objectif principal, d'en faire la base des livres fonciers. Mais le cadastre ainsi refait et entretenu eût été accessoirement un instrument perfectionné de la répartition de l'impôt. Il va sans dire en effet qu'en même temps que le plan on eût renouvelé également les évaluations. Ces évaluations auraient pu être périodiquement revisées avec une facilité d'autant plus grande que la figuration du terrain eût été perpétuellement tenue en rapport avec la réalité.

C'est donc en tant qu'elle aboutit à un projet de réfection et d'entretien du cadastre que nous examinerons l'œuvre de la Commission extraparlamentaire assemblée en 1891.

ENQUÊTE SUR LA VALEUR ACTUELLE DES DOCUMENTS
CADASTRAUX ET SUR LA NÉCESSITÉ DE REFAIRE INTÉ-
GRALEMENT LE CADASTRE.

Que les documents cadastraux fussent mauvais, la majorité des membres de la Commission était d'accord pour le reconnaître. Dans ce sens se prononçaient M. Boutin (1) directeur général de l'administration des

1. Discours de M. Boutin Commission extraparlamentaire du cadastre, fascicule 1, p. 35.

contributions directes, M. Terrier (1), M. Cheysson, M. Delombre.

Mais ce que la Commission a eu pour but de faire en entreprenant une enquête sur la valeur actuelle des documents cadastraux était de fixer sa religion sur le point de savoir si une simple revision des plans suffirait à remédier à la situation ou s'il était nécessaire de renouveler entièrement le cadastre.

La Commission du budget elle-même hésitait entre la revision, et le renouvellement, à cause surtout de la différence de prix la revision ayant coûté en Alsace-Lorraine (2) 6 fr. 73 par hectare et le renouvellement 22 fr. 50 par hectare (3).

M. Cheysson appuya donc la proposition de M. Delombre qui consistait à se livrer à des expériences au moyen du crédit de 1 million affecté à cet usage par le budget de 1891.

Il fut décidé que la sous-commission technique nommerait deux comités : l'un, comité d'enquête, fournirait les renseignements demandés ; l'autre comité des essais, présenterait un programme des moyens les plus propres à atteindre le but. Nous réservons pour plus tard l'examen succinct des travaux de ce dernier comité.

Il fut constitué en vue de l'enquête dans chaque département un comité dit comité départemental et composé :

Du directeur des contributions directes et du cadastre ;

1. Commission extraparlem. du cad., fascicule 1, p. 48.

2. Le cadastre avait été récemment renouvelé dans les provinces annexées.

3. Rapport de M. Poincaré, budget de 1891.

De l'ingénieur en chef des ponts et chaussées ;
Du géomètre en chef du cadastre dans les départements où les opérations cadastrales sont en cours d'exécution ou de renouvellement (Savoie, Haute-Savoie Nord) ;

De l'agent-voyer en chef ;

D'un ingénieur ordinaire des ponts et chaussées désigné par l'ingénieur en chef ;

D'un agent-voyer d'arrondissement désigné par l'agent-voyer en chef ;

De l'inspecteur des contributions directes.

Une première question fut posée à ces comités. Combien de communes devraient, à leur avis, être réarpentées intégralement, combien devraient être réarpentées en partie seulement ? L'enquête porta sur un total de 36.144 communes et il en résulta qu'il parut nécessaire de refaire intégralement le cadastre dans 28.850 d'entre elles ; de le refaire en partie seulement, c'est-à-dire d'en opérer la revision dans 7.294. En résumé 80 % du total à renouveler, 20 % à reviser.

La même demande avait été faite par l'administration en 1886 aux directeurs départementaux. Les réponses avaient abouti aux résultats suivants :

Communes à réarpenter intégralement . .	13.205
Communes à réarpenter partiellement . .	21.785
Communes cadastrées depuis moins de trente ans ou recadrées en vertu de la loi du 7 août 1850	1.127
Total	35.117

soit respectivement 38 % et 62 % du total moins 1.127 communes. On peut résumer ces chiffres en un tableau (1).

1. Rapport général de M. Cheysson, fascicule 4, *op. cit.*

DÉSIGNATION DES ENQUÊTES	Nombre total des communes	Contenance totale imposable et non imposable	Nombre total présumé des parcelles actuelles	Communes à réarpenter intégralement					
				Nombre de communes	Proportion %	Contenance imposable et non imposable	Proportion %	Nombre présumé des parcelles actuelles	Proportion %
Enquête de 1886	34.990	51.093 082	145.909.319	13.205	38	20.062.819	39	66.182.295	45
Enquête de 1891	36.144	52.950.847	151.091.992	28.850	80	41.275.459	78	124.787.613	83
				Communes à réarpenter en partie					
Enquête de 1886. . . .				21.785	62	31.030.263	61	79.727.024	55
Enquête de 1891. . . .				7.294	20	11.675.388	22	26.304.376	17

On peut constater une différence appréciable entre les données fournies par deux enquêtes cependant très rapprochées en date. Cet écart s'explique très facilement.

L'administration n'avait demandé en 1886, aux directeurs, des renseignements que dans le but de renouveler le cadastre à un point de vue purement fiscal. La sous-commission avait établi son questionnaire en 1891, non plus seulement à ce point de vue fiscal, mais aussi au point de vue de l'établissement des livres fonciers. Aussi des plans qu'il eût été suffisant de réviser pour permettre de répartir l'impôt avec plus de justice avaient-ils paru inaptes à former la base du droit immobilier. Les comités départementaux furent donc, à bon droit, plus rigoureux dans le classement qu'ils firent des communes, que ne l'avaient été, quelques années auparavant, les directeurs des contributions directes.

Le comité d'enquête ne se contenta pas des avis qui lui avaient été exprimés, bien qu'ils émanassent d'une assemblée d'hommes particulièrement compétents que leurs fonctions mettaient en contact journalier avec le terrain et le plan. Il voulut que ces mêmes hommes fissent, dans deux communes du département, une étude plus approfondie de la question en vue de laquelle fut préparée une instruction.

Quelques membres du comité s'étaient au préalable rendu compte de visu de la méthode à suivre en opérant eux-mêmes à Alfortville, à Vitry, à Torton, à Belfes (Cher), à Challuy (Nièvre). Les opérations à faire devaient avoir pour but de collationner

les plans cadastraux avec le terrain dans des régions déterminées.

Les résultats de ces expériences firent ressortir de leur côté que sur 173 communes où elles furent exécutées, 145 avaient besoin d'un renouvellement

Une simple revision des plans suffirait-elle à assurer la constitution juridique de la propriété (1891) ?

AVIS EXPRIMÉS

OPÉRATEURS ET COMITÉS	Revision <i>pure</i> et simple		Système <i>mixte</i>		Réfection <i>intégrale</i>		TOTAL
	Nombre	Rapport ‰	Nombre	Rapport ‰	Nombre	Rapport ‰	
<i>Communes cadastrées avant 1827</i>							
Géomètres locaux . .	4	6	6	10	53	84	63
Agents voyers. . .	3	11	5	18	20	71	28
Conduct. des ponts et chaussées. . .	8	10	10	13	59	77	77
Comités départemen- taux	3	4	4	6	79	91	86
<i>Communes cadastrées après 1827</i>							
Géomètres locaux . .	14	22	10	16	40	62	64
Agents voyers. . .	7	25	8	28	13	47	28
Conduct. des ponts et chaussées. . .	15	19	12	16	51	65	78
Comités départemen- taux	11	13	10	12	66	75	87

complet de leur cadastre et 28 seulement d'une revision simple ou d'une réfection partielle. Soit 84 % d'une part et 16 % d'autre part.

Ce pourcentage rapproché de celui qui avait résulté de la première partie de l'enquête, en confirme la valeur, puisqu'il coïncide à peu près avec les chiffres de 80 % et de 20 %.

Le comité d'enquête était éclairé (1).

ABORNEMENTS GÉNÉRAUX, DÉLIMITATION, BORNAGE

La question des abornements généraux, de la délimitation et du bornage fut également mise à l'étude par le comité d'enquête de la sous-commission technique. C'était un point capital à trancher en connaissance de cause, si on voulait faire du cadastre le fondement du droit de propriété. Mais le cadastre demeurant même un simple document fiscal et administratif, nous considérons qu'il y avait encore intérêt à opérer des abornements généraux, à examiner comment se ferait la délimitation et même le bornage. Ces conditions de bonne exécution n'avaient pas été envisa-

1. M. Debray a consigné dans les annexes de son rapport tous les renseignements recueillis. Il a également passé en revue les principales causes qui dans le cours des années ont amené la détérioration des pièces cadastrales, matrice et plan. Ces causes, nous les avons déjà énumérées (voir le chapitre V,). Les quelques faits donnés à l'appui ont été puisés dans ce même rapport de M. Debray. Ces causes avaient déjà fait sentir leur effet avant l'année 1850. Depuis lors, le cadastre n'avait cessé de s'écarter de plus en plus de la réalité des choses.

gées avec le soin nécessaire lors des premières opérations entre 1807 et 1845.

C'est d'ailleurs tout un programme de réorganisation rurale qui fut proposé à l'appréciation des comités départementaux. On y parlait des abornements généraux, des remembrements de propriété, et de la création de chemins ruraux. Il eût été en effet fort intéressant de réunir des parcelles trop éparses sans pour cela diminuer le nombre des propriétaires et d'augmenter sensiblement les facilités de la culture, de donner enfin un accès commode à tous les fonds de terre, en traçant les voies indispensables, supprimant de cette manière des servitudes de passage quelquefois onéreuses, souvent causes de litige. La réfection du cadastre était une occasion d'introduire ces réformes dans la législation et dans la pratique.

Les abornements généraux (1) se sont heurtés à l'opposition des comités départementaux. La partie juridique de l'opération a sans doute effrayé les représentants des intérêts ruraux car ils se sont au contraire prononcés, nous le verrons, en faveur du bornage obligatoire sensiblement analogue.

Au sujet de la délimitation des immeubles, il ne fut pas posé de questions. On estimait que c'était une mesure tellement indispensable, qu'il était à peu près inutile de la mettre en discussion. On ne voulait pas retomber dans l'erreur commise par les premiers organisateurs du cadastre, qui s'étaient contentés de tracer les limites sur le plan au vu du terrain. La délimitation serait donc la définition juridi-

1. Voir plus loin la définition, p. 85, 3°.

que de la ligne séparative de deux immeubles. Cette ligne séparative devait pouvoir être retrouvée au vu du plan par des mesurages simples faits sur le terrain par rapport à des repères fixes.

Mais cette ligne séparative, au lieu de figurer uniquement sur les feuilles de plan, peut aussi être marquée sur le terrain par des signes visibles : c'est le bornage. On distingue le bornage *continu* et le bornage *discontinu* : l'un consistant en clôtures telles que murs, haies, talus, fossés, etc., l'autre en simples bornes placées de distance en distance.

En France il y avait en 1891 : 61.746.120 ilots de propriétés, d'une contenance de 52.798.330 ha.85 a.

Ces propriétés se subdivisent de la façon suivante :

Propriétés pourvues d'un bornage continu 25 %	} 56 %
Propriétés pourvues d'un bornage discontinu 31 %	
Propriétés dépourvues de tout bornage.	44 %
Total.	100 %

Le bornage obligatoire fut admis par la majorité des comités départementaux comme devant être bien accueilli des populations sous la réserve toutefois, dans la plupart des cas, que la charge n'en retombât pas sur le propriétaire, mais sur l'État ou la commune.

Voici en résumé les questions qui furent posées lors de l'enquête et les réponses qui y furent faites par les comités départementaux :

	Réponses affir- matives	Réponses néga- tives	Abs- tentions
L'obligation de borner serait-elle acceptée.	71	16	»
Accueillerait-on favorablement :			
1° Les abornements généraux. .	9	78	»
2° Les remembrements de pro- priété.	4	83	»
3° La création de chemins ruraux.	16	71	»
Ces mesures : { 1° Seraient-elles utiles dans la région	40	45	2
2° Seraient-elles facilitées par une extension donnée aux lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 sur les Associations syndi- cales.	29	54	4
En cas d'abornement général de- vrait-on maintenir les bornages anté- rieurs.	79	4	4

EXÉCUTION DU PLAN CADASTRAL

Durée de l'opération.

L'exécution du cadastre pourrait être faite par deux méthodes de longue date connues, qui furent seules retenues par le comité des essais sans qu'un avis bien net en faveur de l'une ou de l'autre ait été émis ; les méthodes peuvent être caractérisées par l'instrument employé : la planchette ou le tachéomètre (1). La première parut plus exacte que la seconde

1. Avec la planchette, l'opérateur travaille sur une étendue de terrain très restreinte, mesurant les distances à la chaîne d'arpenteur. Avec le tachéomètre le géomètre mesure les distances par des visées

mais en revanche un peu plus longue. Toutes deux furent considérées comme de nature à donner des résultats satisfaisants. Elles furent parallèlement essayées par les comités départementaux sous la haute surveillance de membres du comité des essais. Les autres procédés que des inventeurs vinrent présenter furent en général, rejetés après un examen sommaire.

La durée des travaux d'exécution devait en grande partie dépendre des crédits qui seraient annuellement ouverts par le budget. Le levé du plan, l'établissement des livres fonciers exigeraient, d'après la sous-commission des voies et moyens, une période d'environ trente années.

M. Cheysson déclarait d'ailleurs qu'il faudrait se résigner « à commencer modestement par les localités où cette entreprise serait le mieux appréciée « par la population » (1) si on voulait mener à bonne fin l'opération de la réfection du cadastre comprenant la délimitation obligatoire (1). »

SOUS-COMMISSION DES VOIES ET MOYENS, PRIX DU TRAVAIL

Une aussi grosse entreprise que celle mise en projet par le gouvernement et confiée à l'étude de la Commission extraparlamentaire serait sans doute une dépense considérable pour les budgets de plu-

faites aux deux extrémités d'une base déterminée au préalable. Il peut par cette dernière méthode embrasser une plus grande étendue de terrain.

1. Rapport général de M. Cheysson. Commission extraparlamentaire du cadastre, fascicule 4.

sieurs années. Il importait donc de déterminer quel en serait le prix global.

Dès le début des séances (26 juin 1891). M. Celler lut une note où la dépense était évaluée. M. Celler envisageait trois hypothèses : l'exécution d'un cadastre réglementaire purement administratif et fiscal, d'un cadastre réglementaire avec abornements des lieux dits, enfin d'un cadastre réglementaire avec abornement général.

1^o Cadastre réglementaire.

L'ensemble des opérations que comporte la réfection du cadastre proprement dit, c'est-à-dire sans abornement préalable, peut être divisé en deux parties bien distinctes : la première dite géométrique, la seconde relative à l'évaluation du revenu des immeubles et à la péréquation de l'impôt.

La première partie comprend la triangulation, le levé, le rapport et l'expédition des plans parcellaires, le rapport des plans d'assemblages, la rédaction des états parcellaires et les calculs de surface par parcelle et par masse, la communication des bulletins indicatifs des propriétés ainsi que la vérification dans diverses opérations.

La dépense afférente à ces travaux peut être évaluée à 2 francs par hectare et 1 franc par parcelle. En admettant qu'un hectare contient 3 parcelles, cette dépense serait donc de $1 \times 3 = 3 + 2 = 5 \times 53.000.000$ d'hectares représentant la superficie de la France 265.000.000 fr.

La seconde partie consiste dans l'expertise des terrains, dans la répartition par parcelle du revenu total de chaque commune et dans l'établissement des matrices cadastrales et des rôles. La dépense

qu'occasionneraient ces opérations peut
être évaluée à 0 fr. 20 par hectare et
0 fr. 20 par parcelle, soit à raison de
3 parcelles par hectare $0,60 + 0,20 = 0,80$
 $0,80 \times 53.000.000 = 42.400.000$ fr.
Total de la dépense pour faire l'exécution
du cadastre réglementaire 307.400.000 fr.

2^o *Cadastre réglementaire avec abornement des lieux dits.*

L'abornement des cantons ou lieux dits a pour but de fixer définitivement au moyen de bornes le périmètre de différents groupes de parcelles formant un territoire. Lorsque cette délimitation est terminée on trace sur le plan des lignes d'opération dont les sommets sont rattachés aux bornes et sur ces lignes dont le nombre doit être suffisant pour bien déterminer la forme des parcelles on cote les largeurs dans chacune d'elles suivant la possession pour toutes celles qui n'ont pas d'origine connue et entre copartageants on procède à une répartition proportionnelle.

La combinaison qui consisterait dans l'exécution simultanée du cadastre réglementaire et de l'abornement des lieux dits produirait un surcroît de dépenses qu'il y a lieu d'estimer ainsi qu'il suit :

Délimitation par hectare.	2 fr. »
Répartition des parcelles par parcelle $0,50 \times 3 =$	1 fr. 50
Fourniture et plantation de trois bornes par hectare	1 fr. 50
	5 fr. 00

Le quart du territoire étant en nature de bois ou couvert de constructions n'est pas susceptible d'abornement : conséquemment le nombre d'hectares à aborner est de :

$$\frac{53.000.000 \times 3}{4} = 40.000.000 \text{ d'hectares.}$$

en chiffres ronds :

40.000.000 d'hectares à raison de 5 francs	
l'un	200.000.000 fr.
Si à cette somme on ajoute la dépense relative au cadastre réglementaire. . .	307.400.000 fr.
On trouve que le cadastre réglementaire avec abornement des lieux dits coûterait :	<u>507.400.000 fr.</u>

3^e Cadastre réglementaire avec abornement général.

L'abornement général, comme il est pratiqué dans quelques départements, a pour objet de déterminer par l'application des titres de propriété la position et les dimensions de toutes les parcelles du territoire et d'en fixer les limites au moyen de bornes. On procède d'abord à la division du territoire en plusieurs polygones renfermant 40 à 50 parcelles environ. Cela fait, on mesure séparément tous ces groupes de parcelles pour obtenir leur surface réelle. On rapproche ensuite l'étendue de toutes les contenances réunies portées aux titres de propriété. Si ce dernier total est inférieur à celui de l'arpentage, l'excédent est réparti proportionnellement entre toutes les parcelles et s'il est supérieur au résultat de l'arpentage, le déficit reconnu est supporté dans la même mesure.

Cette opération est hérissée de difficultés et dans bien des cas les parcelles sont déplacées et par suite dépréciées.

Quoi qu'il en soit, la dépense qu'occasionnerait ce long travail, minutieux et compliqué peut être évaluée à 7 francs par hectare et 1 franc par parcelle suivant détail ci-après :

Délimitation par hectare $7 \times 40.000.000 = 280.000.000$ fr.

Délimitation par parcelle :

$1 \times 3 = 3 \times 40.000.000 = 120.000.000$ fr.

Fourniture et plantation de trois bornes

par parcelle à raison de 0 fr. 50 la borne. 180.000.000 fr.

Si à ces sommes on ajoute la dépense rela-

tive au cadastre réglementaire. . . .	307.400.000 fr.
On trouve que le cadastre réglementaire	
avec abornement général coûterait (1).	887.400.000 fr.

La sous-commission des voies et moyens a, de son côté, conclu à une dépense globale de 600 millions de francs pour la réfection du cadastre et l'établissement des livres fonciers.

M. Paul Leroy-Beaulieu a trouvé ces évaluations exagérées ; elles s'écartaient sensiblement des siennes (2). Il est vrai que M. Leroy-Beaulieu n'a envisagé qu'une revision sommaire du cadastre au seul point de vue fiscal. Cette réforme ainsi limitée pourrait, selon lui, s'opérer en trois années et ne coûter que 40 à 45 millions, environ 1.000 francs par commune (3). La Commission extraparlamentaire s'est préoccupée d'une réforme bien plus complète et d'une tout autre envergure.

M. Cheysson, président du comité technique, a posé dans son rapport daté du 22 janvier 1894 des conclusions qui ont été reproduites dans l'avant-projet adopté quelques années plus tard par la commission plénière.

Il estimait imparfait le cadastre actuel, déclarait utile *tant au point de vue fiscal* qu'au point de vue juridique qu'il fût remplacé par un plan plus moderne.

Le comité d'enquête émet les vœux suivants :

1. Note lue par M. Celler, sous-commission technique, fascicule 1, p. 77.

2. Paul Leroy-Beaulieu. *Traité de la science des finances*, 1906, tome I, p. 436 *in fine*.

3. Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, tome I, p. 427.

1° Si les dépenses peuvent être contenues dans des limites raisonnables, il est désirable que le cadastre soit refondu de manière à permettre l'établissement du livre foncier de la France.

2° Sur la partie du territoire où les plans cadastraux actuels sont trop défectueux pour être utilisés, cette refonte aura lieu par voie de réfection totale. Mais elle s'opérera par voie de simple revision, partout où ce mode sera plus rapide et entraînera des frais moindres que la réfection tout en donnant aux plans revisés les garanties nécessaires pour qu'ils puissent s'adapter à leur nouvelle destination avec la même précision que les plans entièrement refaits.

3° Après la réfection ou la revision du cadastre, il sera organisé un service de conservation chargé de le tenir constamment à jour.

4° Pour faciliter le bornage collectif, il convient de faire application de la loi du 22 décembre 1888 aux syndicats de bornage composés de propriétaires d'une commune ou d'un lieu dit et réunissant les conditions de majorité fixées pour les travaux désignés au paragraphe 10 de l'article 1^{er} de ladite loi, c'est-à-dire comprenant les trois quarts des intéressés représentant plus des deux tiers de la superficie et payant plus des deux tiers de l'impôt foncier afférent aux immeubles ou les deux tiers des intéressés représentant plus des trois quarts de la superficie et payant plus des trois quarts de l'impôt foncier afférent aux immeubles.

5° En dehors de l'application de la loi du 22 décembre 1888, il n'y a lieu de rendre obligatoires pour les propriétés *privées* ni le bornage, ni même la délimitation juridique.

6° Afin d'encourager ces opérations facultatives, il convient d'accorder des faveurs spéciales aux communes et aux particuliers qui les entreprendront dans un délai à fixer par la loi.

7° L'entreprise du cadastre doit commencer modestement en se circonscrivant d'abord aux zones où elle rencontrera

toutes les conditions de succès; elle ne doit prendre ses développements successifs que dans la mesure que comporteront les ressources financières mises à sa disposition, l'assentiment de l'opinion publique éclairée par les premiers résultats obtenus, enfin les progrès techniques réalisés sous le triple rapport des méthodes, des instruments et des opérateurs.

8° L'État, les départements, les communes, les compagnies de chemins de fer et de canaux et les établissements publics seront tenus de délimiter et de borner tous les îlots de propriété qui leur appartiennent.

9° Les communes devront délimiter et borner à leurs frais et au besoin avec le concours de l'État et des départements non seulement le périmètre de leurs territoires respectifs mais encore les cantons, triages ou lieux-dits entre lesquels le territoire de chacune d'elles est subdivisé. Les bornes de ces subdivisions devront être en nombre tel qu'on puisse, en les utilisant comme points de repère, déterminer exactement par des mesurages simples et rapides les limites de tous les îlots de propriété.

(Voir annexe, 2 l'avant-projet de la Commission extraparlamentaire relatif à la réfection et à la révision du cadastre.)

Ainsi en définitive la sous-commission technique qui adopta les avis de son comité avait écarté une bonne partie du programme primitif. Elle avait renoncé aux abornements généraux, aux abornements obligatoires, même à la délimitation juridique, aux remembrements de propriété et enfin à la création de chemins ruraux. En dehors de la réfection ou de la révision du plan proprement dites, elle n'avait retenu que la délimitation administrative des propriétés. Elle avait restreint l'obligation au bornage à des

cas limités. Les opérations plus étendues demeuraient facultatives. On s'était contenté de rendre leur exécution aussi facile que possible en étendant à ces travaux le bénéfice des lois de 1865 et de 1888 sur les syndicats agricoles.

Bien que réduit à ces proportions, le cadastre qui fût résulté de l'entreprise immédiate du projet eût été en sensible progrès sur l'ancien plan. Formant la base des livres fonciers, il eût été obligatoirement conservé en bon état et en conformité avec le terrain. Les livres fonciers à leur tour devant former titre de propriété et pour cette raison soigneusement tenus, eussent constitué une matrice de l'impôt toujours au courant où les mutations se fussent faites avec méthode et sans crainte que des erreurs soient commises comme auparavant.

La réforme dans son ensemble, tout en ayant une portée plus vaste, eût donc réalisé plus de proportionnalité dans la répartition de l'impôt foncier de contribuable à contribuable. Cette conséquence nous a paru justifier l'étude de l'œuvre entreprise en 1891.

La sous-commission juridique ne termina ses travaux qu'en janvier 1905. La Commission extraparlamentaire ne clôtura les siens que le 16 mars suivant.

Les projets ne furent jamais soumis aux Chambres. L'activité dépensée pendant près de quatorze années n'a pas encore porté ses fruits.

CHAPITRE VIII

La loi Boudenoot (17 mars 1898)

BIBLIOGRAPHIE. — 1° Projet déposé le 10 février 1899 par M. Boudenoot tendant à rendre plus rapide et plus économique la revision du cadastre, Exposé des motifs, *Journal officiel*, Chambre, 1894, Annexe n° 373.

Dès 1894 il était à prévoir que le projet qui serait élaboré par la Commission extraparlamentaire pour la réfection du cadastre aurait l'inconvénient de coûter un prix si élevé qu'il avait peu de chances de venir en discussion et d'aboutir à un résultat pratique.

M. Boudenoot et plusieurs de ses collègues déposèrent donc sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour « objet de rendre plus rapide et plus économique la revision du cadastre. »

M. Boudenoot dans son exposé des motifs a dit dans quelles conditions et dans quel but cette proposition était soumise à la Chambre.

Pour lui, il paraît dès lors acquis que la revision du cadastre serait unanimement appréciée.

Elle serait utile d'abord au point de vue fiscal, car si le gouvernement a accordé en 1891 à la propriété foncière non bâtie un dégrèvement de 15 millions, cette mesure est insuffisante. Les plaintes contre l'impôt sont motivées surtout par les inégalités de

parcelle à parcelle, donc un dégrèvement ne produit pas un effet complet.

Elle serait ensuite utile au point de vue de l'établissement des livres fonciers auxquels elle ne peut songer qu'après avoir acquis un bon cadastre.

Elle serait utile enfin pour l'organisation du crédit agricole réel à côté du crédit agricole personnel.

«... A l'heure actuelle si l'on veut organiser le crédit agricole réel à côté du crédit agricole personnel dont le projet a été voté par la Chambre et est maintenant soumis au Sénat; si en outre on ne veut pas opérer en aveugle la réforme de l'impôt foncier il y a utilité, nécessité et urgence de renouveler le cadastre (1) ».

C'est en résumé l'opinion de la Commission extraparlamentaire qu'exprime à nouveau M. Boudenoot.

Mais alors que la Commission préconisait une mesure générale et obligatoire, l'honorable député du Pas-de-Calais demandait qu'il fût facultatif pour les communes d'entreprendre le renouvellement de leurs documents cadastraux.

On objectera que les communes pouvaient déjà faire appel à la loi du 7 août 1850, qui demeurait toujours en vigueur. Mais elle n'avait eu qu'une portée toute « platonique » (voir ch. V) Elle laissait en effet tout le poids de la dépense à la charge des localités. C'est en grande partie à cette cause que doit être attribué son échec.

En outre le texte était insuffisant, puisqu'il n'organisait pas la conservation et l'entretien du cadas-

1. Exposé des motifs. *Doc. parlam.* Ch., annexes, 1894, p. 143.

tre, reconnus indispensables pour faire œuvre complète.

Le but de la proposition Boudenoot était donc de combler cette lacune, et de créer un service auquel toute commune s'adresserait librement pour obtenir un nouveau plan et une nouvelle expertise des propriétés non bâties, à condition de s'engager à en assurer la conservation.

Les localités ne seraient plus arrêtées par la crainte de grever leur budget ; puisque la loi faisait à l'État une obligation de fournir une subvention pouvant aller jusqu'à 40 % du montant total de la dépense, le département devait pour sa part concourir dans la même mesure que l'État ; le surplus restait seul à la charge de la commune.

C'était en fin de compte une dépense de 7 à 10 millions qui devait peser sur le pays pendant quelques années, au lieu de 40 millions si on refaisait le cadastre par une mesure d'ensemble.

« Quand cent communes auront renouvelé leur
« cadastre dans ces conditions, les autres suivront (1). »

Les demandes afflueront :

« Nous n'en voulons pour preuve que les désirs
« si souvent formulés sur tous les points du territoire, les vœux répétés des comices agricoles et
« des sociétés d'agriculture, des conseils d'arrondissement et des conseils généraux et les marques
« d'approbation et d'encouragement, que nous avons
« reçues de tous côtés depuis qu'a été annoncé le

1. Exposé des motifs *Doc. parlem.*, Chambre, 1894, Annexes, p. 143.

« dépôt de notre proposition : de la Loire-Inférieure,
« de la Charente, de la Haute-Vienne, du Pas-de-
« Calais, de la Creuse (pétition Freyssinaud), des Vos-
« ges, etc. (1). »

La proposition fut votée à la Chambre, considérée comme un « excellent moyen de résoudre par la « méthode expérimentale suivant les besoins varia-
« bles des diverses régions de la France un problème
« qui, pris en bloc pour la totalité du territoire, a pré-
« senté jusqu'ici les plus sérieuses difficultés (2). »

La loi prit au Sénat sa forme définitive (3); mais avant d'être votée par la haute Assemblée elle fut au préalable insérée par M. Doumer dans le projet de loi des finances déposé le 1^{er} février 1896 puis par M. Georges Cochery dans son projet portant fixation des impôts directs sur les revenus et des taxes y assimilées de 1897 déposé le 4 juin 1896. Ces deux projets ayant échoué, les articles concernant le cadastre furent disjoints et adoptés par le Sénat avec de légères modifications.

M. Boudenoot député fut donc pour la deuxième fois rapporteur de sa proposition, dont la « double et
« successive incorporation dans la loi budgétaire —
« disait-il — montre combien tout le monde est d'ac-
« cord sur la question de la revision du cadastre,
« projet si utile et si intéressant pour la propriété
« rurale », et il ajoutait : « Il s'agit en somme de ve-
« nir en aide aux communes qui veulent refaire leur

1. Exposé des motifs. *Doc. parlam.*, Ch. 1894, Annexes, p. 143.

2. Rapport de M. Delombre. *Doc. parlam.*, Chambre, 1895, Annexe n° 1299, p. 488 et suiv.

3. Voir le texte définitif annexe n° 3.

« cadastre usé et sont arrêtées par la dépense et de
« leur procurer le concours financier de l'État, du
« département et des propriétaires intéressés, puis le
« concours matériel et moral du ministère des Finan-
« ces où fonctionnent les bureaux du cadastre et le
« service des expériences et essais de renouvelle-
« ment tentés depuis quelques années. »

C'était bien là en effet la portée générale de la réforme. Les modifications introduites par le Sénat aux articles votés par la Chambre eurent surtout pour but d'amener par des dispositions prudentes un plus grand nombre de communes à faire volontairement appel au bénéfice d'une loi qui leur accordait d'autre part des avantages financiers.

« L'article 3 voté par la Chambre rendait obliga-
« toires la constitution d'un syndicat et l'opération
« préliminaire du bornage. Or, s'il est nécessaire,
« pour que le cadastre fasse autorité dans les ques-
« tions de limite et de propriété, qu'il ait comme
« préface la délimitation juridique de toutes les
« propriétés, délimitation simple, dégagée de toute
« autre opération, il n'en est pas de même du bor-
« nage qui matérialise sur le terrain la délimitation
« et qui doit rester facultatif. Quelle que soit son
« utilité, en effet, il n'est pas indispensable aux
« levés cadastraux par la raison que les plans fourni-
« ront les mesures nécessaires pour rétablir à toute
« époque les limites des propriétés telles qu'elles
« existaient au moment de l'arpentage.

« La délimitation étant obligatoire, le choix du
« procédé d'exécution a une grande importance. Il
« s'agit en effet d'un travail délicat qui met en oppo-

« sition des intérêts privés, peut réveiller des désac-
« cords latents et soulever de la part des proprié-
« taires, selon les circonstances et la manière dont
« il sera conduit, une opposition assez vive pour
« faire échouer l'entreprise. Il faut donc considérer,
« avant tout, que ces questions étant d'ordre privé,
« c'est aux intéressés qu'il doit appartenir de les
« résoudre, autant que possible, en dehors de l'inter-
« vention administrative. Faut-il donc, comme l'a fait
« la Chambre des députés, remettre exclusivement
« l'exécution de la délimitation à des syndicats soit
« libres, formés par le consentement unanime des
« intéressés, soit autorisés, constitués par l'adhésion
« d'une majorité de propriétaires de la commune
« conformément aux termes de la loi du 21 juin 1865
« modifiée par la loi du 22 décembre 1888. Ce système
« est trop vivement réclamé dans certaines régions,
« notamment dans l'Est de la France, où il a été pra-
« tiqué pour l'exécution de bornages d'ensemble,
« de travaux de remembrement et de création de
« chemins d'exploitation, pour qu'on puisse douter
« de son efficacité dans ces régions. Mais les mœurs,
« les habitudes, le tempérament même des popula-
« tions rurales sont tellement différents d'une région
« à l'autre qu'il ne semble pas qu'on puisse faire du
« syndicat l'instrument unique de la délimitation
« cadastrale dans toute la France.

« Une enquête sur le bornage des propriétés effec-
« tuée en 1891 par la commission du cadastre a
« révélé en effet que dans vingt-trois départements
« presque tous partisans de la délimitation obliga-
« toire, les lois de 1865 et de 1888 n'ont jamais été

« appliquées et que l'opinion y est indifférente sinon
« hostile aux syndicats. Il est donc nécessaire d'offrir
« à ces départements un autre moyen pour leur per-
« mettre de profiter de la nouvelle loi sur le cadas-
« tre ; l'article 3 que nous vous proposons le leur
« fournit en instituant une commission de délimita-
« tion (1). »

La Chambre avait également donné à la commission syndicale un véritable pouvoir de juridiction pour fixer les limites de deux immeubles au cas de désaccord des propriétaires. Elle fixait un tribunal d'appel avec délai de forclusion. Le Sénat n'a pas voulu donner aux discours de la commission syndicale ni d'ailleurs à ceux de la commission de délimitation installée par lui la valeur de jugement mais seulement le caractère d'un « règlement provisoire qui est
« porté officiellement à la connaissance des inté-
« ressés afin que dans le délai d'un an ils s'entendent
« sur leurs limites ou introduisent, en vertu de l'ar-
« ticle 646 du Code civil, une action devant la juri-
« diction compétente. »

Ainsi assouplie et amendée la loi fut promulguée (voir Annexe, n° 3).

Les communes se précipitèrent-elles pour solliciter l'autorisation de faire commencer, sur leur territoire, les travaux de revision du cadastre ? Les demandes afflueront, avait dit M. Boudenoot. Elles n'affluèrent point. Ce ne fut pas le bel empressement, sur lequel avaient compté les auteurs de la proposition. Un nombre très restreint de municipalités, deux cent

1. Rapport de M. Hippolyte Morel au Sénat, 3 février 1898.

soixante, engagea les négociations avec l'administration. Très peu sont jusqu'à ce jour allées jusqu'au bout des formalités (environ 160).

On peut donc soutenir que, comme la loi du 7 août 1850, celle du 17 mars 1898 a subi un échec. Mais la loi du 7 août 1850 n'avait d'autre but que de réparer un accident. En cela elle a eu son effet utile. Celle de 1898 au contraire prétendait donner un nouvel essor aux travaux du cadastre. Elle n'y a point réussi. La charge annuelle devait être pour l'État de 7 à 10 millions au moment où la réforme serait en pleine exécution. Or dix années ont passé et au budget de 1909 est inscrite sous la rubrique Ch. 71 : Subventions, triangulation, matériel et dépenses diverses (cadastre), une somme de 201.400 francs.

Cependant des vœux avaient été formulés en faveur de la proposition (voir p. 92). Ces vœux émanaient de la partie la plus éclairée de la population rurale, de celle qui se rend compte des bénéfices à retirer du renouvellement cadastral non seulement au point de vue fiscal mais à d'autres points de vue très importants, de celle en un mot qui est accessible au progrès et moins attachée aux errements du passé. Lorsqu'il s'agit d'un vœu, même ceux qui ne se sentent pas très enclins à l'adopter se laissent entraîner néanmoins à y donner leur adhésion, lorsqu'il est présenté dans une assemblée par une personnalité importante, ou par un groupe influent. Mais c'est aux conseils municipaux qu'appartient l'initiative de l'exécution des mesures prescrites par la loi. Il s'agit alors de passer aux actes ; et ces conseils municipaux,

représentant la masse routinière des gens de la campagne, composés eux-mêmes de paysans méfiants pour toute innovation, hésitent à entreprendre une œuvre dont ils n'aperçoivent pas nettement les conséquences. Comment aussi les électeurs, ignorants il est vrai, apprécieront-ils la décision de leurs édiles ?

On entendra souvent le raisonnement suivant tenu par des esprits simples et craintifs : L'impôt foncier est réparti de la façon la plus injuste ; cela est évident. Mais il est supportable ; car s'il est excellent de prétendre que la contribution est très lourde, il n'en est pas moins vrai que les contingents ont été continuellement réduits, alors que les revenus de la terre n'ont cessé d'une façon générale de croître. Donc à quoi va aboutir la confection d'un nouveau plan puis sans doute d'une nouvelle expertise ? A révéler que les revenus de la terre ont augmenté. La commune qui referra son cadastre se placera donc dans une situation inférieure vis-à-vis de celles qui auront négligé cette opération, car on ne manquera pas de l'imposer davantage. Et si finalement la répartition est mieux faite, la somme à payer sera plus considérable.

Que les autres commencent, et nous suivrons ! mais personne ne bouge.

On a quelquefois prétendu que les immeubles ne supportent plus aujourd'hui l'impôt, tout au moins ceux qui ont été l'objet d'actes translatifs de propriété à titre onéreux. Le premier acheteur aurait retenu dans le prix payé une somme dont le revenu égalerait la contribution foncière de sorte que le vendeur aurait vu son capital amoindri au moment où pour

la première fois la terre a été taxée. Nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi. Il y a des cas à n'en pas douter où les parties en présence ont contracté dans ces conditions. Mais dans l'immense majorité des hypothèses, la considération de l'impôt n'influe pas sur le prix. On voit au contraire dans les campagnes des paysans acquérir chèrement un lopin de terre dont ils ont envie pour arrondir leur champ ou qu'ils veulent posséder parce qu'il est situé dans la section la plus fertile de la commune et que c'est un signe de richesse d'y avoir du bien.

C'est donc notre opinion qu'il vaut mieux s'en tenir au raisonnement que nous avons exposé en premier et qui a été à maintes reprises tenu en notre présence.

Accessoirement, l'obligation faite par la loi de délimiter les immeubles non bâtis est une cause d'effroi. Que de procès, que de difficultés, que de haine ne va pas susciter ou réveiller cette opération ! Les populations s'y soumettraient assez bien si elles y étaient contraintes, cela ressort de l'enquête faite en 1891-1892 par la Commission extraparlamentaire (voir ch. VII, p. 81). Mais elles ne sentent pas la nécessité d'affronter de parti pris une opération délicate dont l'utilité leur paraît fort contestable. Dans certaines campagnes, le droit de propriété est fortement assis ; chacun connaît son bien et a grand soin de ne pas empiéter sur celui du voisin ; bien plus il existe des haies, des fossés, des clôtures qui divisent les héritages. La délimitation est toute faite, il est inutile de la reprendre à nouveau.

Dans d'autres régions au contraire le droit de propriété est compris d'une autre façon : il est moins

respecté ; point de haies, point de limites rigoureusement déterminées, il s'établit entre voisins un *modus vivendi* fait de tolérance réciproque qui s'adapte au tempérament des habitants. Et alors pourquoi changerait-on ce qui a si longtemps existé dans des conditions supportables ?

La loi de 1898 s'est heurtée à une force d'inertie, à une sorte de grève des bras croisés de la part des conseils municipaux des campagnes qui rarement prennent une initiative quelconque, encore moins quand il s'agit d'innover en matière fiscale.

Nous avons insisté sur ces considérations d'ordre psychologique parce que c'est notre conviction que l'échec de la loi de 1898 est dû à ces causes que nous avons cru devoir exposer et qu'en outre elles jettent un jour sur la question cadastrale.

Ce n'est pas des localités que peut venir la réforme ; mais bien d'une initiative du gouvernement. M. Morel, rapporteur au Sénat, le sous-entendait quand il disait que la proposition de loi Boudenoot était excellente en attendant qu'une mesure plus générale fût votée. Les faits lui ont donné raison car la médiocrité des résultats obtenus n'est pas en rapport avec les avantages pécuniaires accordés aux communes et les dispositions très sages qui devaient permettre à tous de faire application de la loi.

La législation sur le cadastre n'a pas été modifiée depuis, puisque les conclusions de la Commission extraparlamentaire n'ont pas été soumises aux Chambres et que vu l'état des finances, elles ne doivent pas l'être très prochainement.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVALUATION DES REVENUS FONCIERS

SOMMAIRE. — Les lois du 20 mars 1813, du 15 mai 1818 et du 31 juillet 1821, avaient successivement limité l'application des résultats de l'expertise cadastrale à la répartition entre les arrondissements d'un même département, puis entre les cantons d'un même arrondissement et finalement entre les contribuables d'une même commune (voir ch. V, p. 54, *in fine* et suiv.)

Dès lors, pour opérer la répartition aux trois premiers degrés, l'administration procéda à des enquêtes ou évaluations directes des revenus fonciers destinés à servir de base pour la détermination des contingents. Un certain nombre de travaux de ce genre furent faits dans le courant du XIX^e siècle. Ils avaient pour but d'égaliser le taux de l'impôt entre les circonscriptions mais jamais ils ne modifièrent la répartition individuelle qui a toujours continué à se faire d'après les matrices cadastrales.

En 1894 cependant on a songé à refaire une évaluation des revenus fonciers au point de vue de la répartition de l'impôt au quatrième degré. On pensait en même temps faire de ce travail une enquête qui pourrait servir, le cas échéant, de renseignement pour la transformation de l'impôt foncier. L'évaluation projetée, aujourd'hui entreprise, n'est pas précédée d'une revision ou d'une réfection du cadastre. C'est pour cette raison que nous l'avons rangée dans la troisième partie de cette étude, à la suite des évaluations d'un autre caractère faites antérieurement.

CHAPITRE IX

L'évaluation des revenus fonciers des départements et des communes (1814 à 1821)

BIBLIOGRAPHIE. — 1° *Traité de l'impôt direct*, par M. Trélat avec la collaboration de MM. Corneille, Berget et Dessart, Paris, 1902.
2° Rapport de M. Vandal directeur général des contributions directes, présenté au ministre le 18 juin 1854 sur l'évaluation du revenu des propriétés foncières de 1851.

Un premier travail fut entrepris en 1814. Mais ce que voulait surtout le gouvernement de la Restauration, c'était utiliser les renseignements donnés par le cadastre pour améliorer aussitôt la répartition entre les départements. Neuf mille communes étaient déjà expertisées.

Six inspecteurs généraux du cadastre furent chargés par le Baron Louis de « déterminer le revenu net territorial en se basant sur les expertises cadastrales, au besoin révisées sur les actes de location et de vente et sur toutes les indications propres à justifier leurs évaluations (1). »

Ainsi les chiffres de l'expertise cadastrale ne sont admis que sous réserve de vérification. Une fois modifiés ils peuvent être utilisés de façons différentes.

Les enquêteurs avaient le choix entre deux procédés déjà expérimentés par l'administration :

1. *Traité de l'impôt direct*, Marcel Trélat, Dessart, etc., tome I, p. 47, Paul Dupont, 1902.

Ou bien constater dans chaque département le rapport existant entre les allivements des cantons cadastrés et les contingents qui leur étaient attribués. Obtenir le revenu total du département en appliquant ce taux à son contingent total.

Ou bien additionner les allivements de tous les cantons cadastrés d'un même département, diviser cette somme par le nombre d'hectares formant la superficie de ces cantons. Appliquer le revenu moyen à l'hectare ainsi obtenu à la contenance du département.

« D'autre part à l'aide des baux enregistrés dans
« la période 1797-1809 qui avaient été recueillis à par-
« tir de 1813 par les contrôleurs des contributions
« directes, ils [les enquêteurs] déterminaient le revenu
« net des propriétés affermées puis par voie d'analogue celui des propriétés qui n'avaient pas été l'objet
« d'actes de location.

« Enfin ils corrigeaient leurs évaluations primitives en prenant en considération les revenus nets
« inscrits aux anciennes matrices, les dégrèvements
« déjà accordés aux départements, la valeur vénale
« des biens fonds telle qu'elle résultait des actes de
« vente ou de la notoriété publique, le taux moyen
« de placement des propriétés foncières, etc. (1) »

Le revenu imposable fut évaluée à 1.626.000.000 de francs. Dans ce total les immeubles bâtis entrent pour 271.860.000 francs. Le revenu net des propriétés non bâties ressort donc à 1.354.140.000 francs. Le résultat de cette première évaluation ne fut pas appliqué.

1. *Traité de l'impôt direct*, tome I, p. 47 et 48, note n° 2.

Cette opération, quoique d'une certaine valeur, fut fortement critiquée. On lui reprochait particulièrement d'avoir été faite en dehors des conseils généraux. Ces assemblées portaient à cette époque un vif intérêt à la question du cadastre et de l'impôt foncier.

La loi de 1818, en même temps qu'elle restreignait à l'intérieur de l'arrondissement l'application du cadastre, pour la péréquation de l'impôt, décidait qu'une nouvelle enquête serait faite pour déterminer le revenu de chaque département (1).

L'administration des finances demanda aux préfets et aux directeurs des contributions directes les éléments suivants pour faire son travail :

1° « Une liste des cantons cadastrés répartis en trois, « quatre ou cinq classes suivant leur degré de fertilité ou de richesse (2). »

2° Un relevé par arrondissement de tous les baux de la période 1797-1810.

3° « Un relevé établi dans les mêmes conditions « des actes de ventes conclues pendant les dernières « années (2). »

4° « Les préfets et les directeurs des contributions « directes devaient procéder, chacun de leur côté, à « une évaluation du revenu de l'ensemble du département en utilisant leurs connaissances locales (2). »

L'évaluation du revenu territorial était faite par neuf procédés différents à l'aide des éléments énumérés ci-dessus (2).

1. Loi du 15 mai 1818, article 38.

2. *Traité de l'impôt direct*, tome I, p. 49, 50 et 51.

1 ^{re} BASE <i>D'après les données des cantons cadastrés :</i>	{	1 ^o Revenu net moyen de l'hectare pour tout le département ;
		2 ^o Revenu net moyen par classe de cantons ;
		3 ^o Rapport des contingents aux allivements de tout le département ;
		4 ^o Même rapport pour chaque arrondissement ;
2 ^e BASE	{	5 ^o Revenu conclu des baux ;
3 ^e BASE		6 ^o Revenu conclu des actes de vente ;
4 ^e BASE <i>Renseignements administratifs</i>	{	7 ^o Evaluation particulière du di- recteur ;
		8 ^o Evaluation particulière du pré- fet ;
		9 ^o Evaluation des commissaires spéciaux en 1814-1815.

Les revenus apparaissaient d'après ces données
sous les chiffres suivants :

Résultats du cadastre.	1.325.157.000 fr.
— des baux	1.334.834.000 fr.
— des actes de vente	1.297.211.000 fr.
— des renseignements adminis- tratifs.	1.626.000.000 fr.
Moyenne	1.397.646.000 fr.

Mais ces évaluations étaient fort contestées, parti-
culièrement celles établies d'après le cadastre.

« On parlait du montant de la contribution qu'il
« s'agissait précisément de modifier pour déterminer
« le revenu net tandis qu'il eût fallu renverser les
« données du problème : constater ce revenu pour
« en déduire le montant de l'impôt (1). »

1. *Traité de l'impôt direct*, tome I, p. 51.

Les résultats de l'enquête de 1818 furent appliqués au dégrèvement de 4.590.098 francs qui fut accordé à titre provisoire par la loi du 17 juillet 1819 aux trente-cinq départements les plus chargés. Le dégrèvement deviendrait définitif aussitôt que des commissaires au nombre de six auraient pu vérifier et coordonner les travaux précédents (1819-1820). Ces six fonctionnaires se sont transportés dans les départements et ont, pour leurs opérations, employé 48.963 baux. Ils ont abouti à fixer le revenu territorial du pays à :

1.588.292.128 fr. d'après les données des cadastres au lieu de	1.325.157.000 fr.
1.489.181.830 fr. d'après les baux au lieu de	1.334.834.000 fr.
1.657.448.992 fr. d'après les ventes au lieu de	1 626.000.000 fr.
1.578.307.650 fr. moyenne au lieu de.	1.397.646.000 fr.

Quoique ces opérations eussent révélé un revenu territorial plus élevé que celui déterminé en 1819, on sanctionna, non seulement le dégrèvement provisoire, mais on en accorda un nouveau de 13 millions $1/2$ qui fut réparti entre les départements pour atténuer davantage les inégalités que la première réduction du contingent avait laissé subsister (loi du 31 juillet 1821 et 1^{er} mai 1822).

On entraîna résolument dans la voie qui devait mener à réduire le principal de l'impôt foncier à la somme de 106.630.336 francs qui est inscrite au budget de 1909.

Le mode de péréquation qui eût consisté à reverser

sur les départements les moins lourdement cotisés la surcharge des autres, était abandonné pour des raisons de politique intérieure au profit d'un système beaucoup moins avantageux pour le Trésor.

La loi du 31 juillet 1821 marque la dernière étape des restrictions apportées à l'emploi du cadastre dans la répartition. On ne s'étonnera donc pas d'y voir figurer un article ainsi conçu : « Les bases prescrites
« par l'article 38 de la loi du 15 mai 1818 pour par-
« venir à l'évaluation des revenus imposables des
« départements seront appliquées aux communes et
« aux arrondissements par une commission spéciale,
« qui sera formée dans chaque département. Ce tra-
« vail servira de renseignement aux conseils de
« département et aux conseils d'arrondissement pour
« fixer les contingents en principal des arrondisse-
« ments et des communes. »

La nouvelle évaluation est le développement, nécessité par l'état de la législation, de l'enquête prescrite en 1818. Mais en réalité c'est le travail entier que va reprendre l'administration.

Les bases de l'évaluation de 1821 sont :

- a) Les résultats du cadastre ;
- b) Les baux ;
- c) Les actes de vente.

A l'aide de ces divers éléments, on forma trois expressions différentes du revenu foncier et l'on adopta finalement un revenu moyen.

a) Les évaluations cadastrales dans les cantons où elles étaient déjà faites donnèrent un premier renseignement, mais avant de servir au calcul du revenu des terres, elles furent rectifiées : rehaussées ou abais-

sées dans la proportion indiquée par la comparaison du revenu cadastral des propriétés affermées dans le canton avec le prix réel des baux des mêmes propriétés.

Le revenu obtenu en faisant masse des revenus rectifiés des cantons cadastrés d'un même arrondissement fut divisé par le montant de la contribution foncière en principal des mêmes cantons.

Le quotient ainsi trouvé multiplié par le contingent de l'arrondissement donnait un chiffre qui fut considéré comme représentant le revenu foncier de cet arrondissement.

La somme des revenus de chaque arrondissement donna le revenu du département.

b) Les baux relevés dans la période 1797-1809 furent transformés en revenu net. Ils subirent de ce chef quelques réductions. La somme des prix rectifiés des baux d'un même canton fut divisée par le montant de la contribution foncière afférent aux propriétés affermées du canton. Le quotient obtenu fut multiplié comme dans la première opération par le contingent en principal de l'arrondissement. Le produit a été considéré comme une nouvelle expression du revenu net de l'arrondissement.

c) Les actes de vente ont été convertis à leur tour en revenu net d'après le taux commun que produisaient alors les placements de capitaux en acquisition de biens-fonds. On a ensuite opéré sur ce revenu comme sur les prix de ferme. Et l'on a eu une troisième expression du revenu territorial.

« Le travail de 1821 n'a présenté aucune garantie

de certitude (1). » Nous ajouterons qu'il paraît en avoir présenté à peu près autant que les travaux ultérieurs qui ont été entrepris en 1851 et en 1879. Sans doute comme ces derniers d'ailleurs il a ses graves défauts.

On lui reprochait de n'avoir déterminé le revenu qu'en masse par arrondissement sans distinction de la part afférente aux terres, aux prés, aux vignes, aux maisons, etc. (2).

Critique un peu superficielle, on peut lui en faire d'autrement profondes, à notre avis.

La première expression du revenu reposant sur les évaluations cadastrales doit-elle en effet être admise sans certaines réserves? Il est vrai que les évaluations ont été préalablement rectifiées par la commission départementale chargée du travail. Mais ces rectifications ont-elles réellement ramené le revenu cadastral au revenu vrai de la terre? Les rehaussements ou les atténuations ont-ils été faits dans la même proportion sur toute l'étendue du territoire? En un mot, l'expression ainsi formée du revenu d'un département quelconque est-elle comparable à celle d'un autre département?

Nous ferons la même réserve pour la transformation des baux et des actes de vente en revenu net tout en estimant qu'il y a là une base plus solide pour l'évaluation du revenu.

1. Enquête de 1851. Rapport présenté par M. Vandal, directeur général des contributions directes au ministère des Finances le 18 juin 1854.

2. *Id.*

Avec cette enquête de 1821 sont apparues les difficultés à vaincre. Nous verrons un effort constant pour améliorer les méthodes dans les enquêtes ultérieures.

CHAPITRE X

Les évaluations de 1851 et de 1879. — Méthode indirecte et méthode directe

Les dégrèvements diminuent momentanément les différences de taux d'impôt existant entre les départements ; mais le temps modifie rapidement une situation qui vient d'être améliorée. Les contingents départementaux ne sont pas chargés d'une année à l'autre, tandis que les revenus, se transformant, croissent ou diminuent dans la plupart des circonscriptions, rarement selon une proportion uniforme. De sorte que dans un délai assez court, les écarts de taux, qui avaient été réduits, réapparaissent non moins grands et motivent des plaintes nouvelles.

Si la loi en même temps qu'elle limitait l'application du cadastre à la répartition individuelle avait par voie de conséquence restreint la règle de la fixité posée en 1807 aux évaluations cadastrales, elle n'interdisait nullement de remanier les évaluations des revenus des circonscriptions. Le législateur s'est donc à diverses reprises préoccupé de distribuer l'impôt avec plus de justice là où aucun texte ne s'y opposait.

A la suite de la première enquête de 1821 d'autres ont été prescrites, notamment par la loi du 7 août 1850 qui indique clairement la portée du travail.

« Lors de la discussion du budget des recettes de
« 1851, l'Assemblée Nationale avait à voter sur la
« proposition du gouvernement tendant à suppri-
« mer les 17 centimes additionnels dont la contribu-
« tion foncière était alors grevée. Une partie de l'As-
« semblée demandait que la perte que le Trésor
« consentait à supporter (environ 27 millions) fût
« consacrée à niveler les contingents de l'impôt fon-
« cier, *au moyen du dégrèvement des départements*
« *surchargés*. Cette demande ne fut point accueillie ;
« mais l'assemblée vota spontanément l'article de loi
« cité plus haut [voir à la suite] et ordonna ainsi une
« mise à l'étude de la question (1). »

Art. 2 (loi du 7 août 1850) : « Aussitôt après la
« promulgation de la présente loi, le gouvernement
« prendra les mesures nécessaires pour qu'il soit
« procédé dans un bref délai à une nouvelle évalua-
« tion des revenus territoriaux. »

« L'objet de la nouvelle évaluation n'est pas pré-
« cisément déterminé par la disposition législative
« qui a prescrit de procéder à cette évaluation. Les
« circonstances qui ont amené le vote de cette dis-
« position et la discussion qui l'a précédée indiquent
« seulement que l'intention du législateur a été de
« faire constater l'état de la répartition (2). »

Il sera très facile de faire ensuite une distribution
du montant total de l'impôt proportionnellement
aux revenus. « Mais le remaniement des contingents

1. Rapport de M. Vandal, directeur des contributions directes, sur
l'évaluation des revenus fonciers faite en 1851, — 18 juin 1854.

2. Rapport cité.

« qui touche aux intérêts les plus délicats des populations, présente un côté moral et politique que l'on ne saurait négliger (1). »

On ne peut donc opérer que par dégrèvement.

Dans la loi du 5 août 1874 un nouvel article 2 fut inséré sur la proposition de M. Féray. Cet article fut reproduit dans la loi de finances du 3 août 1875 :

« Toutes les personnes qui se sont occupées de la péréquation de l'impôt foncier ont été *unanimes* à reconnaître que la répartition de l'impôt foncier offrait en ce moment des inégalités choquantes, que la loi de 1790 était violée de la façon la plus flagrante. En effet, par la loi de 1818, la Chambre des députés demandait au gouvernement de prévenir la revision des revenus territoriaux. Par la loi de 1850, l'Assemblée législative demandait également au gouvernement de lui présenter le plus tôt possible, une nouvelle revision des contingents départementaux. Votre commission a reconnu que s'il fallait attendre la réfection du cadastre pour procéder à la revision des évaluations cadastrales (2), on aurait à rester encore pendant longtemps dans l'état fâcheux, dans l'état d'inégalité dans lequel nous sommes. Et alors elle s'est demandé s'il n'y avait un moyen, peut-être approximatif, si vous voulez, mais enfin faisant disparaître les inégalités les plus choquantes (3). »

1. M. Vandal. Rapport cité.

2. Nous rappelons que l'enquête qui suivit n'a pas eu pour but de refaire ou de reviser les évaluations cadastrales.

3. M. Féray. Discussion à la Chambre, séance du 4 août 1874.

L'article 2 § 1^{er} était ainsi conçu : « Dans la loi
« de finances de 1876, il sera présenté par le gouver-
« nement un projet de nouvelle répartition du prin-
« cipal de la contribution foncière entre les départe-
« ments. »

Les crédits indispensables à cette opération ne furent accordés qu'en 1879 (loi du 9 août 1879) et l'on se mit aussitôt à l'œuvre.

Les deux enquêtes, celle de 1851 et celle de 1879 ont le même objectif : améliorer la répartition aux trois premiers degrés, sans modifier au contraire la répartition au quatrième degré qui continuera à être faite d'après les évaluations cadastrales primitives ou refaites selon que les communes ont ou n'ont pas profité des avantages accordés par les lois du 7 août 1850, article 7 et du 17 mars 1898.

L'enquête de 1851 a porté tant sur les immeubles bâtis que non bâtis ; celle de 1879 n'a porté que sur les revenus des propriétés non bâties. Les résultats donnés par la première n'ont pas été utilisés, ceux de la seconde ne l'ont été que près de dix années plus tard en 1890, ils ont servi, quoique déjà un peu anciens, à répartir un dégrèvement accordé par la loi de finances de 15.267.977 francs.

L'une et l'autre furent faites d'après la même méthode, sauf des différences de détail et pour cette raison nous nous contenterons d'exposer comment il fut opéré en 1879 par l'administration des contributions directes pour remplir la mission que la loi lui avait confiée.

En 1821 l'administration avait adopté une méthode d'évaluation qu'on peut appeler la *méthode indirecte*.

En effet le revenu territorial était déduit de l'examen de certains documents après que ceux-ci avaient été mis au point pour être utilement employés (voir chap. IX, p. 107 et suiv.). Chaque nature de documents, cadastre, baux, actes de vente, donnait une expression propre du revenu territorial et entre ces expressions on fit une moyenne.

C'est au contraire la *méthode directe* qui fut préconisée en 1851 et plus tard en 1879. Les opérateurs évaluent eux-mêmes les revenus des terres au moyen bien entendu de tous les éléments dont on doit se servir en cette matière et parmi eux figurent les baux, les adjudications de coupes de bois, la valeur vénale des propriétés. Mais ils interrogeront aussi la notoriété publique, ils en référeront aux hommes de la région particulièrement compétents en agriculture, ils s'en rapporteront au besoin à leurs connaissances particulières. Les baux et les actes de vente en tant que baux et en tant qu'actes de vente ne serviront qu'ultérieurement à vérifier le tarif des évaluations directement dressé et non pas à donner une nouvelle expression du revenu comme cela a été fait en 1821.

Quant aux évaluations cadastrales, elles n'eurent aucune place dans les deux expertises. Elles constituèrent simplement un point de comparaison qui permit de se rendre compte des différences entre le premier travail et l'opération nouvelle.

EXÉCUTION PRATIQUE DE L'ÉVALUATION DE 1879

Une instruction du 17 novembre 1879 détermina les conditions de l'exécution pratique de l'enquête.

Le personnel départemental de l'administration des contributions directes y concourt chacun dans ses attributions. Le contrôleur est le principal opérateur.

Dans les bureaux de la direction, le directeur fait préparer les tableaux B (voir annexe n° 4). Les colonnes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 sont remplies à l'aide des feuilles de tête des matrices cadastrales, modifiées en raison des changements constatés par le registre des augmentations et des diminutions.

Ainsi pour chaque catégorie de natures de propriété on voit au tableau B, colonne 2, la contenance d'après le cadastre de chaque nature de propriété formant une catégorie; colonne 3, la contenance totale des propriétés groupées pour former une même catégorie.

Dans la colonne 5 est porté le revenu global de la catégorie, revenu divisé dans la colonne 4 par natures de propriété. Le revenu moyen à l'hectare est indiqué dans la colonne 6. Il y a lieu de retenir comme plus particulièrement importantes les mentions des colonnes 3, 5 et 6.

Le nombre des catégories de propriété est de sept : 1) Terrains de qualité supérieure ; 2) Terres labourables et terrains évalués comme les terres ; 3) Prés et herbages (prés plantés, etc.) ; 4) Vignes ; 5) Bois saussaies, etc. ; 6) Landes, pâis et autres terrains incultes (terres vagues, etc.) ; 7) Cultures ne rentrant point dans l'énumération ci-dessus, pour chacune desquelles la même opération a été faite.

On peut voir en se reportant au tableau B (voir annexe n° 4) pour prendre un exemple concret, que

les terrains de qualité supérieure couvrent d'après le cadastre une superficie de 60 hectares (col. 3), lesquels donnent un revenu cadastral de 3.000 francs (col. 5), soit une moyenne par hectare $\frac{3.000}{60} = 50$ fr. (col. 6).

En possession du tableau B ainsi préparé par les soins de la direction pour chaque commune, le contrôleur va se transporter successivement sur toutes les communes de son contrôle en commençant par celles qui sont le mieux connues de lui. Il est seul chargé de procéder à l'évaluation des terres. Les représentants des populations intéressés ne sont pas appelés à concourir officiellement avec le représentant de l'administration pour déterminer le revenu de la commune. Pour les écarter on a peut-être considéré que l'opération n'avait pas pour objet de modifier la répartition individuelle, puisque les revenus cadastraux ne devaient pas être changés en tant que servant à fixer le montant de la cote de chaque contribuable foncier. Mais ceci n'empêche pas le contrôleur d'avoir recours aux propriétaires pour obtenir les renseignements utiles à son travail.

Arrivé dans une commune, le fonctionnaire parcourra le territoire. Il recherchera si, depuis le cadastre, il est survenu dans les natures de culture des changements notables tels que défrichements ou plantations de bois, de vignes, dessèchements de marais, etc. Il jugera *approximativement* de l'étendue de ces changements, en consignera les causes.

Il trouve qu'au lieu de 60 hectares de terrains de qualité supérieure, il y a aujourd'hui dans la com-

mune 79 hectares de cette catégorie. Ces 19 hectares en sus proviennent par exemple de la transformation des terres labourables voisines des habitations en jardins. Il fait la même opération pour chaque catégorie successivement ; les terres labourables et terrains évalués comme les terres occupaient 1.315 hectares. Mais 30 hectares ont été plantés en vignes et 19 convertis en jardins. D'autre part 40 hectares de terres vagues peuvent être actuellement rangés parmi les terres labourables par suite des amendements et travaux qui y ont été faits ainsi que 50 hectares qui ont été défrichés. Les terres labourables ont donc une contenance actuelle de $1315 - 30 - 19 + 40 + 50 = 1.356$ hectares.

Aucune opération d'arpentage n'est obligatoirement faite pour parvenir à fixer la nouvelle contenance de chaque catégorie de natures de culture. Le contrôleur fait seulement une approximation. Il se sert pour cela du plan cadastral, si celui-ci est encore assez conforme au terrain pour qu'on puisse y retrouver les parcelles modifiées. A défaut il se renseigne auprès des propriétaires pour connaître la superficie de leurs immeubles rentrant dans une des catégories de natures de culture. Le contrôleur peut d'ailleurs vérifier ses approximations en additionnant les superficies affectées à chaque groupe de cultures. Le total doit être égal à la superficie de la commune qui est en général donné assez exactement par le plan cadastral.

Ceci fait le contrôleur « *interrogera la notoriété publique*, il calculera, d'après les baux, les prix des adjudications de coupes de bois, d'après la valeur

« vénale et d'après *tous autres éléments* le revenu
« vrai des biens-fonds. Il fixera pour chaque nature
« de propriété le chiffre du revenu par hectare en
« prix moyen (1). »

Pour les terrains de qualités supérieures le revenu moyen par hectare est de 200 francs : $200 \text{ fr.} \times 79 \text{ hectares} = 15.800 \text{ francs.}$

Ce chiffre exprime le revenu net imposable actuel des terrains de qualité supérieure dans la commune envisagée; 2^e catégorie : terres labourables, revenu moyen par hectare : 49 francs $\times 1.356 \text{ hectares} = 66.444 \text{ francs.}$

Le total des revenus de chaque catégorie de culture donnera le revenu foncier de la commune tout entière.

Le tarif établi par le contrôleur en prix moyen par hectare est vérifié à l'aide des baux. Pour cela, le tarif est appliqué à une ou de préférence à plusieurs propriétés louées ou affermées. Le revenu donné pour chaque propriété par l'application du tarif est rapproché du revenu exprimé par le prix du bail préalablement ventilé (2). La ventilation consiste, en l'espèce, à diminuer le prix de location ou de ferme de la part afférente aux immeubles *bâtis* situés sur la commune expertisée et aux immeubles *bâtis et non bâtis* situés sur *d'autres* communes ; à augmenter au contraire ce prix de la totalité ou d'une fraction des prestations et des charges en nature dues par le preneur, après qu'elles ont été exprimées en numéraire.

1. Instruction du 17 nov. 1879.

2. Voir annexe n° 4-3°. Exemple pratique de ventilation.

Le prix du bail après ventilation doit coïncider avec le revenu résultant de l'application du tarif. Si la coïncidence se produit, le contrôleur a le droit d'en inférer que son tarif est exact. Mais si, au contraire, un écart de quelque importance est constaté ; ou bien le tarif est mauvais, soit trop fort, soit trop faible, ou bien le prix manifesté par le bail a été fixé par les parties en tenant compte de circonstances particulières qui ont pour effet soit d'abaisser ce prix, soit de l'élever, ou bien enfin la ventilation n'a pas été convenablement faite. Le contrôleur cherchera soit à donner une explication plausible de la non-concordance, soit à trouver où est l'erreur qui lui a été révélée.

On se souvient que les opérations cadastrales avaient été réduites à ne servir qu'à la répartition individuelle entre les contribuables de la même commune parce qu'on « s'était rendu compte que les « évaluations effectuées par les commissions locales, « avec la constante préoccupation de se soustraire le « plus possible à l'impôt se trouvaient partout atté- « nuées dans les proportions les plus diverses. »

Les évaluations effectuées en 1821, en 1851 et en 1879, échappaient-elles à ce reproche ? En un mot prit-on des mesures suffisantes pour assurer une estimation des revenus fonciers uniformément faite sur toute l'étendue du territoire. A notre avis, les enquêtes entreprises périodiquement sont très supérieures à ce point de vue aux expertises cadastrales.

En premier lieu la formation du tarif, tandis qu'elle

était confiée à une commission formée de propriétaires intéressés à réduire leur contribution en atténuant leur revenu, est au contraire toujours l'œuvre de fonctionnaires dans les travaux subséquents. L'enquête de 1821 est la moins bien partagée à cet égard puisque dans les commissions départementales entraient des représentants des propriétaires à côté des représentants de l'administration qui gardaient cependant la majorité. Mais en 1815 et en 1879 le tarif des évaluations est l'œuvre du contrôleur des contributions directes seul, sous la surveillance et la direction de ses chefs hiérarchiques. Tous ces agents obéissent à une impulsion unique qui se transmet du centre au moyen de conférences des chefs avec leurs subordonnés et des circulaires détaillées qui maintiennent dans l'ensemble du service une certaine uniformité de méthode et de vues. L'instruction de 1879 en particulier prescrivait aux directeurs départementaux de réunir leurs sous-ordres avant de commencer l'opération pour les pénétrer du but à atteindre et des procédés à employer pour y parvenir. Les contrôleurs s'attachaient à suivre les instructions qui leur avaient été données à connaître le revenu vrai des terres sans faire subir à ce revenu des atténuations auxquelles ils n'étaient pas intéressés.

D'ailleurs se seraient-ils écartés de la voie qui leur avait été tracée qu'ils y eussent été promptement ramenés. L'administration peut au besoin contraindre ses agents à rester dans l'esprit des instructions données. Les commissions locales instituées pour l'expertise cadastrale échappaient au contraire à toute

sanction et avaient une indépendance trop faiblement restreinte par les textes législatifs.

A un autre point de vue ces évaluations ont été terminées dans une période très courte, deux à trois ans, tandis que les expertises cadastrales s'étendaient sur un espace de quarante-cinq années. Or on se rend facilement compte qu'il était difficile de faire concourir à la péréquation générale des estimations datant de 1807 et des estimations datant de 1845. Car il se peut que des circonstances particulières les rendent parfaitement incomparables entre elles même en supposant que le revenu fixé par les unes et les autres soit le revenu vrai en 1807 et en 1845 sans différences d'atténuation.

En résumé, c'est une sorte d'expertise par masses de culture que l'on a repris pour fixer la base de la répartition aux trois premiers degrés.

On a fait dans le cours du siècle la seule chose qu'il fût possible de faire pour réaliser une plus grande proportionnalité des contingents fonciers. On est parvenu à diminuer les écarts de taux d'imposition entre les circonscriptions. Disons qu'aujourd'hui ce n'est pas tant la répartition aux trois premiers degrés qui est l'objet de plaintes que la répartition individuelle qui demeure aussi défectueuse qu'à l'origine et qui chaque année devient plus disproportionnelle.

Au moyen des enquêtes ou évaluations on a pu connaître par les procédés qui ont été exposés le revenu foncier des départements, des arrondissements et des communes à diverses époques (1814-1818-1821-1851-1879); on a même pu établir le revenu moyen à

l'hectare de chaque groupe de culture par département (1851 et 1879); on a déterminé accessoirement la valeur vénale des différents fonds tant en masse que par hectare et par nature de culture, on a pu également se rendre compte des modifications survenues depuis le cadastre dans la consistance des terres (1851 et 1879) (voir annexe, n° 7).

Le revenu foncier global de la France a été arrêté aux chiffres suivants :

	Propriétés bâties et non bâties	Propriétés non bâties
	—	—
En 1791 . . .	1.500.000.000 fr.	—
En 1814 . . .	1.626.000.000 fr.	1.354.140.000 fr.
En 1818 . . .	1.397.646.000 fr.	—
En 1821 . . .	1.580.597.000 fr.	—
En 1851 . . .	2.643.365.716 fr.	1.824.186.249 fr.
En 1879 . . .	—	2.645.505.565 fr.

CHAPITRE XI

Résultats des enquêtes de 1851 et de 1879

USAGES FAITS DE CES RÉSULTATS

RÉFÉRENCES. — Enquête de 1850. — Rapport de M. Vandal, directeur général des contributions directes, présenté au ministre le 18 juin 1854.

Enquêtes de 1879. — Instruction annexée à la circulaire du 7 novembre 1879. (*Bulletin des contributions directes et du cadastre*, 1879, p. 336).

Résultats : *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances*, année 1883.

Dégrèvement de 1891. — Loi du 8 août 1890. Travaux préparatoires. — Résultats : *Bulletin de statistique*.

Le revenu foncier ne cesse donc de croître ; il va du simple au double, de 1814 à 1879, pour la propriété non bâtie.

Les résultats généraux particulièrement ceux des deux dernières enquêtes ont été résumés dans des tableaux qui présentent en bloc les renseignements détaillés dans d'autres documents (voir annexes n° 5 et n° 6).

Parmi ces documents la situation de la contribution foncière, principal et centimes additionnels, par rapport au revenu net imposable, est la pièce capitale (1).

1. Voir annexe n° 8

Elle présente en effet l'état de la répartition en 1851 et en 1879, et c'est en la prenant pour base que le législateur pourra modifier les contingents pour amener entre les départements une plus grande égalité proportionnelle dans le taux de l'impôt. Ce taux en effet présente les inégalités les plus frappantes. Si on observe le rapport du principal au revenu net imposable (col. 6), rapport qui devrait être le même pour chaque département, on constate qu'il varie au contraire en 1851 entre le taux minimum de 3 fr. 80 % (Ardèche, 3,80 %) et le taux maximum de 9 fr. 18 % (Tarn-et-Garonne, 9 fr. 18 %). Entre ces taux extrêmes qui présentent un écart de 5 fr. 38, on passe par tous les chiffres intermédiaires dont la moyenne est 6 fr. 44 %. L'enquête de 1879 ne révèle pas une diversité moins grande du taux de l'impôt. La Corse est cotisée à 0 fr. 95 % tandis que les Basses-Alpes le sont à 7 fr. 21 %. L'écart est alors de 6 fr. 26. La moyenne du taux de l'impôt est de 4 fr. 49 %.

Entre les deux enquêtes cette moyenne s'est abaissée de 1 fr. 95 bien qu'aucun dégrèvement n'ait été fait depuis 1851. Cette diminution tient à l'accroissement constaté du revenu foncier. Celui-ci était en 1851 de 1.824.186.249 fr., il est en 1879 de 2.645.505.565 fr. en augmentation de 821.325.316 francs.

Le montant de la contribution foncière, qui était en 1851 de 117.395.562 francs en principal, est en 1879 de 117.759.443 francs (1), présentant une aug-

1. La contribution foncière de 1879 était en principal de 118.853.588 fr. mais elle comprend les contingents de la Savoie, de la Haute-Savoie et de la Corse (1.094.175 fr.) qui ne figuraient pas en 1851 et qu'il y a par conséquent lieu de déduire pour opérer une comparaison.

mentation insignifiante de 363.851 francs. L'accroissement du revenu foncier qui n'a cessé tout le long du siècle et qui a été révélé dès les premières enquêtes montre combien on avait fait erreur en estimant que le rendement de la terre pouvait être fixé d'une façon immuable. Les modifications du revenu sont plus lentes, il est vrai, que dans les autres branches de l'activité économique ; mais elles se produisent néanmoins et l'impôt, s'il veut demeurer proportionnel, doit suivre autant que possible ces fluctuations. Elles sont d'ailleurs très difficiles à suivre pour un impôt de répartition. En 1851 l'impôt foncier était déjà très improportionnel, il le devient davantage encore. Si on assiste en effet à une plus-value générale du revenu des terres, cette plus-value est très différente d'un département à l'autre (voir annexe n° 9 carte). En 1851 les départements de l'Aube, du Finistère, de la Haute-Marne, de la Mayenne, étaient cotés à 6 fr. 30 ou 6 fr. 31 % de leur revenu net. Dans tous ces départements uniformément taxés en 1851, le revenu foncier a augmenté dans l'Aube de 12,8 % ; dans le Finistère, de 56 % ; dans la Haute-Marne, de 10 % ; dans la Mayenne de 72,7 %. De sorte qu'en 1879 ces départements paient en principal :

Aube. . . .	5 fr. 60 % de revenu net.
Finistère. . .	4 fr. 03 — —
Haute-Marne .	5 fr. 74 — —
Mayenne. . .	3 fr. 66 — —

L'écart qui était en 1851 de 1 centime dans le taux payé par ces départements (taux voisin de la moyenne d'alors, 6 fr. 44) est en 1879 de 2 fr. 08

(5 fr. 74 % — 3 fr. 66 % = 2 fr. 08). (Voir annexe n° 8-3°.)

Cet exemple paraît démontrer la nécessité de réviser périodiquement la répartition de l'impôt. Si on y ramène momentanément une certaine égalité proportionnelle, le temps a vite fait de la transformer.

Cette improportionnalité que le temps introduit ou développe est d'autant plus sensible que les centimes additionnels sont plus nombreux et c'est une remarque intéressante à faire que ceux-ci qui formaient en 1851 un total de 73.934.227 francs à ajouter au principal forment en 1879 un total de 119.162.825 fr., c'est-à-dire qu'ils doublent la contribution foncière et aujourd'hui ils ne sont pas loin d'en tripler le montant.

L'improportionnalité n'existait pas seulement d'un département à l'autre, elle était plus grande encore entre les arrondissements de France, les cantons et les communes. Le tableau ci-contre en fait amplement la preuve. Il démontre même qu'aux degrés inférieurs la répartition était de plus en plus défectueuse. La même conclusion s'impose à l'examen des résultats donnés par l'évaluation de 1879 (1).

1. Nous donnons en annexe un certain nombre de tableaux qui montrent les résultats des enquêtes de 1851 et de 1879 en ce qui concerne la valeur vénale des propriétés, la valeur locative et les modifications survenues depuis le cadastre dans la consistance des terres.

1851. — Tableau de l'état actuel
de la répartition.

TAUX DE L'IMPOT	Nombre des circonscriptions imposées à chacun des taux indiqués ci-contre				
	Communes	Cantons	Arrondiss.	Départem.	
A moins de 3 cent. par franc de re- venu.	375	14	1	»	
de 3 à 4	1.848	103	8	2	
de 4 à 5	5.219	380	56	13	
de 5 à 6	8.249	373	88	21	
de 6 à 7	8.813	779	120	35	
de 7 à 8	6.606	500	62	8	
de 8 à 9	3.298	192	16	5	
de 9 à 10. . . .	1.329	63	6	1	
de 10 à 12. . . .	685	19	1	»	
de 12 à 15. . . .	108	»	»	»	
Au-dessus de 15 .	9	»	»	»	
Totaux. . . .	36.569	2.723	358	85	
Termes Extrêmes	Minima	Sauveterre (Gironde) 0.61	S.-Symph. (Gironde) 2.34	St.-Denis (Seine) 2.80	Ardèche 3.76
	Maxima	Vaud d'Horlaud (S.-et-Oise) 21.43	Grisolles (T.-et-Gar.) 11.60	Ribérac (Dordogne) 9.81	T.-et-Gar. 9.18

**1879. — Tableau de l'état actuel
de la répartition**

TAUX DE L'IMPÔT		Nombre de circonscriptions administratives imposées à chacun des taux indiqués dans la colonne 1 ci-contre en 1879			
		Communes ou sections pourvues d'un cadastre spécial	Cantons	Arrondiss.	Départem.
A moins de 3 cent. par franc de re- venu		3,974	313	26	4
de 3 à 4		7,031	610	94	27
de 4 à 5		9,054	729	90	21
de 5 à 6		8,312	704	111	26
de 6 à 7		4,628	307	30	8
de 7 à 8		1,867	80	9	1
de 8 à 9		717	32	1	»
de 9 à 10.		274	13	1	»
de 10 à 12		162	6	»	»
de 12 à 15		55	»	»	»
Au-dessus de 15		26	1	»	»
		36,100	2,795	362	87
Termes Extrêmes	Minima	0 ^e .19	1.00	0.74	0.95
		0.47	1.26	1.40	2.50
		0.50	1.36	1.74	2.58
		0.58	1.54	1.91	2.60
	Maxima	20.76	10.32	7.67	6.47
		22.57	10.32	7.82	6.67
		29.59	11.23	8.06	6.80
		30.03	15.57	9.47	7.21

Les enquêtes de 1851 et de 1879 ont donc suffisamment démontré que l'improportionnalité régnait aux trois premiers degrés de la répartition et en établissant le revenu net imposable de chaque circonscription, département, arrondissement, canton, commune ; elles ont fait ressortir combien le taux de l'impôt était variable d'un point à un autre du pays.

Le législateur avait les éléments nécessaires avec les résultats de ces travaux pour améliorer l'état de la répartition entre les départements. C'était le but de ceux qui avaient voté l'article 2 de la loi du 7 août 1850. Mais l'Empire remplaçant la deuxième République à cette époque abandonna la question de l'impôt foncier. Cependant M. Vandal, directeur général des contributions directes, dans son rapport sur l'évaluation faite sous ses ordres se livrait à quelques observations au sujet de la répartition. Ces observations prouvent combien il était difficile sinon impossible de jamais parvenir à l'égalité proportionnelle qu'on faisait cependant tant d'efforts pour atteindre.

Il ne faut pas songer, disait-il, à la péréquation consistant en une distribution nouvelle du montant total de l'impôt proportionnellement aux revenus. Le seul procédé qui ait été adopté jusqu'à ce jour et qu'il faut se garder d'abandonner est le dégrèvement. M. Vandal expose les inconvénients du nivellement des contingents par cette voie. Il en résulterait pour le Trésor des sacrifices immenses.

« En effet la réduction des contingents de tous les
« départements au taux du département le moins
« imposé (l'Ardèche qui ne paie que 3 fr. 76 %

« la moyenne étant 6,07) ferait perdre au Trésor 61 mil.
« lions en principal. »

Si l'on poussait le nivellement plus loin, si on l'étendait aux arrondissements, aux cantons et aux communes, la perte serait plus grande encore :

Réduction des contingents de tous les arrondissements au taux de l'arrondissement le plus ménagé, Saint-Denis (Seine) qui paie 2,80 ‰, la perte serait en principal de.	86.000.000 fr.
Réduction des contingents de tous les cantons au taux du canton le moins imposé, Saint-Symphorien (Gironde), qui paie 2,34 ‰, la perte serait en principal de.	98.000.000 fr.
Réduction des contingents de toutes les communes au taux de la commune la moins imposée, Sauveterre (Gironde), qui paie 0,61 ‰ la perte serait en principal de.	144.277.620 fr

Le principal de la contribution foncière de 1851 160.277.620 francs serait donc, selon les cas, réduit à 99.277.620 francs à 74.277.620 francs à 62.277.620 fr. ou enfin à 16 millions de francs, soit un dixième l'impôt actuel.

« Un pareil nivellement serait donc la destruction
« à peu près complète de l'impôt foncier et l'on ne
« saurait songer à affaiblir les ressources du Trésor
« par l'abandon de pareilles sommes. La chose au
« reste fût-elle possible, le sacrifice ne remplirait en-
« core qu'imparfaitement son objet, attendu qu'il lais-

« serait toujours subsister les inégalités existant entre
« les natures de cultures, inégalités qui sont et qui
« seront toujours... un effet inévitable des trans-
« formations de plus en plus fréquentes du com-
« merce et de l'industrie et des progrès de l'agricul-
« ture. Le seul remède à l'inégalité de l'attribution
« de l'impôt est dans le renouvellement du cadastre
« et c'est une question dont j'aurai plus tard à en-
« tretenir le ministre (M. Vandal) (1). »

M. Vandal exposait donc qu'il était impossible d'arriver au nivellement absolu par la méthode des dégrèvements sans faire subir au Trésor une perte considérable. On pouvait cependant par cette même méthode réduire les écarts de taux existant entre les circonscriptions. C'est ce qui a été fait en 1890. La loi du 8 août 1890 accordait un dégrèvement de 15.267.977 francs sur la contribution foncière (propriétés non bâties). Ce dégrèvement a été réparti entre les départements d'après les résultats légèrement revus et modifiés de l'évaluation opérée en 1879-1883. On n'a pas cherché à obtenir un nivellement absolu en prenant pour base le département le moins imposé. On s'est contenté de décharger les départements cotisés à un taux trop élevé. Voici d'ailleurs comment on a procédé en 1890. Nous ne saurions mieux faire que de céder la parole à l'exposé des motifs de la loi du 8 août 1890 :

« Il eût été contraire à l'équité de répartir ce dé-
« grèvement au prorata du contingent de chaque

1. Rapport de M. Vandal, directeur général des contributions directes au ministre des Finances, 18 juin 1854.

« département car on n'aurait pas ainsi tenu compte
« des inégalités de la répartition actuelle. Aussi
« laissant de côté le chiffre absolu des contingents
« avons-nous basé nos calculs sur les nombres expri-
« mant le rapport du contingent au revenu net impo-
« sable. Ceci admis, nous nous sommes tout d'abord
« préoccupés de la situation des départements impo-
« sés au-dessus du taux moyen de 4 fr. 60 % résultant
« des dernières constatations et nous nous sommes
« attachés à ce que le taux nouveau ne dépassât pour
« aucun d'eux celui de 4 fr. 50 %. Ce taux, il est bon de
« le remarquer, est inférieur à la moyenne de 4 fr. 60 %
« dont on a si souvent demandé l'application. Les dé-
« partements dont il s'agit, au nombre de 41, obtien-
« nent sur le dégrèvement total de 15.994.936 francs (1)
« que nous vous proposons un dégrèvement qui ne
« s'élève pas à moins de 12.362.785 francs. Il ne nous a
« point paru cependant qu'on dût limiter le dégréve-
« ment à ces seuls départements. Nous avons pensé
« qu'il convenait de l'étendre dans une certaine mesure
« à ceux qui sont actuellement imposés au-dessous du
« taux de 4 fr. 60 %. On sait en effet que ces derniers
« départements, aussi bien que les autres, compren-
« nent des communes cotisées suivant des taux de
« beaucoup supérieurs à la moyenne (4,60 %). N'est-
« il pas équitable de fournir aux conseils répartiteurs
« les moyens de dégrever, au moins en partie, les
« communes surtaxées, sans recourir à une compensa-
« tion rigoureuse par voie d'augmentation des con-
« tingents des communes ménagées? Les conseils

1. Le dégrèvement de 15.994.936 francs fut réduit par le Parlement à 15.267.777 francs.

« généraux et d'arrondissement pourront ainsi user,
« dans la répartition intérieure, de ménagements ana-
« logues à ceux que les pouvoirs législatifs ont habi-
« tuellement observés dans la répartition entre les
« départements, c'est-à-dire opérer surtout par voie
« de dégrèvement.

« Par suite nous avons cru devoir faire porter le
« dégrèvement sur un nombre total de 85 départe-
« ments en n'exceptant de la mesure que ceux de la
« Seine et de la Corse imposés à des taux exception-
« nellement atténués (Seine, 1,96 %; Corse, 0,94 %).

« Nous avons donc été amenés à procéder de la
« manière suivante :

« *Première catégorie.* — 38 départements imposés
« au taux de 5 % et au-dessus (Hautes-Alpes, 7,20 %
« à Drôme, 5 %) (Voir le tableau B annexé au projet
« de loi). Ces départements ont été ramenés au taux
« de 4 fr. 50 %. Ils obtiennent de la sorte dans le
« taux de l'impôt des abaissements qui s'échelonnent de 2 fr. 70 % (7,20 % — 4,20 %, Hautes-Alpes)
« à 0 fr. 50 % (5 % — 4,50 %, Drôme).

« *Deuxième catégorie.* — 47 départements imposés d'après un taux variant entre les limites de 5 %
« et de 2,50 % (Tarn, 4,83 % à Haute-Savoie, 2,60 %).

« Nous avons constaté d'abord pour chacun des
« départements de cette deuxième catégorie quelle
« était la différence entre son taux actuel d'impôt et le
« taux de 2 fr. 50 % adopté pour minimum. Puis nous
« avons accordé à chaque département une réduction
« de taux calculée proportionnellement à la diffé-
« rence sus-indiquée en prenant comme point de
« départ et limite maximum l'abaissement de 0 fr. 50 %.

« terme inférieur des réductions accordées à la caté-
« gorie précédente (Drôme). Prenons comme exemple
« le département de l'Hérault. La différence entre
« son taux d'impôt (4,10 %) et le taux minimum de
« 2 fr. 50 % est de 1 fr. 60 % (4,10 % — 2,50 %). Or
« étant donné que pour une différence de 2 fr. 50 %
« nous avons accordé au département de la Drôme
« un abaissement de taux de 0 fr. 50 %, la question
« se pose en ces termes : Quel abaissement doit-on
« faire subir au taux du département de l'Hérault
« 4 fr. 10 % qui surpasse de 1 fr. 60 % le taux maxi-
« mum de 2 fr. 50 % ?

« La solution sera obtenue par une simple règle
« de trois :

$$\frac{n}{1,6} = \frac{0,50}{2,50} \text{ d'où } n = \frac{0,50 \times 1,60}{2,50} = 0,32$$

« L'abaissement du taux pour l'Hérault est donc
« de 0 fr. 32 % et comme son taux actuel est de
« 4 fr. 10 % c'est par l'application à son revenu net
« imposable (43.277.269 fr.) du nouveau taux de
« 3 fr. 78 % (4,10 % — 0,32 %) que nous détermine-
« rons son contingent pour 1891. Nous avons fait la
« même opération pour chacun des départements de
« la deuxième catégorie. En résumé l'emploi du pro-
« cédé qui vient d'être indiqué nous a permis de
« déterminer en faveur de tous les départements
« (sauf la Seine et la Corse) des dégrèvements dont
« l'importance relative décroît régulièrement à me-
« sure que le département se trouvait être moins
« imposé dans l'ancienne répartition (1). »

1. Projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1891-
22 février 1890, Exposé des motifs.

Le dégrèvement accordé à chacun des 82 départements énoncés dans l'Etat B annexé à la loi du 8 août 1890 (voir annexe n° 10) devait être, selon l'article 14, voté par les Chambres, réparti par les conseils généraux entre les arrondissements et par les conseils d'arrondissements entre les communes. Ces assemblées conservaient tous les pouvoirs qu'elles tenaient des textes organiques en cette matière. Il avait été question de leur imposer de s'en tenir pour cette répartition aux indications de l'évaluation de 1879.

Mais le Sénat fit prévaloir son opinion et quoiqu'il fût dit expressément que les « résultats des travaux « d'évaluation exécutés par l'administration des contributions directes de 1879 à 1884 serviraient de « renseignements aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement pour fixer les contingents « en principal des arrondissements et des communes » il faut néanmoins entendre par là que les assemblées locales ont la *faculté* d'user de ces résultats, mais qu'elles peuvent y ajouter leurs renseignements propres et leurs appréciations personnelles.

Malgré tout, l'administration fit pression pour que la répartition fût faite à l'intérieur des départements d'après la méthode et les principes employés pour la répartition entre les départements, c'est-à-dire pour que l'on opérât non par application d'une péréquation rigoureuse de commune à commune qui tout en diminuant les contingents d'un certain nombre d'entre elles eût rehaussé ceux de quelques autres mais par voie de dégrèvement.

En fait 61 départements ont adopté le système du dégrèvement proportionnel aux surcharges.

— 10 départements ont adopté le même système en introduisant des modifications de détail sur lesquelles nous ne nous appesantirons point.

— 1 département a divisé le dégrèvement au prorata des contingents de 1890 entre les communes.

— 10 départements ont fait la péréquation.

82 total des départements dégrévés.

L'un des départements non dégrévés, l'Aude, a opéré sur son territoire une nouvelle répartition aboutissant à une péréquation de l'impôt foncier. A ce propos on peut s'étonner que les conseils généraux n'aient pas plus souvent usé des pouvoirs que la loi leur attribue pour améliorer, dans les limites de leur territoire, l'état de la répartition, comme l'Aude l'a fait en 1890. Pour répondre à cette question on peut faire valoir qu'en dehors de tout dégrèvement accordé par la loi le seul moyen possible eût consisté dans la péréquation communale. Or les mêmes objections qui ont été faites à la péréquation départementale peuvent être à nouveau présentées contre la péréquation communale. La péréquation est en général peu appréciée par les populations, elle fut acceptée dans un département comme l'Aude, en premier lieu parce qu'elle se présentait comme un fait exceptionnel destiné à ne pas se renouveler fréquemment, en second lieu parce que l'impôt foncier

y était très léger (2,67 % en principal). Dans les dix départements où elle fut faite également, elle se présentait encore comme un fait exceptionnel et ses effets étaient très atténués par suite du dégrèvement dont bénéficiait chacune de ces circonscriptions, ce qui la rendit plus supportable aux populations.

A la suite du dégrèvement de 1891 il n'y eut plus de département payant un impôt foncier (propriétés non bâties) dont le taux fût supérieur à 4 fr. 50 %. Mais le tableau B (voir annexe n° 10) de la loi du 8 août 1890 montre bien que des inégalités colossales subsistaient. Le taux de l'impôt s'échelonne dans 49 départements de 0 fr. 94 % (Corse) à 4 fr. 37 % (Tarn).

On peut voir également le résultat des dégrèvements dans les communes, les cantons et les arrondissements par les tableaux ci-contre : on est là encore bien loin de l'égalité proportionnelle.

Depuis 1879 il n'a pas été fait de nouvelle évaluation d'ensemble des revenus fonciers. Il est à prévoir que l'état actuel de la répartition différerait sensiblement de l'état de l'année 1879, mais qu'il ne montrerait pas des inégalités moins grandes que celles révélées par les travaux antérieurs.

N'est-on pas tenté de conclure que jamais on ne pourra parvenir à cette qualité primordiale de la contribution : l'égalité proportionnelle, tant qu'on se trouvera en présence d'un impôt de répartition. Sans doute ce système a pu paraître séduisant à des hommes qui manquaient d'expérience pratique et qui étaient guidés par des idées théoriques, excellentes il est vrai, mais les unes incompatibles avec les autres.

DÉGRÈVEMENT DE 1891 **FAIT D'APRÈS L'ENQUÊTE DE 1879-1881**

Résultats généraux

PAR COTE			PAR HECTARE		
Désignation des catégories	Nomb. de comm.	Nombre de otes	Désignation des catégories	Nomb. de comm.	Nombre d'hectares
1^o Communes dégrévées.					
<i>Dégrèvement moyen en prin- cipal par cote :</i>			<i>Dégrèvement moyen en prin- cipal par hect. :</i>		
de 0.25 et au- dessous . . .	3.627	1.480.757	de 0.10 et au- dessous . . .	4.705	8.123.270
de 0.26 à 0.50. .	2.922	1.261.681	de 0.11 à 0.20. .	3.338	4.928.831
de 0.51 à 1. . .	4.871	1.989.148	de 0.21 à 0.30. .	2.898	4.033.417
de 1.01 à 1.50. .	3.591	1.467.278	de 0.31 à 0.50. .	4.504	5.891.205
de 1.51 à 2. . .	2.595	971.410	de 0.51 à 0.75. .	3.528	3.875.753
de 2.01 à 2.50. .	1.965	702.330	de 0.70 à 1.00. .	2.163	2.294.560
de 2.51 à 3. . .	1.403	484.476	de 1.01 à 1.50. .	2.392	2.300.071
de 3.01 à 4. . .	1.782	584.494	de 1.51 à 2. . .	1.089	966.474
Supér. à 4 fr. .	3.374	795.399	Supérieur à 2 fr. .	71.153	851.827
Totaux. . .	25.770	9.736.943	Totaux. . .	25.770	33.265.408
Proportions. .	75 %	72 %	Proportions. .	75 %	70 %
2^o Communes rehaussées.					
<i>Rehaussement moyen en prin- cipal par cote :</i>			<i>Rehaussement moyen en prin- cipal par hect. :</i>		
de 0.25 et au- dessous . . .	98	44.918	de 0.10 et au- dessous . . .	139	220.481
de 0.26 à 0.50. .	62	39.351	de 0.11 à 0.20. .	72	120.039
de 0.51 à 1. . .	109	52.812	de 0.21 à 0.30. .	61	69.183
de 1.01 à 1.50. .	56	23.944	de 0.31 à 0.50. .	61	92.260
de 1.51 à 2. . .	39	12.774	de 0.51 à 0.75. .	33	30.129
de 2.01 à 2.50. .	25	11.008	de 0.76 à 1. . .	25	49.022
de 2.51 à 3. . .	18	6.930	de 1.01 à 1.50. .	15	17.376
de 3.01 à 4. . .	15	7.203	de 1.51 à 2. . .	13	16.548
Supér. à 4 fr. .	33	16.582	Supérieur à 2 fr. .	36	27.302
Totaux. . .	455	215.522	Totaux. . .	455	642.340
Proportions. .	1 %	1 %	Proportions. .	1 %	1 %
3^o Communes stationnaires.					
Totaux. . .	8.422	3.613.866	Totaux. . .	8.422	13.572.124
Proportions. .	24 %	27 %	Proportions. .	24 %	29 %
Totaux pour l'ensemble des départements dégrévés. . .	34.647	13.566.331	Totaux pour l'ensemble des départements dégrévés. . .	34.647	47.479.872

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES (1)	Ancienne répartition			Nouvelle répartition		
	Nombre de commun.	Nombre de cantons	Nombre d'arrond.	Nombre de commun.	Nombre de cantons	Nombre d'arrond.
<i>Taux de l'im- pôt en prin- cipal :</i>						
Infér. à 3 %.	2.738	174	11	2.696	187	12
De 3 % à 3.99 %	6.236	539	85	7.172	698	101
4 % à 4.99 %	8.661	703	86	22.314	1.630	221
Totaux pour les catégories infér. à 5 %.	17.635	1.416	182	32.182	2.515	334
Propositions.	51 %	54 %	53 %	93 %	95 %	98 %
<i>Taux de l'im- pôt en prin- cipal :</i>						
5 à 5.99 %	8.476	736	110	2.032	112	8
6 à 6.99 %	4.934	331	38	320	9	»
7 à 7.99 %	2.142	105	9	74	1	»
8 à 8.99 %	879	27	2	24	1	»
9 à 9.99 %	321	14	1	8	»	»
10 à 11.99 %	191	8	»	3	»	»
12 à 14.99 %	48	1	»	2	»	»
15 % et plus.	21	»	»	2	»	»
Totaux pour les catégories supérieures à 5 %.	17.012	1.222	160	2.465	123	8
Totaux géné- raux . . .	49 %	46 %	47 %	7 %	5 %	2 %
	34.647	2.638	342	34.647	2.638	342

(1) Ce tableau présente le classement des communes, cantons, arrondissements d'après le taux de l'impôt en principal avant et après la nouvelle répartition.

Les membres de l'Assemblée Nationale prônaient d'une part l'égalité proportionnelle dans l'impôt ; et ils voulaient d'autre part que l'impôt fût une somme déterminée qui serait répartie entre les contribuables et dont le montant serait annuellement fixé par la législation, eu égard aux besoins de l'Etat. Les faits sont là pour prouver que des difficultés insurmontables s'opposent à la répartition équitable d'une somme ainsi fixée, tout au moins en ce qui concerne la contribution foncière.

Quelque effort qui ait été fait, on n'a pas pu attribuer à l'origine des contingents proportionnels aux revenus des circonscriptions faute de renseignements sur ces revenus. Le cadastre sur lequel on comptait n'a pas pu servir à cet objet. Les enquêtes ultérieures ont donné des résultats meilleurs mais d'autres causes se sont opposées à ce que ces résultats fussent rigoureusement appliqués.

En fin de compte on a sacrifié une qualité essentielle : la proportionnalité, à une autre qualité de deuxième ordre.

Il serait grandement temps de revenir pour la contribution foncière des propriétés non bâties au système de la quotité qui a déjà donné pour les propriétés bâties des résultats excellents depuis que la loi du 8 août 1890 en a prescrit l'application.

CHAPITRE XII

Premiers projets d'évaluation des revenus individuels. — Projet de M. Poincaré (1894)

Les dégrèvements, qui amélioreraient la répartition des contingents entre les circonscriptions, sans toutefois la rendre parfaite, n'avaient aucun effet sur la répartition individuelle. Dans une commune dégrevée, l'impôt de chaque contribuable était légèrement atténué. Mais le nouveau contingent était toujours divisé d'après les mêmes revenus fonciers que l'ancien: les inégalités de propriétaire à propriétaire demeuraient donc les mêmes qu'auparavant.

Pour compléter les travaux d'évaluation du revenu général des communes et des départements, il eût donc été nécessaire de procéder à l'évaluation du revenu des terres pour déterminer une base nouvelle à la fixation des cotes de chacun. L'ancien revenu cadastral ne correspondait plus au revenu vrai actuel. L'évaluation de ce dernier peut être faite de deux façons: ou bien elle est précédée de la réfection du plan, le plan étant refait d'après les principes indiqués par la Commission extraparlamentaire du cadastre ou contenus dans la loi du 17 mars 1898 — ou bien l'évaluation consiste à opérer une simple expertise sans que le plan soit refait.

La meilleure solution serait la première ; mais elle présente des difficultés financières qui l'ont fait jusqu'à ce jour écarter (voir ch. VII, p. 82 et suiv.).

Néanmoins il serait utile d'entreprendre le travail d'une façon complète ou d'une façon incomplète, que l'on conserve à la contribution foncière sa forme primitive d'impôt de répartition ou qu'on en fasse un impôt de quotité. Toute réforme d'ailleurs qui ne serait pas précédée d'une nouvelle expertise avec ou sans revision du plan pourrait être considérée comme inutile et inopérante.

Alors que la Commission extraparlamentaire du cadastre étudiait les moyens propres à réaliser la réfection du plan tant au point de vue fiscal qu'au point de vue juridique, le gouvernement présenta aux Chambres dans la loi de finances de 1891 un article ordonnant qu'il serait procédé « par l'adminis-
« tration des contributions directes aux évaluations
« nécessaires pour transformer la contribution fon-
« cière des propriétés non bâties en un impôt sur le
« revenu net de ces propriétés. »

M. Poincaré, alors ministre des Finances, faisait valoir que la répartition de l'impôt de commune à commune était mauvaise, qu'elle était plus mauvaise encore entre les contribuables ; qu'il fallait faire disparaître au plus tôt ces inégalités. « Si on ne voulait pas avoir recours au système préconisé par le gou-
« vernement, il faudrait avoir recours à la méthode
« de revision générale du cadastre qui entraînerait
« une dépense de plus de 300 millions (1). »

1. Dalloz *Jurisprudence*, 1895, 4^e partie, p. 90, note sur l'article 4 de la loi du 21 juillet 1894.

Certains parlementaires prétendirent que cet article opérerait presque une « révolution » (1) dans le système des contributions directes. C'est la transformation de l'impôt de répartition en un impôt de quotité. « Or, il serait extrêmement fâcheux, regrettable même, qu'on fit une modification aussi importante par une « voie détournée (2). » Le ministre indiqua alors la portée exacte du texte soumis au Parlement. Le travail prescrit à l'administration n'avait d'autre but que de remédier aux défauts de la répartition individuelle critiquable « parce que les répartiteurs étaient forcés « de s'en tenir aux évaluations cadastrales qui étaient « vieilles et faussées (3). » C'était donc une opération utile dans l'état actuel de la législation fiscale. Ce n'était pas au contraire la transformation de l'impôt foncier en impôt de quotité. Mais ce pouvait être considéré comme une mesure d'instruction propre à faciliter ultérieurement la réforme de la contribution en permettant aux Chambres, au gouvernement, à l'administration de se prononcer sur une question qui pour l'instant demeurait entière.

Comment va-t-on opérer ? En 1879-1883 on a procédé par natures de culture. Cela suffisait pour atteindre le but cherché. C'est aujourd'hui une méthode qui aboutirait à un résultat insuffisant. « Évaluerait-on alors une à une les 150 millions de parcelles qui existent actuellement ? »

1. Séance de la Chambre, 16 juillet, 1894, M. Legrand.

2. *Id.*

3. Dalloz *Jurisprudence*, 1895, 4^e partie, p. 90, note sur l'article 4 de la loi du 21 juillet 1894.

M. Poincaré ne le pense pas (1). « Il n'est pas utile
« d'aller jusqu'à l'évaluation de la parcelle. L'import-
« tant est d'arriver à connaître l'importance de la
« propriété (2). » Il se peut que dans certains cas on
soit amené à pousser l'évaluation jusqu'à la par-
celle ; mais ce n'est pas la parcelle qu'on recherche :
c'est la propriété, c'est *la cotisation individuelle* (3).

Une question est dès lors posée : il va falloir se
prononcer entre deux systèmes : l'évaluation parcel-
laire d'une part et l'évaluation globale par proprié-
taire d'autre part. Nous retrouverons ultérieurement
une discussion importante entre les partisans de l'un
et de l'autre système.

Le successeur de M. Poincaré, M. Ribot, trancha
la difficulté en adoptant l'évaluation parcellaire dans
le projet qu'il présenta aux Chambres en 1893. Ce pro-
jet portait fixation des voies et moyens destinés à
assurer l'exécution de l'article 4 de la loi du 21 juillet
1894.

« L'opération qu'il s'agit d'effectuer présente, vous
« le savez, une importance exceptionnelle. Elle com-
« porte l'estimation de 150 millions de parcelles dis-
« tribuées entre 14 millions de cotes et environ 8 mil-
« lions de propriétaires..... »

« Le mode d'évaluation qui a été tout d'abord ex-
« périmé consistait à déterminer en bloc par nature
« de culture le revenu foncier de chaque propriétaire.
« Ce procédé n'a donné que des résultats très impar-

1. Ch. séance du 19 juillet 1894.

2. *Id.*, M. Peytral.

3. *Id.*, M. Poincaré.

faits (1). » L'autre méthode au contraire expérimentée dans une commune de chaque département s'est montrée satisfaisante. Les essais ont prouvé « qu'il « était possible sans recourir à l'opération coûteuse « du cadastre d'obtenir avec une exactitude suffi-
« sante le résultat cherché (2). »

EXÉCUTION PRATIQUE D'APRÈS LE PROJET DE M. RIBOT

Avant toute opération il doit être dressé pour chaque parcelle ou fraction de parcelle figurant à la matrice cadastrale un « bulletin individuel ». Ces bulletins peuvent se prêter aux groupements successifs par ordre topographique des parcelles ou par nom des propriétaires. On remettra ensuite à jour les états de section. Cette reconstitution pourra se faire en rangeant dans l'ordre des sections et des numéros du plan les bulletins parcellaires rédigés d'après les matrices. Mais cette opération en apparence simple sera sans doute longue et compliquée car la matrice cadastrale fourmille d'erreurs de toute nature. Il faudra rechercher la cause et l'origine de ces déficiences accumulées au fur et à mesure des mutations pour parvenir à assigner aux parcelles leur ordre topographique véritable

Les travaux d'évaluation comprendront alors :

1° La classification, c'est-à-dire la division de cha-

1. Projet de loi portant fixation des voies et moyens destinés à assurer l'exécution de l'article 4 de la loi du 21 juillet 1894. Exposé des motifs.

2. *Op. cit.* Exposé des motifs.

que nature de culture (terres labourables, prés, vignes, bois, landes, etc.) en un certain nombre de classes déterminées selon la fertilité du sol ou la valeur du produit.

2° La formation du tarif des évaluations, opération qui consiste à fixer pour chaque classe un revenu moyen à l'hectare, par exemple revenu moyen de la première classe de terres labourables 60 francs par hectare, de la première classe de bois 30 francs par hectare : par revenu net moyen actuel on doit entendre « le prix de fermage normal que le propriétaire tire aujourd'hui de ses propriétés lorsqu'il les afferme ou qu'il pourrait en tirer au même titre s'il les exploite par lui-même (1). »

C'est une notion simple du revenu qui s'oppose à la définition très compliquée contenue dans la loi du 23 novembre-1^{er} décembre 1790 développée dans l'instruction spéciale annexée à cette loi reproduite dans le texte organique sur l'impôt foncier du 3 frimaire an VII et appliquée lors de l'expertise cadastrale (voir ch. I, p. 8 et suiv.).

Cette expression nouvelle du revenu ne s'écarte pas d'ailleurs sensiblement de l'ancienne et on en trouve le germe dans l'instruction annexée à la loi du 23 novembre-1^{er} décembre 1790 (voir ch. I, p. 10).

« Le prix moyen des fermages est le véritable produit net dans lequel il ne faut pourtant point comprendre l'entretien des bâtiments nécessaires à l'exploitation et dont il faut aussi déduire le loyer ou l'avance des bestiaux dans les pays où ils

1. *Op. cit.* Exposé des motifs.

« sont fournis par le propriétaire du fonds. Il faut donc que chaque estimateur se pénétre de ces principes et se dise à lui-même : « Si j'étais propriétaire de ce bien, je pourrais trouver à l'affermir raisonnablement *tant*. Si j'étais dans le cas d'être fermier, je pourrais en rendre la somme de... », « c'est-à-dire le prix moyen que serait affermée cette propriété lorsque, pour son exploitation, le propriétaire ne fournirait ni bâtiments, ni bestiaux, ni instruments aratoires, ni semences, mais serait chargé d'en acquitter la contribution foncière (1). » La pratique avait déjà consacré cette dernière formule plus concise que les explications embrouillées dont elle était précédée. Le projet Ribot sanctionne donc une manière de faire qui était déjà employée.

3° Les travaux d'évaluation comprennent encore le *classement*, qui consiste à ranger chaque parcelle dans la classe qui lui convient, eu égard à la nature de culture à laquelle elle est affectée, eu égard aussi à la fertilité de son sol ou à la valeur de son produit.

4° La vérification des opérations ci-dessus énoncées se fera par le rapprochement des résultats du travail avec les revenus accusés par les actes de location.

Nous faisons remarquer qu'exécuter sous cette forme l'évaluation n'eût pas abouti à déterminer le revenu vrai effectif de chaque parcelle. Mais un revenu moyen par classe comme d'ailleurs il fut fait lors de l'expertise cadastrale qui est reprise dans le projet sans beaucoup de modifications.

La classification, le classement, la formation du

1. Instruction annexée à la loi du 23 nov.-1^{er} déc. 1790.

tarif seront faits par le contrôleur des contributions directes assisté d'une commission de classificateurs nommés par le conseil municipal. La ventilation demeurera une opération administrative confiée à des fonctionnaires.

Pour assurer l'uniformité des évaluations sur tous les points du territoire, il sera institué des commissions cantonales chargées de reviser les tarifs provisoirement arrêtés dans chaque commune. En outre une commission centrale siégeant au chef-lieu du département aurait mission de se prononcer sur les propositions des commissions cantonales et de statuer définitivement. Il importe en effet, puisqu'il s'agit d'une évaluation d'ensemble, d'arriver à la détermination exacte du revenu sans atténuation et sans exagération.

La chute du ministère Ribot entraîna l'abandon de ce projet. Il fut repris par MM. Doumer et Cochery dans le projet de loi des finances de 1897 et dans le projet de loi des impôts directs du même exercice. Jusqu'en 1906, la question a « sommeillé ». M. Poincaré, de nouveau ministre, incorpora dans le projet de budget de 1907 les articles relatifs à une nouvelle évaluation. « La contribution foncière des « propriétés non bâties, — disait-il pour justifier l'opération proposée — est répartie de département à « département, de commune à commune et aussi « dans l'intérieur de chaque commune d'après des « bases qui n'ont plus aucune relation avec la « situation actuelle de ces propriétés. Les inégalités les plus choquantes sont celles qui se ma-

« nifestent dans la répartition individuelle (1). »

Or, la loi du 7 août 1850 n'a pas permis aux communes de remédier à cet état de choses puisque 650 communes en ont seules profité, ni celle du 17 mars 1898 puisque moins de 160 ont refait leur cadastre en vertu de ce texte.

La commission du budget prononça la disjonction du projet d'évaluation du revenu des propriétés non bâties. Certains de ses membres voient dans ce projet une manœuvre destinée à faire ajourner la discussion et le vote de l'impôt général sur le revenu (projet de M. Caillaux) qui était alors en chantier (2). D'autres, sans soupçonner le ministre d'aussi noirs desseins, estimaient que cette évaluation était liée à la réforme de l'impôt direct.

M. Caillaux, revenu au ministère, présenta à son tour un projet relatif à l'évaluation. Il considérait en effet ce projet comme un complément nécessaire de la réforme de l'impôt direct, indispensable à l'application de la nouvelle cédule foncière qui instituait une contribution de quotité à raison de 4 % du revenu net (texte voté par la Chambre).

Il est dit également que les évaluations servant de base à l'impôt sur le revenu des propriétés non bâties seront revisées tous les dix ans (art. 10, texte voté par la Chambre).

Dès lors il fallait commencer par établir ces évaluations destinées à servir de base. La réforme eût été incomplète, mauvaise même, si l'on s'en était tenu aux trop anciennes évaluations cadastrales.

1. Projet de budget de 1907. Exposé des motifs.

2. Rapport général sur le budget de 1908. Sénat, M. Poincaré.

CHAPITRE XIII

L'évaluation globale par propriétés et l'évaluation parcellaire

- BIBLIOGRAPHIE. — 1° Projet de loi déposé le 21 novembre 1907 par M. Caillaux, ministre des Finances, tendant à ordonner une nouvelle évaluation du revenu des propriétés non bâties. Exposé des motifs.
- 2° Rapport de M. René Renoult, député, sur le précédent au nom de la commission de législation fiscale. *J. off.*, Chambre, 1907. S. E. Annexe n° 1354.
- 3° Budget de 1908, Sénat, rapport général présenté au nom de la commission des finances par M. Poincaré. *J. off.*, Sénat, 1907, S. E. Annexe n° 327.
- 4° Discussion du projet déposé le 23 novembre 1907 à la Chambre et au Sénat. *J. off.*, décembre 1907.

Le projet de loi déposé par M. Caillaux, ministre des Finances, diffère sensiblement des précédents. Il en diffère par l'esprit et par la méthode d'exécution (voir annexe n° 11).

Il en diffère par l'esprit. Il ne faut pas oublier en effet que ce projet est intimement lié à la réforme de l'impôt direct. Il est le complément indispensable de la transformation de la contribution foncière. Toutes nos anciennes contributions, celles que l'on a coutume d'appeler les quatre vieilles, sont des impôts réels. Et plus que toutes les autres la contribution foncière a cette caractéristique. Or, à ce système de taxation réelle, le gouvernement propose de substi-

tuer un système de taxation personnelle. « L'impôt sera désormais assis sur les revenus véritables (1). » Il est impossible d'évaluer tous les ans les revenus fonciers. On les évaluera donc tous les dix ans.

Mais chaque fois qu'on les évaluera, on cherchera à connaître le revenu vrai actuel que tire tel et tel propriétaire de ses domaines.

Le vice essentiel de la méthode parcellaire ou analytique dérive « de la conception générale dont il procède et à laquelle, pour notre part, nous ne saurions nous rallier. Ceux qui préconisent la méthode des parcelles adoptent, sans toujours s'en douter, la doctrine de l'impôt assis sur des revenus théoriques, sur des *revenus de genre*, suivant l'exacte expression d'un auteur. Dans le système des parcelles, on ignore, on veut ignorer non seulement les personnes, mais même des réalités pour ne connaître que des moyennes, que des fictions. On suppose que deux terres d'égale étendue, de qualité à peu près comparable, consacrées à une même nature de culture, rapporteront le même revenu, quelles que soient, par ailleurs, les conditions dans lesquelles elles sont exploitées ; qu'elles fassent partie d'un vaste domaine, dont le sol est enrichi par l'engrais, ou qu'elles composent le seul bien d'un paysan propriétaire. Envisager uniquement la chose et imaginer que, en quelque main qu'elle se trouve, elle produira toujours le même revenu, voilà la présomption légale que crée en tout état de

1. Projet de loi tendant à une nouvelle évaluation des revenus fonciers. Exposé des motifs.

« cause, sans distinction ni exception, le système des
« évaluations parcellaires.

« Nous pensons, nous, que ce qu'il faut envisager,
« ce qu'il faut individualiser, ce n'est pas des par-
« celles plus ou moins heureusement découpées sur
« le sol de la France, mais des propriétés, mais cha-
« que propriété de chaque individu. Nous pensons
« que ce à quoi il faut parvenir c'est à la détermina-
« tion de la valeur locative globale de toutes ces
« propriétés (1). »

La différence de conception de la matière imposable a conduit M. Caillaux à une autre méthode pour déterminer le revenu imposable des immeubles.

Étant donné que la valeur locative est considérée comme correspondant au revenu net des terres, il est logique de s'en rapporter aux prix exprimés dans les baux ou dans les déclarations de location verbale pour déterminer la valeur locative vraie des propriétés affermées ou louées. Pour les fonds qui ne sont ni loués ni affermés, on procédera par comparaison avec des propriétés similaires faisant l'objet de baux ou de déclarations de location verbale et si enfin cette comparaison n'est pas possible, on procédera comme pis aller par la méthode analytique, c'est-à-dire qu'on évaluera la valeur locative de chaque parcelle. A cet effet, dans toute commune, on établira un tarif présentant, pour chacune des classes entre lesquelles les diverses natures de propriété sont susceptibles d'être divisées, la valeur locative moyenne par hectare à leur attribuer. On pourra ainsi

1. *Op. cit.* Exposé des motifs.

faire la répartition des propriétés dans les classes prévues au tarif et la totalisation par propriétaire des valeurs locatives de leurs terres (art. 4 du projet Caillaux).

Il importe qu'on se rende bien compte de la différence entre la méthode synthétique et la méthode analytique. Supposons un domaine faisant l'objet d'un bail normal. Ce domaine est composé de n hectares de vignes d'un seul tenant, de p hectares de bois, de r hectares de terre. Le tout est cédé à un fermier pour un prix global A .

Méthode synthétique. — Le revenu est égal au prix de ferme A . Le propriétaire, si c'est là son seul domaine, paiera l'impôt foncier sur une somme A .

Méthode analytique. — Chaque parcelle — et par parcelle il faut entendre « non pas simplement la parcelle cadastrale (elle est la plupart du temps surannée, nous sommes tous d'accord sur ce point) » (1) mais la parcelle actuelle, si on veut, l'ilot de culture consacré à une même production et appartenant au même propriétaire — chaque parcelle donc est évaluée séparément. Aux n hectares de vigne une valeur locative an est attribuée, aux p hectares de bois une valeur locative ap , ar , etc. Le propriétaire sera alors imposé sur un revenu $an + ap + ar$ qui peut ne pas être égal au prix de ferme A , mais à une somme B obtenue par la totalisation des valeurs locatives de chaque parcelle, « comme si l'étendue « même de l'exploitation ne devait pas inversement « réagir sur la valeur intrinsèque de chaque parcelle, « et comme si, en matière d'évaluations des propriétés

1. M. Poincaré, Sénat, séance du 30 décembre 1907.

« foncières, le tout et la partie n'étaient pas réciproquement fonctions l'un de l'autre (1). »

C'est, à notre avis, la lutte entre les adeptes de l'impôt foncier personnel et de l'impôt foncier réel en présence de laquelle nous nous trouvons. Nous n'avons pas à prendre parti sur cette question qui est loin de mettre tout le monde d'accord. Nous nous contenterons d'envisager l'une et l'autre méthode au point de vue de l'exécution pratique et des résultats qu'elles peuvent donner.

Méthode synthétique. — La méthode synthétique est, dit-on, plus simple que la méthode analytique et d'une application plus facile. En effet c'est un procédé qui permet de se passer du cadastre, instrument vieux et faux aujourd'hui. Il est inutile de connaître la surface des terres d'un propriétaire, de savoir exactement dans quelle région de la commune elles se trouvent, si on n'a pas à les ranger dans les classes d'un tarif préalablement établi.

Elle est plus rapide. Ce n'est pas 150 millions de parcelles qui devront passer sous les yeux des évaluateurs, mais un nombre bien moins considérable de domaines. On a calculé qu'en moyenne chaque îlot de propriété comprenait environ 7 parcelles et qu'il y avait à peu près 8 millions de propriétaires. Toutes les propriétés louées n'exigeront pas un travail bien long pour la fixation de leur revenu. Il suffira d'adopter le prix exprimé dans le bail, en faisant, toutefois, la ventilation entre les immeubles

1. Projet de loi ayant pour objet d'ordonner une nouvelle évaluation du revenu des propriétés non bâties. Exposé des motifs.

bâti et les immeubles non bâtis, et en vérifiant si quelque anomalie n'augmente pas ou ne diminue pas le montant de ce prix. Les terres non louées seront comparées aux précédentes, par les classificateurs locaux, qui opéreront rapidement, vu les connaissances qu'ils ont du pays.

Un temps relativement court consacré à l'exécution, des formalités moins longues et moins coûteuses qu'avec l'autre méthode font également des frais peu élevés. D'après le projet, l'opération coûterait 10.860.000 francs, d'après le rapporteur à la Chambre, M. René Renoult, 12.749.000 francs. Ce dernier prix demeure encore très inférieur au montant du devis établi pour l'expertise parcellaire (projet Ribot): 25 millions de francs environ auquel il faudrait sans doute ajouter les frais de refonte des matrices cadastrales, soit 9 à 10 millions (1). Total: 34 ou 35 millions. Si encore on n'était entraîné à refaire entièrement le cadastre, opération qui coûterait à elle seule plus de 500 millions (2).

Les partisans de la méthode synthétique ont vigoureusement défendu leur opinion contre les attaques de leurs adversaires et ont cherché à mettre en opposition les défauts de l'expertise parcellaire avec les qualités de l'expertise globale.

On nous fait le reproche, pouvaient-ils dire, d'adopter un procédé insuffisamment analytique et précis. Mais le système analytique lui-même n'échappe pas à ce reproche.

1. Projet de loi tendant à ordonner une nouvelle évaluation du nombre des propriétés non bâties. Exposé des motifs.

2. *Id.*

« Il existe en effet de vastes parcelles qui, lors de
« la confection du cadastre, pouvaient s'étendre uni-
« formément sur des landes en friches, et qui ont
« été, depuis lors, livrées aux cultures les plus diver-
« ses; une seule de ces parcelles, appartenant à un
« propriétaire unique et figurant par conséquent en
« un seul et même article à la matrice cadastrale,
« peut comprendre aujourd'hui des prés, des bois,
« des vergers, des chemins privés, peut-être un parc,
« une maison peut avoir été édifiée sur son sol. Elle
« n'en restera pas moins, en cas d'évaluation parcel-
« laire, une unité indivisible et irréductible, qu'il
« faudra ranger pour sa totalité dans une même
« classe de culture, à laquelle on devra attribuer un
« chiffre unique de revenu.

« Inversement, voici un vaste domaine, morcelé
« autrefois entre les mains de multiples propriétai-
« res, réparti entre des exploitations variées, aujour-
« d'hui acquis à la grande culture et ne formant plus
« qu'un ensemble homogène, tout en céréales ou en
« vignes; ou bien encore, voici une propriété com-
« posée d'ilots épars, de qualités différentes, et affec-
« tés à des cultures distinctes, mais qui a fait dans
« son ensemble l'objet d'un seul et même bail. La
« méthode parcellaire exigera dans tous ces cas que
« chacune des anciennes parcelles soit envisagée dis-
« tinctement et, une à une, retrouvée sur place, éva-
« luée. Pour chacune d'elles, il faudra créer un bul-
« letin portant des mentions multiples qu'on aura à
« classer et à déclasser plusieurs fois, d'abord dans
« l'ordre de la matrice, puis dans l'ordre topogra-
« phique enfin par propriétaire. Pour chacune d'elles,

« il faudra ouvrir un article spécial, reproduisant
« les mêmes mentions sur un état indicatif. Indé-
« pendamment des contestations et des recher-
« ches (1)... »

En un mot longueur, complication et cherté s'opposeraient à la simplicité, à la brièveté et au bon marché relatifs.

Méthode analytique. — Néanmoins la méthode analytique a ses défenseurs.

On peut d'abord critiquer le procédé d'évaluation globale.

Le grief le plus grave qu'on puisse invoquer contre lui, c'est qu'il n'est pas applicable dans toutes les régions. Le projet du gouvernement du 21 novembre 1907 le reconnaît implicitement en organisant l'évaluation parcellaire, en vue du cas où l'évaluation globale ne pourra être faite conformément à l'article 3 (voir annexe n° 11). C'est là un vice très grave, car il y aura trois catégories de propriétés évaluées de façons assez dissemblables puisqu'on n'estimera pas tous les biens-fonds d'après le cours moyen des loyers. Des valeurs locatives moyennes appliquées à toutes les propriétés indistinctement eussent pu réaliser « une approximation satisfaisante de justice et
« assurer, dans la mesure du possible, la proportion-
« nalité de l'impôt. Nous n'oserons affirmer sans
« réserve qu'on puisse accomplir une œuvre équita-
« ble en ne traitant plus d'une manière *uniforme* les

1. Projet de loi tendant à ordonner une nouvelle évaluation du revenu des propriétés non bâties. Exposé des motifs.

« propriétés louées et celles qui ne le sont pas (1). »

Environ 20 millions de parcelles seulement font l'objet de baux sur 150 millions, $\frac{1}{7}$ ° par conséquent du total sera soumis à l'appréciation directe. Supposons que 30 millions de parcelles ou $\frac{1,5}{7}$ ° du total puissent être comparées à celles faisant l'objet de baux, il reste 100 millions de parcelles, qui devront être évaluées d'après le procédé prévu à l'article 4 du projet du gouvernement, soit $\frac{5,5}{7}$ ° du total.

Pour ces dernières parcelles on en reviendra donc à fixer un *revenu de genre*, c'est-à-dire à appliquer une valeur locative moyenne par hectare à chacune des classes entre lesquelles les diverses natures de propriété sont susceptibles d'être divisées. Ne vaudrait-il donc pas mieux procéder de la même façon pour l'ensemble du territoire ?

En admettant même que l'évaluation globale soit possible, ne serait-on pas amené à faire ultérieurement une évaluation parcellaire. C'est encore une objection importante qui a été faite à la méthode synthétique (2). « En effet dans une propriété....., « lorsque vous aurez fait l'évaluation en bloc de 100, « 150 ou 200 parcelles, plus ou moins grandes, le cas « n'est pas rare dans certains départements du Nord, « à supposer même que vous réussissiez à faire cette « évaluation, vous ne pouvez pas empêcher les mutations isolées d'un certain nombre de ces parcelles, « et alors vous ne pouvez plus suivre dans leurs déplacements celles qui seront détachées du domaine.

1. Budget de 1908. Rapport général, Sénat, M. Poincaré.

2. Sénat, séance du 29 déc. 1907, M. Touron.

« Vous n'aurez plus qu'un moyen de retrouver leurs
« traces : procéder à une évaluation de plus (1). »
Cette objection a une certaine portée. On peut y répondre toutefois que l'on procédera comme aujourd'hui quand une parcelle d'une certaine étendue vient à être morcelée entre plusieurs héritiers à la suite d'un partage par exemple. Le contrôleur des contributions directes fait une ventilation « après avoir pris
« connaissance de l'acte translatif, après avoir, au
« besoin, convoqué les héritiers (2). » Il y aura cependant une différence. La ventilation pourra en effet être faite en attribuant à la parcelle détachée un revenu établi d'après le procédé prévu à l'article 4 du projet du gouvernement (voir annexe n° 11), et alors c'est l'évaluation parcellaire qui reprend ses droits. Le revenu imposable du vendeur sera diminué du revenu parcellaire de la portion de son domaine vendue. L'acheteur au contraire verra son revenu imposable augmenté d'autant. Mais il y aurait un autre système pour suivre les déplacements de la propriété, système plus conforme à l'esprit de la méthode synthétique. Il consisterait à évaluer de nouveau le domaine accru de l'acheteur et le domaine amoindri du vendeur en vertu de ce principe que le tout et la partie sont fonction l'un de l'autre. Cette dernière manière de faire, quoique la plus logique, paraît impraticable. Elle risquerait fort de susciter parmi les paysans une vive animosité ; car la cote de chaque propriétaire serait modifiée, non pas en rai-

1. Sénat, séance du 29. déc. 1907, M. Touron.

2. Sénat, séance du 29 déc 1907. M. Caillaux ministre des Finances, en réponse à une question de M. Fortier.

son directe de son acquisition, mais en raison de la répercussion de ses acquisitions sur la valeur locative de son domaine envisagé dans sa totalité, et cela non seulement au moment des revisions décennales, mais chaque fois qu'il lui plairait d'augmenter la superficie de ses immeubles.

Les partisans de l'évaluation parcellaire prétendaient éviter ces écueils.

Leur méthode est familière aux populations rurales. Elle trouverait donc un meilleur accueil. Elle permettrait de suivre les parcelles avec leur revenu propre à travers leurs mutations successives, à travers les démembrements de propriété, résultant de ventes partielles, échanges, ouvertures de succession, etc., etc...

Elle fournirait les moyens de déterminer à tout moment, dans le cas des domaines affermés à plusieurs exploitants, la part de revenu correspondant à chaque fraction de l'ensemble.

Elle donnerait par une opération simple le montant de l'impôt à payer dans chaque localité, si le domaine, s'étendait sur plusieurs communes.

Grâce à elle on eût arrêté des évaluations concordantes dans toutes les hypothèses et pouvant servir d'assiette à la taxation uniforme des terres d'égale valeur.

Enfin elle n'est pas si impraticable que ses adversaires le soutiennent. Les expériences tentées en 1894 et en 1895 sous la haute direction de M. Boutin (1),

1. M. Boutin, directeur général des contributions directes, avait en cette matière une compétence particulière qui était unanimement reconnue. C'est lui qui avait conduit la grande enquête de 1879-1883 sur le revenu des propriétés non bâties.

alors à la tête de l'administration des contributions directes, prouvent qu'on peut suivre cette méthode à *la rigueur* sans refaire le cadastre. Enfin, à la suite de nouvelles expériences entreprises en 1906 et poursuivies en 1907, les directeurs départementaux des contributions directes se sont en grande majorité prononcés en sa faveur dans les rapports qu'ils ont rédigés (1)

Tels sont, exposés aussi impartialement que possible, les arguments qui ont été développés pour et contre la méthode synthétique et la méthode analytique.

Le projet du gouvernement fut inséré dans la loi de finances de 1908 et voté par la Chambre sur la présentation d'un amendement dû à M. Aimond, député. Mais le Sénat, favorable en principe à une nouvelle évaluation du revenu des propriétés non bâties, se prononça pour une proposition de M. Tournon, destinée à remplacer les articles adoptés par la Chambre par un article unique : « Dès la promulgation de la « présente loi, l'administration des contributions « directes procédera, dans tous les départements, à « une nouvelle évaluation du revenu des propriétés « non bâties de toutes les communes, en commençant par celles dont les conseils municipaux auront « demandé l'exécution de ce travail.

« *La nouvelle évaluation sera faite, et ses résultats*
« *seront appliqués pour chaque commune au fur et à*

1. Sénat, séance du 29 décembre 1907, M. Poincaré Rapp. général.

« mesure de l'achèvement des opérations, dans les
« conditions prévues par les lois et règlements sur
« le cadastre.

« Les contribuables seront admis à réclamer contre
« le classement attribué à leurs propriétés pendant
« six mois, à dater de la publication du premier
« rôle dans lequel les résultats de la nouvelle éva-
« luation auront été appliqués, et pendant trois mois
« à partir de la publication des deux rôles suivants.
« Ces réclamations seront présentées et instruites
« selon les règles applicables aux réclamations cadas-
« trales. »

La Chambre revint à son vote primitif. Le projet du Sénat était en effet la reprise « du vieux système
« fiscal, dont la plupart d'entre nous ont promis la
« modification (1). »

C'est l'impôt de répartition, c'est l'impôt réel qui est maintenu. On engage donc l'avenir, on compromet la réforme fiscale tout entière.

De plus, le projet du Sénat en ordonnant l'application immédiate des résultats de l'évaluation aboutit si on ne change pas les contingents communaux à des modifications de cotes individuelles qui provoqueront une vive émotion comparable à celle qui fut soulevée par l'amendement Le Moigne (2).

Le conflit entre les deux assemblées se fût sans doute prolongé s'il n'avait pas fallu aboutir au vote du budget avant la fin de l'année et on était au 30 dé-

1. Chambre, séance du 30 déc. 1907, M. Pelletan, président de la commission de réforme fiscale.

2. Chambre, séance du 30 déc. 1907.

cembre. On se mit donc d'accord sur un texte transactionnel devenu l'article 3 de la loi du 31 décembre 1907 portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1908.

Loi du 31 décembre 1907. — « Art. 3. — Les opérations prescrites par l'article 4 de la loi du 21 juillet 1894 seront immédiatement entreprises à l'aide du crédit de 3 millions ouvert au ministre des Finances. Elles auront pour objet de déterminer le revenu net actuel des propriétés foncières non bâties.

« Les évaluations seront effectuées dans chaque commune en tenant compte des exploitations distinctes, d'après un tarif établi par nature de cultures et de propriétés, ou à l'aide de baux ou de déclarations de location verbale dûment enregistrées.

« Les résultats de ces évaluations seront communiqués aux intéressés qui auront un délai de deux mois pour présenter leurs observations.

« Il sera rendu compte, chaque année, par un rapport distribué aux Chambres et publié au *Journal officiel*, des opérations faites et des méthodes d'exécution. »

Dans cette rédaction définitive, on aperçoit un certain nombre de concessions accordées par ceux qui soutenaient, avec le plus d'ardeur, la méthode synthétique. Ils ont fait un grand pas vers l'analyse en admettant que les évaluations porteraient sur les exploitations distinctes, et non sur l'ensemble des propriétés possédées dans une commune par un même individu. On a fait preuve d'éclectisme, en

laissant au gouvernement et à l'administration la plus grande liberté pour définir le revenu net d'abord et pour déterminer ensuite la meilleure manière de mener l'opération à bonne fin.

N'avait-on pas reconnu publiquement qu'il était possible de procéder par analyse pour arriver à la synthèse ou inversement par la synthèse pour descendre à l'analyse (1).

1. Sénat, séance du 29 décembre 1907. M. Poincaré.

CHAPITRE XIV

Exécution pratique de la nouvelle évaluation du revenu net des propriétés non bâties d'après les plus récentes instructions.

RÉFÉRENCES. — 1° Instruction générale du 31 décembre 1908.

2° Instruction spéciale du 31 décembre 1908 relative aux travaux des percepteurs.

3° Il nous a été permis d'assister aux travaux d'évaluation opérés dans une commune.

L'administration des contributions directes a continué les essais d'évaluation dans le cours de l'année 1908, afin de mettre l'exécution pratique en harmonie avec les décisions de principe votées par les Chambres et avec l'esprit qui se dégageait de la lecture des travaux préparatoires.

La méthode finalement adoptée est expliquée dans une instruction générale du 31 décembre 1908, qui règle en même temps les détails de l'exécution. Ce texte principal est complété par une instruction spéciale relative aux travaux qui incombent aux percepteurs (31 déc. 1908).

Nous nous proposons d'étudier ces deux textes, car il nous semble que, en matière d'évaluation du revenu des propriétés foncières, on ne peut guère se faire un avis sur les avantages et les inconvénients d'une méthode si on ne voit pas comment il sera possible d'en faire une application pratique. D'autre part, on

verra comment il est procédé pour déterminer les revenus fonciers individuels ou parcellaires et non plus les revenus fonciers par masses de culture comme cela avait été fait en 1879-1883.

Nous diviserons cette étude de la façon suivante :

1° Objet de l'enquête. Définition du revenu net.

2° Travaux préparatoires :

a) Du directeur des contributions directes ;

b) Du percepteur (Instruct. spéciale du 31 déc. 1908) ;

c) Du contrôleur des contributions directes.

3° Travaux d'évaluation proprement dits :

a) Nomination des classificateurs ;

b) Classification, tarif, classement ;

c) Évaluation à l'aide des actes de location ;

d) Vérification réciproque des résultats obtenus par les deux procédés ;

e) Renseignements relatifs aux chasses gardées.

4° Décomposition des propriétés par *exploitations distinctes*.

5° Mesures prises pour assurer l'uniformité des évaluations.

6° Travaux divers de vérification et de statistique.

1° *Objet de l'évaluation prescrite par la loi du 31 décembre 1907 (art. 3). — Définition du revenu net imposable (L. du 31 déc. 1907, art. 3, 1^{er} alinéa ; art. 1^{er} de l'instruction générale du 31 déc. 1908).*

L'évaluation prescrite a pour objet de déterminer « le revenu net actuel des propriétés foncières non bâties ».

Que doit-on entendre par revenu net actuel des propriétés foncières non bâties? La loi ne contient aucune définition. On pouvait donc adopter les termes de la loi du 3 frimaire an VII (art. 3) et comprendre le revenu net actuel comme il avait été compris lors de la confection du cadastre. On pouvait également s'arrêter à la formule qui identifie le revenu net imposable à la valeur locative. Certains eussent préféré le premier système au second prétendant qu'il existe entre eux une différence appréciable.

« La valeur locative ne dépend pas seulement du
« produit de la terre. Elle dépend de circonstances
« économiques infiniment variables, et à mes yeux
« il y aurait avantage à calculer, comme on l'avait
« fait au moment de la confection du cadastre, le
« produit brut d'abord, et ensuite le revenu net, c'est-
« à-dire défalcation faite des frais de culture, de
« semences, de récolte et d'entretien » (1), définition qui eût sans doute plu aux partisans de l'impôt réel.

Mais des discussions qui ont eu lieu devant le Parlement, il a paru que l'on devait entendre par revenu net le prix de loyer que le propriétaire tire de ses immeubles lorsqu'il les afferme, ou s'il les exploite lui-même, celui qu'il en pourrait tirer au cas de location (Instruction générale, 31 déc. 1908, art. 1^{er}). *Le revenu net à déterminer n'est donc autre chose que la valeur locative réelle* des propriétés non bâties, qui ne doit pas comprendre les revenus com-

1. Sénat, séance du 29 déc. 1907, M. Poincaré, rapp. général,

munément désignés sous le nom de revenus de l'exploitation agricole (Revenus provenant du travail manuel ou de direction de l'exploitant, de la mise en œuvre du capital représenté par les instruments aratoires, les machines agricoles, le bétail, les semences et les engrais, etc. Instruction générale, 31 déc. 1908, art. 1^{er}).

2° *Travaux préparatoires.* — a) Du directeur départemental des contributions directes (instruction générale, 31 déc. 1908, art. 8 à 11).

Les opérations qui incombent au directeur sont en premier lieu la recherche et la rectification des erreurs contenues dans la matrice cadastrale de chaque commune, particulièrement en ce qui touche l'indication des sections, les numéros du plan et les lieux-dits. Le directeur fait dans ce but opérer un rapprochement de la matrice et des états de section. Les erreurs qui apparaissent à la suite de ce collationnement sont immédiatement rectifiées (instruction générale, art. 8).

Ceci fait, les feuillets d'évaluation, pièces très importantes au point de vue de l'exécution de l'enquête actuelle sont préparées.

A chaque propriétaire de la commune, un compte est ouvert à la matrice où doivent en principe figurer tous ses immeubles. Cet article de la matrice est dépouillé, et sont établis pour chacun des propriétaires autant de feuillets qu'il y a de feuilles du plan cadastral sur lesquelles il possède une ou plusieurs parcelles. En résumé on n'inscrira sur le même feuil-

let d'évaluation que des parcelles appartenant à un même propriétaire et figurant à une même feuille du plan.

Par exemple, une personne est propriétaire de parcelles figurant à la première feuille, section A du cadastre. On inscrit ces parcelles à son feuillet intitulé section A première feuille (Voir annexe n° 12 le modèle n° 1. Exemples fictifs I et II). Elle en possède dans la section A deuxième feuille, on dresse alors un deuxième feuillet où on porte les parcelles figurant à la section A deuxième feuille. Si elle en avait encore dans la section C deuxième feuille, il y aurait lieu de confectionner un troisième feuillet.

Sur chaque feuillet, les parcelles sont rangées dans l'ordre croissant des numéros et on transcrit en regard la contenance, la nature de culture et la classe de la propriété d'après la matrice.

Les colonnes 1, 2, 3 et 4 des feuillets d'évaluation sont donc remplies dans les bureaux de la direction.

Les feuillets de chaque propriétaire sont alors groupés dans une chemise, dit bulletin individuel, sur laquelle on récapitule par feuillet et par page les indications desdits feuillets (la direction remplit les colonnes 1, 2, 3, 4). (Voir annexe n° 12 le modèle n° 3.)

Les dossiers de chaque commune sont envoyés successivement aux percepteurs.

b) Travaux préparatoires. — Opérations effectuées par le percepteur (Instruction générale, art. 12 et 13. Instruction spéciale du 31 déc. 1908).

Le percepteur reçoit successivement les dossiers des communes de sa perception. Aux dossiers sont

jointes les extraits de baux et d'actes de location verbale fournies par l'administration de l'enregistrement.

Le percepteur est chargé de la recherche des modifications survenues dans les diverses natures de culture ou de propriété, de l'indication sur les extraits de baux et d'actes de location verbale des désignations cadastrales des parcelles comprises dans ces actes (Instruction générale, art. 12).

Le percepteur se transporte sur le territoire de la commune où ces travaux doivent être effectués. Pour faciliter sa tâche il peut d'ailleurs convoquer par lettres et par affiche les propriétaires, usufruitiers ou fermiers capables de lui donner des renseignements sur leurs immeubles.

Il est facultatif de répondre ou de ne pas répondre à ces convocations.

Sur chaque feuillet, en regard de chaque parcelle, le percepteur indique, avec l'aide des personnes qui se sont rendues à son appel, ou avec les renseignements qu'il a d'autre part, la nouvelle nature de culture. Il ne mentionne que les modifications susceptibles de faire passer une parcelle d'une des catégories prévues à l'article 18 de l'instruction générale à une autre (1).

Plusieurs hypothèses peuvent se présenter :

1. Instruction générale du 31 décembre 1908, article 18. — En vue de simplifier la formation du tarif provisoire et les autres opérations de l'évaluation, les natures de cultures ou de propriétés sont rangées suivant leur analogie en treize grandes catégories :

1^o Terres; 2^o prés et prairies naturelles, herbages et pâturages; 3^o vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes, etc.; 4^o vignes;

Première hypothèse: Toutes les parcelles portées au feuillet modèle n° 1 sont encore affectées aux cultures indiquées par les documents cadastraux. Le percepteur reproduit les mentions des colonnes 3 et 4 dans les colonnes 7 et 8.

Deuxième hypothèse: Des modifications sont survenues. Les changements sont mentionnés aux colonnes 7 et 8. Le changement peut affecter une parcelle tout entière, le cas est alors simple (voir annexe n° 12. Exemple fictif n° 1, lignes 4 à 6). Mais il peut aussi affecter une fraction de parcelle. Quand il y a une division en deux natures de culture, un espace a été réservé pour que ce partage puisse être indiqué en regard de la parcelle primitive (voir annexe n° 12. Exemple fictif n° 1, lignes 7 et 8). S'il y a plus de deux mentions à faire, la parcelle est biffée d'un trait et reportée à la fin du feuillet où les changements sont indiqués avec toute la place nécessaire (voir annexe n° 12. Exemple fictif n° 1, lignes 9 et 10 et lignes 14 et 15). Pour la détermination de l'étendue des fractions modifiées, il ne saurait être question de mesurage ou de calculs. La surface est appréciée au mieux,

5° bois, aulnaies, saussaies, oseraies, etc.; 6° landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues, etc.; 7° carrières, ardoisières, sablières, tourbières, etc.; 8° lacs, étangs, mares, abreuvoirs, fontaines, etc.; canaux non navigables et dépendances; salins, salines et marais salants; 9° jardins autres que les jardins d'agrément et terrains affectés à la culture maraîchère florale et d'ornementation, pépinières, etc. 10° chantiers, lieux de dépôt, terrains à bâtir, rues privées, etc.; 11° terrains d'agrément, parcs, jardins, pièces d'eau, etc.; 12° chemins de fer, canaux de navigation et dépendances; 13° sols des propriétés bâties et bâtiments ruraux, cours et dépendances, etc.

avec cette condition que les parties additionnées reproduisent la superficie totale.

Le percepteur a aussi la mission difficile à remplir d'indiquer les désignations cadastrales des propriétés qui font l'objet d'extraits de baux ou de déclarations de location verbale. Les indications recueillies, comme pour les feuillets et en même temps, sont consignées dans un cadre réservé à cet effet sur les extraits.

Ainsi complété, le dossier est renvoyé à la direction départementale. Il est prêt pour les opérations d'évaluation proprement dites qui seront conduites par le contrôleur des contributions directes.

c) Travaux préparatoires du contrôleur des contributions directes (Instruction générale, articles 14 à 16).

Avant de se rendre dans la commune à expertiser, le contrôleur doit, au préalable, recueillir auprès du receveur local de l'Enregistrement les renseignements que cet agent peut lui donner sur le cours moyen des fermages et les valeurs vénales des propriétés non bâties, les taux d'intérêt le plus généralement applicables aux propriétés de cette nature; auprès des fonctionnaires des eaux et forêts, le cas échéant, ceux relatifs à la valeur des bois, leur aménagement, leur produit moyen annuel.

Il doit également extraire de ses propres archives

tous les éléments de nature à l'éclairer ou à faciliter sa besogne ultérieure.

Ces travaux une fois terminés par les fonctionnaires à qui ils sont confiés, les opérations d'évaluation proprement dites peuvent être entreprises.

3° *Travaux d'évaluation proprement dits.*

(Instruction générale art. 3 à 7, art. 17 à 50
et 51 à 55.)

Le directeur est chargé de l'organisation générale et de la surveillance des opérations. Il utilise à cet effet tout le personnel dont il dispose, particulièrement l'inspecteur qui, sous son impulsion, assure l'unité de méthode et d'interprétation des textes.

Il fait un choix judicieux des communes où seront, en premier lieu, entreprises les évaluations. Ces communes doivent servir autant que possible de points de repère et de comparaison et constituer une série de types, donnant l'image fidèle des régions différentes du département. Le directeur approuve donc l'itinéraire qui lui est proposé par le contrôleur.

a) *Nomination des classificateurs.* — Dans les opérations d'évaluation proprement dites le contrôleur des contributions directes est assisté d'une commission de classificateurs qui comprend le maire et cinq membres propriétaires, fermiers, métayers ou régisseurs, dont au moins deux forains. Ces membres sont nommés par le préfet sur une liste de dix noms pré-

sentée par le conseil municipal. Cinq suppléants sont désignés dans la même forme.

Il importe que les conseils municipaux ne proposent que des « personnes très versées dans les questions agricoles et ayant, d'autre part, une connaissance approfondie du territoire communal (1). » Les classificateurs seront en effet appelés à « fournir des indications sur le produit net moyen des différentes natures de culture ; ils auront en outre à examiner le degré de fertilité de chaque propriété et devront enfin apprécier si les actes de location qui leur seront soumis, ont été conclus dans des conditions normales et si les prix stipulés dans ces actes correspondent bien à la valeur locative réelle des immeubles qu'ils concernent (2). » Les répartiteurs paraissent remplir toutes les conditions exigées et pourront, de préférence, être proposés au choix du préfet.

Le projet d'impôt sur le revenu voté par la Chambre et soumis au Sénat prévoit, à l'occasion des révisions décennales des évaluations, la formation d'une commission qui comprendra en outre le percepteur (art. 11) ; mais il est ajouté que les évaluations seront « faites par le contrôleur *assisté* du percepteur, du maire, etc. », ce qui semblerait signifier que le contrôleur seul aura voix délibérative et qu'il pourra se contenter de consulter ses assesseurs. Telle ne paraît pas être actuellement la situation : la commission prend ses décisions à la majorité, trois classifi-

1. Min. des Finances aux préfets, 5 février 1909.

2. Min. des Finances aux préfets, 5 février 1909

cateurs au moins étant présents. Nous n'en voulons pour preuve que l'ancienne législation sur l'expertise cadastrale et les termes de l'article 44 qui consacrent la prépondérance des votes de la commission sur l'avis du contrôleur.

Ce fonctionnaire est en résumé le simple représentant de l'administration au sein d'une assemblée dans laquelle il n'a pas une place supérieure à l'un quelconque de ses membres, sinon qu'il a le prestige qui s'attache toujours à une fonction publique et qu'il préside les séances.

Les classificateurs ou le maire doivent se retirer et sont remplacés au besoin par un suppléant quand on opère le classement de terres leur appartenant.

b) *Évaluation parcellaire.* — L'évaluation parcellaire s'applique à tous les immeubles non bâtis indistinctement, qu'ils fassent ou non l'objet d'un bail ou d'une déclaration de location verbale. Elle comprend la formation d'un tarif et le classement des propriétés.

Chaque nature de culture est divisée en un certain nombre de classes. (Le nombre des classes n'est pas limité, mais il est recommandé d'en créer le moins possible.) Les diverses natures de propriété à diviser en classes ont été indiquées par l'article 18 de l'instruction générale (1).

« Dans chaque classe une parcelle est choisie

1. Voir cet article p. 171, note. Une loi du 26 décembre 1908 (art. 2) a décidé qu'il ne serait « pas attribué d'évaluation aux sols des propriétés bâties, ni aux terrains formant une dépendance indispensable et immédiate de ces constructions. » Catégorie 13 de l'article 18.

« comme type, ou bien un groupe de parcelles. Ces
« parcelles devant caractériser la valeur locative de
« chaque classe et servir de terme de comparaison,
« il convient de les choisir avec le plus grand soin.

« On s'attachera à prendre les types dans les exploi-
« tations de moyenne importance et on fait choix de
« parcelles dont la superficie est assez étendue et le
« sol bien homogène. Si parmi les parcelles rem-
« plissant ces conditions, il s'en trouve qui soient
« louées, ou qui aient fait l'objet de transactions ré-
« centes, on les adopte de préférence comme types. »
(Instruction générale, art. 20.)

Dans chaque classe il n'est donc pris qu'un seul type moyen. Lors des expertises cadastrales, on avait pris pour définir les classes deux types : l'un était le type inférieur de la classe, l'autre le type supérieur. Entre ces deux types extrêmes, les parcelles rangées dans la classe devaient être contenues.

Une valeur locative moyenne et une valeur vénale moyenne sont assignées à chaque classe des catégories de natures de culture. En principe, ces valeurs sont déterminées *par les actes de location et par les actes translatifs de propriété*. A défaut on procède, si cela est possible, *par comparaison* avec des propriétés louées ou récemment vendues. Mais il y aura encore de nombreuses circonstances où il faudra établir la valeur locative moyenne et la valeur vénale moyenne *par appréciation directe*.

Quelle que soit la méthode jugée préférable par le contrôleur et les classificateurs, les évaluateurs doivent se préoccuper de sauvegarder à la fois les intérêts du Trésor et ceux des agriculteurs.

L'évaluation a pour but de faire ressortir la valeur locative réelle actuelle. Il y a donc lieu de s'assurer que les baux, si l'on en fait usage, correspondent exactement à la situation présente, en un mot « qu'ils « pourraient être maintenus au cas où les actes « viendraient à être renouvelés (1). » En général il y a lieu de faire abstraction des circonstances extraordinaires ou passagères susceptibles de faire influence sur le cours des loyers, il y a lieu de ne tenir compte ni des redevances payées par les locataires du droit de chasse, ni des dommages que le gibier peut, dans certains cas, causer aux récoltes. Dans le cas d'appréciation directe, on ne doit pas se borner à envisager les produits d'une seule année. Il faut faire ressortir un chiffre moyen analogue à celui que ferait ressortir un bail.

Quelques règles spéciales ont été posées pour des cas particuliers en ce qui concerne notamment les bois, les ardoisières et tourbières, les chantiers, lieux de dépôt et terrains à bâtir, les parcs, terrains d'agrément, les chemins de fer et canaux navigables.

On aboutit de la sorte, par l'un ou l'autre des procédés possibles, à fixer pour chaque classe une valeur locative moyenne et une valeur vénale moyenne par hectare, valeurs déterminées par la commission à la majorité.

Il reste à faire l'opération du classement. Mais tandis que l'unité de classement était en 1879 l'unité de surface, l'hectare, c'est aujourd'hui l'unité de propriété, la parcelle, comme au temps de l'expertise cadastrale.

1. Instruction générale, art. 21.

Pour le classement, les feuillets modèle n° 1 sont extraits des bulletins individuels et groupés en liasses par feuilles de plan. Le contrôleur appelle au fur et à mesure chacune des parcelles indiquées sur les feuillets. Les classificateurs au vu du cadastre qui est devant eux, à l'aide aussi de leurs connaissances du territoire, assignent aussitôt une classe à la parcelle envisagée d'après la nature de culture actuelle qui y est faite.

Le classement a donc lieu en principe à la mairie sans aucun déplacement. Il est néanmoins prévu qu'un transport sur le terrain se fera si les évaluateurs jugent qu'ils ne peuvent se fier à leurs souvenirs.

Le contrôleur inscrit séance tenante dans la colonne 9 du feuillet la nouvelle classe de la parcelle.

L'opération est terminée quand les liasses sont épuisées et quand chaque parcelle a été appelée et classée.

Il ne reste plus qu'à faire le calcul de la valeur locative. Mais c'est un simple calcul arithmétique. La valeur locative résulte du tarif et de la classe. Il faut l'appliquer à la contenance, le contrôleur en est chargé mais il ne le fait que plus tard.

c) *Évaluation à l'aide des actes de location.* — La loi du 31 décembre 1907, dans son esprit tout au moins, prescrit d'évaluer les propriétés louées à l'aide de baux ou de déclarations de location verbale. Les opérations précédentes ont permis de déterminer la valeur locative des propriétés d'après un tarif établi par nature de culture.

Le deuxième mode d'évaluation ne pourra s'appliquer qu'aux propriétés louées. Il va permettre de déterminer la valeur locative d'un domaine envisagé dans son ensemble par l'application à ce domaine du bail dont il est l'objet.

Mais le prix contenu dans un acte de location ne peut pas toujours être accepté tel qu'il se présente. Il faut lui faire subir une sorte de ventilation.

Les extraits de baux ou de déclaration de location verbale fournis par l'Enregistrement et complétés par le percepteur, sont soumis à la commission des classificateurs.

Il peut y avoir lieu en effet d'apprécier en argent des redevances en nature pour les ajouter au prix payable en numéraire. De même, il faut encore accroître ce prix *des pots-de-vin et faisances* qui sont de coutume dans certaines régions. Mais d'autre part il faut déduire l'intérêt sur la valeur du cheptel (1), la valeur locative des propriétés bâties (maison, bâtiments ruraux) et enfin, le cas échéant, la valeur locative des propriétés non bâties situées hors du territoire où l'on opère.

On arrive donc ainsi à déterminer, pour les propriétés louées, une nouvelle valeur locative. La première valeur locative résulte de l'application du tarif à chacune des parcelles qui composent le domaine loué, et de l'addition de ces valeurs locative partielle. La deuxième résulte de la ventilation du bail.

1. Cet intérêt est de 4 %.

d) *Vérification réciproque des résultats obtenus par les deux procédés.* — Le rapprochement de ces résultats constitue le meilleur moyen de contrôle des évaluations. C'est d'ailleurs une opération analogue à celle désignée sous le nom de ventilation lors de l'expertise cadastrale.

Lorsqu'il y a concordance ou différence légère, on peut en conclure que le tarif et le classement sont satisfaisants.

S'il n'y a pas concordance, ou si la différence est trop considérable, il faut rechercher l'erreur qui peut provenir de l'inexactitude du tarif, d'un défaut de classement, d'une ventilation mal faite des baux ayant servi à déterminer la valeur locative des propriétés.

S'il y a désaccord entre le contrôleur d'une part et la majorité de la commission d'autre part, les chiffres fixés par les classificateurs sont maintenus au procès-verbal ; mais le contrôleur prend note des motifs invoqués par eux et recueille tous renseignements utiles pour justifier les nouvelles propositions qu'il enverra ultérieurement au directeur (art. 44).

e) *Renseignements relatifs aux chasses gardées.* — Quoique ne constituant pas un produit naturel de la terre, les chasses procurent à leur propriétaire, un revenu effectif quand il les loue, un revenu virtuel quand il en jouit personnellement. On a songé à imposer d'un droit spécial cette source de revenu, qui jusqu'alors paraissait échapper à toute contribution. L'instruction générale du 31 décembre 1908 a donc prescrit de faire l'évaluation de la valeur locative du droit de chasse sur les terrains réservés à cet effet.

Les chasses louées sont évaluées d'après le bail dont elles sont l'objet.

Il y a lieu de déduire du produit brut de la location :

1° Valeur des dommages causés par le gibier aux récoltes des terrains compris dans la chasse ;

2° Frais de garde, entretien et remplacement laissés à la charge du bailleur, et ceux de dédommagement payés aux propriétaires voisins dont les terrains non compris dans la chasse ont été abîmés par le gibier.

Les chasses non louées sont estimées par comparaison ou directement.

L'ensemble des opérations d'évaluation est par cela même terminé.

Le contrôleur rédige les pièces, les états et les rapports qui doivent constater les résultats des travaux.

4^e Décomposition des propriétés par exploitations distinctes.

Le contrôleur fait en outre la décomposition des propriétés par exploitations distinctes. Cette décomposition prescrite par l'article 3 de la loi du 31 décembre 1907 n'exigera pas un nouveau déplacement du contrôleur. Elle peut être « considérée comme « une mise au point des ventilations, et peut être « limitée aux propriétés pour lesquelles il existe des « actes de location (1). »

1. Instruction générale, art. 67.

Que doit-on entendre par exploitation ?

1° L'exploitation ne s'étend pas au delà des limites de la même commune ;

2° On doit entendre par exploitation tout ensemble de terres, dont la jouissance appartient à une même personne, soit en vertu de ses droits de propriétaire ou d'usufruitier, soit en vertu d'actes de mutation de jouissance à titre onéreux : baux ou déclarations de location verbale (Instruction générale, art. 67 et 68 combinés).

La décomposition des propriétés est faite lorsqu'il y a lieu sur un état spécial et reproduite sommairement à l'intérieur du bulletin individuel modèle n° 2 où elle présente l'aspect suivant :

Deuxième et troisième pages du bulletin individuel modèle n° 2

DÉSIGNATION DES EXPLOITANTS	Numéros des extraits d'actes de location	Contenance par exploitation	Parties non louées ou dont les actes de location n'ont pu être ventilés Valeur locative	Parties louées dans des conditions normales				OBSERVATIONS
				Valeur locative		Différence par rapport au classement		
				d'après le classement	d'après l'acte de location	en plus	en moins	
				5	6	7	8	
1	2	3	4	Francs	Francs	Francs	Francs	9
MM.		h. a. c.	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	
Le propriétaire .	»	1 41 29	105	»	»	»	»	(1) Prix de location
Dupont (Antoine) .	9	51 92	»	35	60 (1)	25	»	très élevé, convenan-
Dupont (Louis) .	10	1 77 43	»	117	125	8	»	ces personnelles.
Montagne.	11	25 83 07	1.625	»	»	»	»	Le prix du bail,
Normand.	12	97 60	»	65	60	»	5	100 fr., ne correspond
Totaux.		30 51 31	1.730	217	245	33	5	pas à la valeur loca-
							+ 28	tive réelle.
Valeur locative totale d'après le classement (col. 4 + col. 5).								1.947 fr.
Modifications qui résulteraient de l'application des actes de location passés dans des conditions normales.								+ 28 fr.
Valeur locative totale d'après les résultats combinés du classement et des actes de location								1.975 fr.

5° *Mesures prises pour assurer l'uniformité
des évaluations.*

Le reproche le plus grave qui pouvait être fait à l'expertise cadastrale est d'avoir abouti à des résultats incomparables entre eux pour plusieurs raisons. Il était très important, particulièrement si on voulait faire de la nouvelle évaluation la base de la réforme de l'impôt foncier, d'éviter cet écueil et d'assurer que sur tout le territoire français les opérations seraient parfaitement uniformes. C'est, à notre avis, la plus grosse difficulté en matière d'évaluation foncière.

L'expertise cadastrale s'était échelonnée sur un espace de quarante-cinq années environ. La nouvelle évaluation doit durer trois ans. Le projet Ribot (1895) en prévoyait cinq. Si l'évaluation avait dû être faite par le personnel de l'administration des contributions directes seul (959 contrôleurs dont il y a à défalquer un certain déchet pour infirmités, maladies, âge, inexpérience), il eût fallu treize années. « Notre opinion est que si le travail devait avoir une durée de treize années, *il vaudrait mieux* ne pas l'entreprendre, car aucune proportionnalité ne saurait exister entre des évaluations faites à treize années de distance, et l'opération serait frappée de discrédit avant même d'être terminée (1). »

En dehors d'une durée limitée assignée pour l'achèvement de l'opération, diverses mesures peuvent

1. Projet Ribot, 1895. Exposé des motifs.

être prises. Le projet élaboré par M. Ribot en 1895 établissait (voir ch. XII, p. 149) des commissions chargées d'opérer la revision des évaluations.

L'instruction générale édicte également de sages précautions et cherche à assurer l'uniformité des tarifs de la façon suivante :

Les communes-types de chaque département (voir p. 174) seront autant que possible choisies à la périphérie, de telle sorte que, dès l'origine des travaux, on puisse comparer les résultats d'un département à l'autre.

Les directeurs échangeront entre eux les tarifs établis dans chacune de leurs circonscriptions limitrophes. Ils communiqueront ces tarifs aux agents sous leurs ordres en tant qu'ils le jugeront utile.

D'autre part, les contrôleurs échangeront à leur tour les tarifs établis dans les communes, de leurs contrôles respectifs. Ils seront munis en outre, pour l'expertise de chaque localité où ils passeront, non seulement des tarifs-types du département, mais aussi des tarifs antérieurement dressés par eux.

Grâce à ces mesures, à tous les degrés de la hiérarchie, il sera possible de se rendre compte des différences, d'en chercher une explication plausible et d'éviter qu'elles proviennent d'une interprétation erronée des textes ou de l'application d'un système non conforme à l'esprit de la loi.

L'inspecteur est particulièrement chargé de veiller à cette uniformité dans l'intérieur du département.

Le directeur au contraire, à qui incombe le soin d'arrêter le tarif définitif de chaque commune, est spécialement tenu de s'assurer de la concordance en-

tre le travail d'un département et celui des départements limitrophes (1).

6° *Travaux divers de vérification et de statistique.*

L'instruction générale prévoit encore quelques travaux de vérifications qui sont confiés soit à l'inspecteur, soit au directeur. L'inspecteur peut être chargé par son chef de se rendre compte de la manière dont le travail est effectué par tel ou tel agent soupçonné de ne pas opérer régulièrement.

Le directeur doit également examiner les dossiers au fur et à mesure qu'ils lui parviennent et constater que toutes les prescriptions ont été rigoureusement suivies dans chaque commune.

Il est enfin ordonné de dresser des tableaux présentant les résultats généraux, la décomposition des terres par classe et par nature de culture, etc., de comparer, dans ce qu'ils ont de comparable, ces résultats à ceux de la grande enquête de 1879-1883 (2).

1. Instruction générale, art. 62.

2. Aucun document de cette nature n'a encore paru. Le travail d'évaluation entrepris d'une façon générale en mai 1909 est encore peu avancé.

CHAPITRE XV

La réfection du cadastre et l'évaluation parcellaire.

L'évaluation, quoique fort bien combinée jusque dans les moindres détails, paraît cependant devoir présenter une assez grosse difficulté d'application. Ceci provient du fait que le cadastre ancien est pris pour base de l'opération.

Les parcelles indiquées aux feuillets pourront-elles toujours être suffisamment identifiées de façon que le percepateur puisse indiquer, sans se tromper, la nouvelle nature de culture. Il semble que là est une source de nombreuses erreurs.

Le percepateur sera-t-il, même avec l'aide des propriétaires, capable de donner les désignations cadastrales des propriétés faisant l'objet d'extrait de baux des déclarations de location verbale.

Il nous a été permis de voir un assez grand nombre d'extraits ; tous sont conçus dans les termes les plus vagues.

L'acte lui-même est dans beaucoup de cas peu clair.

M. X... loue à M. Z... la terre de T... d'une contenance de 40 hectares, tenant au nord aux propriétés

de M. Y..., au couchant à ..., au levant à ..., au midi à ..., au prix de...

L'extrait est plus laconique encore :

M. X... loue à M. Z... une terre située sur la commune de... au prix de...

Rarement on y trouve la contenance, souvent aucune indication de prix.

On ne s'étonnera donc pas qu'au moins 30 % des extraits soient retournés par le percepteur avec la mention : *Impossible de faire le travail, faute de renseignements.*

Les classificateurs eux-mêmes, qui connaissent la commune dans son état actuel, trouveront-ils sur un plan qui souvent ne correspond plus à la réalité, une solution à la question qui leur est posée ? Le contrôleur appelle la parcelle 295 section A. La voici sur le plan.

Mais où est-elle exactement sur le terrain ? Les parcelles environnantes ont été modifiées. Le percepteur a pu faire une erreur dans l'indication de la nouvelle nature de culture. Les classificateurs seront fort embarrassés. Ils discuteront longuement sur la parcelle qui est envisagée. On se mettra finalement d'accord. Mais il y en a cependant parmi eux qui ne seront pas bien sûrs d'avoir réellement classé la parcelle à laquelle ils songeaient (1).

On en revient à cette crainte exprimée par les adversaires de l'évaluation parcellaire : Peut-être sera-t-on entraîné à refaire le cadastre : Il faudrait alors utiliser les travaux de la commission extraparllemen-

1. Nous avons pu voir plusieurs exemples de ce genre.

taire du cadastre qui sont terminés depuis quatre années.

Aurait-on pu cependant, sans changer la méthode indiquée dans l'instruction du 31 décembre 1908 organiser l'évaluation du revenu des propriétés non bâties de façon à ne tenir aucun compte du cadastre ancien et à ne pas refaire un plan nouveau ?

La difficulté à laquelle on se heurte d'abord est de déterminer l'identité et la contenance de la parcelle dont on veut évaluer le revenu.

Il nous a semblé qu'en l'absence d'opérations d'arpentage il n'y avait qu'un moyen de recueillir ces renseignements : demander à chaque propriétaire une déclaration indiquant le lieu-dit, triage, canton de la situation de ses propriétés avec la contenance de chaque parcelle lui appartenant, ainsi que la nature de culture à laquelle elle est affectée.

La déclaration devrait en outre, pour être complète, donner la nomenclature des actes formant titre de propriété ou de jouissance susceptibles de justifier l'appréciation des superficies.

On ne pourrait admettre, sans les vérifier, les données fournies par les contribuables. On peut donc proposer un système d'examen des déclarations. Celles-ci passeraient au préalable dans les bureaux de l'Enregistrement, le receveur y joindrait les extraits des actes mentionnés de ceux non désignés dont il aurait connaissance, enfin les renseignements personnels tirés de ses registres ou de ses fiches. Ainsi complétées les déclarations seraient soumises à une commission de propriétaires et de fonctionnaires qui les contrôlerait.

Une vérification est en effet indispensable pour assurer que les déclarations remises ne seront ni fantaisistes, ni systématiquement atténuées dans le but de réduire la part équitable d'imposition due par le contribuable. Il est cependant clair que l'on ne peut exiger une exactitude complète, mais qu'il faudra admettre de toute nécessité une tolérance assez large en plus ou en moins sur la contenance vraie. Le déclarant a généralement des notions précises sur la superficie de son domaine entier ; elles sont souvent beaucoup plus vagues sur la superficie des parcelles en lesquelles ce domaine se décompose. Il en résulte par conséquent que les pénalités établies par la loi pour prévenir ou réprimer les fraudes ne pourront être appliquées que si l'écart entre la contenance vraie des parcelles et la contenance déclarée dépasse une certaine mesure.

Ne doit-on même pas reconnaître qu'à bon droit un propriétaire peut invoquer son ignorance pour retourner la formule qui lui aura été envoyée sans réponses aux questions posées ?

Dans ces deux cas, désaccord entre la commission de vérification et le contribuable, ou incapacité de la part de ce dernier de fournir une déclaration complète, on sera, semble-t-il, conduit à prescrire des opérations d'arpentage.

On conçoit que dans le premier cas, on en laisse les frais à la charge de celle des parties dont les prétentions seront écartées. Dans le second cas, au contraire, il faudrait faire au préalable une enquête pour déterminer comment on ferait face aux dépenses occasionnées par ces mesures. Seraient-elles imposées

aux propriétaires pour leur totalité, ou bien seraient-elles partagées entre les propriétaires, les communes et l'État, seraient-elles enfin inscrites au budget communal ou au budget général seul ?

C'est notre impression — impression motivée par l'examen des enquêtes prescrites sur l'imitation de la Commission extraparlamentaire du cadastre à propos de questions connexes — que la première solution ne serait certainement pas acceptée sans des protestations très vives. Nous pencherions plus volontiers pour un système qui associerait l'État et la commune pour le paiement des dépenses d'arpentage dans les cas où il serait indispensable de remédier aux lacunes des déclarations.

Admettons qu'on parvienne à déterminer d'une façon suffisamment précise la parcelle de propriété actuelle, on pourra ensuite procéder comme il est prescrit dans l'instruction du 31 décembre 1908, sauf toutefois en ce qui concerne le classement qui ne pourra évidemment pas être fait au vu du plan, mais au vu du terrain. Il en résultera certainement un allongement de l'opération qu'il est difficile de déterminer. Car il dépendra de l'époque des travaux et de la clémence du temps.

Si on aperçoit qu'il serait possible de suppléer à un plan du terrain par une déclaration de situation et de contenance des parcelles, on voit d'autre part surgir un certain nombre d'objections à cette méthode d'aspect séduisant.

Les déclarations les plus sincères seront très approximatives.

La commission chargée de la vérification devra

accepter la plupart des affirmations contenues dans les documents soumis à son examen. En effet elle ne dispose que d'un moyen de contrôle capable de donner un démenti formel aux allégations du propriétaire : c'est de prescrire l'arpentage. Et alors de deux choses l'une : ou bien la commission ordonne de procéder à l'arpentage à propos de chacune des déclarations sur laquelle s'élèvera le moindre doute et ce sera la grande majorité ; ou bien elle ne l'ordonne que si l'erreur est démontrée *d'avance*, c'est-à-dire dans des cas exceptionnels. La première façon de faire serait coûteuse, impopulaire ou inutile. Coûteuse pour l'État s'il devait en prendre les frais à sa charge, impopulaire si la dépense était supportée par les propriétaires fonciers, inutile enfin car elle n'aboutirait pas au résultat tangible qui serait l'exécution d'un plan, elle serait une demi-mesure. On adoptera donc vraisemblablement la deuxième manière qui aura, elle, l'inconvénient de laisser subsister dans les déclarations une foule d'erreurs conscientes ou inconscientes qu'une législation même rigoureusement répressive ne parviendrait pas à prévenir si elle voulait rester équitable.

Les contenances indiquées, dira-t-on, seront-elles si loin de la réalité ? On en peut trouver la preuve dans ce qui s'est passé quand le duc de Gaëte projeta de transformer le cadastre par masses de cultures en parcellaire. On demanda alors à chaque propriétaire de déclarer la superficie de sa part dans la masse. « Il fut impossible de diviser matériellement les masses en parcelles, soit qu'il n'y eût pas assez de place pour contenir toutes les parcelles, soit au contraire

« qu'il apparût des vides qu'aucun propriétaire ne
« venait revendiquer (1). »

Une expérience préalable de l'emploi de la déclaration de situation et de contenance avait été faite par les lois de 1790 et de l'an VII sur l'impôt foncier. Mais les textes relatifs aux réclamations (décrets du 21-28 août 1791, du 21 août-16 octobre 1791, du 11-23 septembre 1791) prescrivaient le levé du plan dans certains cas litigieux (2), en dehors desquels il n'en était point fait. Il paraît incontestable que les résultats fâcheux ainsi obtenus ont conduit à l'idée du cadastre général.

Dès qu'on désire obtenir des renseignements à peu près incontestables ou clore un débat, c'est au géomètre qu'on fait appel. L'histoire vient à l'appui de cette thèse, la pratique aussi. Le premier soin d'experts commis pour déterminer la valeur ou le revenu d'un immeuble, dès que celui-ci a quelque importance, est d'en fixer les limites et la superficie par des mesures exactes reproduites sur le papier.

C'est ainsi que procède un propriétaire curieux de bien connaître son domaine, ou s'il recule devant la dépense d'un plan neuf, il recherchera alors, s'il en existe, un plan ancien qui lui donnera de précieuses indications malgré les changements que le temps peut avoir apportés dans la configuration artificielle du terrain.

Aussi — à notre avis du moins — a-t-on bien fait de ne pas mettre de côté, malgré sa vétusté, le cadastre.

1. Voir page 40.

2. Voir pages 29 et suivantes.

Sans doute on rencontrera des difficultés que nous avons laissé entrevoir plus haut. Il subsiste encore quelques communes où le plan est suffisamment conforme au terrain. Ailleurs les parcelles ne sont plus les mêmes. On a essayé de pallier cet inconvénient par les dispositions exposées aux pages 172 et 173. Il se glissera dans les travaux d'évaluation de nombreuses erreurs, cela est évident ; mais les résultats seront certainement supérieurs à ce qu'ils eussent été si l'on s'en était tenu aux déclarations des contribuables.

Nous souhaiterions que, pour l'avenir, on s'efforçât de dresser un nouveau cadastre qui continuellement à jour constituerait une base solide aux évaluations futures qui doivent être périodiquement renouvelées. Mais on peut être d'avis qu'une telle entreprise est trop coûteuse et qu'une estimation des revenus moins approchée suffirait à asseoir l'impôt foncier d'une façon satisfaisante. Cette opinion cependant ne cadre pas avec la tendance actuelle qui voudrait que l'impôt atteignît le revenu vrai de chaque contribuable.

Nous terminerons donc en classant les évaluations parcellaires d'après la rigueur de leurs résultats de la façon suivante :

- 1° Évaluation faite d'après un plan à jour ;
- 2° Évaluation faite d'après l'ancien cadastre ;
- 3° Évaluation faite sur la déclaration de situation et de contenance fournie par le propriétaire.

CHAPITRE XV

Des garanties en matière d'évaluation du revenu des propriétés non bâties.

Le but qu'on s'est toujours proposé d'atteindre quand on a entrepris une évaluation quelconque du revenu net des propriétés non bâties, qu'on ait eu en vue de déterminer le revenu global des communes, ou le revenu parcellaire de chaque pièce de terre, est d'établir ce que moyennement pouvaient rapporter les terres sans exagération et sans atténuation.

L'intérêt de l'État paraîtrait devoir pousser à l'exagération du revenu, de façon à augmenter la matière imposable. Mais un gouvernement soucieux de sa dignité ne saurait frustrer le contribuable par des procédés aussi peu délicats. Il recommanderait au contraire de les éviter soigneusement. En France particulièrement on peut être assuré d'autre part que tous les fonctionnaires chargés des opérations d'évaluation mettraient un égal souci à ménager le Trésor et le contribuable, c'est-à-dire qu'ils feraient tous leurs efforts pour déterminer le revenu moyen vrai. L'intérêt du contribuable au contraire est d'atténuer le revenu pour diminuer la matière imposable. Et si on confiait aux propriétaires ou plutôt à leurs représentants le soin de fixer ce revenu, il semble clair que les

mêmes scrupules qui arrêteraient un gouvernement, n'arrêteraient pas les propriétaires fonciers. Ceux-ci se laisseraient plus volontiers aller à leur tendance inconsciente ou consciente. Le Trésor serait lésé.

On a donc cherché à concilier les intérêts des localités et des contribuables d'une part et ceux de l'État d'autre part. On a donné à chacun des garanties variables selon qu'il s'agit d'évaluer le revenu foncier global d'une commune (enquêtes de 1851 et de 1879) ou le revenu parcellaire (expertise cadastrale, expertise de 1908).

Dans le premier cas, on a estimé que le contribuable n'était pas directement intéressé à l'opération poursuivie. Car cette opération n'avait d'autre but que de permettre en connaissance de cause la modification des contingents. Le travail confié au contrôleur consiste à renseigner le pouvoir souverain à qui la loi a confié le soin de déterminer la part contributive des localités. Aussi, dès qu'un contingent sera attribué à un département, c'est devant les Chambres qu'il faudra porter la réclamation qui est susceptible de se produire. Les conseils généraux se plaindront au gouvernement ou bien les représentants du département défendront au parlement les intérêts de leurs électeurs. La même chose se renouvellera si c'est un arrondissement qui est estimé surchargé ou si c'est une commune. Le conseil d'arrondissement ou le conseil municipal, selon l'hypothèse, portera devant l'assemblée supérieure souveraine en matière de répartition les plaintes qu'il a à faire entendre.

Dans un pays où les assemblées sont toutes formées de membres choisis à un suffrage très étendu,

les intérêts en jeu sont suffisamment ménagés. Ce n'est pas tant en effet le contribuable qu'il y a lieu de défendre contre la rapacité du fise, mais un goupe de contribuables; et leurs élus se sont toujours montrés pleins de zèle, lorsqu'il s'est agi de quémander une réduction d'impôts pour une circonscription où ils avaient des intérêts électoraux.

C'est le Trésor qui pourrait se juger lésé par un tel système. Sans doute, le gouvernement est maître des agents qu'il emploie à faire l'évaluation du revenu des propriétés non bâties et ceux-ci s'efforcent d'accomplir leur devoir le mieux possible. Mais le revenu une fois déterminé, l'usage qui sera fait de ce revenu pour faire la répartition dépend en définitive du Parlement. Celui-ci est en théorie le défenseur des grands intérêts généraux du pays; mais l'expérience a prouvé qu'il n'avait pas toujours adopté des mesures qui fussent très favorables au Trésor.

Lorsqu'il ne s'agit plus de fixer en bloc le revenu communal, mais de déterminer en particulier le revenu de chaque parcelle, on admet que les propriétaires doivent être mieux protégés.

Une fois le contingent d'une localité établi souverainement par les diverses assemblées dont c'est la fonction, la cote de chaque contribuable est proportionnelle au revenu de ses terres dans le cas d'un impôt de répartition. La cote résulte de l'application d'un tarif à ce même revenu dans le cas d'un impôt de quotité.

Nous avons exposé comment sont faites ces évaluations du revenu des terres.

On a pu se rendre compte que les garanties données aux propriétaires sont de deux ordres différents :

1° Les unes résultent de l'organisation même de l'opération. On prévoit la représentation des intérêts fonciers ;

2° Les autres sont d'ordre judiciaire, recours contre les évaluations.

Nous examinerons successivement les garanties prévues lors des diverses évaluations parcellaires (cadastre 1807-1845, évaluation parcellaire de 1908, projet d'évaluation par propriété, 1907) et pour chacune de ces opérations nous distinguerons les intérêts du contribuable d'une part et ceux du Trésor d'autre part.

Le cadastre comprenait une partie technique (plan) et une expertise.

Le plan est entièrement l'œuvre de fonctionnaires qui opèrent sous la direction et la surveillance de l'administration des contributions directes. Mais si des erreurs viennent à se révéler au propriétaire, celui-ci peut en poursuivre la rectification si l'administration ne l'a pas fait. Des erreurs de contenance en plus sont en effet susceptibles de lui porter préjudice.

A cet effet le géomètre envoie directement à chaque propriétaire un bulletin de cadastre qui contient la section et le numéro du plan de chaque parcelle, le canton, triage ou lieu-dit, la nature de propriété et la contenance en mesures métriques et, le cas échéant, en mesures locales.

Les intéressés qui ont un délai d'un mois peuvent fournir leurs observations et provoquer, s'ils le désirent, un réarpentage qui est à leurs frais s'ils ont tort

ou à ceux du géomètre si c'est lui qui a commis une erreur.

D'ailleurs si les propriétaires ne protestaient pas dans le délai d'un mois qui leur est imparti pour présenter leurs observations, ils ne seraient pas forclos. Ils pourraient encore faire entendre leurs plaintes dans les six mois qui suivent la publication du premier rôle cadastral. Après quoi, ils ne sauraient être admis à demander une modification.

Les réclamations ne peuvent porter que sur le droit de propriété ou sur la contenance. Le géomètre ne doit pas se faire juge du droit de propriété, néanmoins quand il n'y a aucune contestation ou quand on lui présente un jugement mettant fin à un litige, il est tenu d'obtempérer aux prétentions des parties. Tout changement ultérieur dans les attributions de propriété doit être fait par voie de mutation comme il a été exposé. Étant donné au surplus que le plan cadastral n'est pas susceptible de faire titre au profit du contribuable et qu'il n'a d'autre but que de donner la contenance imposable pour le calcul de l'impôt, ces garanties paraissent très suffisantes. Elles devraient être plus étendues, si on faisait du cadastre la base du livre foncier. Car dans ce dernier cas, toute erreur du plan porterait atteinte aux droits civils du propriétaire.

La seconde catégorie des opérations d'évaluations est généralement comprise sous le nom d'expertise. Mais l'expertise elle-même se subdivise en classification, formation du tarif des évaluations et classement.

La classification et la formation du tarif ne sont

susceptibles d'aucun recours contentieux. Ce sont des actes administratifs qui échappent à toute juridiction. Ils mettent cependant en jeu des intérêts opposés. On a donc pris dans la forme de leur exécution les précautions utiles pour leur donner une valeur incontestable particulièrement aux yeux du contribuable.

Ces opérations sont effectuées par une commission de classificateurs présidée par le contrôleur des contributions directes seul représentant de l'administration.

Son autorité morale peut seule faire triompher son opinion car la majorité appartient aux représentants des propriétaires. Le tarif provisoire arrêté par cette commission est ensuite soumis au conseil municipal qui lui aussi a tendance à prendre fait et cause pour la population dont il est l'émanation. Le préfet arrête le tarif définitif, mais aura-t-il le dernier mot devant des influences aussi grandes que celles qui ont contribué à former le tarif provisoire, cela est peu probable. Nous ajouterons même que le gouvernement n'était pas intéressé à l'exactitude des tarifs d'évaluation depuis que le cadastre ne devait plus servir qu'à la répartition communale. Il n'y avait plus tout au moins qu'un intérêt de bonne administration mais non un intérêt fiscal.

Il n'y a qu'un cas qui a été prévu par l'article 81 du règlement du 25 mars 1827 dans lequel on peut soumettre la classification et le tarif au jugement du conseil de préfecture.

Quand un propriétaire en effet possède la presque totalité d'une espèce de culture il peut être admis à

réclamer par la voie contentieuse. On aperçoit sans peine que dans l'espèce la classification peut avoir été faite non dans un esprit de justice et d'impartialité mais avec l'intention arrêtée de faire tort à une personne de la commune. Le propriétaire lésé a un délai de six mois du jour de la mise en recouvrement du premier rôle cadastral pour introduire son instance dont il peut seul prendre l'initiative. Il peut faire appel de l'arrêté du conseil de préfecture devant le Conseil d'État, la commune étant de son côté admise à se pourvoir.

Toutes autres réclamations doivent donc passer par la juridiction gracieuse de l'administration et peuvent être portées devant le ministre.

Au contraire les plaintes formulées à l'encontre du classement sont du ressort judiciaire. Le classement est l'œuvre des classificateurs seuls; ils sont maîtres d'agir à leur guise pour ranger les parcelles dans les classes préalablement formées. Ils peuvent donc ou bien se tromper, ou bien à bon escient faire un classement nuisible à tel ou tel propriétaire. Les plaintes contre le classement peuvent se produire dans un délai de six mois à partir du jour de la mise en recouvrement du premier rôle cadastral. Elles sont instruites et jugées selon les règles ordinaires en matière de contributions directes. Toutefois les réclamations contre le classement sont préalablement soumises aux classificateurs qui donnent leur avis. Si le propriétaire adhère à cet avis, il signe une déclaration qui met fin au litige.

On a suivi cet ensemble de prescriptions pour l'expertise cadastrale et ultérieurement chaque fois que

cette expertise a dû être renouvelée. Les mêmes garanties à peu de chose près ont été données tant au Trésor qu'aux contribuables dans la nouvelle expertise prescrite par la loi du 31 décembre 1907. Cette enquête n'a qu'une valeur statistique mais ses résultats doivent éventuellement servir à l'assiette d'un impôt foncier transformé en impôt de quotité. Aussi s'est-on préoccupé dans l'organisation de cette enquête des moyens propres à parvenir à une évaluation qui fit ressortir le revenu vrai sans exagération et sans atténuation. Le Trésor, si la réforme de la contribution foncière non bâti aboutissait, était cette fois directement intéressé à connaître le rendement réel des terres et non pas un rendement systématiquement diminué au profit des contribuables.

Malgré ces circonstances il a fallu tenir compte des textes législatifs antérieurs qui n'étaient pas abrogés. Aussi est-ce encore une commission de classificateurs qui établit la classification et le tarif, et le seul représentant du Trésor est le contrôleur; mais au lieu de confier au préfet le soin d'arrêter le tarif, on l'a confié au directeur des contributions directes qui doit s'assurer de la régularité des évaluations non seulement au point de vue du cours des opérations elles-mêmes et de leur concordance avec les évaluations des départements limitrophes mais aussi au point de vue de leur conformité avec la réalité. Ce fonctionnaire est certainement beaucoup plus indépendant que le préfet qui subit davantage les influences politiques bien souvent néfastes pour le Trésor.

Quant aux droits individuels des propriétaires, ils sont actuellement inexistants puisque l'évaluation n'a

qu'une valeur statistique. Ils prendront naissance du jour où on fera l'application des résultats obtenus.

Le projet d'impôt sur le revenu voté par la Chambre laisse prévoir que l'on prendra pour base de la contribution foncière les travaux prescrits par l'article 3 de la loi du 31 décembre 1907. Et alors quels seront les droits des propriétaires? Le projet sus-désigné dit seulement qu'au moment des revisions décennales prescrites par l'article 10 les propriétaires recevront un avis leur faisant connaître la valeur locative, la désignation et la contenance de leurs immeubles non bâtis et qu'ils pourront réclamer contre l'évaluation et les désignations susdites. Le délai de réclamation est ouvert pendant six mois à dater de la publication du premier rôle, faisant application des résultats de la nouvelle évaluation et pendant trois mois à dater de la publication des deux rôles subséquents. Il est vraisemblable que les mêmes articles du projet (art. 10, 11 et 12) pourraient être invoqués au moment de la mise en vigueur initiale de la loi. Mais les termes de cette loi ne sont pas parfaitement clairs. Le contribuable « est admis à réclamer contre « les évaluations... »

Nous pensons que, étant donné la forme dans laquelle l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties a été faite, ceci ne donnerait au propriétaire d'autres droits que ceux qu'il avait déjà au moment de l'expertise cadastrale.

Tout propriétaire pourrait donc invoquer l'article 81 du règlement du 25 mars 1827 pour attaquer par la voie contentieuse la classification ou le tarif dans l'hypothèse prévue par cet article. Il pourrait toujours

attaquer le classement dont ses terres sont l'objet. Mais là encore il ne pourrait le faire qu'en s'estimant lésé *par rapport* aux autres propriétaires des parcelles d'une même nature de culture que la sienne.

Il ne puiserait pas — à notre avis du moins — dans cette formule : « réclamer contre les évaluations... » le droit de contester le chiffre même du revenu affecté à ses terres par l'application du tarif. S'il y puisait ce droit, cela aboutirait à faire concourir chaque contribuable foncier à la formation de ce tarif. Bien plus, ce serait rendre tout à fait inutiles toute classification et tout tarif puisque ne les accepterait que qui voudrait bien y consentir. Ce n'est pas l'esprit de la loi.

Mais si l'évaluation des revenus fonciers avait été faite d'après la méthode synthétique que nous avons exposée et commentée (1), il semble que cette fois le contribuable serait admis à discuter le montant du revenu de ses biens. Car il n'y aurait plus dans cette hypothèse ni classification, ni tarif, ni classement ; la commission chargée d'opérer, formée de représentants des propriétaires fonciers, de représentants de l'administration et donnant aux deux parties des garanties de justice et d'impartialité, discuterait avec chacun le rendement de ses immeubles considérés dans leur ensemble, comme formant un tout. Il y aurait là une sorte d'arbitrage contradictoire à la suite duquel on fixerait le revenu imposable.

En outre le revenu pourrait être à nouveau discuté devant un tribunal, le conseil de préfecture par exem-

1. Voir chap. XIII.

ple avec appel devant le Conseil d'État. Le contribuable aurait donc par ces divers degrés de juridiction des garanties très sérieuses que n'ont pas manqué de mettre en évidence les partisans de la méthode synthétique quand elle fut discutée au Parlement. Dans la méthode analytique vous n'admettez qu'une chose : le contribuable peut discuter le classement de ses parcelles. Il ne peut se faire utilement entendre que dans une des opérations nécessaires à l'évaluation du revenu foncier. Mais le chiffre de son revenu, il n'est pas le maître de le discuter. Au contraire dans la méthode analytique les erreurs sont plus facilement réparables. Le propriétaire peut à proprement parler « réclamer contre les évaluations... »

Telles sont en résumé les garanties données tant au Trésor qu'aux contribuables ou aux collectivités en matière d'évaluation. Elles sont d'ordre politique, administratif ou judiciaire ; on a toujours cherché à ménager les intérêts en jeu. On a largement tenu compte de ceux des propriétaires. Jamais une évaluation des revenus fonciers devant servir à asseoir l'impôt ne pourrait être faite par l'administration seule dans un pays comme la France, imbu des idées démocratiques. Cependant l'administration française livrée à elle-même s'efforcerait de parvenir à une très juste évaluation, quelque méthode qu'on lui impose. Mais il existe un préjugé, une sorte de méfiance à l'égard de tous actes non contrôlés par un corps élu ou non effectués par les représentants des intéressés. Cela tient au tempérament d'un peuple, il faut en tenir compte.

CONCLUSION

Nous avons, au cours de cette étude, envisagé les modalités diverses d'évaluation du revenu des propriétés non bâties, dans leurs méthodes, dans leurs résultats, dans l'usage qui a été fait de ces résultats. Nous connaissons donc l'instrument dont le législateur va pouvoir se servir pour déterminer l'assiette de l'impôt foncier.

Quel sera cet impôt? Nous estimons pour notre part que tout système fiscal est un peu l'esclave des moyens qui en permettent l'application. Aussi en présence de différents modes de taxation, impôt de répartition, impôt de quotité, impôt réel ou personnel, nous pensons qu'il faut se demander, non seulement lequel est le meilleur au point de vue théorique mais aussi et surtout lequel est possible, lequel donnera *pratiquement* la satisfaction la plus grande au désir universel de justice en matière de contribution.

Pour cela il faut laisser de côté les discussions de doctrine.

On dira par exemple : « L'impôt de répartition est-il préférable à l'impôt de quotité pour la contribution des terres? » Demandons-nous au contraire : « L'impôt de répartition est-il capable, mieux que l'impôt de quotité, de donner tous les résultats qu'on

en attend ? » A ce point de vue il ne semble pas qu'un siècle d'essai ait justifié la faveur accordée par l'Assemblée Nationale au système adopté dans la loi de principe du 23 novembre-1^{er} décembre 1790. On voulait une contribution répartie entre tous les citoyens propriétaires par égalité proportionnelle sur les revenus fonciers. On avait donc un idéal de justice. On ne l'a pas atteint. On ne l'a pas atteint parce que les résultats des évaluations n'étaient pas applicables dans la mesure où ils auraient été efficaces pour faire régner dans la répartition de l'impôt foncier cette égalité proportionnelle qu'on avait pensé établir.

Nous nous tournons donc vers le système de la contribution de quotité. Non parce qu'il est en théorie plus juste, mais parce qu'il tient mieux compte des contingences pratiques, parce qu'il ne paraît pas soulever les mêmes problèmes insurmontables.

On se demandera encore si c'est le revenu personnel qui doit être frappé par l'impôt ou si c'est le revenu réel(1)? Nous laisserions de côté la réponse à cette question s'il était possible d'atteindre l'un et l'autre d'une manière à peu près équivalente. Mais nous ne croyons pas possible d'imposer la terre pour son revenu effectif; on ne peut l'imposer que pour des revenus moyens, c'est-à-dire pour des *revenus de genre*, en un mot pour son revenu réel(1). Adoptons en effet comme définition du revenu celle donnée dans l'instruction générale du 31 décembre 1908: le revenu d'une terre est sa valeur locative. On atteindra donc le produit effectif d'un immeuble dans le seul cas où il sera

1. Nous prenons les mots *réel* et *personnel* au sens qu'ils ont en langage fiscal.

loué et on l'imposera d'après le prix exprimé dans le bail dont il est l'objet. Mais tout domaine non loué au moment de l'évaluation devra être estimé d'après le taux moyen du loyer qui lui est applicable puisqu'il n'existe pas de valeur locative effective.

On aura donc deux mesures différentes pour évaluer le revenu imposable selon qu'une terre est affermée ou qu'elle ne l'est pas. Il n'est pas possible de justifier un pareil procédé. Or il n'y a qu'un moyen de ramener l'égalité, c'est d'adopter la méthode d'évaluation indistinctement applicable aux deux catégories de propriété : la détermination d'un revenu moyen.

D'ailleurs même si on passait outre à cette objection qui nous paraît fondamentale, le résultat ne serait-il pas identique ? Il est vraisemblable que les prix exprimés dans les baux ou déclarations de location verbale correspondraient en effet à la valeur locative moyenne de la propriété. Les suppléments payés pour convenance personnelle ou pour toute autre cause feraient l'objet de contre-lettres, qu'on ne saisira pas sauf l'hypothèse d'un litige entre les parties. Les loyers ou fermages atténués pour quelque raison que ce soit seront-ils admis par l'administration des contributions directes comme base de l'impôt. Alors le Trésor sera frustré ou bien le prix sera ramené à un taux normal pour servir d'assiette à la contribution.

En définitive qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, on en revient toujours à imposer le revenu réel de la terre. Imposer les immeubles pour le revenu qu'en tire le propriétaire effectivement ne nous

paraît pas possible. Ce revenu n'est pas évaluable.

Nous sommes donc amené, pour conclure, à préconiser un impôt foncier frappant le revenu réel de la terre d'après un taux déterminé par la loi.

Comment doit être évalué ce revenu réel ? Si l'on nous permet de dire ici nos préférences, nous adopterions la méthode d'évaluation parcellaire telle qu'elle est organisée par l'instruction du 31 décembre 1908.

Mais nous croyons que les résultats à attendre du travail aujourd'hui en cours auraient été meilleurs, si l'on avait entrepris auparavant la réfection du cadastre d'après les projets de la commission extraparlamentaire réunie en 1891. Il serait possible cependant d'évaluer les revenus fonciers des propriétés non bâties sans qu'un plan préalable eût été dressé. On ferait facilement une classification des terres, on dresserait un tarif et on opérerait le classement d'après des déclarations de contenances données par les propriétaires et vérifiées par épreuve. Ces évaluations revues de dix en dix ans donneraient à l'impôt une assiette satisfaisante. Mais il n'en est pas moins vrai que toutes les fois que l'on a souci de précision et d'exactitude pour expertiser une terre, une propriété, on commence par faire le levé du terrain. Sous l'ancien régime, les provinces désireuses de bien répartir la part de taille mise à leur charge avaient fait dresser un cadastre de leur territoire pour permettre une évaluation plus exacte des revenus fonciers. Pendant la Révolution et sous le premier Empire, un bon cadastre parut le seul remède aux imperfections des évaluations antérieures.

La question cadastrale et la question de l'expertise du revenu des propriétés non bâties sont donc intimement liées et se complètent l'une l'autre.

La réfection d'un plan général du territoire, l'organisation de son entretien faciliteraient considérablement l'évaluation périodique des revenus pour l'assiette d'un impôt foncier de quotité.

Vu : le Président de thèse,

TRUCHY

Vu le Doyen

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

ANNEXE N° 1

Loi du 3 frimaire an VII relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière.

TITRE PREMIER

Dispositions générales.

Article premier. — Le Corps législatif établit chaque année une imposition foncière. (*Article 303 de la Constitution.*)

Il en détermine annuellement le montant en principal et en centimes additionnels.

Elle est perçue en argent.

Art. 2. — La répartition de l'imposition (ou contribution) foncière est faite par égalité proportionnelle sur toutes les propriétés foncières, à raison de leur revenu net imposable, sans autres exceptions que celles déterminées ci-après pour l'encouragement de l'agriculture ou pour l'intérêt général de la société.

Art. 3. — Le revenu net des terres est ce qui reste au propriétaire, déduction faite sur le produit brut des frais de culture, semence, récolte et entretien.

Art. 4. — Le revenu imposable est le revenu net moyen, calculé sur un nombre d'années déterminé.

Art. 5. — Le revenu net imposable des maisons, et celui des fabriques, forges, moulins et autres usines, sont tout ce

qui reste au propriétaire, déduction faite sur leur valeur locative calculée sur un nombre d'années déterminé, de la somme nécessaire pour l'indemniser du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations.

Art. 6. — Le revenu net imposable des canaux de navigation est ce qui reste au propriétaire, déduction faite sur le produit brut ou total, calculé sur un nombre d'années déterminé, de la somme nécessaire pour l'indemniser du dépérissement des diverses constructions et ouvrages d'art et des frais d'entretien et de réparations.

Art. 7. — Pour rassurer les contribuables contre les abus dans la répartition, il sera déterminé chaque année, par le Corps législatif, une proportion générale de la contribution foncière avec les revenus territoriaux, au delà de laquelle la cote de chaque individu ne pourra être élevée.

TITRE II

Des agents de la répartition.

Art. 8. — La répartition de la contribution foncière est faite par le Corps législatif entre les départements ; par les administrations centrales de département entre les cantons et les communes qui ont pour elles seules une administration municipale ; par les administrations municipales de canton entre les communes de leur arrondissement, et par des répartiteurs entre les contribuables.

Art. 9. — Les répartiteurs sont au nombre de sept, savoir : l'agent municipal et son adjoint dans les communes de moins de cinq mille habitants ; deux officiers municipaux désignés à cet effet, dans les autres communes, et cinq citoyens capables, choisis par l'administration municipale parmi les contribuables fonciers de la commune, dont deux au moins non domiciliés dans ladite commune, s'il s'en trouve de tels.

Art. 10. — La nomination des cinq citoyens répartiteurs est faite chaque année, dans la première décade après celle de l'entrée en fonctions des administrateurs municipaux nouvellement élus, et consignée au registre de l'administration.

Les deux officiers municipaux, dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale, sont désignés dans le même délai, et mention en est pareillement faite au registre.

Art. 11. — La nomination de répartiteurs et la désignation d'officiers municipaux, prescrites par l'article précédent, auront lieu, pour la répartition de la contribution foncière de l'an VII et opérations y relatives, dans la décade de la publication de la présente loi.

Art. 12. — Le commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale fait notifier aux cinq citoyens répartiteurs leur nomination dans les cinq jours de sa date.

Cette notification se fait par un simple avertissement sur papier non timbré; elle est signée tant par celui qui en est le porteur que par le commissaire, et datée: elle n'est point sujette à l'enregistrement; mais il en reste un double, qui est déposé au secrétariat de l'administration municipale.

Art. 13. — Les fonctions de répartiteur ne peuvent être refusées que pour l'une des causes ci-après.

Art. 14. — Les causes légitimes de refus sont: 1^o les infirmités graves et reconnues, ou vérifiées en la forme ordinaire, en cas de contestation; 2^o l'âge de soixante ans commencés, ou plus; 3^o l'entreprise d'un voyage ou d'affaires qui obligeraient à une longue absence du domicile ordinaire; 4^o l'exercice de fonctions administratives ou judiciaires au choix du peuple, autres que celles d'assesseur de juge de paix; 5^o l'exercice des fonctions de commissaire du Directoire exécutif près les administrations centrales, municipales et autres, et près les tribunaux; 6^o le service militaire de terre ou de mer, ou un autre service public actuel.

Art. 15. — Tout citoyen domicilié à plus de deux myria-

mètres d'une commune pour laquelle il aurait été nommé répartiteur pourra également ne point accepter.

Art. 16. — Celui qui se trouverait nommé répartiteur par plusieurs administrations municipales, pour la même année, déclarera son option au secrétariat de l'une d'elles, dans les dix jours de l'avertissement qui lui aura été donné de sa nomination; il en justifiera aux autres administrations municipales dans les cinq jours suivants, et celles-ci le remplaceront sans délai.

Art. 17. — Celui qui n'acceptera point les fonctions de répartiteur devra proposer par écrit à l'administration municipale son refus motivé.

Il le proposera dans les dix jours de l'avertissement qui lui aura été donné de sa nomination.

Art. 18. — L'administration municipale prononcera dans les dix jours suivants, et si le refus se trouve fondé, elle le déclarera tel et remplacera sur-le-champ le refusant.

Dans le cas contraire, elle déclarera que le refus n'est point admis, et que celui qui l'a proposé reste répartiteur.

Art. 19. — Celui qui, dans le cas des articles 13, 14, et 15 ci-dessus, n'aura point proposé de refus dans le délai prescrit, ou dont le refus n'aura point été admis, et qui, étant ensuite convoqué, ne se réunirait point aux autres répartiteurs pour les opérations dont ils auront été chargés, sera cité, par le commissaire du Directoire près l'administration municipale, à comparaître devant cette administration à jour et heure fixes, en séance publique, et s'il s'y présente, le président, après l'avoir entendu, et au nom de l'administration municipale, lui adressera ces paroles:

« Citoyen, vous avez refusé de vous rendre utile à votre pays; l'administration municipale va en faire mention sur ses registres et en donner connaissance à vos concitoyens. »

Le refusant sera remplacé dans la même séance, et extrait du procès-verbal de l'administration municipale sera affiché, sur papier libre et sans frais, dans la salle de ses séances et

au secrétariat : il ne sera point sujet au droit d'enregistrement.

Art. 20. — Si celui qui aura été cité comme il est dit en l'article précédent ne se présente point, il sera fait lecture de l'acte de citation. L'administration municipale constatera ensuite son absence en le faisant appeler à haute voix par le secrétaire, et, après cet appel, le président prononcera ces paroles :

« L'administration municipale déclare que
« nommé répartiteur, a refusé de servir son pays ; elle va en
« faire mention sur ses registres et en donner connaissance
« au public. »

Le refusant sera remplacé, dans la même séance, et extrait du procès-verbal de l'administration municipale sera affiché, sur papier timbré, dans la salle de ses séances, au secrétariat, et à la principale porte extérieure de la maison commune : il ne sera point soumis à l'enregistrement.

Art. 21. — Celui qui ne se sera point présenté devant l'administration municipale sera en outre cité, par le commissaire du Directoire exécutif près cette administration, devant le juge de paix de l'arrondissement dans lequel elle se trouve, qui, pour ce fait de désobéissance à la loi, le condamnera à une amende de la valeur locale de trois journées de travail agricole, et aux frais de l'affiche de l'extrait du procès-verbal de l'administration municipale, qui sont réglés à trois francs, non compris le papier timbré, et seront payés au secrétaire de ladite administration, sans préjudice des frais légitimement faits devant le juge de paix, et de ceux de signification et de mise à exécution du jugement, dont il sera pareillement tenu.

Art. 22. — En cas d'empêchement temporaire survenu à un ou plusieurs des répartiteurs, par maladie grave, voyage nécessaire et inopiné, ou par un service public actuel, ils en donneront ou feront donner avis à l'administration municipale, qui pourra les remplacer momentanément par d'autres contribuables fonciers de la commune.

Ce remplacement n'aura lieu qu'autant que le nombre de répartiteurs se trouverait réduit à moins de cinq, ou que ceux d'entre eux non domiciliés dans la commune seraient à remplacer. Ceux-ci ne pourront, dans aucun cas, lorsqu'ils n'excéderont point le nombre de deux, être remplacés que par d'autres contribuables fonciers non domiciliés dans la commune, s'il y en a de tels.

Art. 23. — Les sept répartiteurs délibèrent en commun, à la majorité des suffrages. Ils ne peuvent prendre aucune détermination, s'ils ne sont au nombre de cinq au moins présents. Ils sont convoqués et présidés par l'agent municipal ou par son adjoint, ou par l'un des officiers municipaux désignés dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale, et, à leur défaut, par le plus âgé des autres répartiteurs.

Art. 24. — Les commissaires du Directoire exécutif près les administrations centrales et municipales et les inspecteurs de l'agence des contributions directes, remplissent auprès des répartiteurs les fonctions qui leur sont déléguées par la loi.

TITRE III

De la répartition de la contribution foncière.

Art. 25. — Les administrations centrales feront, chaque année, dans la décade qui suivra la publication de la loi portant fixation de la contribution foncière, la répartition du contingent qui aura été assigné à leur département entre les cantons et les communes ayant pour elles seules une administration municipale, et elles en enverront de suite le tableau au ministre des Finances.

Art. 26. — Elles enverront, dans la même décade, à chaque administration municipale, le mandement qui devra lui

faire connaître le contingent de son canton ou de sa commune, 1^o en principal ; 2^o en centimes additionnels, destinés tant aux fonds de non-valeur qu'aux dépenses départementales.

Art. 27. — Dans les dix jours qui suivront la réception de ce mandement, les administrations municipales de canton feront la répartition de la totalité du contingent qui s'y trouvera porté, ainsi que des autres sommes qu'elles seraient autorisées à répartir, pour leurs dépenses, entre toutes les communes de leur arrondissement, après avoir appelé à ce travail les adjoints des agents desdites communes, qui y auront voix consultative.

Le tableau de cette répartition sera adressé sur-le-champ à l'administration centrale du département; il en restera minute à l'administration municipale.

Il y sera fait mention que les adjoints des agents municipaux des communes ont été appelés, et que ceux qui se sont présentés ont été entendus.

Art. 28. — L'administration centrale visera les états de répartition qui lui auront été adressés par les administrations municipales, et en ordonnera l'exécution; elle n'y pourra faire aucun changement, sauf aux communes qui se prétendraient lésées à se pourvoir en dégrèvement dans la forme légale.

Art. 29. — L'administration centrale, après avoir visé chaque état ou tableau de répartition à mesure qu'ils lui auront été adressés par les administrations municipales de canton, en fera faire trois expéditions, dont l'une sera renvoyée, sans délai, à l'administration municipale, l'autre au receveur général du département, et la troisième au ministre des Finances.

Art. 30. — Aussitôt que l'administration municipale aura reçu l'état de répartition, visé par l'administration centrale du département, elle enverra à chaque agent municipal le mandement contenant la fixation du contingent de sa com-

mune, 1^o en principal ; 2^o en centimes additionnels, tant pour les fonds de non-valeur que pour les dépenses municipales ; 3^o en centimes additionnels pour les dépenses municipales ; 4^o en centimes additionnels pour les dépenses communales.

TITRE IV

Des changements annuels à faire aux matrices des rôles.

Art. 31. — Les matrices des rôles existantes continueront à servir de base à la répartition de la contribution foncière entre les contribuables de chaque commune, sauf les changements ou renouvellements, comme il est dit en l'article 32 ci-après, et sans préjudice pour les contribuables qui se prétendraient surtaxés, de se pourvoir en décharge ou réduction dans les formes légales.

Art. 32. — Dans la première décade de thermidor de chaque année, l'agent municipal de chaque commune, ou son adjoint, et l'un des deux officiers municipaux désignés dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale, convoqueront les répartiteurs pour examiner la matrice du rôle, y faire les changements convenables d'après les mutations survenues parmi les propriétaires, la renouveler même s'il y a lieu.

Les commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales seront appelés à cette assemblée de répartiteurs ; ils en requerront même la convocation, en cas de négligence de la part des agents et adjoints ou officiers municipaux.

Art. 33. — Les changements annuels dont il s'agit aux deux articles précédents consisteront en la formation d'un simple état ou relevé des mutations de propriétés survenues parmi les contribuables, et dont il aura été tenu note par le

secrétaire de l'administration municipale sur un registre particulier ouvert à cet effet, sous le nom de *livre des mutations*.

Art. 34. — L'état ou relevé de mutations sera arrêté et signé par les répartiteurs, visé tant par l'administration municipale que par le commissaire du Directoire exécutif près cette administration, et restera joint à la matrice du rôle.

Le commissaire du Directoire exécutif en prendra copie, qu'il certifiera conforme, et qu'il enverra sur-le-champ au commissaire près l'administration centrale, après l'avoir fait viser par l'administration municipale.

Art. 35. — Le livre des mutations sera coté et parafé à chaque feuillet par le président de l'administration municipale ; il portera en tête l'énonciation du nombre des feuillets dont il se trouvera composé et de la date de son ouverture : cette énonciation sera signée par le président de l'administration municipale.

Art. 36. — La note de chaque mutation de propriété sera inscrite au livre des mutations, à la diligence des parties intéressées ; elle contiendra la désignation précise de la propriété ou des propriétés qui en seront l'objet, et il y sera dit à quel titre la mutation s'en est opérée.

Tant que cette note n'aura point été inscrite, l'ancien propriétaire continuera d'être imposé au rôle ; et lui, ou ses héritiers naturels, pourront être contraints au paiement de l'imposition foncière, sauf leur recours contre le nouveau propriétaire.

TITRE V

Du renouvellement et de la formation des matrices des rôles.

Art. 37. — Aucune matrice de rôle ne pourra être renouvelée que sur la demande de l'administration municipale et l'autorisation de l'administration centrale du département.

Art. 38. — Lorsqu'il s'agira de renouveler une matrice de rôle, ou d'en former une dans des communes où il n'en existerait point, les répartiteurs feront un tableau indicatif du nom et des limites des différentes divisions du territoire de la commune, s'il y en a de connues qu'ils estiment devoir conserver, ou de celles qu'ils croiront devoir déterminer eux-mêmes.

Ces divisions s'appelleront *sections* : chacune d'elles sera désignée par une lettre alphabétique; et le tableau destiné à les faire connaître sera proclamé et affiché dans la commune.

Art. 39. — Les répartiteurs formeront ensuite un tableau indicatif des différentes propriétés renfermées dans chaque section, et ils y procéderont en la forme ci-après.

Ce dernier tableau s'appellera *état de section*.

Art. 40. — Les répartiteurs feront, dans leur première assemblée, une liste des propriétaires et des fermiers ou métayers domiciliés dans la commune, qu'ils jugeront connaître le mieux les différentes parties de chaque section et être le plus en état de donner à cet égard des renseignements précis.

Les noms de ces indicateurs seront portés à la suite du tableau destiné à faire connaître les différentes sections de la commune, proclamés et affichés avec lui.

Art. 41. — Les répartiteurs se distribueront ensuite les sections : un ou plusieurs d'entre eux se transporteront sur chacune de celles qu'ils auront à parcourir. Le jour de leur transport sera annoncé à l'avance; ils appelleront au moins deux des indicateurs désignés, et ils composeront avec eux les états de sections.

Les contribuables de la section, ou leurs fermiers et métayers, pourront être présents, si bon leur semble, et faire des observations à ce relatives, donner même des renseignements aux répartiteurs.

Art. 42. — Les indicateurs qui, étant appelés par les répar-

titeurs, ne se rendraient point auprès d'eux pour leur donner les renseignements requis, seront remplacés par d'autres indicateurs, ou même par d'autres propriétaires, fermiers ou métayers, que les répartiteurs pourront appeler sur-le-champ et sans aucune formalité.

Art. 43. — Chaque article de propriété sera distingué dans l'état de section et numéroté; il sera intitulé du nom du propriétaire, avec mention des prénoms, profession et demeure de celui-ci, s'ils sont connus: il sera désigné, 1^o par la nature de maison à simple rez-de-chaussée, ou à un, deux ou plusieurs étages; de moulin, forge ou autre usine; de jardin, terre labourable; vigne, pré, futaie ou taillis, etc.; 2^o par l'étendue de sa superficie, calculée d'après les nouvelles mesures.

Les répartiteurs pourront s'aider, dans cette opération, des cadastres et parcellaires, plans, arpentements ou péréquements qu'ils se seront procurés.

Art. 44. — Les états de sections seront signés tant par les indicateurs que par les répartiteurs qui les auront formés; et si quelque indicateur ne sait ou ne peut signer, mention en sera faite.

Art. 45. — Les propriétés nationales de toute nature seront portées, dans les états de sections, au compte de la République, et désignées de la même manière que celles des particuliers. Le commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale surveillera spécialement l'exécution du présent article.

Art. 46. — Les propriétés appartenant à des communes, portions de commune, à des hospices ou autres établissements publics, seront aussi désignées de la même manière, et portées, dans les états de sections, au compte desdites communes, portions de commune, hospices ou autres établissements.

Art. 47. — Il sera laissé dans chaque état de section une colonne en blanc, suffisante pour recevoir l'évaluation du revenu imposable des différentes propriétés.

Art. 48. — Aussitôt que ces tableaux indicatifs des propriétés renfermées dans chaque section seront achevés, les répartiteurs s'assembleront, appelleront le commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale, et les examineront avec lui ; ils rectifieront ou feront rectifier, par ceux qui les auront formés, ceux desdits tableaux qui seront reconnus inexacts ; ils arrêteront et signeront sur-le-champ les autres, et ceux-là ensuite, après qu'ils auront été rectifiés.

Art. 49. — Dans les dix jours suivants, au plus tard, les répartiteurs se transporteront ensemble sur les différentes sections ; ils y feront l'évaluation du revenu imposable de chaque propriété, dans l'ordre qu'elle se trouvera portée au tableau indicatif, arrêteront cette évaluation à la majorité des suffrages, et l'écriront ou feront écrire en leur présence et en toutes lettres, sur la colonne réservée à cet effet, à côté de l'article descriptif de la propriété.

Ils signeront au bas de la colonne, et si quelqu'un d'eux ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention.

Art. 50. — Les états de section ainsi complétés et arrêtés seront remis au commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale, pour servir à la rédaction de la matrice du rôle de la commune ; il en donnera un reçu à l'agent ou officier municipal qui aura présidé à l'évaluation.

Art. 51. — La matrice du rôle se composera du simple dépouillement des états de sections. Elle sera divisée en autant d'articles qu'il y aura de contribuables fonciers, et toutes les propriétés qu'un même contribuable aura dans la commune seront reportées sous un seul et même article, l'une à la suite de l'autre, avec indication de la section dans laquelle chacune d'elles se trouvera située, de son numéro dans l'état de cette section, et de l'évaluation de son revenu imposable.

Elle sera à colonnes, dont la première présentera les noms, prénoms, professions et demeures des contribuables ; la seconde, la lettre alphabétique de l'état de section ; la troisième, le numéro des différentes propriétés à l'état de section ; la

quatrième, l'évaluation détaillée de leur revenu imposable ; la cinquième, le total d'évaluation du revenu imposable de toutes les propriétés portées sous un même article, et la sixième restera réservée pour servir ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. 52. — Aussitôt que le commissaire près l'administration municipale aura rédigé la matrice du rôle, il la présentera aux répartiteurs, qui, après l'avoir comparée aux états de sections, et s'être assurés de son exactitude, l'arrêteront et la signeront avec lui, ou déclareront la cause pour laquelle quelqu'un d'entre eux ne l'aurait point signée.

Le commissaire près l'administration municipale en prendra copie, qu'il certifiera et enverra sur-le-champ au commissaire près l'administration centrale ; et il remettra l'original à l'agent ou officier municipal qui aura présidé aux évaluations, ou autre qui le remplacera : il lui remettra en même temps les états de sections, et retirera de ses mains le reçu qu'il lui en avait donné.

L'agent ou officier municipal déposera le tout, dans la décade, au secrétariat de l'administration municipale, et fera faire, en sa présence, mention du dépôt sur le registre d'ordre : cette mention sera signée tant par lui que par le secrétaire.

Les états de sections et les matrices des rôles seront soigneusement conservés ; les secrétaires et gardes des archives des administrations en répondront personnellement.

Art. 53. — Lorsqu'un inspecteur de l'agence des contributions directes sera chargé des opérations relatives à la formation de quelque matrice de rôle dans le cas prévu par la loi du 22 brumaire de l'an VI, portant création de ladite agence, il agira en tous points de la même manière et d'après les mêmes règles que les commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales.

Art. 54. — Chaque année, aussitôt après la répartition de la contribution foncière entre les communes, le président de l'administration municipale notera, sur la sixième colonne de

chaque matrice de rôle, le montant, en principal, du contingent de la commune, et sa proportion, à tant par franc, avec le total du revenu imposable.

Chaque contribuable pourra prendre communication de cette note au secrétariat.

Art. 55. — L'expédition des rôles de la contribution foncière et leur mise en recouvrement continueront d'avoir lieu dans les formes et les délais prescrits par la loi et l'instruction du 22 brumaire an VI, portant création d'une agence des contributions directes.

TITRE VI

Du mode d'évaluation du revenu imposable des propriétés foncières.

Art. 56. — Lorsqu'il s'agira d'évaluer le revenu imposable de terres labourables, soit actuellement cultivées, soit incultes, mais susceptibles de ce genre de culture, les répartiteurs s'assureront d'abord de la nature des produits qu'elles peuvent donner, en s'en tenant aux cultures généralement usitées dans la commune, telles que froment, seigle, orge et autres grains de toute espèce, lin, chanvre, tabac, plantes oléagineuses, à teinture, etc. Ils supputeront ensuite quelle est la valeur du produit brut ou total qu'elles peuvent rendre année commune, en les supposant cultivées sans travaux ni dépenses extraordinaires, mais selon la coutume du pays, avec les alternats et assolements d'usage, et en formant l'année communesur quinze années antérieures, moins les deux plus fortes et les deux plus faibles.

Les années de la circulation du papier-monnaie, à partir du 1^{er} janvier 1791 (*vieux style*), ne compteront point.

Art. 57. — L'année commune du produit brut de chaque article de terre labourable étant déterminée, les répartiteurs

feront déduction, sur ce produit, des frais de culture, semence, récolte et entretien; ce qui en restera formera le revenu net imposable, et sera porté comme tel sur les états de sections.

Art. 58. — Les jardins potagers seront évalués d'après le produit de leur location possible, année commune, en prenant cette année commune sur quinze, comme pour l'évaluation du revenu des terres labourables.

Ils ne pourront, dans aucun cas, être évalués au-dessous du taux des meilleures terres labourables de la commune.

Art. 59. — L'évaluation du revenu imposable des terrains enlevés à la culture pour le pur agrément, tels que parterres, pièces d'eau, avenues, etc., sera portée au taux de celui des meilleures terres labourables de la commune.

Art. 60. — Lorsqu'il s'agira d'évaluer le revenu net imposable des vignes, les répartiteurs supputeront d'abord quelle est la valeur du produit brut ou total qu'elles peuvent rendre année commune, en les supposant cultivées sans travaux ni dépenses extraordinaires, mais selon la coutume du pays, en formant l'année commune sur quinze, comme pour les terres labourables.

Art. 61. — L'année commune du produit brut des vignes étant déterminée, les répartiteurs feront déduction, sur ce produit brut, des frais de culture, de récolte, d'entretien, d'engrais et de pressoir.

Ils déduiront, en outre, un quinzième de ce produit, en considération des frais de dépérissement annuel, de replantation partielle, et des travaux à faire pendant les années où chaque nouvelle plantation est sans rapport.

Ce qui restera du produit brut après ces déductions formera le revenu net imposable, et sera porté comme tel aux états de la section.

Art. 62. — Le revenu imposable des prairies naturelles, soit qu'on les tienne en coupes régulières ou qu'on en fasse consommer les herbes sur pied, sera calculé d'après la valeur

de leur produit année commune, prise sur quinze, comme pour les terres labourables, déduction faite, sur ce produit, des frais d'entretien et de récolte.

Art. 63. — Les prairies artificielles ne seront évaluées que comme les terres labourables d'égale qualité.

Art. 64. — L'évaluation du revenu imposable des terrains connus sous les noms de *pâtis*, *palus*, *marais*, *bas prés*, et autres dénominations quelconques, qui, par la qualité inférieure de leur sol ou par d'autres circonstances naturelles, ne peuvent servir que de simples pâturages, sera faite d'après le produit que le propriétaire serait présumé pouvoir en obtenir année commune, selon les localités, soit en faisant consommer la pâture, soit en les louant sans fraude à un fermier auquel il ne fournirait ni bestiaux ni bâtiments, et déduction faite des frais d'entretien.

Art. 65. — Les terres vaines et vagues, les landes et bruyères, et les terrains habituellement inondés ou dévastés par les eaux, seront assujettis à la contribution foncière d'après leur produit net moyen, quelque modique qu'il puisse être ; mais, dans aucun cas, leur cotisation ne pourra être moindre d'un décime par hectare.

Art. 66. — Les particuliers ne pourront s'affranchir de la contribution à laquelle les fonds désignés en l'article précédent devraient être soumis, qu'en renonçant à ces propriétés au profit de la commune dans laquelle elles sont situées.

La déclaration détaillée de cet abandon perpétuel sera faite par écrit au secrétariat de l'administration municipale, par le propriétaire ou par un fondé de pouvoir spécial.

Les cotisations des objets ainsi abandonnés, dans les rôles faits antérieurement à l'abandon, resteront à la charge de l'ancien propriétaire.

Art. 67. — L'évaluation des bois en coupes réglées sera faite d'après le prix moyen de leurs coupes annuelles, déduction faite des frais d'entretien, de garde et de repeuplement.

Art. 68. — L'évaluation des bois taillis qui ne sont pas en

coupes réglées sera faite d'après leur comparaison avec les autres bois de la commune ou du canton.

Art. 69. — Tous les bois au-dessous de l'âge de trente ans seront réputés taillis, et seront évalués conformément aux dispositions des deux articles précédents.

Art. 70. — Les bois âgés de trente ans ou plus, et non aménagés en coupes réglées, seront estimés à leur valeur au temps de l'estimation, et cotisés jusqu'à leur exploitation, comme s'ils produisaient un revenu égal à deux et demi pour cent de cette valeur.

Art. 71. — L'évaluation du revenu des forêts en futaie, aménagées ou non en coupes réglées, lorsqu'elles s'étendront sur le territoire de plusieurs communes d'un canton, sera faite par l'administration municipale du canton, et le montant de l'évaluation sera porté aux états de sections et matrices des rôles de chaque commune, en proportion de l'étendue qui sera sur son territoire.

Art. 72. — L'évaluation du revenu des forêts en futaie, aménagées ou non en coupes réglées, lorsqu'elles s'étendront sur le territoire de plusieurs cantons d'un même département, sera faite par l'administration centrale du département, et le montant de cette évaluation porté aux états de sections et matrices des rôles de chaque commune, en proportion de l'étendue qui sera sur son territoire.

Art. 73. — Le revenu des forêts qui s'étendront sur plusieurs départements sera évalué séparément dans chaque département.

Art. 74. — Les répartiteurs n'auront égard, dans l'évaluation du revenu imposable des terrains sur lesquels se trouvent des arbres forestiers épars ou en simple bordure, ni à l'avantage que le propriétaire peut tirer de ces arbres, ni à la diminution qu'ils apportent dans la fertilité du sol qu'ils ombragent.

Art. 75. — Lorsqu'un terrain sera exploité en tourbière, on évaluera, pendant les dix années qui suivront le commen-

cement du tourbage, son revenu au double de la somme à laquelle il était évalué l'année précédente.

Art. 76. — Il sera fait note, sur chaque rôle et matrice de rôle, de l'année où doit finir ce doublement d'évaluation. Après ces dix années, ces terrains seront cotisés comme les autres propriétés.

Art. 77. — Les terrains enclos seront évalués d'après les mêmes règles et dans les mêmes proportions que les terrains non enclos d'égale qualité et donnant le même genre de productions. On n'aura égard, dans la fixation de leur revenu imposable, ni à l'augmentation de produit qui ne serait évidemment que l'effet des clôtures, ni aux dépenses d'établissement et d'entretien de ces clôtures, quelles qu'elles puissent être.

Art. 78. — Si un enclos contient différentes natures de biens, telles que bois, prés, terres labourables, jardins, vignes, étangs, etc., chaque nature de bien sera évaluée séparément, de la même manière que si le terrain n'était point enclos.

Art. 79. — Le revenu imposable des étangs permanents sera évalué d'après le produit de la pêche, année commune, formée sur quinze, moins les deux plus fortes et les deux plus faibles, sous la déduction des frais d'entretien, de pêche et de repeuplement.

Art. 80. — L'évaluation du revenu imposable des terrains alternativement en étang et en culture sera combinée d'après ce double rapport.

Art. 81. — Les mines ne seront évaluées qu'à raison de la superficie du terrain occupé pour leur exploitation, et sur le pied des terrains environnants.

Il en sera de même pour les carrières.

Art. 82. — Le revenu net imposable des maisons d'habitation, en quelque lieu qu'elles soient situées, soit que le propriétaire les occupe ou qu'il les fasse occuper par d'autres, à titre gratuit ou onéreux, sera déterminé d'après leur

valeur locative, calculée sur dix années, sous la déduction d'un quart de cette valeur locative, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations.

Art. 83. — Aucune maison d'habitation occupée comme il est dit en l'article précédent ne pourra être cotisée, quelle que soit l'évaluation de son revenu, au-dessous de ce qu'elle le serait à raison du terrain qu'elle enlève à la culture, évalué sur le pied du double des meilleures terres labourables de la commune si la maison n'a qu'un rez-de-chaussée, et du quadruple si elle en a plusieurs.

Le comble ou toiture, de quelque manière qu'il soit disposé, ne sera point compté pour un étage.

Art. 84. — Les maisons qui auront été inhabitées pendant toute l'année, à partir du premier vendémiaire, seront cotisées seulement à raison du terrain qu'elles enlèvent à la culture, évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la commune.

Art. 85. — Les bâtiments servant aux exploitations rurales, tels que granges, écuries, greniers, caves, celliers, pressoirs et autres, destinés soit à loger les bestiaux des fermes et métairies, ou à serrer les récoltes, ainsi que les cours desdites fermes ou métairies, ne seront soumis à la contribution foncière qu'à raison du terrain qu'ils enlèvent à la culture, évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la commune.

Art. 86. — Lorsqu'il n'y aura point de terres labourables dans une commune, l'évaluation dont il s'agit aux trois articles précédents sera faite sur le pied des meilleures terres labourables de la commune voisine.

Art. 87. — Le revenu net imposable des fabriques, manufactures, forges, moulins et autres usines sera déterminé d'après leur valeur locative, calculé sur dix années, sous la déduction d'un tiers de cette valeur, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations.

Art. 88. — Les maisons, les fabriques et manufactures,

forges, moulins et autres usines nouvellement construits, ne seront soumis à la contribution foncière que la troisième année après leur construction. Le terrain qu'ils enlèvent à la culture continuera d'être cotisé jusqu'alors comme il l'était avant.

Il en sera de même pour tous autres édifices nouvellement construits ou reconstruits; le terrain seul sera cotisé pendant les deux premières années.

Art. 89. — Lorsqu'il s'agira d'évaluer le revenu imposable d'un canal de navigation, le propriétaire fera, au secrétariat de l'administration municipale ou centrale qui devra faire l'évaluation, une déclaration détaillée des revenus et charges dudit canal.

Art. 90. — L'administration s'assurera, tant d'après cette déclaration que d'après les autres renseignements qu'elle aura pu se procurer, du produit brut ou total dudit canal; elle s'assurera pareillement de la réalité des charges, et fera déduction du montant de celles-ci sur le produit brut; ce qui restera de ce produit formera le revenu imposable.

Art. 91. — Le revenu imposable des canaux qui traversent une ou plusieurs communes d'un même canton sera évalué par l'administration municipale du canton. Il sera divisé, pour chaque commune, si le canal en traverse plusieurs, en proportion de la longueur du canal sur le territoire de chacune.

L'administration municipale en fixera la contribution au taux moyen de celle qui sera rapportée par les autres propriétés du canton.

Cette fixation sera faite en même temps que le répartition de la contribution foncière entre les diverses communes.

Art. 92. — Les administrations municipales des communes de cinq mille habitants et au delà feront pareillement l'évaluation du revenu imposable des canaux de navigation qui ne traverseront que le territoire de la commune.

Elles en fixeront la contribution au taux moyen de celle qui sera supportée par les autres propriétés de la commune.

Art. 93. — Le revenu imposable des canaux qui traversent plusieurs cantons d'un même département sera évalué par l'administration centrale du département. Il sera divisé, pour chaque canton et pour chaque commune ayant pour elle seule une administration municipale, en proportion de la longueur du canal sur le territoire de chacun, et subdivisé ensuite par chaque administration municipale de canton, pour la portion la concernant, entre les diverses communes de son arrondissement.

Art. 94. — Quant aux canaux qui traversent plusieurs départements, chaque administration centrale de département évaluera les revenus et les charges du canal sur son territoire; elles se communiqueront le résultat de leurs évaluations; et le total du revenu imposable sera réparti en proportion de la longueur du canal sur le territoire de chaque département, et subdivisé ensuite par chaque administration centrale entre les cantons et les communes ayant pour elles seules une administration municipale, et par les administrations de canton entre les diverses communes de leur arrondissement.

Art. 95. — Seront compris dans l'évaluation des charges des canaux de navigation, l'indemnité pour le dépérissement des diverses constructions et ouvrages d'art, et les frais d'entretien et de réparations tant du canal que des réserves d'eau, chemins de halage, berges et francs-bords qui ne produisent aucun revenu.

Art. 96. — Les moulins, fabriques et autres usines construits sur les canaux, les plantations et autres natures de biens qui avoisinent les canaux et appartiennent aux mêmes propriétaires, ne seront point compris dans l'évaluation générale du revenu du canal, mais resteront soumis à toutes les règles fixées pour les autres biens-fonds.

Art. 97. — L'évaluation du revenu imposable et la cotisation des propriétés foncières de toute nature seront faites

sans avoir égard aux rentes constituées ou foncières, et autres prestations dont elles se trouveraient grevées : sauf aux propriétaires à s'indemniser par des retenues, comme il est dit ci-après, et dans les cas y déterminés.

Art. 98. — Les propriétaires débiteurs d'intérêts et de rentes ou autres prestations perpétuelles constituées à prix d'argent ou foncières, créées avant la publication du décret des 20, 22 et 23 novembre 1790 (*vieux style*), concernant la contribution foncière, et qui étaient autorisés à faire la retenue des impositions alors existantes, feront la retenue à leurs créanciers dans la proportion de la contribution foncière.

Art. 99. — Ils feront aussi la retenue, dans la même proportion, sur les rentes et autres prestations foncières non supprimées, dont leurs fonds, édifices et usines se trouvent encore grevés, et dont la création est antérieure à la publication du décret précité des 20, 22 et 23 novembre 1790, quoique non autorisés à faire par les anciennes lois ou usages; sans préjudice néanmoins de l'exécution des baux à rentes, faits sous la condition expresse de la non-retenue des impositions publiques, ou avec toute autre clause de laquelle résulte la volonté conventionnelle des parties que les contributions publiques soient à la charge du preneur, en sus de la rente ou prestation.

Art. 100. — Les débiteurs de rentes viagères constituées avant la même époque, et qui étaient autorisés à faire la retenue des impositions publiques, ne feront la retenue que dans la proportion de l'intérêt que le capital eût porté en rentes perpétuelles, lorsque ce capital sera connu, et, quand le capital ne sera pas connu, la retenue sera de la moitié de la proportion de la contribution foncière.

Art. 101. — A l'avenir, les stipulations entre les contractants sur la retenue de la contribution foncière seront entièrement libres ; mais elle aura toujours lieu, à moins que le contrat ne porte la condition expresse de non-retenue.

Il n'est rien innové relativement aux contrats passés depuis

la publication du décret des 20, 22 et 23 novembre 1790. Les différends qui pourraient survenir à leur égard seront réglés d'après ce décret.

Art. 102. — L'évaluation du revenu imposable des maisons et usines sera révisée et renouvelée tous les dix ans.

TITRE VII

Des exceptions.

Art. 103. — Les rues, les places publiques servant aux foires et marchés, les grandes routes, les chemins publics vicinaux et les rivières ne sont point cotisables.

Art. 104. — Les canaux destinés à conduire les eaux à des moulins, forges ou autres usines, ou à les détourner pour l'irrigation, seront cotisés, mais à raison de l'espace seulement qu'ils occupent, et sur le pied des terres qui les bordent.

Art. 105. — Les domaines nationaux non productifs, exceptés de l'aliénation ordonnée par les lois, et réservés pour un service national, tels que les deux palais du corps législatif, celui du Directoire exécutif, le Panthéon, les bâtiments destinés au logement des ministres et de leurs bureaux, les arsenaux, magasins, casernes, fortifications et autres établissements dont la destination a pour objet l'utilité générale, ne seront portés aux états de sections et matrices de rôles que pour *mémoire* : ils ne seront point cotisés.

Art. 106. — Les domaines nationaux non productifs déclarés aliénables par les lois, tels que ci-devant églises non louées, tours, châteaux abandonnés ou en ruine, et autres semblables, seront compris, désignés et évalués aux états de sections et matrices de rôles, en la même forme et sur le même pied que les propriétés particulières de même nature ;

mais ils ne seront point cotisés tant qu'ils n'auront point été vendus ou loués.

Art. 107. — La cote de contribution des domaines nationaux productifs exceptés de l'aliénation, tels que les forêts, les salines, canaux, etc., ne pourra surpasser, en principal, le cinquième de leur produit net effectif résultant des adjudications ou locations légalement faites, ou autre quotité de ce même produit, selon la proportion générale de la contribution foncière avec les revenus territoriaux.

En cas de plus forte cotisation, la régie en poursuivra le remboursement contre les communes de la situation des biens.

Art. 108. — Les domaines nationaux productifs déclarés aliénables seront évalués et cotisés comme les propriétés particulières de même nature et d'égal revenu.

En cas de surtaxe, la régie poursuivra le dégrèvement, soit d'office, soit sur la dénonciation du fermier, en la forme ordinaire.

Art. 109. — La contribution foncière due par les propriétés appartenant aux communes et par les marais et terres vaines et vagues situés dans l'étendue de leur territoire, qui n'ont aucun propriétaire particulier, ou qui auront été légalement abandonnés, sera supportée par les communes et acquittée par elles.

Il en sera de même des terrains connus sous le nom de *biens communaux*, tant qu'ils n'auront point été partagés.

La contribution due par des terrains qui ne seraient communs qu'à certaines portions des habitants d'une commune sera acquittée par ces habitants.

Art. 110. — Les hospices et autres établissements publics acquitteront la contribution assise sur les propriétés foncières de toute nature, en principal et centimes additionnels.

Art. 111. — La cotisation des marais qui seront desséchés ne pourra être augmentée pendant les vingt-cinq premières années après le dessèchement.

Art. 112. — La cotisation des terres vaines et vagues depuis quinze ans, qui seront mises en culture autre que celle désignée en l'article 114 ci-après, ne pourra être augmentée pendant les dix premières années après le défrichement.

Art. 113. — La cotisation des terres en friche depuis dix ans, qui seront plantées ou semées en bois, ne pourra être augmentée pendant les trente premières années du semis ou de la plantation.

Art. 114. — La cotisation des terres vaines et vagues ou en friche depuis quinze ans, qui seront plantées en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers, ne pourra être augmentée pendant les vingt premières années de la plantation.

Art. 115. — Le revenu imposable des terrains déjà en valeur, qui seront plantés en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers, ne pourra être évalué, pendant les quinze premières années de la plantation, qu'au taux de celui des terres d'égale valeur non plantées.

Art. 116. — Le revenu imposable des terrains maintenant en valeur, qui seront plantés ou semés en bois, ne sera évalué, pendant les trente premières années de la plantation ou du semis, qu'au quart de celui des terres d'égale valeur non plantées.

Art. 117. — Pour jouir de ces divers avantages, et à peine d'en être privé, le propriétaire sera tenu de faire, au secrétariat de l'administration municipale dans le territoire de laquelle les biens sont situés, avant de commencer les dessèchements, défrichements et autres améliorations, une déclaration détaillée des terrains qu'il voudra ainsi améliorer.

Art. 118. — Cette déclaration sera reçue par le secrétaire de l'administration municipale, sur un registre ouvert à cet effet, coté, parafé, daté et signé comme celui des mutations : elle sera signée tant par le secrétaire que par le déclarant ou son fondé de pouvoir.

Copie de cette déclaration sera délivrée au déclarant,

moyennant la somme de 25 centimes, non compris le papier timbré et autres droits légalement établis.

Art. 119. — Dans la décade qui suivra la déclaration, l'administration municipale chargera l'agent municipal de la commune ou son adjoint, ou un officier municipal dans les communes de cinq mille habitants et au delà, d'appeler deux des répartiteurs, de faire avec eux la visite des terrains déclarés, de dresser procès-verbal de leur état présent, et de le communiquer, ainsi que la déclaration, aux autres répartiteurs. Ce procès-verbal sera affiché pendant deux décades, tant dans la commune de la situation des biens qu'au chef-lieu du canton: il sera rédigé sans frais et sur papier non timbré.

Art. 120. — Il sera libre aux répartiteurs et à tous autres contribuables de la commune de contester la déclaration, et même de faire à l'administration municipale des observations sur le procès-verbal de l'état présent des terrains; et si la déclaration ne se trouve pas sincère, l'administration prononcera que le déclarant n'a pas droit aux avantages précités. Si, au contraire, la sincérité de la déclaration est reconnue, l'administration municipale arrêtera que le propriétaire a droit de jouir de ces avantages.

On pourra, dans tous les cas, recourir à l'administration centrale du département, qui reformera, s'il y a lieu, l'arrêté de l'administration municipale.

Art. 121. — Les terrains précédemment desséchés ou défrichés, ou plantés en vignes ou en bois, ou autrement améliorés, qui jouissent de quelque exemption ou modération de contribution en vertu des lois antérieures à la présente, continueront d'en jouir jusqu'au temps où cette exemption ou modération devait cesser.

Art. 122. — Les canaux de navigation ne seront cotisés, pendant les trente années qui suivront celle où la navigation aura commencé, qu'à raison du sol occupé par le canal, par

les réserves d'eau, chemin de halage et francs-bords, et sur le pied des terres qui les bordent.

Les canaux existants qui jouissent de quelque exemption ou modération de contribution, en vertu des lois antérieures à la présente, continueront d'en jouir jusqu'au temps où cette exemption ou modération devait cesser.

Art. 123. — Sur chaque matrice de rôle de la contribution foncière, à l'article de chacune des propriétés qui jouissent ou jouiront de quelques exemptions ou modérations temporaires données pour l'encouragement de l'agriculture, il sera fait mention de l'année où ces propriétés doivent cesser d'en jouir.

TITRE VIII

De la perception et du recouvrement.

Art. 124. — La perception de la contribution foncière et celle de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire, seront faites dans chaque commune par le même percepteur.

Art. 125. — Chaque année, aussitôt que les administrations municipales des communes de cinq mille habitants et au-dessus auront reçu le mandement qui fixera leur contingent dans la contribution foncière, elles procéderont sans délai à l'adjudication de la perception ou à la nomination d'un percepteur.

Art. 126. — Les administrations municipales de canton délibéreront chaque année, aussitôt qu'elles auront réparti leur contingent de contribution foncière entre les communes de leur arrondissement, s'il est ou non avantageux au canton d'adjuger la perception à un seul ou à plusieurs percepteurs pour toutes les communes.

Art. 127. — A la suite de cette délibération, et dans la même séance, les administrations municipales de canton fixe-

ront un jour pour procéder à l'adjudication de la perception à un ou plusieurs citoyens pour tout le canton, s'il a été ainsi arrêté; et, dans le cas d'arrêt contraire, à l'adjudication de la perception ou à la nomination d'un percepteur pour chaque commune.

Art. 128. — Le jour de l'adjudication de la perception sera indiqué, au moins dix jours à l'avance, par des affiches posées à cet effet dans les communes du canton, aux endroits accoutumés.

Art. 129. — Les citoyens qui désireront se rendre adjudicataires se présenteront à l'administration municipale pour y faire connaître leur solvabilité et les cautions qu'ils pourront donner.

Art. 130. — Il ne sera fait d'adjudication qu'à la charge de donner caution solvable, mais il ne pourra être exigé de cautionnement plus fort que le quart du montant des rôles de la contribution foncière. Ce cautionnement sera en immeubles situés dans le département.

Art. 131. — Au jour indiqué, l'administration municipale proposera la perception au rabais. Tous les citoyens dont la solvabilité sera reconnue et les cautions jugées valables seront admis à sous-enchérir, et l'adjudication sera faite à celui dont les offres seront les plus avantageuses.

Art. 132. — Dans le cas où il ne se présenterait qu'un seul citoyen aux sous-enchères, l'adjudication lui sera faite, s'il consent à rester adjudicataire à trois centimes par franc des contributions foncière, mobilière, personnelle et somptuaire. S'il n'y consent point, l'adjudication sera remise à cinq ou à dix jours, au choix de l'administration municipale. Il sera posé de nouvelles affiches.

Art. 133. — Dans le cas où il ne se présenterait aucun citoyen pour demander l'adjudication, l'administration municipale en dressera procès-verbal et ajournera comme il est dit en l'article précédent. Il sera posé de nouvelles affiches.

Art. 134. — Au jour indiqué par les nouvelles affiches,

l'adjudication de la perception sera faite au citoyen qui offrira de s'en charger pour une moindre remise.

Art. 135. — Elle aura également lieu quand il ne se présenterait qu'un seul citoyen ; mais dans aucun cas elle ne pourra être faite à un taux supérieur à cinq centimes par franc des contributions foncière, mobilière, personnelle et somptuaire.

Art. 136. — Si aucun citoyen ne se rend adjudicataire, même au taux porté par l'article précédent, il en sera dressé procès-verbal ; et l'administration municipale nommera d'office, parmi les habitants de la commune, un percepteur dont elle sera responsable, et qui ne pourra être pris parmi ses membres.

Ce percepteur fera la perception des contributions foncière, personnelle, mobilière et somptuaire, moyennant la remise portée par l'article 135 ci-dessus.

Art. 137. — Aucun citoyen ne pourra être nommé d'office percepteur des contributions de plus d'une commune.

Art. 138. — Aucun citoyen ne pourra être nommé percepteur des contributions de sa commune plus d'une fois dans l'espace de vingt ans, s'il n'y consent.

Art. 139. — Aucun citoyen ne sera pareillement chargé de la perception s'il est âgé de plus de soixante ans accomplis, à moins qu'il n'y consente ; auquel cas, la perception une fois commencée, il ne pourra se dispenser de l'achever.

Art. 140. — Les percepteurs donneront quittance aux contribuables des sommes qu'ils en recevront ; elle sera sur papier non timbré.

Art. 141. — Les percepteurs émargent en outre, et en toutes lettres, sur leurs rôles, à côté des articles respectifs, les différents paiements qui leur seront faits, à l'instant même qu'ils les recevront.

Art. 142. — Toute contravention à l'article précédent pourra être dénoncée par le contribuable intéressé, par l'agent municipal de la commune ou son adjoint, et par le commis-

saire du Directoire exécutif près l'administration municipale: elle sera punie correctionnellement d'une amende de 10 francs au moins et de 25 francs au plus.

Art. 143. — Les percepteurs des communes tiendront, indépendamment des rôles des contributions, un relevé ou bordereau sur lequel ils rapporteront, jour par jour, les noms des contribuables qui auront effectué des paiements, et le montant des sommes remises: ils le feront clore et arrêter par l'agent de la commune ou son adjoint, ou par le commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale, tous les dix jours au moins.

La quittance du receveur ou préposé sera rapportée à la suite de l'arrêté du bordereau.

Art. 144. — L'agent municipal ou son adjoint pourront se faire représenter par le percepteur, à son bureau, quand ils le jugeront convenable, les rôles des contributions publiques, prendre des relevés de l'état du recouvrement, constater les infractions à la loi, et en faire rapport à l'administration municipale.

Art. 145. — Les percepteurs des communes et des cantons verseront, chaque décade, au préposé ou receveur de leur arrondissement, les sommes qu'ils auront reçues dans la décade précédente.

Ceux qui se trouveraient en retard de verser, ou qui n'auraient pas prévenu le préposé ou receveur de leur arrondissement qu'ils n'ont rien reçu dans la décade précédente, pourront être contraints.

Art. 146. — La cotisation de chaque contribuable est divisée en douze portions égales, et payables de mois en mois, tant qu'il n'en est point ordonné autrement par une loi particulière. Nul ne peut être contraint que pour les portions échues.

Art. 147. — Tous fermiers ou locataires seront tenus de payer, à l'acquit des propriétaires ou usufruitiers, la contribution foncière pour les biens qu'ils auront pris à ferme ou à loyer, et les propriétaires ou usufruitiers, de recevoir le

montant des quittances de cette contribution pour comptant sur le prix des fermages ou loyers, à moins que le fermier ou locataire n'en soit chargé par son bail.

Art. 148. — Les percepteurs de commune ou de canton sont responsables de la non-rentree des sommes qu'ils ont été chargés de percevoir; ils pourront être contraints, par la vente de leurs biens, à remplacer les sommes pour la perception desquelles ils ne justifieront point avoir fait les diligences de droit dans les vingt jours de l'échéance, sauf leur recours contre les redevables.

Art. 149. — Les percepteurs de commune ou de canton qui n'auraient fait aucune poursuite contre un ou plusieurs contribuables en retard pendant trois années consécutives, à compter du jour où le rôle leur aura été remis, perdront leur recours, et seront déchus de tous droits et de toute action contre eux.

Art. 150. — Ils perdront aussi leur recours et seront pareillement déchus de tous droits et de toute action pour sommes restant dues et non payées par les contribuables, après trois ans de cessation de poursuites contre lesdits contribuables.

Art. 151. — Dans le cas de décès d'un percepteur de commune ou de canton, il sera pourvu à son remplacement par l'administration municipale, dans les formes prescrites par la présente loi, à moins que les héritiers, ou la veuve à leur défaut, ne déclarent, dans les dix jours du décès du percepteur, qu'ils entendent continuer la perception. Cette déclaration sera reçue par le secrétaire sur le registre de l'administration municipale, en présence du président ou d'un administrateur; elle sera signée tant par le président ou administrateur et par le secrétaire que par les déclarants, et en cas que ceux-ci ne sachent ou ne puissent signer, il en sera fait mention.

La veuve et héritiers qui déclareront vouloir continuer la

perception seront tenus de donner caution solvable, et de la présenter le jour même de leur déclaration.

Art. 152. — Les dispositions de la loi du 22 brumaire an VI, portant création d'une agence des contributions directes, et de l'instruction y annexée, en tout ce qui concerne le recouvrement des contributions foncière et mobilière, les versements à faire par les percepteurs et par les receveurs et leurs préposés, chacun à leur égard ; la surveillance et les attributions respectives des commissaires du Directoire exécutif, des préposés ou receveurs et des inspecteurs de ladite agence, continueront d'être exécutées en tout ce qui n'est point contraire à la présente résolution.

Art. 153. — Les contraintes et poursuites envers les contribuables en retard d'acquitter leurs cotes, et contre les percepteurs, préposés et receveurs en retard de faire les versements de fonds dont ils sont respectivement tenus, continueront d'avoir lieu selon les lois actuelles non contraires à la présente, tant qu'il n'en aura point été autrement ordonné.

Art. 154. — Le décret des 20, 22 et 23 novembre 1790 (*vieux style*), concernant la contribution foncière, et l'instruction y annexée ; le décret des 12 et 13 juillet 1791 (*vieux style*), relativement à l'évaluation des bois et forêts et des tourbières, et celui du 21 février même année, qui assujettit à la contribution foncière des droits de péage et autres non supprimés, les revenus des canaux, etc., sont abrogés.

Sont pareillement abrogées toutes autres dispositions de lois contraires à la présente.

Art. 155. — La présente résolution sera imprimée.

ANNEXE N° 2

Avant-projet sur la réfection ou la revision et la conservation du cadastre

TITRE PREMIER

Article premier. — Les documents cadastraux actuels seront refaits ou revisés de manière à donner les indications nécessaires pour servir de base à l'établissement de *livres fonciers*, à la réforme du régime hypothécaire, à l'assiette de l'impôt foncier et à la planométrie de la carte de France à grande échelle.

Art. 2. — On opérera par voie de simple revision partout où cette opération devra être certainement plus rapide et entraîner des frais notablement moindres que la réfection tout en donnant aux plans revisés, les garanties nécessaires pour qu'ils puissent s'adapter à leur nouvelle destination avec la même précision que les plans entièrement refaits.

Art. 3. — Le renouvellement ou la revision et la conservation du cadastre sont confiés au service des contributions directes.

TITRE II

Délimitation et bornage

Art. 4. — Partout où sera entrepris le renouvellement ou la revision du cadastre, il sera procédé à une nouvelle reconnaissance des limites des territoires des communes, on procédera également au rétablissement de ces limites et dans les cas exceptionnels où cela sera reconnu nécessaire à leur rec-

tification, en se conformant aux prescriptions légales en vigueur sur la matière.

Art. 5. — Le territoire de chaque commune sera divisé en sections définies par des limites naturelles (cours d'eaux, crêtes, chemins, canaux, etc.), ou tout au moins par des lignes séparatives d'îlots de propriété.

Art. 6. — L'îlot de propriété ou unité foncière est constitué pour toute étendue de terrain contenant une ou plusieurs parcelles contiguës appartenant au même propriétaire et situées dans la même section de commune.

La parcelle cadastrale est constituée par toute étendue de terrain présentant une même nature de culture ou une même affectation et située dans un même îlot de propriété.

Art. 7. — Les communes devront délimiter et borner à leurs frais non seulement leurs territoires respectifs mais encore les sections entre lesquelles le territoire de chacune d'elles sera subdivisé. Les bornes dans ces subdivisions devront être en nombre tel qu'on puisse en les utilisant comme point de repère rétablir en cas de besoin par des mesurages simples et rapides, les limites de tous les îlots de propriété.

Art. 8. — L'Etat, les départements, les communes, les compagnies de chemins de fer et de canaux, et les établissements publics seront tenus de délimiter tous les îlots de propriété y compris les voies de communication de toute nature qui leur appartiennent et de les borner à leurs frais.

Art. 9. — Les opérations de bornage prescrites aux articles 7 et 8 en vue de la constitution d'un réseau de bornes-repères seront exécutées d'ensemble dans chaque commune préalablement au levé cadastral.

A défaut d'accomplissement en temps utile de ces opérations, il y sera procédé d'office. Les frais seront recouvrés sur les parties intéressées comme en matière de contributions directes.

Art. 10. — Les opérations de réfection ou de revision du cadastre comprendront obligatoirement la délimitation de

tous les ilots de propriété autres que ceux visés à l'article 8.

Cette délimitation n'entraînera pas l'obligation du bornage. Les limites seront marquées sur le terrain au moyen de piquets ou autres signes matériels de nature à subsister au moins jusqu'à la fin des opérations cadastrales dans la commune.

Art. 11. — Dans le délai de trois mois à compter du jour où les opérations auront été déclarées ouvertes et à défaut d'application des articles 14 et 15, il sera institué dans chaque commune une commission de délimitation qui comprendra :

1° Le maire ou son délégué pris dans le conseil municipal, président;

2° Douze propriétaires de la commune dont au moins deux forains, nommés à la majorité relative par les suffrages des contribuables inscrits à la matrice cadastrale ou de leurs mandataires;

3° Un suppléant du juge de paix, ou un notaire du canton désigné par le préfet;

4° Un secrétaire désigné par le directeur départemental des contributions directes et du cadastre.

La commission pourra s'adjoindre un géomètre avec voix délibérative.

Art. 12. — Cette commission aura pour mission :

1° De procéder à la recherche et à la reconnaissance des propriétaires apparents;

2° De constater, s'il y a lieu, l'accord des intéressés sur les limites de leurs immeubles et, s'ils le désirent, d'en diriger le bornage;

3° En cas de désaccord, de les concilier si faire se peut;

4° De déterminer provisoirement les limites à défaut de conciliation ou de la comparution des intéressés.

La commission dressera procès-verbal détaillé de ses opérations. Les décisions seront prises à la majorité des voix, la moitié au moins des membres étant présents.

Art. 13. — Si à l'expiration du délai fixé à l'article 11 l'élection des douze propriétaires n'a pas eu lieu, le préfet les nommera d'office et la commission spéciale ainsi formée aura les mêmes attributions que la commission instituée par ledit article.

Il en sera de même si, par suite du refus ou de l'abstention des propriétaires élus, la commission se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

Art. 14. — L'exécution de la délimitation dans une commune ou portion de commune pourra être l'objet d'une association syndicale soit libre, soit autorisée entre propriétaires conformément à la loi du 21 juin 1865 modifiée par la loi du 22 décembre 1888.

L'association syndicale autorisée sera soumise aux règles qui régissent les associations constituées pour l'exécution des travaux d'amélioration agricole d'intérêt collectif à l'exclusion des deuxième et troisième alinéas de l'article 9 de la loi précitée.

Au cas de formation d'une association syndicale libre, il sera loisible aux parties contractantes de convenir que la délimitation sera accompagnée du bornage général des immeubles et qu'il sera procédé à des remembrements.

Art. 15. — Le syndicat de l'association sera substitué à la commission de délimitation pour les terrains compris dans l'association et il aura les mêmes attributions que cette commission sans préjudice des pouvoirs particuliers qui pourront lui être conférés en cas d'association libre.

La disposition de l'article 13 est applicable au cas d'inaction du syndicat.

Art. 16. — Après l'achèvement des travaux techniques la délimitation provisoire prévue au paragraphe 4 de l'article 12 et les résultats de l'arpentage seront portés à la connaissance des intéressés. Un délai d'un an leur sera accordé pour s'entendre sur les limites de leurs immeubles, pour introduire, s'il y a lieu, une action devant la juridiction compétente, et

pour s'assurer de l'exactitude du plan qui restera à cet effet déposé à la mairie de la commune, avec les pièces d'arpentage ayant servi à l'établir.

Art. 17. — A défaut de réclamation dans ledit délai :

1^o Les limites déterminées provisoirement seront considérées comme définitives, sauf les droits du propriétaire réel lorsqu'il viendra à se révéler et dont la réclamation ne pourra avoir d'effet qu'entre lui et ses voisins immédiats.

2^o Les résultats de l'arpentage seront réputés conformes à la délimitation sous réserve de la tolérance qui sera fixée par les règlements. Toutefois en cas d'erreur matérielle les réclamations seront toujours recevables.

TITRE III

De l'exécution du cadastre.

Art. 18. — Les levés cadastraux seront appuyés sur une triangulation spéciale dérivant de la grande triangulation dite de l'État-Major, qui sera préalablement revisée et complétée.

Toutes les bornes-repères prévues aux articles 7, 8 et 9 seront rattachées directement à la triangulation générale, dont tous les points seront également bornés soit par une triangulation subsidiaire, soit par un cheminement.

Il sera procédé par circonscriptions cantonales, choisies au fur et à mesure de l'avancement de la triangulation spéciale.

Art. 19. — Les instruments procédés, ou méthodes à employer dans les opérations cadastrales devront fournir les mesures nécessaires pour rétablir, à toute époque et avec la précision qui sera fixée par les règlements administratifs, les limites des îlots de propriété, telles qu'elles existaient au moment du levé.

Toutes les mesures destinées à déterminer géométriquement la position des limites d'îlots ou celles des points fixes naturels ou artificiels, utilisés comme repères, devront comporter la preuve de leur exactitude.

Pendant l'exécution des travaux d'art et après leur complet achèvement, il sera procédé tant sur le terrain qu'au bureau, à toutes les vérifications nécessaires pour assurer l'exactitude de la détermination physique des propriétés.

Art. 20. — Les opérations cadastrales seront dirigées autant que possible de façon à recueillir les éléments des cotes d'altitudes des principaux points du terrain et notamment des bornes-repères.

Art. 21. — Le levé des parcelles cadastrales comprises dans les îlots de propriété s'effectuera en même temps que le levé des îlots sans être astreint à la même précision.

Art. 22. — Il sera établi par commune une série de plans et de registres cadastraux.

La série du plan comprendra :

A). — Un plan de détail dressé à une échelle décimale en rapport avec le morcellement et la valeur du sol. Chaque îlot de propriété y sera subdivisé en parcelles cadastrales.

B). — Un tableau d'assemblage à l'échelle de 1/10.000^e présentant les indications prescrites par les règlements et sur lequel seront reportées au fur et à mesure qu'elles seront établies par les services compétents les cotes d'altitude.

La série des registres comprendra :

A). — Les états de sections établis par îlots de propriété dans l'ordre croissant des numéros du plan et pour chaque îlot la désignation cadastrale, celle de chacune des parcelles cadastrales qu'il renferme et l'indication du propriétaire.

B). — Des matrices cadastrales établies par propriétaire dans l'ordre alphabétique et présentant pour chaque propriétaire la désignation cadastrale de toutes les parcelles qui composent des îlots de propriété lui appartenant.

Les croquis, carnets et tous autres documents ayant servi

à établir les plans et les registres cadastraux y demeureront annexés.

Art. 23. — L'administration mettra dans le commerce des reproductions de plans cadastraux, sauf entente avec le ministre de la Guerre en ce qui concerne les tableaux d'assemblage et les cotes d'altitude.

Art. 24. — Il sera fait application des dispositions des articles 19 à 22 de la loi du 13 avril 1900 pour la conservation des bornes, signaux et repères établis en vue de l'exécution des travaux visés dans la présente loi.

TITRE IV

Conservation

Art. 25. — Au fur et à mesure de la réfection ou de la revision du cadastre, il sera organisé un service de conservation chargé de le tenir constamment à jour.

Art. 26. — Il sera créé une conservation du cadastre par arrondissement. Les conservations cadastrales seront placées dans les mêmes communes que les conservations des livres fonciers.

Art. 27. — Le conservateur du cadastre sera chargé de tenir les plans et les registres cadastraux au courant des mutations qui surviendront dans la propriété et des changements de limites des îlots correspondant aux inscriptions portées aux livres fonciers.

Tout changement de limites d'îlot sera constaté par un procès-verbal de délimitation. Les nouvelles limites seront rattachées aux bornes-repères et tracées sur un plan relatant la longueur des distances mesurées. Ce plan et le procès-verbal seront dressés par les intéressés ou leurs mandataires, au besoin avec l'assistance d'un géomètre de leur choix et certifiés par les parties.

Le conservateur reportera sur ce plan cadastral toute limite modifiée, telle qu'elle figurera au plan transmis par les parties après s'être assuré qu'elle s'adapte correctement au plan cadastral. A cet effet, il aura le droit de se rendre sur le terrain.

Art. 28. — Le conservateur du cadastre procédera en outre et d'office aux mesurages nécessaires pour opérer, sur les plans et sur les documents cadastraux, les modifications de toute nature qui surviendront dans la consistance des propriétés bâties soit par suite de constructions nouvelles ou d'additions de constructions, soit par suite de démolitions totales ou partielles.

Les changements survenus, à l'intérieur des îlots dans la consistance des parcelles, pourront être relevés et portés sur le plan et sur les documents cadastraux à la demande des intéressés ou d'office par l'administration.

Les modifications visées au présent article seront portées à la connaissance des conservateurs des livres fonciers après avoir été appliquées sur les documents cadastraux.

Art. 29. — Le conservateur sera responsable envers les parties des erreurs provenant de son fait ou de son défaut de vérification, dans les mêmes conditions de durée que le conservateur du livre foncier.

Art. 30. — Dès que le cadastre d'une commune aura été après réfection ou revision, déclaré par l'administration soumis au régime de la conservation, tous actes, conventions ou jugements ayant pour effet de constituer, transmettre, déclarer, modifier ou étendre un droit de propriété d'usufruit, de jouissance ou autre droit réel immobilier, devront contenir la désignation cadastrale des immeubles qui en feront l'objet.

La désignation cadastrale des immeubles sera également obligatoire dans les déclarations relatives aux mutations par décès. A défaut d'accomplissement de cette formalité ou en cas de désignation cadastrale inexacte, les officiers publics ou

greffiers pour les actes authentiques ou jugements et les parties pour les actes sous seing privé et les déclarations seront passibles d'une amende qui ne dépassera pas 50 francs pour chaque acte, convention, jugement ou déclaration.

L'amende ne sera recouvrée que si dans le mois qui suivra l'enregistrement un acte complémentaire ou rectificatif n'a pas été dressé. Cet acte sera enregistré gratis pourvu qu'il s'agisse d'une rectification pure et simple.

Les contraventions seront constatées et les amendes recouvrées comme en matière d'enregistrement.

Art. 31. — Il sera statué par voie de règlements d'A. P. sur les détails d'exécution de la présente loi.

TITRE V

De la conservation des signaux géodésiques et topographiques des bornes-repères et des repères de nivellement.

Art. 32. — Nul ne peut s'opposer sur son terrain à l'installation de signaux géodésiques et topographiques de bornes-repères, de repères de nivellement et aux levés correspondants sous réserve du paiement ultérieur de telle indemnité que de droit.

Art. 33. — Lorsque ces signaux ou repères seront établis sur un terrain particulier, l'État aura droit de faire, s'il le juge nécessaire, l'acquisition de ce terrain et s'il ne peut le faire à l'amiable, de procéder à l'expropriation conformément à l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

Art. 34. — Les formalités de l'article 257 du Code pénal sont applicables à la destruction, à la dégradation et au déplacement des signaux géodésiques et topographiques, des bornes-repères, des piquets de délimitation et des repères de nivellement.

Art. 35. — Tous les officiers ou agents de police judiciaire, ainsi que les agents des services intéressés qui devront être assermentés à cet effet, seront chargés de constater les délits prévus à l'article précédent et de dresser un procès-verbal qui sera transmis aux autorités compétentes.

ANNEXE N° 3

Loi du 17-19 mars 1898 ayant pour objet de rendre plus rapide et plus économique la revision du cadastre.

Article premier. — Il sera inscrit annuellement au budget du ministère des Finances, pour concourir aux frais de renouvellement ou de revision et de conservation du cadastre, un crédit qui sera affecté :

1° A l'entretien d'un service dit du renouvellement ou de la revision et de la conservation du cadastre ;

2° A l'allocation de subventions aux communes qui, cadastrées depuis trente ans au moins, demanderont le renouvellement de la revision de leur cadastre et s'engageront à en assurer la conservation.

Art. 2. — La part de l'État dans la dépense d'établissement et de conservation du nouveau cadastre d'une commune fixée en tenant compte de la situation financière de la commune ne pourra dépasser 40 % de son montant total ; le département contribuera à la dépense au moins dans la même proportion que l'État et le surplus sera fourni par la commune ou les particuliers intéressés.

A cet effet, des centimes additionnels à la contribution foncière des propriétés non bâties pourront être votés par les conseils généraux jusqu'à concurrence de 1 centime et par les conseils municipaux jusqu'à concurrence de 5 centimes.

Art. 3. — Toute commune pour être admise à profiter des

avantages prévus par l'article précédent, devra instituer préalablement à l'ouverture des opérations cadastrales et dans les conditions ci-après déterminées, soit une commission, soit un syndicat de délimitation ou de bornage.

Les opérations cadastrales comprendront obligatoirement la délimitation des immeubles, le bornage restant facultatif.

Art. 4. — La commission de délimitation ou de bornage comprendra :

1° Le maire ou son délégué pris dans le conseil municipal, président;

2° Huit propriétaires de la commune dont au moins deux forains, nommés à la majorité relative par les suffrages des contribuables inscrits à la matrice cadastrale ou de leurs mandataires, l'élection restant en ce qui concerne le mode de scrutin et les réclamations soumise aux règles fixées par la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale;

3° Un suppléant du juge de paix ou un notaire du canton désigné par le préfet;

4° Un agent de l'administration des contributions directes et du cadastre, désigné par le directeur local secrétaire.

La commission pourra s'adjoindre un géomètre avec voix délibérative.

Art. 5. — Cette commission aura pour mission :

1° De procéder à la recherche et à la reconnaissance des propriétaires apparents;

2° De constater s'il y a lieu l'accord des intéressés sur les limites de leurs immeubles et, s'ils le désirent, d'en diriger le bornage;

3° En cas de désaccord de les concilier si faire se peut;

4° De déterminer provisoirement ces limites à défaut de conciliation ou de comparution des intéressés.

La commission dressera un procès-verbal détaillé de ses opérations. Ses décisions seront prises à la majorité des voix, la moitié au moins des membres étant présents.

Art. 6. — Le syndicat de délimitation ou de bornage sera

libre ou autorisé et pourra être formé soit pour la commune entière, soit seulement pour une portion du territoire communal.

L'association syndicale autorisée sera établie soit sur la demande de un ou plusieurs propriétaires intéressés, soit sur l'initiative du maire ou du préfet. Elle sera soumise pour le surplus aux dispositions qui régissent les associations constituées pour l'exécution des travaux d'amélioration agricole d'intérêt collectif à l'exclusion des alinéas 3 et 4 de l'article 9 de la loi du 21 juin 1865 modifié par l'article 3 de la loi du 22 décembre 1888.

Au cas de formation d'un syndicat libre, il sera loisible aux parties contractantes de convenir que la délimitation sera accompagnée du bornage des immeubles et qu'il sera procédé à des remembrements.

Le comité directeur du syndicat libre ou autorisé sera substitué à la commission de délimitation ou de bornage pour les terrains compris dans l'association et il aura les mêmes attributions que cette commission, sans préjudice des pouvoirs particuliers qui pourront lui être conférés au cas d'association libre.

Art. 7. — La délimitation provisoire prévue au paragraphe 4 de l'article 5 sera portée à la connaissance des intéressés qui auront un délai d'un an pour s'entendre sur leurs limites ou pour introduire une action devant la juridiction compétente.

Passé ce délai, les limites déterminées provisoirement deviendront définitives sauf les droits du propriétaire réel lorsqu'il viendra à se révéler et dont la réclamation ne pourra avoir d'effet qu'entre lui et ses voisins immédiats.

Art. 8. — Après l'achèvement des travaux techniques, le plan cadastral sera déposé à la mairie de la commune pendant trois mois, où les intéressés seront admis à en prendre connaissance.

A défaut de réclamation dans ledit délai, les résultats de l'arpentage seront réputés conformes à la délimitation sous

réserve de la tolérance qui sera fixée par les règlements.

Toutefois en cas d'erreur matérielle les réclamations seront toujours recevables.

Art. 9. — Afin d'assurer la conservation des plans et des registres cadastraux dans les communes où ils auront été renouvelés ou revisés, tout changement de limite devra pour être opéré sur les plans du nouveau cadastre être préalablement constaté par un procès-verbal de délimitation ou de bornage dressé en présence des parties ou de leurs mandataires et certifié par elles.

Dans ces communes la désignation des immeubles d'après les données du cadastre deviendra obligatoire dans tous les actes authentiques et sous seings privés ou jugements translatifs ou déclaratifs de propriété ou droits réels immobiliers.

L'émission ou l'inexactitude de cette désignation entraînera une amende de 25 francs qui sera due par les officiers publics ou greffiers pour chaque acte authentique ou jugement et par les intéressés pour chaque acte sous signatures privées.

Cette amende sera recouvrée comme en matière d'enregistrement.

ANNEXE N° 4
ENQUÊTE DE 1879

Modèles

TABEAU B ET MODÈLE DE VENTILATION

DÉPARTEMENT	NOUVELLE ÉVALUATION
d	
—	Du revenu foncier
ARRONDISSEMENT	des propriétés non bâties.
d	
CANTON	LOI DU 9 AOUT 1879
d	
—	
COMMUNE	TABEAU
d	
—	De la consistance territoriale et des reve-
M.	nus des propriétés non bâties de la com-
Contrôleur	mune d cadastrée en 18

A). — Notions de statistique.

1° *Situation et topographie.* { Commune située à l'extrémité Nord du département, à 20 kilomètres du chef-lieu d'arrondissement. Pays de plaines. Quelques légères ondulations de terrain. Traversée par la rivière de

2° *Sol et natures de cultures.* { En général terrain siliceux et calcaire. Céréales, vignes, prés et prairies artificielles. Bois.

3° *Modes d'exploitation* { Propriété très morcelée pour la moitié environ du territoire. La plupart des propriétaires de cette partie de la commune exploitent eux-mêmes (petite et moyenne culture). Le surplus appartient par parties à peu près égales à trois personnes étrangères à la localité qui font chacune exploiter leur terre par un fermier (grande tenue).

4 ^e Commerce et industrie	Commercé des céréales des vins et des fourrages. Deux fours à chaux. Un moulin à farine mû par les eaux de la rivière de
5 ^e Moyens de communications. Marchés. Débouchés.	Communique par deux routes départementales avec le chef-lieu d'arrondissement et avec la ville de chef-lieu d'un canton voisin. Les denrées sont vendues pour les 2/3 environ au marché de cette dernière ville laquelle n'est située qu'à 7 kilomètres. Le surplus est expédié à Paris par le chemin de fer (station).
6 ^e Degré d'aisance de la population.	Population très aisée. Peu ou point d'indigents. Les ouvriers eux-mêmes possèdent presque tous une petite parcelle de terre et une modeste maison d'habitation.
7 ^e Nombre d'habitants.	920
8 ^e Nombre de feux ou ménages	287
9 ^e Nombre de cotes foncières comprises dans les rôles de 1879	470

A déduire :

Cotes afférentes à des propriétés indivises autres que celles des communautés et établissements publics	5	237
Cotes multiples, c'est-à-dire concernant les mêmes propriétaires (les déduire au moins une par propriétaire)	7	
Cotes afférentes à des propriétaires forains ou à des établissements publics situés hors de la commune	225	
Reste.	233	

A ajouter :

Habitants copropriétaires dans les immeubles objets des cotes indivises non imposés privativement à la contribution foncière.	16	28
Habitants ne possédant point de propriétés foncières dans la commune mais notoirement connus pour être propriétaires ailleurs	12	

10^e Nombre total des propriétaires domiciliés dans la commune. 261

Le présent cadre sera employé pour les récapitulations. On substituera selon la circonstance, la désignation : canton,

arrondissement ou département d à celle de commune d . Dans ce cas le directeur établira un résumé des notions générales de statistique approprié à la circonscription, objet de la récapitulation.

Nota. — Le présent modèle doit être imprimé dans le format raisin.

[illegible]

DÉPARTEMENT	NOUVELLE ÉVALUATION
d	Du revenu foncier
ARRONDISSEMENT	des propriétés non bâties.
d	
CANTON	BULLETIN DE VENTILATION N° 1
d	§ 1 ^{er} . — NATURE DU DOCUMENT
COMMUNE	OBJET DE LA VENTILATION
d	<i>Bail réel.</i>

§ 2. — DÉSIGNATION DE LA PROPRIÉTÉ.

Domaine de Guespelle appartenant au sieur négoc-
 ciant à consistant en

	Contenance	Revenu cadastral
	—	—
Commune de X...	Jardins et ver- gers	1 h. 80 a. 30 c. 85 fr. 50
	Terres labou- rables.	57 43 50 717 30
	Herbages . . .	15 37 00 418 10
	Maisons et bâ- timents	48 70 54 80
	Totaux.	75 09 50 1.275 70

A déduire pour la maison et bâtiments	48 70	54 80
--	---------	---------

Reste pour les propriétés non bâties	74 60 80	1.220 90
---	--------------	------------

Commune de Y...	Terres labou- rables landes et oseraies.	70 34 50
--------------------	--	--------------

Contenance totale (pro- priétés non bâties) . . .	144 95 30
--	---------------

§ 3. — VENTILATION.

Affermé au sieur suivant bail reçu par notaire
à le pour douze années commençant en
aux conditions ci-après :

Argent	7.200	}	7.534 fr. 80
8 hectolitres de blé à			
21 fr. 60	172 80		
9 paires de poulets à 6 fr.			
la paire.	54		
12 hectolitres de cidre à		}	
9 francs	108		

Nota. — La contribution foncière est à la charge du propriétaire.

Portion de fermage afférente aux propriétés situées sur la commune de Y.

Prix brut du bail pour la commune de X. 4.804 80

Déductions :

1 ^o Valeur locative de la maison.	120	}	354 25
2 ^o Entretien des bâtiments ruraux ils sont délabrés et ont besoin de grandes réparations (1/20 de 4.684 fr. 80			
prix de fermage des propriétés rurales) (A)	234 25		

Prix net du bail 4.450 55

§ 4. — APPRÉCIATION DE LA VENTILATION PAR LE CONTRÔLEUR

Nota. — Voir comme exemple des appréciations dont les ventilations sont susceptibles, les explications consignées au

paragraphe 4 des modèles de bulletins joints à l'instruction du 30 mai 1850 (Circ. du 3 juin 1851, n° 251).

On a supposé d'autre part que la ventilation présente comportait l'appréciation suivante :

La ferme de Guespelle est en grande tenue ; d'un autre côté le prix du bail n'a pas été augmenté depuis plus de vingt ans.

Par suite de ces deux circonstances, le prix de fermage est sensiblement atténué ; il serait susceptible d'une augmentation d'environ 15 % soit de 667 francs, s'il devait être ramené au taux qui laisserait seulement au fermier, le salaire raisonnable de son travail et l'intérêt de son capital mobilier.

(A) Il devra être également fait pour l'entretien des bâtiments ruraux sur la commune de Y sur laquelle s'étend le domaine une déduction de $\frac{1}{20}$ du prix de fermage des propriétés situés sur cette commune.

étés non bâties.

NATURE DES PROPRIÉTÉS	Valeur vénale moyenne par hectare de propriétés non bâties	Taux de l'intérêt		Contri- bution moyenne en principal au 1 ^{er} janv. 1851 par hectare	Valeur vénale corres- pondant à 1 franc de la contrib. foncière en principal	Taux de l'impôt			
		Rapport du revenu net imposable				Revenu correspondant à 1 franc de la contribution foncière en principal		Contribution foncière en principal correspondant à 1 franc de revenu	
		à la valeur vénale	au prix des ventes			Évalua- tion nouv.	Venti- lation	Évalua- tion nouv.	Venti- lation
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Terrains de culture périure	4 359	2 74	3 39	7 26	600 85	16 49	21 29	6 07	4 69
Terres labourables terrains comme les	1 479	2 87	3 11	2 71	544 73	15 64	17 84	6 39	5 60
Prés et herbes	2 256	3 22	3 40	4 70	480 17	15 45	15 75	6 47	6 35 5 39
Vignes . . .	2 067	3 36	3 89	4 17	495 56	16 63	18 55	6 01	
Bois . . .	4 642	3 14	3 35	1 36	472 00	14 84	14 53	6 74	1 88
Landes, pâturages terrains in	155	3 00	3 14	0 31	495 00	14 87	19 19	6 72	5 21
Cultures diverses	1 433	3 43	4 20	2 63	546 00	18 71	21 76	5 34	4 59
Propriétés non de toute	1 291	2 99	3 50	2 47	524 00	15 67	15 29	6 38	6 54
bâtie.									

Bulletin de statistique, août 1879.

Bulletin de statistique, août 1879.

des propriétés non bâties

Revenu			Modifications survenues depuis le cadastre		OBSERVATIONS	
Revenu		Rapport du revenu net imposa- ble à la valeur vénale ou taux de l'intérêt	Différence entre les colonnes 2 et 4			
par hectare			en plus	en moins		
fr.	c.					
	9	10	11	12	13	
	fr.	c.	%	hectares	hectares	
1 Te s g J 098	5.502	05	3 02	27 414	»	(A) Dans ceux des cantons de la Savoie et de la Haute-Savoie où l'impôt foncier s'établit encore d'après le cadastre Sarde on a considéré comme contenances, fournies par le cadastre, les contenances effectives au moment où ces territoires ont été réunis à la France. Quant aux données relatives à ceux des cantons de la Corse où il n'existe que des matrices détaillées, elles ont été établies par comparaison avec la situation des cantons cadastrés.
2 Te e la te b te se b d c 648	2.197	43	2 58	721.205	»	
3 P (te 127	2.960	92	3 26	193.840	»	
4 V 398	2.968	24	4 38	211.283	»	
5 Ba 960	745	13	3 02	251.413	»	
6 L a cu g 180	206	70	2 96	»	1.361.506	
7 C tr l' d 664	1.282	29	3 32	»	44.649	
Tot. 075	1.830	29	2 89	1.406.155	1.406.155	

Changements survenus depuis le cadastre et depuis 1851

ÉVALUATION DU REVENU FONCIER

(Loi du

Modifications survenues, depuis le cadastre et depuis 1851,

NATURES DE CULTURES	CONTENANCE IMPOSABLE			MOUVEMENTS SURVENUS	
	d'après les MATRICES cadastrales (Situation de 1879) (1)	d'après les RÉSULTATS des travaux d'évalua- tion effectués en 1851-1853 (2)	d'après les RÉSULTATS des travaux d'évalua- tion effectués en 1879-1881	depuis l'achèvement DU CADASTRE (en regard aux indications des matrices cadastrales en 1879) jusqu'au 1 ^{er} janvier 1851	
				Augmen- tations	Diminu- tions
	2	3	4	5	6
	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares
1° TERRAINS DE QUALITÉ SUPÉRIEURE (vergers, chènevières, jardins, etc.).....	668.515	674.844	695.929	27.184	13.367
2° TERRES LABOURABLES ET TERPAINS ÉVALUÉS COMME LES TERRES (terres labourables, mares, terres plantées, sol des propriétés bâties, pièces d'eau, canaux, pépinières, chemins de fer, etc.).....	25.452.452	25.009.762	26.173.657	495.211	144.286
3° PRÉS ET HERBAGES (prés, prés plantés, etc.)	4.804.440	4.603.418	4.998.280	91.573	112.554
4° VIGNES.....	2.109.250	2.142.811	2.320.533	127.278	58.334
5° BOIS (bois, saussaies, etc.).....	8.144.718	7.672.757	8.397.131	226.473	247.275
6° LANDES, PATIS OU PATURES ET AUTRES TERPAINS INCULTES (terres vagues, etc.)....	8.108.306	7.188.634	6.746.800	85.659	488.484
7° CULTURES ne rentrant point dans l'énumération ci-dessus.....	747.478	663.103	702.829	53.445	59.768
TOTAUX.....	50.035.159	47.955.329	50.035.159	1.106.823	1.124.068

(1) Dans ceux des cantons de la Savoie et de la Haute-Savoie où l'impôt foncier s'établit encore d'après le cadastre sarde, on a considéré comme contenances fournies par le cadastre les contenances effectives au moment où ces territoires ont été réunis à la France.

Quant aux données relatives à ceux des cantons de la Corse où il n'existe pas de matières cadastrales, elles ont été établies d'après les documents correspondants (*matrices détaillées*) par comparaison avec la situation des cantons cadastrés.

(2) Il n'a pu être tenu compte dans la colonne 3 du département de la Corse, où la contenance imposable en 1851 n'a pas été constatée, ni des départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie qui ne faisaient pas encore partie du territoire de la France. C'est pour ce motif que les chiffres de cette colonne combinés avec ceux qui figurent dans les colonnes 5 à 8 n'arrivent pas à reproduire ceux de la colonne 2, lesquels concernent le territoire actuel.

N° 7

dans la consistance des diverses natures de cultures.

DES PROPRIÉTÉS NON BATIES

9 août 1879).

dans la consistance des diverses natures de culture.

DANS LA CONTENANCE IMPOSABLE (3)				QUOTITÉ ANNUELLE MOYENNE DES MOUVEMENTS SURVENUS DANS LA CONTENANCE IMPOSABLE (4)					
DEPUIS 1851 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1879		depuis l'achèvement DU CADASTRE (eu égard aux indications des matrices cadastrales en 1879) jusqu'au 1 ^{er} janv. 1851		depuis l'achèvement DU CADASTRE (eu égard aux indications des matrices cadastrales en 1879) jusqu'au 1 ^{er} janv. 1851		DEPUIS 1851 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1879		depuis l'achèvement DU CADASTRE (eu égard aux indications des matrices cadastrales en 1879) jusqu'au 1 ^{er} janv. 1879	
Augmen- tations	Diminu- tions	Augmen- tations	Diminu- tions	Augmen- tations	Diminu- tions	Augmen- tations	Diminu- tions	Augmen- tations	Diminu- tions
7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares
51.447	38.736	53.083	25.669	585 22	»	456 93	»	478 93	»
1.003.769	630.426	1.296.136	574.931	17 320 19	»	12.930 85	»	14.857 45	»
323.056	108.871	295.690	101.850	»	1.254 27	7.663 28	»	4.151 21	»
506.056	366.570	524.630	313.347	»	4.089 96	5.018 62	»	4.351 23	»
704.288	430.782	689.312	436.899	»	5.062 73	9.825 71	»	5.783 16	»
258.145	1.214.210	104.315	1.465.821	»	19.069 17	»	34.185 93	»	29.181 82
58.022	97.943	21.454	66.103	»	2.383 27	»	1.429 13	»	889 92
2.904.783	2.887.538	2.984.620	2.984.620	»	13.953 99	280 33	»	»	449 76

(3) Les chiffres inscrits dans les colonnes 5 à 10 représentent le total des différences constatées par canton entre la contenance indiquée par les matrices cadastrales au 1^{er} janvier 1879 et la contenance résultant des travaux d'évaluation effectués en 1851-1853 ;

entre les contenances résultant des travaux d'évaluation effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 ;

entre la contenance indiquée par les matrices cadastrales en 1879 et la contenance résultant des travaux d'évaluation effectués en 1879-1881.

(4) Les chiffres inscrits dans les colonnes 11, 12, 13, 14, 15 et 16 résultent, toutes compensations faites, de l'addition des résultats obtenus en divisant pour chaque nature de culture, dans chaque canton, par l'âge du cadastre dans le canton, les différences en plus ou en moins trouvées entre la situation cadastrale et la situation constatée par les travaux d'évaluation. Ainsi, le chiffre inscrit dans la colonne 15 en regard des terrains de qualité supérieure signifie que, depuis les opérations cadastrales, la contenance des terrains de cette catégorie s'est accrue en moyenne de 478 hectares 93 ares par an.

ÉVALUATION DU REVENU FONCIER

(Loi du

Revenu net imposable par hectare, pour chaque nature de culture et chaque

DÉPAR- TEMENTS	ANNÉES AUX- QUELLES se rap- portent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOU- RABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES	BOIS	LANDES PÂTIS OUPATURES et autres terrains incultes	CUL- TURES DIVERSES	RÉSUL- TATS CONCER- NANT l'ensemble des natures de culture
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ain.....	1851... 1879...	150 68 194 14	46 37 64 37	71 48 98 41	98 84 172 49	17 20 21 57	5 44 6 50	15 00 5 79	40 92 58 24
Aisne.....	1851... 1879...	115 36 169 78	58 25 80 38	71 97 102 81	73 30 116 68	38 27 45 80	9 19 16 85	» »	57 94 80 63
Allier....	1851... 1879...	94 31 178 35	22 09 49 07	63 26 113 03	97 91 146 16	17 27 27 16	8 58 13 92	30 22 54 76	26 99 56 30
Alpes (B.-)	1851... 1879...	180 00 251 38	29 92 32 10	49 06 79 38	50 90 55 69	4 80 4 88	1 24 1 40	52 17 23 36	11 89 13 09
Alpes (H.-)	1851... 1879...	113 44 154 88	35 94 36 74	54 15 49 11	93 02 94 28	3 50 4 73	0 70 1 78	» »	17 76 12 86
Alpes-Ma- ritimes..	1851... 1879...	» 781 85	» 46 17	» 133 41	» 123 16	» 9 52	» 2 93	» 150 71	» 30 72
Ardèche..	1851... 1879...	224 38 244 49	62 87 63 18	93 65 105 15	81 57 89 28	16 66 16 77	5 74 5 65	29 17 31 07	36 67 37 39
Ardennes.	1851... 1879...	103 07 151 72	34 25 51 80	73 80 93 01	80 50 123 95	28 66 33 31	5 73 7 05	118 23 »	38 30 54 24
Ariège....	1851... 1879...	165 37 188 55	38 55 51 41	58 61 67 34	43 45 74 99	16 07 11 25	2 33 2 96	0 60 0 19	24 48 31 02
Aube.....	1851... 1879...	110 58 130 68	25 07 33 35	73 83 75 62	64 09 78 09	35 87 27 45	4 65 3 55	27 21 »	31 82 35 90
Aude.....	1851... 1879...	195 76 374 81	37 49 45 98	67 19 118 01	54 91 348 88	20 57 20 27	1 88 1 85	18 91 67 89	27 09 99 40
Aveyron..	1851... 1879...	110 51 169 41	23 05 33 05	63 32 93 10	65 52 120 89	9 32 13 52	5 77 8 38	17 21 24 00	20 75 30 81
Bouches- du-Rh..	1851... 1879...	303 27 326 65	61 61 68 90	159 57 197 04	87 61 110 94	6 56 7 24	4 11 4 05	71 24 71 05	35 02 38 82
Calvados..	1851... 1879...	132 20 179 15	69 69 92 58	115 76 154 77	» »	37 61 42 12	13 70 14 63	1000 00 9 28	82 31 113 95
Cantal....	1851... 1879...	79 28 101 20	20 70 22 52	31 73 94 82	33 57 69 40	9 56 13 92	1 73 2 25	65 00 20 38	21 28 29 84

(1) La valeur vénale correspondant au revenu net imposable par hectare est indiquée dans le tableau p. 280.
Les lignes relatives à 1851 n'ont pu être remplies pour le département de la Corse, auquel ne se sont point étendus les travaux d'estimation entrepris en 1851, ni pour les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie qui ne faisaient pas encore partie du territoire de la France.
En ce qui concerne les quantités consignées pour 1851, dans les colonnes de 3 à 9, en regard du département

DES PROPRIÉTÉS NON BATIES

(août 1879).

département, d'après les travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (1).

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUX- QUELLES se rap- portent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOU- RABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES	BOIS	LANDES PATIS OU PATURES et autres terrains incultes	CUL- TURES DIVERSES	RÉSUL- TATS CONCER- NANT l'ensemble des natures de culture
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Charente...	1851...	98 08	31 42	93 90	52 98	18 45	6 20	»	39 67
	1879...	134 57	37 33	115 47	29 09	23 48	10 29	27 87	42 62
Charente - Infér.....	1851...	90 87	37 10	66 44	57 62	25 12	5 41	75 14	43 34
	1879...	113 69	40 67	93 71	43 75	25 08	6 23	61 40	46 23
Cher.....	1851...	62 51	17 54	50 25	57 01	18 23	5 73	19 15	21 48
	1879...	100 66	30 11	85 13	95 94	27 52	7 29	23 61	36 76
Corrèze....	1851...	77 52	22 96	37 19	37 82	13 23	1 67	21 72	17 99
	1879...	110 55	30 95	50 88	60 51	16 72	2 28	27 84	24 90
Corse.....	1851...	»	»	»	»	»	»	»	»
	1879...	339 49	11 27	99 02	214 76	10 20	1 64	78 23	17 85
Côte-d'Or..	1851...	149 00	32 62	82 31	121 60	20 34	6 08	29 28	36 62
	1879...	219 20	40 19	97 18	178 85	22 81	8 96	11 88	46 14
Côtes - du- Nord.....	1851...	84 86	41 33	55 11	»	16 36	7 00	100 00	35 16
	1879...	120 60	61 78	83 87	»	24 32	12 24	»	55 13
Creuse.....	1851...	40 89	11 75	37 39	»	10 90	2 00	25 19	16 55
	1879...	56 50	16 28	49 06	102 50	16 49	3 10	21 15	22 76
Dordogne..	1851...	101 38	28 29	65 84	23 95	10 98	3 21	»	24 59
	1879...	148 08	37 04	87 07	49 09	15 28	4 92	»	34 77
Doubs.....	1851...	140 33	36 04	45 81	122 69	25 34	11 19	69 39	32 43
	1879...	171 41	44 69	49 63	174 60	36 52	14 10	111 40	41 09
Drôme.....	1851...	217 45	54 82	137 26	66 04	9 79	2 09	89 29	34 43
	1879...	219 27	54 99	118 20	66 83	10 32	2 17	102 31	33 22
Eure.....	1851...	117 46	67 29	119 44	85 10	35 29	11 64	37 60	65 92
	1879...	141 30	78 57	125 85	120 30	38 18	13 46	28 50	77 22
Eure - et - Loir.....	1851...	119 87	47 16	85 82	69 92	35 41	6 74	35 06	47 98
	1879...	146 46	66 09	110 36	130 84	41 80	7 36	41 44	66 04
Finistère...	1851...	75 55	41 18	52 15	»	14 84	7 66	21 85	27 19
	1879...	121 91	61 60	79 73	»	22 57	12 24	24 52	42 39
Gers.....	1851...	306 06	68 87	118 32	65 81	13 72	5 76	121 00	47 51
	1879...	335 78	66 03	102 20	101 06	13 35	5 89	83 10	41 17

de Meurthe-et-Moselle, du territoire de Belfort et du département des Vosges, elles n'ont pu être déterminées qu'approximativement, les données du travail de 1851 se rapportant pour ces territoires à des circonscriptions plus étendues et n'ayant pu être ramenées rigoureusement aux chiffres qu'auraient comportés les limites actuelles. Au total général, les chiffres inscrits dans les colonnes 3 à 9 reproduisent purement et simplement les résultats obtenus en 1851.

Revenu net imposable par hectare, pour chaque nature de culture et chaque

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUX-QUELLES se rapportent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOU- RABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES	BOIS	LANDES, PATIS OUPATURES et autres terrains incultes	CUL- TURES diverses	RÉSUL- TATS CONCER- NANT l'ensemble des natures de culture
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Garonne (Haute).	1851... 1879...	152 92 199 34	48 45 74 13	75 88 119 96	53 12 202 29	21 18 22 83	5 86 4 92	» »	43 79 81 49
Gers.....	1851... 1879...	61 64 80 40	32 79 39 13	68 65 85 22	36 74 70 30	19 65 20 73	9 66 16 33	15 31 19 48	34 28 47 13
Gironde..	1851... 1879...	121 17 165 98	46 90 61 47	76 80 107 49	86 76 116 77	19 75 16 51	2 10 3 75	101 79 66 12	36 66 51 52
Hérault...	1851... 1879...	256 02 408 85	68 21 82 05	111 33 147 62	97 12 269 29	12 99 17 13	4 94 6 06	40 95 45 04	47 43 77 58
Ille-et-Vi- laine....	1851... 1879...	98 49 183 79	40 82 65 29	51 60 81 45	54 36 84 68	15 78 24 34	6 63 12 19	13 95 22 30	36 12 62 30
Indre.....	1851... 1879...	68 61 99 33	17 10 28 43	60 13 73 92	44 44 108 55	16 05 26 52	8 81 11 94	11 45 19 86	20 18 35 28
Indre-et- Loire...	1851... 1879...	114 82 204 63	25 75 43 01	92 73 136 44	66 50 182 05	20 58 31 19	5 34 11 42	20 66 29 92	30 47 60 64
Isère.....	1851... 1879...	152 87 204 90	60 04 70 50	81 89 95 45	99 16 134 21	16 55 16 22	2 93 3 45	18 69 26 87	41 17 50 31
Jura.....	1851... 1879...	139 00 172 54	46 28 51 66	81 56 89 33	108 91 141 50	17 76 22 37	7 04 7 61	39 05 27 78	38 46 44 35
Landes....	1851... 1879...	45 59 68 86	25 44 45 97	33 90 57 86	39 00 84 22	12 70 15 89	2 59 5 44	» 4 76	11 47 22 62
Loir-et- Cher....	1851... 1879...	59 21 86 90	22 16 32 11	69 50 85 72	66 94 117 06	19 37 29 62	3 75 4 67	11 88 19 05	24 16 38 55
Loire.....	1851... 1879...	180 80 226 76	27 67 40 06	77 04 112 40	143 19 207 02	27 25 33 89	5 16 4 59	19 59 23 90	37 46 54 55
Loire (H.).	1851... 1879...	144 57 200 00	29 37 41 17	61 62 75 78	58 24 85 71	14 51 26 00	2 24 3 29	23 00 »	29 10 41 32
Loire-Infé- rieure...	1851... 1879...	93 00 133 36	29 49 47 59	54 99 80 68	59 28 97 38	24 24 41 21	9 96 11 79	33 15 24 97	33 21 35 13
Loiret....	1851... 1879...	75 31 132 12	27 71 49 58	50 70 87 69	69 72 107 02	22 69 32 72	4 36 9 00	15 78 28 29	29 29 50 96

département, d'après les travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1884 (Suite)

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUX- QUELLES se rap- portent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOU- RABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES	BOIS	LANDES PATIS OU PÂTURES et autres terrains incultes	CUL- TURES DIVERSES	RÉSUL- TATS CONCER- NANT l'ensemble des natures de culture
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Lot.....	1851... 1879...	160 00 218 89	35 76 49 96	75 83 113 95	25 90 60 21	11 37 14 39	4 00 4 74	» »	25 67 40 04
Lot-et-G...	1851... 1879...	150 43 196 79	53 86 81 18	84 86 120 69	37 40 95 86	19 86 19 16	5 33 8 12	40 69 54 08	46 26 73 53
Lozère.....	1851... 1879...	161 68 201 78	16 70 19 32	53 95 70 87	61 08 105 08	7 56 8 99	3 64 5 13	18 65 17 17	12 52 15 54
Maine-et-Loire....	1851... 1879...	108 38 149 99	39 22 65 87	71 88 106 64	60 23 111 68	24 39 37 84	9 86 17 16	46 04 72 60	43 49 71 76
Manche....	1851... 1879...	112 43 157 39	67 63 93 96	110 35 157 08	» »	24 65 30 22	10 09 12 96	928 00 89 41	71 14 102 44
Marne.....	1851... 1879...	110 42 133 02	26 42 33 27	70 73 80 08	153 97 394 98	28 21 25 29	4 03 5 66	43 31 51 09	32 46 41 76
Marne(H.).	1851... 1879...	128 41 141 15	22 73 23 68	101 51 111 04	75 59 101 25	25 25 21 92	1 78 1 96	50 00 30 00	30 56 33 66
Mayenne...	1851... 1879...	86 55 152 27	37 71 65 34	64 85 104 60	59 25 79 23	21 75 32 61	5 24 9 16	19 95 28 60	40 30 69 66
Meurt.-et-Moselle..	1851... 1879...	111 74 193 33	38 94 43 23	88 84 105 11	133 80 139 70	25 25 25 69	6 77 6 30	52 55 91 59	45 22 51 35
Meuse.....	1851... 1879...	100 86 129 07	25 15 31 83	93 13 126 30	81 49 141 45	21 96 24 41	1 11 1 41	41 96 50 59	32 31 40 86
Morbihan..	1851... 1879...	72 47 99 68	33 57 45 43	48 07 64 29	42 50 90 04	12 37 20 66	4 57 7 26	» 56 02	21 73 32 00
Nièvre.....	1851... 1879...	78 84 129 18	24 02 45 18	79 97 119 07	62 23 115 00	26 07 34 08	19 32 47 92	36 32 48 64	32 34 53 89
Nord.....	1851... 1879...	169 34 251 45	107 62 161 40	114 33 164 45	» »	46 83 56 35	6 49 10 28	57 19 66 26	106 57 159 04
Oise.....	1851... 1879...	122 61 146 00	72 52 89 10	70 42 93 23	80 20 100 23	36 85 41 98	11 71 10 62	402 41 80 60	67 47 83 69
Orne.....	1851... 1879...	89 08 112 32	41 62 55 23	80 55 101 06	» »	26 46 26 53	7 33 8 80	27 45 30 28	48 84 64 32

Revenu net imposable par hectare, pour chaque nature de culture et chaque

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUX-QUELLES se rap- portent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOU- RABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES	BOIS	LANDES PATIS OU PATURES et autres terrains incultes	CUL- TURES diverses	RÉSUL- TATS concer- nant l'ensemble des natures de culture
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Pas-de-Cal.	1851... 1879 ..	125 14 173 38	80 72 114 40	87 54 133 25	» »	36 62 41 46	6 57 8 93	62 20 69 95	78 56 112 51
Puy-de-D.	1851... 1879...	175 57 214 47	44 95 59 13	67 29 87 63	111 43 169 11	14 60 17 88	6 63 10 96	» 19 71	39 80 53 68
Pyrénées (Basses)...	1851... 1879...	63 22 100 61	40 13 58 51	42 93 60 86	40 93 69 58	11 02 13 10	5 34 6 80	» »	19 72 27 30
Pyrénées (Hautes-)...	1851... 1879...	96 26 138 50	42 04 70 04	67 71 108 03	54 32 77 10	8 34 13 78	2 12 3 94	35 55 49 00	23 36 37 94
Pyrénées- Orient...	1851... 1879...	202 92 315 54	53 68 76 74	74 75 83 44	47 24 146 58	12 83 14 55	1 87 2 26	6 62 7 57	24 00 47 94
Belfort (Terr. de)...	1851... 1879...	133 15 144 06	48 31 39 99	87 74 95 85	183 04 »	21 20 34 19	7 77 5 27	61 43 81 92	48 41 52 19
Rhône....	1851... 1879...	282 98 522 79	61 49 71 41	129 09 152 46	173 53 220 33	21 91 23 75	6 70 6 24	329 35 25 00	80 86 109 31
Saône(H.-)	1851... 1879...	129 47 145 31	35 06 37 60	102 55 111 46	106 40 112 29	25 42 28 31	2 71 2 93	23 02 29 20	41 77 45 36
Saône-et- Loire....	1851... 1879...	130 76 202 57	32 78 44 53	87 36 122 12	121 12 203 39	24 77 30 31	16 04 33 61	39 35 53 79	42 65 64 73
Sarthe....	1851... 1879...	96 79 124 76	38 53 53 80	70 57 96 08	40 60 54 18	23 31 31 99	7 46 11 29	» 10 00	41 06 57 02
Savoie....	1851... 1879...	» 169 08	» 80 02	» 29 06	» 215 22	» 6 80	» 3 43	» 20 97	» 29 94
Savoie(H.-)	1851... 1879...	» 153 01	» 69 44	» 60 55	» 250 06	» 14 50	» 10 57	» 44 27	» 43 96
Seine.....	1851... 1879...	541 71 1227 41	219 93 335 42	192 39 155 41	247 86 244 80	102 66 125 25	32 67 86 31	4266 30 131 70	292 81 362 85
Seine-Inf.	1851... 1879...	126 93 167 75	74 10 99 52	128 47 147 90	» »	38 04 46 94	20 68 23 97	30 84 40 59	76 38 104 60

département, d'après les travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (Suite).

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUX- QUELLES se rap- portent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOU- RABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES	BOIS	LANDES PATIS OU PATURES et autres terrains incultes	CUL- TURES DIVERSES	RÉSUL- TATS CONCER- NANT l'ensemble des natures de culture
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Seine-et-M.	1851... 1879...	131 20 177 14	57 81 76 77	76 23 85 64	63 09 56 65	49 30 44 02	9 27 9 97	37 61 51 93	57 77 72 75
Seine-et-O.	1851... 1879...	210 73 267 72	80 76 99 64	101 94 102 45	143 16 169 70	46 39 39 77	11 37 9 16	55 43 51 88	79 30 95 37
Sèvres(D.)	1851... 1879...	74 81 119 21	26 83 44 56	68 24 88 96	26 50 64 49	21 85 34 92	3 81 7 01	21 97 33 32	30 91 50 38
Somme....	1851... 1879...	115 16 159 70	66 97 91 40	64 46 83 51	» »	38 25 49 57	4 99 7 28	59 91 73 31	65 47 89 91
Tarn.....	1851... 1879...	106 10 161 02	37 31 47 93	74 17 98 34	48 08 129 58	14 75 17 25	8 05 8 82	19 52 31 88	34 47 52 96
Tarn-et-G.	1851... 1879...	137 80 200 23	49 29 78 93	98 30 145 95	32 47 116 10	19 50 34 84	8 31 10 93	» »	44 16 79 18
Var.....	1851... 1879...	460 14 520 33	47 39 67 53	157 02 198 10	80 30 103 36	9 36 12 34	2 64 2 52	105 90 69 16	31 32 36 46
Vaucluse..	1851... 1879...	300 66 310 87	78 92 78 68	232 85 252 22	53 52 183 09	11 01 10 00	3 30 2 77	65 30 65 38	51 36 57 02
Vendée....	1851... 1879...	80 51 117 78	30 71 50 87	58 16 81 78	40 96 68 58	30 72 53 90	9 66 18 27	47 89 41 31	35 85 57 46
Vienne.....	1851... 1879...	80 60 140 61	23 10 35 67	58 50 86 46	35 31 97 64	16 46 23 48	5 10 7 86	14 07 30 02	23 14 39 07
Vienne(H.)	1851... 1879...	62 68 92 17	16 21 24 18	37 90 59 00	34 31 51 24	14 88 21 29	2 96 4 28	14 08 18 70	20 62 31 60
Vosges....	1851... 1879...	132 63 140 73	37 60 36 84	94 84 98 63	104 25 81 70	24 46 27 07	4 93 6 04	» 100 00	43 20 44 90
Yonne.....	1851... 1879...	113 47 151 63	31 22 43 39	93 00 121 67	77 94 121 50	32 74 33 53	2 59 3 30	50 88 40 24	36 97 48 59
MOYENNES.	1851... 1879...	119 61 166 06	42 49 56 74	72 60 96 67	69 38 129 95	20 18 22 50	4 64 6 12	49 10 42 61	38 04 52 87

ÉVALUATION DU REVENU FONCIER

(Loi du

Valeur vénale par hectare, pour chaque nature de culture et chaque département,

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUXQUELLES se rapportent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOURABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES
1	2	3	4	5	6
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ain.....	1851.....	6,010 00	1,623 00	2,312 00	3,307 00
	1879.....	7,390 05	2,267 92	3,232 78	5,138 87
Aisne.....	1851.....	4,379 00	2,058 00	2,404 00	2,675 00
	1879.....	5,525 43	2,576 91	3,160 52	3,277 80
Allier.....	1851.....	3,020 00	665 00	1,801 00	2,664 00
	1879.....	6,748 53	1,734 38	3,157 67	4,475 85
Alpes (Basses-)....	1851.....	6,498 00	996 00	1,535 00	1,722 00
	1879.....	8,696 90	1,056 47	2,467 88	1,576 39
Alpes (Hautes-)....	1851.....	4,277 00	1,383 00	2,087 00	3,286 00
	1879.....	5,671 62	1,237 47	1,688 29	2,518 85
Alpes-Maritimes...	1851.....	»	»	»	»
	1879.....	21,701 82 (sic)	1,463 10	3,816 70	3,369 67
Ardèche.....	1851.....	7,295 00	1,984 00	2,604 00	2,754 00
	1879.....	7,468 43	1,966 69	2,728 19	1,729 94
Ardennes.....	1851.....	4,523 00	1,341 00	2,211 00	2,849 00
	1879.....	4,985 32	1,855 51	2,600 48	3,849 16
Ariège.....	1851.....	5,714 00	1,133 00	1,417 00	1 097 00
	1879.....	7,496 31	1,826 86	2,040 39	2,226 26
Aube.....	1851.....	4,789 00	1,086 00	2,343 00	2,653 00
	1879.....	5,548 36	1,309 21	2,241 23	1,890 36
Aude.....	1851.....	5,465 00	1,151 00	1,814 00	1,517 00
	1879.....	7,977 14	1,561 53	3,133 04	5,198 91
Aveyron.....	1851.....	4,442 00	749 00	1,972 00	2,137 00
	1879.....	7,326 42	1,089 68	2,840 00	3,345 60
Bouches-du-Rhône.	1851.....	9,864 00	1,998 00	4 808 00	2,963 00
	1879.....	9,453 37	2,146 49	5,270 70	3,163 79
Calvados.....	1851.....	4,652 00	2,353 00	3,822 00	»
	1879.....	5,301 45	2,886 55	4,570 60	»
Cantal.....	1851.....	3,854 00	857 00	1,106 00	1,570 00
	1879.....	4,923 55	912 49	3,076 31	2,591 94

(1) Le revenu net imposable correspondant à la valeur vénale par hectare est indiqué dans le tableau p. 274.
Les lignes relatives à 1851 n'ont pu être remplies pour le département de la Corse, auquel ne se sont point étendus les travaux d'estimation entrepris en 1851, ni pour les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie qui ne faisaient pas encore partie du territoire de la France. En ce qui concerne les quantités consignées pour 1851, dans les colonnes 3 à 9, en regard du département de Meurthe-et-Moselle, du terri-

DES PROPRIÉTÉS NON BATIES

9 août 1879)

d'après les résultats des travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (1).

BOIS	LANDES PÂTIS ou pâtures et autres terrains incultes	CULTURES DIVERSES	RÉSULTATS CONCERNANT l'ensemble des natures de culture	AUGMENTATION pro- portionnelle par rapport à 1851	DIMINUTION pro- portionnelle par rapport à 1851	DÉPARTEMENTS
S	7	9	10	11	12	13
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	p. %	p. %	
531 00	186 00	400 00	1.386 00	42.95	»	Ain.....
732 81	239 28	231 58	1.981 39			
1.388 00	345 00	»	2.051 00	27.06	»	Aisne.....
1.760 03	577 94	»	2.605 98			
451 00	250 00	791 00	789 00	140.70	»	Allier.....
1.052 14	460 59	1.870 66	1.899 17			
164 00	45 00	1.652 00	395 00	6.89	»	Alpes (Basses-)....
178 48	43 61	566 42	422 44			
145 00	26 00	»	492 00	»	15.38	Alpes (Hautes-)....
143 81	43 80	»	416 37			
»	»	»	»	»	»	Alpes-Maritimes...
321 77	97 52	5.277 22	974 58			
498 00	161 00	865 00	1.123 00	»	4.71	Ardèche.....
478 08	156 56	927 73	1.070 11			
940 00	212 00	3.211 00	1.394 00	29.08	»	Ardennes.....
1.011 91	227 49	»	1.799 40			
319 00	47 00	9 00	652 00	56.91	»	Ariège.....
294 15	70 21	4 84	1.023 36			
1.142 00	194 00	986 00	1.260 00	33.48	»	Aube.....
917 61	139 74	»	1.302 19			
536 00	56 00	548 00	797 00	130.43	»	Aude.....
379 48	68 18	1.649 24	1.836 57			
306 00	187 00	566 00	673 00	47.85	»	Aveyron.....
463 67	283 52	795 76	995 01			
202 00	132 00	2.290 00	1.140 00	2.25	»	Bouches-du-Rhône.
268 84	128 32	2.096 82	1.165 64			
1.094 00	450 00	40.000 00(sic)	2.760 00	25.16	»	Calvados.....
1.338 89	471 97	253 57	3.451 43			
291 00	49 00	2.600 00	782 00	32.18	»	Cantal.....
459 10	69 53	659 91	1.033 67			

toire de Belfort et du département des Vosges, elles n'ont pu être déterminées qu'approximativement, les données du travail de 1851 se rapportant, pour ces territoires, à des circonscriptions plus étendues et n'ayant pu être ramenées rigoureusement aux chiffres qu'auraient comportés les limites actuelles. Au total général, les chiffres inscrits dans les colonnes 3 à 9 reproduisent purement et simplement les résultats obtenus en 1851.

Valeur vénale par hectare, pour chaque nature de culture et chaque département,

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUXQUELLES se rapportent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOURABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES
1	2	3	4	5	6
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Charente.....	1851.....	3.481 00	1.077 00	2.746 00	1.428 00
	1879.....	4.577 57	1.309 61	3.334 01	985 58
Charente-Inférieure.....	1851.....	3.075 00	1.208 00	1.872 00	1.439 00
	1879.....	4.017 96	1.393 13	2.622 23	1.426 05
Cher.....	1851.....	2.441 00	651 00	1.551 00	1.835 00
	1879.....	3.363 79	1.129 92	2.508 39	2.948 58
Corrèze.....	1851.....	2.962 00	759 00	1.142 20	1.227 00
	1879.....	5.082 88	1.226 59	1.976 29	2.224 73
Corse.....	1851.....	»	»	»	»
	1879.....	6.732 32	315 90	1.891 09	3.908 78
Côte-d'Or.....	1851.....	4.792 00	1.126 00	2.522 00	3.638 00
	1879.....	5.714 03	1.321 29	2.839 01	4.414 07
Côtes-du-Nord.....	1851.....	2.512 00	1.215 00	1.514 00	»
	1879.....	3.782 90	1.889 36	2.423 79	»
Creuse.....	1851.....	1.654 00	506 00	1.371 00	»
	1879.....	2.228 55	701 95	1.712 45	2.421 87
Dordogne.....	1851.....	2.990 00	896 00	1.834 00	673 00
	1879.....	5.036 65	1.227 36	2.714 13	1.212 37
Doubs.....	1851.....	4.979 00	1.253 00	1.495 00	3.785 00
	1879.....	5.559 94	1.486 21	1.494 02	3.894 83
Drôme.....	1851.....	8.117 00	1.973 00	3.463 00	2.275 00
	1879.....	7.820 74	1.921 18	3.085 20	1.937 40
Eure.....	1851.....	4.861 00	2.524 00	3.946 00	3.307 00
	1879.....	4.871 89	2.605 45	3.916 81	4.313 31
Eure-et-Loir.....	1851.....	3.849 00	1.405 00	2.228 00	2.166 00
	1879.....	4.849 33	2.104 13	3.300 91	3.760 94
Finistère.....	1851.....	2.267 00	1.222 00	1.520 00	»
	1879.....	3.579 30	1.820 27	2.217 32	»
Gard.....	1851.....	8.434 00	2.035 00	3.268 00	1.939 00
	1879.....	8.818 89	1.965 42	2.869 23	3.393 69

d'après les résultats des travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (Suite).

BOIS	LANDES PÂTIS ou pâtures et autres terrains incultes	CULTURES DIVERSES	RÉSULTATS CONCERNANT l'ensemble des natures de culture	AUGMENTATION pro- portionnelle par rapport à 1851	DIMINUTION pro- portionnelle par rapport à 1851	DÉPARTEMENTS
7	8	9	10	11	12	13
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	p. %	p. %	
595 00	234 00	»	1,231 00			
787 30	378 66	941 85	1,399 09	13.65	»	Charente.....
721 00	230 00	1,953 00	1,273 00			
762 67	213 24	1,702 91	1,474 84	15.85	»	Charente-Inférieure
520 00	215 00	723 00	733 00			
893 80	327 25	872 64	1,266 53	72.79	»	Cher.....
450 00	64 00	706 00	584 00			
600 96	84 43	1,028 30	960 92	64.54	»	Corrèze.....
»	»	»	»			
257 38	56 09	1,643 31	423 49	»	»	Corse.....
596 00	202 00	765 00	1,189 00			
702 00	281 51	375 00	1,403 01	17.99	»	Côte-d'Or.....
436 00	182 00	3,300 00	1,018 00			
654 14	325 08	»	1,663 10	63.37	»	Côtes-du-Nord....
463 00	110 00	1,007 00	656 00			
658 63	136 89	749 15	871 77	32.89	»	Creuse.....
335 00	111 00	»	747 00			
424 90	154 43	»	1,064 90	42.69	»	Dordogne.....
959 00	380 00	1,403 00	1,123 00			
1,441 52	461 10	2,418 11	1,369 08	21.91	»	Doubs.....
291 00	77 00	2,766 00	1,173 00			
292 22	70 96	2,840 85	1,104 42	»	5.85	Drôme.....
1,117 00	415 00	1,249 00	2,434 00			
1,143 75	416 05	1,000 00	2,534 60	4.13	»	Eure.....
1,079 00	172 00	841 00	1,423 00			
1,327 88	208 45	1,257 53	2,095 54	47.26	»	Eure-et-Loir.....
468 00	240 00	578 00	812 00			
694 42	382 35	638 62	1,252 47	54.25	»	Finistère.....
427 00	173 00	3,451 00	1,394 00			
417 02	188 57	2,536 88	1,232 47	»	11.59	Gard.....

Valeur vénale par hectare, pour chaque nature de culture et chaque département,

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUXQUELLES se rapportent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOURABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES
1	2	3	4	5	6
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Garonne (Haute-)..	1851.....	4.824 00	1.586 00	2.370 00	1.685 00
	1879.....	5.828 69	2.424 23	3.300 28	3.527 81
Gers.....	1851.....	2.717 00	990 00	1.817 00	1.047 00
	1879.....	3.714 13	1.345 58	2.489 04	1.634 21
Gironde.....	1851.....	3.836 00	1.429 00	2.175 00	2.313 00
	1879.....	5.022 45	1.963 51	3.085 62	3.471 67
Hérault.....	1851.....	6.068 00	1.769 00	2.751 00	2.382 00
	1879.....	7.965 35	2.357 69	3.407 37	3.891 14
Ille-et-Vilaine.....	1851.....	3.275 00	1.334 00	1.677 00	1.543 00
	1879.....	6.100 84	2.151 58	2.682 93	2.483 87
Indre.....	1851.....	2.420 00	603 00	1.703 00	1.389 00
	1879.....	3.276 15	1.002 36	2.246 57	2.160 41
Indre-et-Loire.....	1851.....	4.067 00	955 00	2.819 00	2.203 00
	1879.....	6.505 89	1.693 59	4.003 63	4.067 09
Isère.....	1851.....	5.841 00	2.123 00	2.739 00	3.531 00
	1879.....	7.567 31	2.492 43	2.939 34	4.170 38
Jura.....	1851.....	4.732 00	1.570 00	2.423 00	3.333 00
	1879.....	4.959 34	1.606 43	2.389 23	3.658 96
Landes.....	1851.....	1.348 00	685 00	908 00	998 00
	1879.....	1.826 08	1.268 34	1.571 62	2.028 28
Loir-et-Cher.....	1851.....	1.736 00	712 00	1.772 00	1.912 00
	1879.....	2.808 93	1.096 24	2.167 98	3.007 26
Loire.....	1851.....	7.494 00	1.168 00	2.545 00	4.040 00
	1879.....	8.262 06	1.808 15	3.343 71	4.544 49
Loire (Haute-).....	1851.....	5.541 00	1.061 00	1.790 00	2.628 00
	1879.....	7.077 51	1.583 84	2.481 50	3.543 21
Loire-Inférieure...	1851.....	3.146 00	1.058 00	1.740 00	2.042 00
	1879.....	4.888 67	1.803 20	2.653 22	3.202 25
Loiret.	1851.....	2.519 00	961 00	1.415 00	2.306 00
	1879.....	3.908 17	1.520 13	2.303 49	3.441 24

d'après les résultats des travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (Suite).

BOIS	LANDES PÂTIS ou pâtures et autres terrains incultes	CULTURES DIVERSES	RÉSULTATS CONCERNANT l'ensemble des natures de culture	AUGMENTATION pro- portionnelle par rapport à 1851	DIMINUTION pro- portionnelle par rapport à 1851	DÉPARTEMENTS
7	8	9	10	11	12	13
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	p. %	p. %	
666 00 880 68	180 00 142 61	» »	1.415 00 2.284 37	61.44	»	Garonne (Haute)...
558 00 704 89	376 00 631 19	476 00 658 78	1.009 00 1.436 39	42.36	»	Gers.....
499 00 534 71	57 00 129 85	2.703 00 1.964 88	1.026 00 1.567 43	52.77	»	Gironde.....
313 00 418 54	129 00 180 49	1.063 00 1.178 46	1.193 00 1.572 43	31.80	»	Hérault.....
510 00 893 35	245 00 438 30	450 00 781 47	1.184 00 2.062 58	74.20	»	Ille-et-Vilaine.....
505 00 854 16	299 00 438 15	375 00 608 85	666 00 1.134 47	70.64	»	Indre.....
643 00 1.081 90	192 00 469 07	663 00 1.103 26	1.054 00 1.946 99	84.80	»	Indre-et-Loire.....
543 00 552 61	93 00 95 63	606 00 839 50	1.433 00 1.707 82	19.11	»	Isère.....
568 00 874 38	281 00 303 32	1.245 00 762 73	1.253 00 1.367 59	9.14	»	Jura.....
330 00 455 64	74 00 172 74	» 141 94	307 00 629 99	105.21	»	Landes.....
555 00 795 60	143 00 162 90	389 00 490 06	755 00 1.179 27	56.19	»	Loir-et-Cher.....
1.075 00 1.175 89	248 00 226 24	914 00 1.075 66	1.407 00 1.956 70	39.13	»	Loire.....
535 00 864 93	80 00 134 86	700 00 »	986 00 1.480 68	50.17	»	Loire (Haute).....
859 00 1.465 35	383 00 443 76	1.411 00 816 56	1.147 00 1.978 66	72.52	»	Loire-Inférieure...
666 00 918 62	152 00 300 59	530 00 852 15	979 00 1.542 46	15.25	»	Loiret.....

Valeur vénale par hectare, pour chaque nature de culture et chaque département,

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUXQUELLES se rapportent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOURABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES
1	2	3	4	5	6
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Lot.....	1851..... 1879.....	5,479 00 8,653 73	1,315 00 1,877 23	2,348 00 4,142 76	840 00 1,129 25
Lot-et-Garonne....	1851..... 1879.....	5,108 00 6,342 46	1,983 00 2,675 86	2,786 00 3,950 19	1,285 00 2,149 12
Lozère.....	1851..... 1879.....	5,766 00 6,987 55	514 00 678 30	1,716 00 2,191 50	2,112 00 3,125 58
Maine-et-Loire....	1851..... 1879.....	3,746 00 4,906 24	1,265 00 2,256 03	2,262 00 3,215 40	1,981 00 3,476 30
Manche.....	1851..... 1879.....	3,894 00 4,688 58	2,359 00 2,877 23	3,412 00 4,533 82	» »
Marne.....	1851..... 1879.....	4,306 00 4,406 89	1,044 00 1,194 18	2,171 00 2,430 23	4,511 00 8,270 64
Marne (Haute-)....	1851..... 1879.....	4,475 00 4,491 46	969 00 921 42	2,988 00 2,994 32	2,282 00 2,017 16
Mayenne.....	1851..... 1879.....	3,147 00 5,499 63	1,253 00 2,253 03	1,958 00 3,319 62	1,983 00 2,682 84
Meurthe-et-Moselle	1851..... 1879.....	4,382 00 6,346 76	1,555 00 1,598 91	2,869 00 3,330 99	4,138 00 3,942 61
Meuse.....	1851..... 1879.....	4,541 00 5,175 95	1,065 00 1,309 54	2,988 00 3,740 02	2,487 00 3,448 32
Morbihan.....	1851..... 1879.....	2,386 00 3,011 94	1,034 00 1,379 62	1 524 00 1,871 88	1,057 00 2,337 99
Nièvre.....	1851..... 1879.....	3,466 00 5,027 62	949 00 1 623 26	2,662 00 3,676 64	2,115 00 3,328 36
Nord.....	1851..... 1879.....	6,869 00 8,635 91	4,011 00 5,742 30	4,083 00 5,629 43	» »
Oise.....	1851..... 1879.....	4,647 00 5,038 75	2,717 00 3,002 52	2,618 00 3,214 59	2,921 00 3,345 34
Orne.....	1851..... 1879.....	3,002 00 3,885 20	1,401 00 1,877 56	2,640 00 3,190 61	» »

d'après les résultats des travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (Suite).

BOIS	LANDES PATIS ou pâtures et autres terrains incultes	CULTURES DIVERSES	RÉSULTATS CONCERNANT l'ensemble des natures de culture	AUGMENTATION pro- portionnelle par rapport à 1851	DIMINUTION pro- portionnelle par rapport à 1851	DÉPARTEMENTS
7	8	9	10	11	12	13
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	p. %	p. %	
398 00	148 00	»	902 00	46,34	»	Lot.....
546 62	185 85	»	1.320 00			
626 00	172 00	1.010 00	1.639 00	38,46	»	Lot-et-Garonne....
673 03	337 55	1.585 73	2.269 35			
221 00	106 00	559 00	386 00	31,88	»	Lozère.....
335 39	154 54	561 64	509 06			
793 00	323 00	1.482 00	1.401 00	69,34	»	Maine-et-Loire....
1.229 31	589 66	2.380 96	2.372 59			
777 00	369 00	16.320 00(sic)	2.400 00	27,97	»	Manche.....
945 55	426 75	2.371 75	3.071 44			
941 00	158 00	1.612 00	1.192 00	14,70	»	Marne.....
910 44	206 51	1.684 28	1.364 32			
747 00	65 00	2.000 00	1.087 00	»	4,60	Marne (Haute-)....
667 76	56 02	1.200 00	1.036 89			
651 00	176 00	643 00	1.310 00	80,33	»	Mayenne.....
1.097 92	367 68	1.044 43	2.362 42			
870 00	269 00	1.818 00	1.674 00	5,94	»	Meurthe-et-Moselle.
889 36	222 51	2.628 67	1.773 49			
774 00	62 00	1.485 00	1.225 00	20,04	»	Meuse.....
854 31	74 32	1.427 65	1.470 51			
379 00	150 00	»	680 00	43,53	»	Morbihan.....
667 11	250 98	1.386 60	976 02			
643 00	668 00	1.202 00	1.079 00	65,51	»	Nièvre.....
1.032 77	1.532 70	1.575 30	1.785 95			
1.588 00	216 00	1.940 00	3.945 00	40,50	»	Nord.....
2.847 46	455 94	2.524 67	5.642 78			
1.391 00	460 00	16.100 00(sic)	2.530 00	12,32	»	Oise.....
1.522 21	386 58	2.093 46	2.841 72			
858 00	270 00	923 00	1.625 00	29,80	»	Orne.....
790 53	253 26	855 76	2.109 34			

Valeur vénale par hectare, pour chaque nature de culture et chaque département,

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUXQUELLES se rapportent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOURABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES
1	2	3	4	5	6
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Pas-de-Calais.....	1851.....	5.059 00	2.975 00	3.278 00	»
	1879.....	6.647 10	4.089 99	4.834 76	»
Puy-de-Dôme.....	1851.....	6.172 00	1.612 00	2.310 00	3.863 00
	1879.....	8.610 14	2.402 82	3.176 59	6.074 17
Pyrénées (Basses-).	1851.....	2.036 00	1.293 00	1.402 00	1.307 00
	1879.....	2.991 51	1.797 87	1.815 41	1.608 37
Pyrénées (Hautes-).	1851.....	3.360 00	1.322 00	1.893 00	1.488 00
	1879.....	4.562 46	2.190 31	2.975 23	2.128 05
Pyrénées-Oriental.	1851.....	4.575 00	1.318 00	1.860 00	968 00
	1879.....	7.435 76	2.006 62	2.192 69	2.689 51
Belfort (Territ. de)	1851.....	4.830 00	1.535 00	2.516 00	4.403 00
	1879.....	5.096 96	1.399 31	2.752 81	»
Rhône.....	1851.....	11.260 00	2.287 00	4.421 00	6.082 00
	1879.....	18.137 46	2.630 53	5.096 40	7.077 84
Saône (Haute-)....	1851.....	4.481 00	1.266 00	2.800 00	2.789 00
	1879.....	5.249 87	1.261 96	3.044 59	2.601 71
Saône-et-Loire....	1851.....	4.500 00	1.044 00	2.353 00	3.738 00
	1879.....	6.557 29	1.410 48	3.282 14	5.223 06
Sarthe.....	1851.....	3.791 00	1.358 00	2.248 00	1.494 00
	1879.....	4.863 46	1.888 03	3.097 88	1.754 09
Savoie.....	1851.....	»	»	»	»
	1879.....	6.178 40	2.844 82	1.007 89	5.255 33
Savoie (Haute-)....	1851.....	»	»	»	»
	1879.....	6.355 95	2.477 15	1.837 75	5.371 38
Seine.....	1851.....	18.948 00	11.338 00	6.813 00	9.098 00
	1879.....	38.482 18	201.217 95	5.687 85	9.132 37
Seine-Inférieure...	1851.....	4.577 00	2.764 00	4.606 00	»
	1879.....	5.282 05	3.892 90	4.757 01	»
Seine-et-Marne....	1851.....	5.253 00	2.042 00	2.608 00	2.352 00
	1879.....	6.032 95	2.164 69	2.389 11	2.031 11

d'après les résultats des travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (Suite).

BOIS	LANDES PÂTIS ou pâtures et autres terrains incultes	CULTURES DIVERSES	RÉSULTATS CONCERNANT l'ensemble des natures de culture	AUGMENTATION pro- portionnelle par rapport à 1851	DIMINUTION pro- portionnelle par rapport à 1851	DÉPARTEMENTS
7	8	9	10	11	12	13
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	p. %	p. %	
1.254 00 1.665 19	207 00 373 64	2.234 00 2.560 83	2.909 00 4.049 03	39.18	»	Pas-de-Calais.....
598 00 754 96	285 00 439 65	» 863 93	1.426 00 2.096 45	47.01	»	Puy-de-Dôme.....
358 00 499 29	184 00 273 14	» »	643 00 864 30	34.41	»	Pyrénées (Basses-).
255 00 460 47	65 00 143 33	886 00 1.249 65	695 00 1.138 94	63.88	»	Pyrénées (Hautes-).
289 00 406 47	47 00 62 60	172 00 233 33	563 00 1.044 11	85.45	»	Pyrénées-Orientales
917 00 1.141 09	289 00 179 69	1.477 00 1.960 89	1.543 00 1.663 73	7.82	»	Belfort (Territ. de).
764 00 870 96	271 00 233 09	16.798 00 1.000 00	2.908 00 3.751 44	29.00	»	Rhône.....
810 00 980 05	98 00 110 91	722 00 835 80	1.337 00 1.421 51	6.32	»	Saône (Haute-)....
628 00 808 02	515 00 1.006 13	1.160 00 1.527 09	1.260 00 1.851 91	46.97	»	Saône-et-Loire.....
694 00 1.071 36	240 00 386 60	» 500 00	1.405 00 1.965 02	39.86	»	Sarthe.....
» 317 49	» 135 47	» 741 09	» 1.034 79	»	»	Savoie.....
» 416 64	» 260 76	» 1.396 31	» 1.408 99	»	»	Savoie (Haute-)....
3.852 00 5.706 23	1.567 00 4.709 30	100.879 00 5.940 42	12.695 00 187.013 54	1.373.12	»	Seine.....
1.360 00 1.678 74	777 00 843 26	1.095 00 1.406 29	2.814 00 3.822 79	35.84	»	Seine-Inférieure...
1.515 00 1.480 49	356 00 296 38	1.287 00 1.380 35	2.013 00 2.104 57	4.54	»	Seine-et-Marne....

Valeur vénale par hectare, pour chaque nature de culture et chaque département,

DÉPARTEMENTS	ANNÉES AUXQUELLES se rapportent les données du tableau	TERRAINS de QUALITÉ supérieure	TERRES LABOURABLES et terrains évalués comme les terres	PRÉS et HERBAGES	VIGNES
1	2	3	4	5	6
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Seine-et-Oise.....	1851.....	7.448 00	2.723 00	3.346 00	4 534 00
	1879.....	9.462 61	3.064 50	2.976 41	5.073 46
Sèvres (Deux-).....	1851.....	2.529 00	941 00	2.245 00	952 00
	1879.....	4.128 05	1.725 09	2.980 85	1.637 16
Somme.....	1851.....	4.833 00	2.569 00	2.563 00	»
	1879.....	6.039 54	3.236 53	2.990 82	»
Tarn.....	1851.....	3.651 00	1.177 00	2.234 00	1.510 00
	1879.....	5.148 67	1.591 86	2.916 76	2.574 99
Tarn-et-Garonne...	1851.....	5.275 00	1.741 00	2.884 00	1.136 00
	1879.....	8.089 52	2.787 27	4.470 46	2.674 33
Var.....	1851.....	15.307 00	1.346 00	4.645 00	2.244 00
	1879.....	12.641 61	2.181 29	5.632 75	2.566 20
Vaucluse.....	1851.....	9.192 00	2.380 00	6.524 00	1.592 00
	1879.....	9.503 60	2.219 33	7.485 88	3.109 77
Vendée.....	1851.....	2.746 00	1.007 00	1.743 00	1.553 00
	1879.....	4.065 75	1.808 65	2.695 73	2.516 84
Vienne.....	1851.....	2.633 00	823 00	1.704 00	1.185 00
	1879.....	3.824 03	1.373 09	2.530 36	2.117 14
Vienne (Haute-)...	1851.....	2.393 00	552 00	1.230 00	1.111 00
	1879.....	3.373 84	883 98	1.885 90	1.669 44
Vosges.....	1851.....	4.681 00	1.484 00	2.973 00	3.226 00
	1879.....	4.471 56	1.389 25	3.060 12	2.613 26
Yonne.....	1851.....	4.812 00	1.242 00	3.063 00	2.610 00
	1879.....	5.515 81	1.504 37	3.375 25	2.957 30
MOYENNES. ...	1851.....	4.359 00	1.479 00	2.256 00	2.067 00
	1879.....	5.502 05	2.197 43	2.960 92	2.968 24

d'après les résultats des travaux effectués en 1851-1853 et en 1879-1881 (Suite).

BOIS	LANDES PÂTIS ou pâtures et autres terrains incultes	CULTURES DIVERSES	RÉSULTATS CONCERNANT l'ensemble des natures de culture	AUGMENTATION pro- portionnelle par rapport à 1851	DIMINUTION pro- portionnelle par rapport à 1851	DÉPARTEMENTS
7	8	9	10	11	12	13
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	p. %	p. %	
1,617 00	407 00	1,939 00	2,680 00	8.59	»	Seine-et-Oise.....
1,343 08	323 36	2,221 68	2,910 46			
754 00	140 00	759 00	1,067 00	72.40	»	Sèvres (Deux-)....
1,282 57	320 29	1,205 73	1,849 58			
1,580 00	182 00	2,340 00	2,542 00	26.70	»	Somme.....
2,054 78	292 63	2,810 15	3,221 05			
443 00	246 00	578 00	1,072 00	45.01	»	Tarn.....
611 62	299 83	1,104 83	1,554 57			
603 00	217 00	»	1,514 00	67.72	»	Tarn-et-Garonne..
1,010 38	346 33	»	2,539 40			
217 00	64 00	3,027 00	871 00	20.48	»	Var.....
347 80	83 53	2,196 56	1,049 46			
341 00	107 00	1,954 00	1,541 00	0.96	»	Vaucluse.....
201 14	55 34	1,633 35	1,555 82			
956 00	391 00	1,215 00	1,151 00	74.04	»	Vendée.....
1,907 59	707 82	1,267 46	2,003 20			
548 00	190 00	499 00	794 00	68.69	»	Vienne.....
792 23	340 95	1,009 68	1,339 45			
491 00	113 00	456 00	686 00	56.73	»	Vienne (Haute-)...
689 71	200 73	648 03	1,075 21			
1,001 00	195 00	»	1,571 00	3.13	»	Vosges.....
1,194 31	252 43	3,000 00	1,620 19			
977 00	121 00	1,504 00	1,346 00	15.25	»	Yonne.....
997 59	119 45	1,319 28	1,551 35			
642 00	155 00	1,433 00	1,276 00	43.45	»	
745 13	206 70	1,282 29	1,830 39			

Situation de la contribution foncière par rapport

DÉPARTEMENTS	REVENU net imposable	Contribution foncière		
		Principal	Centimes additionnels de toute nature	Total
1	2	3	4	5
Ain.....	22.838.228	1.073.489	735.340	1.808.829
Aisne.....	39.958.923	2.179.148	1.736.781	3.915.929
Allier.....	18.292.633	1.152.590	692.707	1.845.297
Alpes (Basses-)... ..	7.431.218	542.097	360.494	902.591
Alpes (Hautes-)... ..	6.134.012	442.749	266.092	708.841
Alpes-Maritimes.....	»	»	»	»
Ardèche.....	19.281.541	732.419	573.484	1.305.903
Ardennes.....	18.625.997	972.497	663.243	1.635.740
Ariège.....	10.283.010	508.104	395.818	903.922
Aube.....	18.222.975	1.150.283	802.897	1.953.180
Aude.....	16.143.641	1.473.423	981.300	2.454.723
Aveyron.....	17.550.718	1.311.374	811.741	2.123.115
Bouches-du-Rhône.....	16.712.575	855.256	484.075	1.339.331
Calvados.....	43.724.359	3.260.154	1.936.531	5.196.685
Cantal.....	11.908.632	1.014.979	600.868	1.615.847
Charente.....	22.825.811	1.557.251	1.010.655	2.567.906
Charente-Inférieure.....	28.120.008	1.942.440	1.260.644	3.203.084
Cher.....	14.664.221	826.818	629.208	1.456.026
Corrèze.....	10.266.940	772.497	455.773	1.228.270
Corse.....	»	»	»	»
Côte-d'Or.....	24.687.524	2.134.956	1.227.598	3.362.554
Côtes-du-Nord.....	25.142.597	1.438.306	851.477	2.289.783
Creuse.....	8.979.724	647.161	368.882	1.016.043
Dordogne.....	21.973.484	1.887.044	1.186.950	3.073.994
Doubs.....	16.433.660	976.009	490.932	1.466.941
Drôme.....	21.245.049	1.027.388	823.965	1.851.353
Eure.....	37.361.632	2.679.285	1.564.702	4.243.987
Eure-et-Loir.....	27.219.658	1.831.285	1.258.092	2.089.377
Finistère.....	17.430.681	1.097.404	610.156	1.707.560
Gard.....	26.498.446	1.394.603	891.151	2.285.754
Garonne (Haute-)... ..	26.083.895	1.853.255	1.163.844	3.017.099
Gers.....	20.915.899	1.501.276	810.689	2.311.965
Gironde.....	34.108.720	1.863.568	1.234.613	2.098.181
Hérault.....	28.052.999	1.777.504	1.116.272	2.893.776
Ille-et-Vilaine.....	23.222.938	1.592.079	913.853	2.505.932
Indre.....	13.152.373	832.803	697.889	1.530.692
Indre-et-Loire.....	17.580.029	1.248.297	878.801	2.127.098
Isère.....	31.194.279	2.008.807	1.365.989	3.374.796
Jura.....	17.569.665	1.128.203	628.409	1.756.612
Landes.....	10.161.918	628.483	353.836	982.319
Loir-et-Cher.....	14.676.211	1.055.453	688.050	1.743.503
Loire.....	17.306.801	1.158.924	768.367	1.927.291
Loire (Haute-)... ..	13.986.471	910.763	538.261	1.449.024
Loire-Inférieure.....	21.333.818	1.230.252	778.750	2.009.002
Loiret.....	17.857.810	1.347.967	943.577	2.291.544
Lot.....	13.016.843	1.139.128	750.683	1.889.813

N° 8

au revenu net imposable en 1851.

Rapports						DÉPARTEMENTS
du principal		du montant des centimes additionnels de toute nature			du total de la contribution au revenu net imposable	
au revenu net imposable	au total de la contribution	au revenu net imposable	au principal de la contribution	au total de la contribution		
6	7	8	9	10	11	12
p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	
4.70	59.35	3.22	68.50	40.65	7.92	Ain.....
5.45	55.65	4.35	79.70	44.35	9.80	Aisne.....
6.30	62.46	3.79	60.10	37.54	10.09	Allier.....
7.29	60.06	4.85	66.50	39.94	12.14	Alpes (Basses-).....
7.22	62.46	4.34	60.10	37.54	11.56	Alpes (Hautes-).....
»	»	»	»	»	»	Alpes-Maritimes.....
3.80	56.09	2.97	78.30	43.91	6.77	Ardèche.....
5.22	59.45	3.56	68.20	40.55	8.78	Ardennes.....
4.94	56.21	3.85	77.90	43.79	8.79	Ariège.....
6.31	58.89	4.41	69.80	41.11	10.72	Aube.....
9.13	60.02	6.08	66.60	39.98	15.21	Aude.....
7.47	61.77	4.63	61.90	39.23	12.10	Aveyron.....
5.12	63.86	2.89	56.60	36.14	8.01	Bouches-du-Rhône.....
7.46	62.74	4.43	59.40	37.26	11.89	Calvados.....
8.52	62.81	5.05	59.20	37.19	13.57	Cantal.....
6.82	60.64	4.43	64.90	39.36	11.25	Charente.....
6.91	60.64	4.48	64.90	39.36	11.39	Charente-Inférieure.....
5.64	56.79	4.29	76.10	43.21	9.93	Cher.....
7.52	62.89	4.44	59.00	37.11	11.96	Corrèze.....
»	»	»	»	»	»	Corse.....
7.19	63.49	4.14	57.50	36.51	11.33	Côte-d'Or.....
6.21	62.81	3.68	59.20	37.19	9.89	Côtes-du-Nord.....
7.21	63.69	4.10	57.00	36.31	11.31	Creuse.....
8.59	61.39	5.40	62.90	38.61	13.99	Dordogne.....
5.94	66.53	2.99	50.30	33.47	8.93	Doubs.....
4.84	55.49	3.87	80.20	44.51	8.71	Drôme.....
7.17	63.13	4.19	58.40	36.87	11.36	Eure.....
6.73	59.28	4.62	68.70	40.72	11.35	Eure-et-Loir.....
6.30	64.27	3.50	55.60	35.73	9.80	Finistère.....
5.26	61.01	3.37	63.90	38.99	8.63	Gard.....
7.10	61.43	4.46	62.80	38.57	11.56	Garonne (Haute-).....
7.18	64.94	3.87	54.00	35.06	11.05	Gers.....
5.46	60.15	3.62	66.25	39.85	9.08	Gironde.....
6.34	61.43	3.98	62.80	38.57	10.32	Hérault.....
6.86	63.53	3.93	57.40	36.47	10.79	Ile-et-Vilaine.....
6.33	54.41	5.31	83.80	45.59	11.64	Indre.....
7.10	58.69	5.00	70.40	41.31	12.10	Indre-et-Loire.....
6.44	59.52	4.38	68.00	40.48	10.82	Isère.....
6.42	64.23	3.58	55.70	35.77	10.00	Jura.....
6.18	63.98	3.48	56.30	36.02	9.66	Landes.....
7.19	60.54	4.69	65.19	39.46	11.88	Loir-et-Cher.....
6.70	60.13	4.44	66.30	39.87	11.14	Loire.....
6.51	62.85	3.85	59.10	37.15	10.36	Loire (Haute).....
5.77	61.24	3.65	63.30	38.76	9.42	Loire-Inférieure.....
7.55	58.82	5.28	70.00	41.18	12.83	Loiret.....
8.75	60.28	5.77	65.90	39.72	14.52	Lot.....

Situation de la contribution foncière par rapport

DÉPARTEMENTS	REVENU net imposable	Contribution foncière		
		Principal	Centimes additionnels	Total
			de toute nature	
1	2	3	4	5
Lot-et-Garonne.....	24,097,280	1,856,509	1,013,654	1,870,163
Lozère.....	6,270,917	530,981	293,102	824,083
Maine-et-Loire.....	29,673,756	2,131,863	1,289,777	2,421,640
Manche.....	40,668,583	3,034,393	1,762,982	4,797,375
Marne.....	25,457,527	1,468,872	1,044,368	2,513,240
Marne (Haute-).....	18,151,436	1,143,847	510,156	1,654,003
Mayenne.....	20,163,410	1,271,327	858,146	2,129,473
Meurthe-et-Moselle.....	21,550,387	1,251,744	714,746	1,966,490
Meuse.....	18,726,225	1,268,470	707,806	1,976,276
Morbihan.....	14,353,774	1,199,330	632,047	1,831,377
Nièvre.....	20,849,127	1,055,884	618,748	1,674,632
Nord.....	56,297,286	2,981,114	2,062,931	5,044,045
Oise.....	36,428,987	2,333,901	1,794,770	4,128,671
Orne.....	27,895,566	2,058,020	1,177,187	3,235,207
Pas-de-Calais.....	49,989,072	2,484,699	1,735,562	4,220,261
Puy-de-Dôme.....	30,647,237	2,121,318	1,202,787	3,324,105
Pyrénées (Basses-).....	14,631,700	711,373	448,165	1,159,538
Pyrénées (Hautes-).....	9,632,137	504,191	281,339	785,530
Pyrénées-Orientales.....	9,142,571	582,296	334,238	816,534
Belfort (sic).....	2,874,502	156,421	80,244	236,665
Rhône.....	21,951,934	1,092,603	575,802	1,668,405
Saône (Haute-).....	21,529,302	1,285,337	631,100	1,916,437
Saône-et-Loire.....	39,281,912	2,455,344	1,230,127	3,685,471
Sarthe.....	24,334,259	1,767,282	1,038,278	1,805,560
Savoie.....	»	»	»	»
Savoie (Haute-).....	»	»	»	»
Seine.....	11,853,059	506,087	244,693	750,780
Seine-Inférieure.....	42,822,072	3,155,677	1,811,359	4,967,036
Seine-et-Marne.....	31,707,284	2,398,409	1,911,532	4,309,941
Seine-et-Oise.....	40,196,343	2,497,791	1,778,427	4,275,218
Sèvres (Deux-).....	17,681,042	1,247,841	790,507	2,038,348
Somme.....	38,982,832	2,538,120	1,573,634	4,111,754
Tarn.....	19,059,465	1,418,961	939,352	2,358,313
Tarn-et-Garonne.....	15,797,576	1,450,053	842,481	2,292,534
Var.....	17,346,823	912,564	490,959	1,403,523
Vaucluse.....	17,399,166	725,918	465,313	1,191,231
Vendée.....	22,942,324	1,391,088	957,069	2,348,157
Vienne.....	15,541,852	1,023,958	689,124	1,713,082
Vienne (Haute-).....	11,068,822	769,065	469,899	1,238,964
Vosges.....	21,754,483	983,738	526,300	1,510,038
Yonne.....	26,255,753	1,471,402	1,102,080	1,573,482
Totaux.....	1,824,186,249	117,395,562	73,934,227	191,329,789

au revenu net imposable en 1851 (Suite).

Rapports						DÉPARTEMENTS
du principal		du montant des centimes additionnels de toute nature			du total de la contribution au revenu net imposable	
au revenu net imposable	au total de la contribution	au revenu net imposable	au principal de la contribution	au total de la contribution		
6	7	8	9	10	11	12
p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	
7.70	64.68	4.21	54.60	35.32	11.91	Lot-et-Garonne.....
8.47	64.43	4.67	55.20	35.57	13.14	Lozère.....
7.18	62.31	4.35	60.50	37.69	11.53	Maine-et-Loire.....
7.46	63.25	4.34	58.10	36.75	11.80	Manche.....
5.77	58.45	4.10	71.10	41.55	9.87	Marne.....
6.30	69.16	2.81	44.60	30.84	9.11	Marne (Haute-).....
6.31	59.70	4.25	67.50	40.30	10.56	Mayenne.....
5.81	63.65	3.32	57.10	36.35	9.13	Meurthe-et-Moselle.....
6.77	64.18	3.78	55.80	35.82	10.55	Meuse.....
8.36	65.49	4.40	52.70	34.51	12.76	Morbihan.....
5.06	63.05	2.97	58.60	36.95	8.03	Nièvre.....
5.30	59.10	3.66	69.20	40.90	8.96	Nord.....
6.41	56.53	4.92	76.90	43.47	11.33	Oise.....
7.37	63.61	4.22	57.20	36.39	11.59	Orne.....
4.97	58.88	3.47	69.85	41.12	8.44	Pas-de-Calais.....
6.92	63.82	3.92	56.70	36.18	10.84	Puy-de-Dôme.....
4.86	61.35	3.06	63.00	38.65	7.92	Pyrénées (Basses-).....
5.23	64.18	2.92	55.80	35.82	8.15	Pyrénées (Hautes-).....
6.37	63.53	3.66	57.40	36.47	10.02	Pyrénées-Orientales.....
5.44	66.09	2.79	51.30	33.91	8.23	Belfort (<i>sic</i>).....
4.98	65.49	2.62	52.70	34.51	7.60	Rhône.....
5.97	67.07	2.93	49.10	32.93	8.90	Saône (Haute-).....
6.96	66.62	3.49	50.10	33.38	10.45	Saône-et-Loire.....
7.26	62.99	4.27	58.75	37.01	11.53	Sarthe.....
»	»	»	»	»	»	Savoie.....
»	»	»	»	»	»	Savoie (Haute-).....
4.27	67.41	2.06	48.35	32.59	6.33	Seine.....
7.37	63.53	4.23	57.40	36.47	11.60	Seine-Inférieure.....
7.56	55.65	6.03	79.70	44.35	13.59	Seine-et-Marne.....
6.21	58.41	4.42	71.20	41.59	10.64	Seine-et-Oise.....
7.06	61.22	4.47	63.35	38.78	11.53	Sèvres (Deux-).....
6.51	61.73	4.04	62.	38.27	10.55	Somme.....
7.44	60.17	4.93	66.20	39.83	12.37	Tarn.....
9.18	63.25	5.33	58.10	36.75	14.51	Tarn-et-Garonne.....
5.26	65.02	2.83	53.80	34.98	8.09	Var.....
4.17	60.94	2.67	64.10	39.06	6.85	Vaucluse.....
6.06	59.24	4.17	68.80	40.76	10.24	Vendée.....
6.59	59.77	4.43	67.30	40.23	11.02	Vienne.....
6.95	62.07	4.25	61.10	37.93	11.19	Vienne (Haute-).....
4.52	65.15	2.42	53.50	34.85	6.94	Vosges.....
5.60	57.18	4.20	74.90	42.82	9.80	Yonne.....
6.44	61.36	4.05	62.98	38.64	10.48	

Situation de la contribution foncière par rapport

DÉPARTEMENTS	REVENU net imposable	Contribution foncière		
		Principal	Centimes additionnels	Total
			de toute nature	
1	2	3	4	5
Ain.....	32.407.803	1.072.078	1.394.200	2.466 278
Aisne.....	55.667.750	2.183.303	2.768.494	4.951.797
Allier.....	38.165.618	1.153.561	1.160.178	2.313.739
Alpes (Basses-).....	8.136.599	542.464	462.595	1.005 059
Alpes (Hautes-).....	6.113.290	440.953	441.334	882.287
Alpes-Maritimes.....	11.108.000	410.232	420.853	831 085
Ardèche.....	19.629.270	733.348	891.083	1.624 431
Ardennes.....	26.446.198	978.888	1.120.723	2.099 611
Ariège.....	12.664.521	508.947	639.104	1.148 051
Aube.....	20.563.056	1.151.956	1.428.491	2.580.447
Aude.....	59.078.913	1.476.858	1.735 886	3.212.744
Aveyron.....	26.046.142	1.309.674	1.191.718	2.501 392
Bouches-du-Rhône.....	18.536.731	858.256	817.132	1.675 388
Calvados.....	60.572.950	3.259.891	2.901.192	6.161 083
Cantal.....	16.687.889	1.008.739	964.976	1.973 715
Charente.....	24.522.983	1.534.294	1.443.968	2.978 262
Charente-Inférieure.....	30.058.415	1.943.470	2.099.117	4.042 587
Cher.....	25.041.896	826.435	797.583	1.624 018
Corrèze.....	14.224.360	771.289	704.681	1 475 970
Corse.....	15.200.415	144.048	235.498	379 546
Côte-d'Or.....	37.611.833	2.143.653	1.729.533	3.873 186
Côtes-du-Nord.....	36.288.288	1.438.059	1.156.335	2.594 394
Creuse.....	12.347.786	646.559	502.725	1.149 284
Dordogne.....	31.032.652	1.886 456	1.614.078	3.500 534
Doubs.....	20.813.982	975.673	695.092	1.670 765
Drôme.....	20.538.206	1.031.908	1.325.962	2 357 870
Eure.....	43.859.972	2.681.776	2.333.637	5 015 413
Eure-et-Loir.....	37.443.782	1.831 087	2.272 683	4.103 770
Finistère.....	27.198 826	1.096.896	839 822	1.936 718
Gard.....	23.026.769	1.395.908	1.387 407	2.783 315
Garonne (Haute).....	48.684.713	1.831 240	1.643.318	3 474 558
Gers.....	28.706.883	1.500.980	1.147.988	2.648 968
Gironde.....	48.665.370	1.998.040	1.868.448	3.866 488
Ilérault.....	45.734.170	1.776 265	2.131.417	3.907 682
Ille-et-Vilaine.....	40 013.674	1.593.731	1.295.479	2.889 210
Indre.....	22.986.504	834.910	1.045.927	1.880 837
Indre-et-Loire.....	34.971.526	1.245.687	1.190.803	2 436 490
Isère.....	38.079.079	2.004.808	2.219.557	4 224 365
Jura.....	20.599.268	1.132.044	982.751	2 114 795
Landes.....	20.113.674	632.816	474 854	1.107 670
Loir-et-Cher.....	23.341.722	1.055.100	1.123.246	2 178 346
Loire.....	25.119.574	1.086.169	1.067.035	2 153 204
Loire (Haute-).....	19.832.601	909 832	836 333	1 746 165
Loire-Inférieure.....	35.435.182	1.227.798	1.235.130	2 462 928
Loiret.....	31.412 117	1.356.257	1.537.486	2 893 743
Lot.....	20.279.827	1.136.731	986 023	2 122 754

au revenu net imposable en 1879.

Rapports						DÉPARTEMENTS
du principal		du montant des centimes additionnels de toute nature			du total de la contribution au revenu net imposable	
au revenu net imposable	au total de la contribution	au revenu net imposable	au principal de la contribution	au total de la contribution		
6	7	8	9	10	11	
p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	12
3.31	43.47	4.30	130.05	56.53	7.61	Ain.....
3.92	44.09	4.97	126.80	55.91	8.89	Aisne.....
3.02	49.86	3.04	100.57	50.14	6.06	Allier.....
6.67	53.97	5.68	85.28	46.03	12.35	Alpes (Basses-).....
7.21	49.98	7.22	100.09	50.02	14.43	Alpes (Hautes-).....
3.69	49.36	3.79	102.59	50.64	7.48	Alpes-Maritimes.....
3.74	45.15	4.54	121.51	54.85	8.28	Ardèche.....
3.70	46.62	4.24	114.49	53.38	7.94	Ardennes.....
4.02	44.33	5.05	125.57	55.67	9.07	Ariège.....
5.60	44.64	6.95	124.01	55.36	12.55	Aube.....
2.50	45.97	2.94	117.54	54.03	5.44	Aude.....
5.03	52.36	4.57	90.99	47.64	9.60	Aveyron.....
4.63	51.23	4.41	95.21	48.77	9.04	Bouches-du-Rhône.....
5.38	52.91	4.79	89.00	47.09	10.17	Calvados.....
6.04	51.11	5.78	95.66	48.89	11.82	Cantal.....
6.26	51.52	5.88	94.11	48.48	12.14	Charente.....
6.47	48.08	6.98	108.00	51.92	13.45	Charente-Inférieure.....
3.30	50.89	3.19	96.51	49.11	6.49	Cher.....
5.42	52.26	4.95	91.36	47.74	10.37	Corrèze.....
0.95	37.95	1.55	163.49	62.05	2.50	Corse.....
5.70	55.35	4.60	80.68	44.65	10.30	Côte-d'Or.....
3.96	55.43	3.19	80.41	44.57	7.15	Côtes-du-Nord.....
5.24	56.26	4.07	77.75	43.74	9.31	Creuse.....
6.08	53.89	5.20	85.56	46.11	11.28	Dordogne.....
4.68	58.40	3.34	71.24	41.60	8.02	Doubs.....
5.02	43.76	6.46	128.50	56.24	11.48	Drôme.....
6.11	53.47	5.32	87.02	46.53	11.43	Eure.....
4.89	44.62	6.07	124.12	55.38	10.96	Eure-et-Loir.....
4.03	56.64	3.09	76.56	43.36	7.12	Finistère.....
6.06	50.15	6.03	99.39	49.85	12.09	Gard.....
3.76	52.70	3.38	89.74	47.30	7.14	Garonne (Haute-).....
5.23	56.66	4.00	76.48	43.34	9.23	Gers.....
4.11	51.68	3.84	93.51	48.32	7.95	Gironde.....
3.88	45.46	4.66	119.99	54.54	8.54	Hérault.....
3.98	55.16	3.24	81.29	44.84	7.22	Ille-et-Vilaine.....
3.63	44.39	4.55	125.27	55.61	8.18	Indre.....
3.56	51.13	3.41	95.59	48.87	6.97	Indre-et-Loire.....
5.26	47.46	5.83	110.71	52.54	11.09	Isère.....
5.50	53.53	4.77	86.81	46.47	10.27	Jura.....
3.15	57.13	2.36	75.04	42.87	5.51	Landes.....
4.52	48.44	4.81	106.46	51.56	9.33	Loire-et-Cher.....
4.32	50.44	4.25	98.24	49.56	8.57	Loire.....
4.59	52.10	4.21	91.92	47.90	8.80	Loire (Haute-).....
3.47	49.85	3.48	100.60	50.15	6.95	Loire-Inférieure.....
4.32	46.87	4.89	113.36	53.13	9.21	Loiret.....
5.61	53.55	4.86	86.74	46.45	10.47	Lot.....

Situation de la contribution foncière par rapport

DÉPARTEMENTS	REVENU net imposable	Contribution foncière		
		Principal	Centimes additionnels	Total
			de toute nature	
1	2	3	4	5
Lot-et-Garonne.....	38,268,455	1,861,877	1,481,546	3,343,423
Lozère.....	7,779,023	529,222	456,394	985,616
Maine-et-Loire.....	48,943,929	2,134,092	1,942,992	4,077,084
Manche.....	38,497,535	3,034,120	2,567,014	5,601,134
Marne.....	32,401,483	1,466,403	1,891,708	3,358,111
Marne (Haute-).....	19,974,069	1,146,654	805,383	1,952,037
Mayenne.....	34,830,593	1,274,259	1,139,520	2,413,779
Meurthe-et-Moselle.....	24,522,528	1,243,959	959,969	2,203,928
Meuse.....	23,649,896	1,267,564	1,066,732	2,334,296
Morbihan.....	21,080,273	1,198,380	932,273	2,130,653
Nièvre.....	34,758,466	1,058,900	1,166,936	2,225,836
Nord.....	84,610,592	2,954,243	3,643,625	6,597,868
Oise.....	45,172,665	2,335,431	2,908,570	5,244,001
Orne.....	36,683,870	2,034,649	1,821,173	3,875,822
Pas-de-Calais.....	71,750,827	2,492,471	2,997,872	5,490,343
Puy-de-Dôme.....	41,286,893	2,118,390	1,983,103	4,101,493
Pyrénées (Basses-).....	20,133,155	710,970	586,682	1,297,652
Pyrénées (Hautes-).....	15,984,938	504,270	380,337	884,607
Pyrénées-Orientales.....	18,202,200	583,118	549,792	1,132,910
Belfort (<i>sic</i>).....	3,086,172	156,185	116,562	272,747
Rhône.....	29,563,090	1,090,801	1,243,185	2,333,986
Saône (Haute-).....	23,357,221	1,286,182	898,356	2,184,538
Saône-et-Loire.....	52,741,137	2,453,483	2,046,743	4,300,226
Sarthe.....	33,775,512	1,766,019	1,584,710	3,350,729
Savoie.....	13,937,949	514,714	970,266	1,484,980
Savoie (Haute-).....	16,883,566	435,413	902,891	1,368,304
Seine.....	14,231,988	369,104	424,905	794,009
Seine-Inférieure.....	58,865,274	3,194,327	2,877,846	6,072,173
Seine-et-Marne.....	39,980,920	2,375,704	3,500,437	5,876,141
Seine-et-Oise.....	47,713,190	2,516,137	3,315,429	5,831,566
Sèvres (Deux).....	28,826,920	1,249,142	1,300,996	2,550,138
Somme.....	53,678,565	2,567,379	2,507,038	5,074,417
Tarn.....	29,202,438	1,415,848	1,291,298	2,707,146
Tarn-et-Garonne.....	28,250,091	1,444,858	1,257,964	2,702,822
Var.....	21,008,541	911,701	799,946	1,711,647
Vaucluse.....	19,191,756	725,952	701,655	1,427,607
Vendée.....	36,798,239	1,393,709	1,313,329	2,707,038
Vienne.....	26,229,758	1,023,567	997,916	2,021,483
Vienne (Haute-).....	16,945,967	767,892	745,659	1,513,551
Vosges.....	23,190,652	995,247	753,283	1,748,530
Yonne.....	34,504,458	1,472,185	1,938,915	3,411,100
Totaux et moyennes....	2,645,505,565	118,853,588	119,162,825	238,016,413

au revenu net imposable en 1879 (Suite).

Rapports						DÉPARTEMENTS
du principal		du montant des centimes additionnels de toute nature			du total de la contribution au revenu net imposable	
au revenu net imposable	au total de la contribution	au revenu net imposable	au principal de la contribution	au total de la contribution		
5	7	8 ¹	9	10	11	12
p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	
4.87	55.69	3.87	79.57	44.31	8.74	Lot-et-Garonne
6.80	53.69	5.87	86.24	46.31	12.67	Lozère
4.36	52.34	3.97	91.05	47.66	8.33	Maine-et-Loire
5.19	54.17	4.39	84.60	45.83	9.58	Manche
4.53	43.67	5.84	129.00	56.33	10.37	Marne
5.74	58.74	4.03	70.24	41.26	9.77	Marne (Haute-)
3.66	52.79	3.27	89.43	47.21	6.93	Mayenne
5.07	56.44	3.92	77.17	43.56	8.99	Meurthe-et-Moselle
5.36	54.30	4.51	84.16	45.70	9.87	Meuse
5.68	56.24	4.42	77.79	42.76	10.10	Morbihan
3.05	47.57	3.35	110.20	52.43	6.40	Nièvre
3.49	44.78	4.31	123.34	55.22	7.80	Nord
5.17	44.54	6.44	124.54	55.46	11.61	Oise
5.60	53.01	4.96	88.64	46.99	10.56	Orne
3.47	45.40	4.18	120.28	54.60	7.65	Pas-de-Calais
4.13	51.65	4.80	93.61	48.35	9.93	Puy-de-Dôme
3.53	54.79	2.92	82.52	35.21	6.45	Pyrénées (Basses-)
3.15	57.01	2.48	75.42	42.99	5.53	Pyrénées (Hautes-)
3.20	51.47	3.02	94.28	48.53	6.22	Pyrénées-Orientales
5.06	57.26	3.78	74.63	42.74	8.54	Belfort
3.69	46.74	4.21	113.97	53.26	7.89	Rhône
5.51	58.88	3.85	69.85	41.12	9.35	Saône (Haute-)
4.65	54.52	3.88	83.42	45.48	8.53	Saône-et-Loire
5.23	52.71	4.69	89.73	47.29	9.92	Sarthe
3.69	34.66	6.96	188.50	65.34	10.65	Savoie
2.58	31.82	5.53	214.25	68.18	8.10	Savoie (Haute-)
2.59	46.49	2.99	15.12	53.51	5.58	Seine
5.43	52.61	4.89	90.08	47.39	10.32	Seine-Inférieure
5.94	40.43	8.76	147.34	59.57	14.70	Seine-et-Marne
5.27	42.42	7.16	135.74	57.58	12.45	Seine-et-Oise
4.33	48.98	4.51	104.15	51.02	8.65	Sèvres (Deux)
4.78	50.60	4.67	97.65	49.41	9.45	Somme
4.85	52.30	4.42	91.20	47.70	9.27	Tarn
5.11	53.46	4.45	87.07	46.54	9.58	Tarn-et-Garonne
4.34	53.27	3.81	87.74	46.74	8.15	Var
3.78	50.85	3.66	96.65	39.15	7.44	Vaucluse
7.36	51.48	3.57	94.23	48.51	7.36	Vendée
7.71	50.63	3.80	97.49	49.37	7.71	Vienne
4.53	50.74	4.40	97.10	49.27	8.93	Vienne (Haute-)
4.29	56.92	3.25	75.69	43.08	7.54	Vosges
4.27	43.16	5.62	131.70	36.84	9.89	Yonne
4.49	49.94	4.50	100.26	50.06	8.99	

Comparaison des résultats de l'enquête de 1851-1853 et de celle de 1879-1880
en ce qui concerne le revenu net imposable et le taux de l'impôt.

DÉPARTEMENTS	REVENU net imposable		DIFFÉRENCE par rapport à 1851		RAPPORT de la contribution foncière en principal au revenu net imposable ou taux de l'impôt	
	en 1851	en 1879	en plus	en moins	1851	1879
1	2	3	4	5	6	7
					p. %	p. %
Ain.....	22,838.28	32,407.803	9,569.575	»	4.70	3.31
Aisne.....	39,958.923	56,667.750	15,708.827	»	5.45	3.92
Allier.....	18,292.533	38,165.618	19,873.085	»	6.30	3.02
Alpes (Basses-),.....	7,431.218	8,136.599	705.381	»	7.29	6.67
Alpes (Hautes-),.....	6,134.012	6,112.290	»	20,722	7.22	7.21
Alpes-Maritimes.....	»	11,108.000	»	»	»	3.69
Ardèche.....	19,281.541	19,629.270	347.729	»	3.80	3.74
Ardennes.....	18,625.997	26,446.198	7,820.201	»	5.22	3.70
Ariège.....	10,283.010	12,664.521	2,381.511	»	4.94	4.02
Aube.....	18,222.975	20,563.056	2,340.081	»	6.31	5.60
Aude.....	16,143.641	59,078.913	42,935.272	»	9.13	2.50
Aveyron.....	17,550.718	26,046.132	8,495.414	»	7.47	5.93
Bouches-du-Rhône.....	16,712.575	18,536.731	1,824.156	»	5.12	4.63
Calvados.....	43,724.359	60,572.950	16,848.591	»	7.46	5.38
Cantal.....	11,908.632	16,687.889	4,779.257	»	8.52	6.64
Charente.....	22,825.811	24,522.983	1,697.172	»	6.82	6.26
Charente-Inférieure.....	28,120.008	30,058.415	1,938.407	»	6.91	6.47
Cher.....	14,664.221	25,041.896	10,377.675	»	5.64	3.30
Corrèze.....	10,626.940	14,224.360	3,597.420	»	7.52	5.42
Corse.....	»	15,200.415	»	»	»	0.95
Côte-d'Or.....	29,687.524	37,611.833	7,924.309	»	7.19	5.70
Côtes-du-Nord.....	23,142.597	36,288.288	13,145.691	»	6.21	3.96
Creuse.....	8,979.724	12,347.786	3,368.062	»	7.21	5.24
Dordogne.....	21,973.484	31,032.652	9,059.168	»	8.59	6.08
Doubs.....	16,433.660	20,813.982	4,380.322	»	5.94	4.68
Drôme.....	21,245.049	20,538.206	»	706,843	4.84	5.02
Eure.....	37,361.632	43,859.972	6,498.340	»	7.17	6.11
Eure-et-Loir.....	27,219.658	37,443.782	10,224.124	»	6.73	4.89
Finistère.....	17,430.681	27,198.826	9,768.145	»	6.30	4.03
Gard.....	26,498.446	23,026.769	»	3,471,677	5.26	6.06
Garonne (Haute-),.....	26,083.895	48,684.713	22,600.818	»	7.10	3.76
Gers.....	20,915.839	28,706.883	7,790.984	»	7.18	5.23
Gironde.....	34,108.720	48,665.370	14,556.650	»	5.46	4.11
Hérault.....	28,052.999	45,734.170	17,681.171	»	6.34	3.88
Ille-et-Vilaine.....	23,222.938	40,013.674	16,790.736	»	6.86	3.98
Indre.....	13,152.373	22,986.504	9,834.131	»	6.33	3.63
Indre-et-Loire.....	17,180.029	34,971.526	17,391.497	»	7.10	3.56
Isère.....	31,194.279	38,079.079	6,884.800	»	6.44	5.23
Jura.....	17,569.665	20,599.268	3,029.603	»	6.42	5.50
Landes.....	10,161.918	20,413.674	9,951.756	»	6.18	3.15
Loir-et-Cher.....	14,676.211	23,341.722	8,665.511	»	7.19	4.52
Loire.....	17,306.801	25,119.574	7,812.773	»	6.70	4.32
Loire (Haute-),.....	13,986.471	19,832.601	5,846.130	»	6.51	4.59
Loire-Inférieure.....	21,333.818	35,435.182	14,101.364	»	5.77	3.46
Loiret.....	17,857.810	31,412.117	13,554.301	»	7.55	4.32
Lot.....	13,016.843	20,279.827	7,262.984	»	8.75	5.61
Lot-et-Garonne.....	24,097.280	38,268.455	14,171.175	»	7.70	4.87
Luzère.....	6,270.517	7,779.023	1,508.108	»	8.47	6.80

**Comparaison des résultats de l'enquête de 1851-1853 et de celle de 1879-1881
en ce qui concerne le revenu net imposable et le taux de l'impôt (Suite).**

DÉPARTEMENTS	REVENU		DIFFÉRENCE		RAPPORT	
	net		par rapport		de la	
	imposable		à 1851		contribution foncière en principal aurevenu net imposable ou taux de l'impôt	
	en 1851	en 1879	en plus	en moins	1851	1879
1	2	3	4	5	6	7
					p. %	p. %
Maine-et-Loire.....	29.673.756	48.943.929	19.270.173	»	7,18	4,36
Manche.....	40.668.583	58.497.535	17.828.952	»	7,46	5,19
Marne.....	25.457.527	32.401.483	6.943.956	»	5,77	4,53
Marne (Haute-).....	18.151.436	19.974.069	1.822.633	»	6,30	5,74
Mayenne.....	20.163.410	34.830.593	14.667.183	»	6,31	3,66
Meurthe-et-Moselle....	21.550.387	24.522.528	2.972.141	»	5,81	5,07
Meuse.....	18.726.225	23.649.896	4.923.671	»	6,77	5,36
Morbihan.....	14.353.774	21.080.273	6.726.499	»	8,36	5,68
Nièvre.....	20.849.127	34.758.466	13.909.339	»	5,06	3,05
Nord.....	56.297.286	84.610.592	28.313.306	»	5,30	3,49
Oise.....	36.428.987	45.172.665	8.743.678	»	6,41	5,17
Orne.....	27.895.566	36.683.870	8.788.304	»	7,37	5,60
Pas-de-Calais.....	49.989.072	71.750.827	21.761.755	»	4,97	3,47
Puy-de-Dôme.....	30.647.237	41.286.893	10.639.656	»	6,92	5,13
Pyrénées (Basses-)....	14.631.700	20.133.155	5.501.455	»	4,86	3,53
Pyrénées (Hautes-)....	9.632.137	15.984.938	6.352.801	»	5,23	3,15
Pyrénées-Orientales....	9.142.571	18.202.200	9.059.629	»	6,37	3,20
Belfort (sic).....	2.874.502	3.086.172	211.670	»	5,44	5,06
Rhône.....	21.951.934	29.563.090	7.611.156	»	4,98	3,69
Saône (Haute-).....	21.529.302	23.357.221	1.827.919	»	5,97	5,51
Saône-et-Loire.....	35.281.912	52.741.137	17.459.225	»	6,96	4,65
Sarthe.....	24.334.259	33.775.512	9.441.253	»	7,26	5,23
Savoie.....	»	13.937.949	»	»	»	3,69
Savoie (Haute-).....	»	16.883.566	»	»	»	2,58
Seine.....	11.853.059	14.231.988	2.378.929	»	4,27	2,60
Seine-Inférieure.....	42.822.072	58.865.274	16.043.202	»	7,37	5,43
Seine-et-Marne.....	31.707.284	39.980.920	8.273.636	»	7,56	5,94
Seine-et-Oise.....	40.196.343	47.713.190	7.516.847	»	6,21	5,27
Sèvres (Deux-).....	17.681.042	28.826.920	11.145.878	»	7,06	4,33
Somme.....	38.982.832	53.678.565	14.695.733	»	6,51	4,78
Tarn.....	19.059.465	29.202.438	10.142.973	»	7,44	4,85
Tarn-et-Garonne.....	15.797.576	28.250.091	12.452.515	»	9,18	5,11
Var.....	17.346.823	21.008.541	3.661.718	»	5,26	4,34
Vaucluse.....	17.399.166	19.191.756	1.792.590	»	4,17	3,78
Vendée.....	22.942.324	36.798.239	13.855.915	»	6,06	3,79
Vienne.....	15.541.852	26.229.758	10.687.906	»	6,59	3,90
Vienne (Haute-).....	11.068.822	16.945.967	5.877.145	»	6,95	4,53
Vosges.....	21.754.483	23.190.652	1.436.169	»	4,52	4,29
Yonne.....	26.255.753	34.504.458	8.248.705	»	5,60	4,27
Total général.....	1.824.186.249	2.645.505.565	768.388.628	4.199.242	6.44	4.49
			en plus 764.189.386 fr.			

ANNEXE N° 9

Taux de plus-value des revenus de 1851 à 1879.

41.9 0/0	Ain.	74.7 0/0	Loiret.
39.3	Aisne.	55.7	Lot.
108.6	Allier.	58.8	Lot-et-Garonne.
9.4	Alpes (Basses-).	24	Lozère.
— 0.37	Alpes (Hautes-).	48.4	Maine-et-Loire.
Néant	Alpes-Maritimes.	43.8	Manche.
1.8	Ardèche.	27.2	Marne.
41.9	Ardennes.	10	Marne (Haute-).
23.1	Ariège.	72.7	Mayenne.
12.8	Aube.	13.7	Meurthe-et-Moselle
265.9	Aude.	26.2	Meuse.
48.4	Aveyron.	46.8	Morbihan.
10.9	Bouches-du-Rhône	66.7	Nièvre.
38.5	Calvados.	50.3	Nord.
40.1	Cantal.	24	Oise.
7.4	Charente.	31.5	Orne.
6.8	Charente-Infér.	43.5	Pas-de-Calais.
70.7	Cher.	34.7	Puy-de-Dôme.
37.2	Corrèze.	34.9	Pyrénées (Basses-).
Néant	Corse.	65.9	Pyrénées (Hautes-).
26.6	Côte-d'Or.	99.9	Pyrén.-Orientales.
56.8	Côtes-du-Nord.	7.3	Belfort.
37.5	Creuse.	34.6	Rhône.
41.6	Dordogne.	8.4	Saône (Haute-).
26.6	Doubs.	49.5	Saône-et-Loire.
— 3.4	Drôme.	38.8	Sarthe.
17.3	Eure.	»	Savoie.
37.5	Eure-et-Loir.	»	Savoie (Haute-).
56.0	Finistère.	20	Seine.
— 13.0	Gard.	37.4	Seine-Inférieure.
86.6	Garonne (Haute-).	26	Seine-et-Marne.
37.2	Gers.	18.7	Seine-et-Oise.
42.6	Gironde.	63	Sèvres (Deux-).
63	Hérault.	37.6	Somme.
72.3	Ille-et-Vilaine.	53.2	Tarn.
74.7	Indre.	78.8	Tarn-et-Garonne.
101.2	Indre-et-Loire.	21.1	Var.
22	Isère.	10.3	Vaucluse.
16.2	Jura.	60.3	Vendée.
97.9	Landes.	68.7	Vienne.
59	Loir-et-Cher.	53	Vienne (Haute-).
45.1	Loire.	66	Vosges.
41.7	Loire (Haute-).	31.4	Yonne.
66	Loire-Inférieure.		

ANNEXE N° 10

Loi du 8 août 1890. Tableau B

Tableau de répartition du dégrèvement de 15,267,977 francs accordé à 87 départements sur la propriété foncière (propriété non bâtie).

Nos d'ordre	DÉPARTEMENTS rangés dans l'ordre décroissant du taux de l'impôt	PRINCIPAL de la contribution foncière (propriétés non bâties) en 1890	REVENU net imposable d'après les dernières constatations	TAUX DE L'IMPOT		CON- TINGENT de la contribution foncière (propriétés non bâties) pour 1891	MONTANT des dégrè- vements
				Avant le dégrè- vement	Après le dégrè- vement		
1	Alpes (Hautes-).....	437.111	6.069.799	7.20	4.50	273.141	163.970
2	Alpes (Basses-).....	540.831	7.642.600	7.08	4.50	343.917	196.914
3	Lozère.....	526.378	7.778.648	6.77	4.50	350.039	176.539
4	Charente-Inférieure....	1.942.979	29.172.205	6.66	4.50	1.312.749	630.230
5	Dordogne.....	1.881.343	28.249.109	6.66	4.50	1.271.210	610.133
6	Cantal.....	1.008.004	15.760.658	6.40	4.50	709.230	298.774
7	Eure.....	2.687.310	42.244.482	6.36	4.50	1.901.002	786.308
8	Charente.....	1.531.805	24.391.074	6.28	4.50	1.097.598	434.207
9	Lot.....	1.135.559	18.107.713	6.27	4.50	814.847	320.712
10	Marne (Haute-).....	1.139.693	18.910.945	6.03	4.50	850.993	238.700
11	Seine-et-Marne.....	2.370.990	39.542.692	6.00	4.50	1.779.421	591.569
12	Jura.....	1.131.019	19.473.949	5.81	4.50	876.328	254.691
13	Côte-d'Or.....	2.135.415	37.005.795	5.77	4.50	1.665.261	470.154
14	Saône (Haute-).....	1.282.547	22.492.477	5.70	4.50	1.012.161	270.386
15	Aube.....	1.148.808	20.175.841	5.69	4.50	907.912	240.896
16	Morbihan.....	1.195.804	21.088.049	5.67	4.50	948.962	246.842
17	Oise.....	2.333.080	41.300.962	5.65	4.50	1.858.543	474.537
18	Meuse.....	1.260.060	22.406.260	5.62	4.50	1.008.282	251.778
19	Orne.....	2.054.319	36.818.387	5.58	4.50	1.656.827	397.492
20	Corrèze.....	770.952	14.041.918	5.49	4.50	631.886	139.066
21	Seine-Inférieure.....	3.188.693	58.159.408	5.48	4.50	2.617.173	571.520
22	Sarthe.....	1.764.129	32.417.834	5.44	4.50	1.458.803	305.326
23	Gard.....	1.393.223	25.784.099	5.40	4.50	1.160.284	232.939
24	Calvados.....	3.257.822	60.530.978	5.38	4.50	2.723.894	533.928
25	Isère.....	2.001.065	37.191.202	5.38	4.50	1.673.604	327.461
26	Seine-et-Oise.....	2.513.230	47.195.927	5.33	4.50	2.123.817	389.413
27	Meurthe-et-Moselle....	1.237.305	23.441.627	5.28	4.50	1.054.873	182.432
28	Gers.....	1.500.584	28.707.366	5.23	4.50	1.291.831	208.753
29	Creuse.....	646.036	12.388.015	5.22	4.50	557.461	88.575
30	Tarn-et-Garonne.....	1.446.712	27.839.493	5.20	4.50	1.232.777	193.935
31	Manche.....	3.027.264	58.464.687	5.18	4.50	2.630.911	396.353
32	Belfort.....	155.018	3.010.206	5.15	4.50	135.459	19.559
33	Puy-de-Dôme.....	2.115.924	41.151.471	5.14	4.50	1.851.816	264.108
34	Lot-et-Garonne.....	1.858.735	36.521.923	5.09	4.50	1.643.487	215.248
35	Somme.....	2.567.775	50.496.614	5.09	4.50	2.272.348	295.427
36	Aveyron.....	1.308.761	25.844.966	5.06	4.50	1.163.023	145.738
37	Eure-et-Loir.....	1.829.217	36.521.653	5.01	4.50	1.643.474	185.743
38	Drôme.....	1.029.111	20.562.861	5.00	4.50	925.329	103.782
39	Tarn.....	1.414.816	29.307.472	4.83	4.37	1.280.737	134.079
40	Doubs.....	972.421	20.225.650	4.81	4.36	881.838	90.583
41	Saône-et-Loire.....	2.456.326	51.805.926	4.72	4.29	2.222.474	223.852
42	Loir-et-Cher.....	1.053.388	22.925.682	4.59	4.19	960.586	92.802
43	Vienne (Haute-).....	767.632	16.968.819	4.52	4.14	702.509	65.143
44	Marne.....	1.465.499	32.493.869	4.51	4.13	1.341.997	123.502
45	Loire (Haute-).....	906.867	20.210.245	4.49	4.12	832.662	74.205

Tableau de répartition du dégrèvement de 15.267.977 francs accordé à 87 départements sur la contribution foncière propriété non bâtie (Suite).

N ^{os} d'ordre	DÉPARTEMENTS rangés dans l'ordre décroissant du taux de l'impôt	PRINCIPAL de la contribution foncière (propriétés non bâties) en 1890	REVENU net imposable d'après les dernières constatations	TAUX DE L'IMPOT		CON- TINGENT de la contribution foncière (propriétés non bâties) pour 1891	MONTANT des dégré- vements
				Avant le dégré- vement	Après le dégré- vement		
46	Bouches-du-Rhône.....	854,434	19,091,395	4.48	4.11	784,656	69,778
47	Maine-et-Loire.....	2,130,109	48,319,481	4.41	4.06	1,961,771	168,338
48	Var.....	909,945	20,631,490	4.41	4.06	837,638	72,307
49	Deux-Sèvres.....	1,246,445	28,345,377	4.40	4.05	1,147,988	98,457
50	Vosges.....	991,475	22,513,883	4.40	4.05	911,812	79,663
51	Aisne.....	2,177,855	50,153,196	4.34	4.00	2,006,128	171,727
52	Loire.....	1,083,822	25,080,954	4.32	3.99	1,000,730	83,092
53	Loiret.....	1,347,844	31,290,053	4.31	3.98	1,244,150	103,694
54	Gironde.....	1,992,320	46,909,388	4.25	3.94	1,848,230	144,090
55	Yonne.....	1,466,393	34,520,881	4.25	3.94	1,360,123	106,270
56	Hérault.....	1,773,449	43,277,269	4.10	3.82	1,653,192	120,257
57	Finistère.....	1,095,453	27,213,117	4.03	3.77	1,023,935	69,518
58	Ariège.....	503,960	12,688,540	4.01	3.76	477,089	31,871
59	Côtes-du-Nord.....	1,434,562	36,066,891	3.98	3.73	1,345,295	89,267
60	Ille-et-Vilaine.....	1,587,068	39,959,552	3.97	3.73	1,490,491	96,577
61	Rhône.....	1,079,980	27,503,267	3.93	3.70	1,017,621	62,359
62	Vienne.....	1,022,041	26,276,036	3.89	3.67	964,331	57,710
63	Ardennes.....	975,666	25,177,063	3.88	3.66	921,481	54,185
64	Pyrénées-Orientales....	583,445	15,054,599	3.88	3.66	550,998	32,447
65	Ardeche.....	728,876	18,944,020	3.85	3.64	689,562	39,314
66	Pas de-Calais.....	2,492,843	64,754,761	3.85	3.64	2,357,073	135,770
67	Garonne (Haute-).....	1,829,246	48,130,137	3.80	3.60	1,732,685	96,561
68	Savoie.....	514,264	13,597,984	3.78	3.58	486,808	27,456
69	Vaucluse.....	725,222	19,343,121	3.75	3.56	688,615	36,607
70	Vendée.....	1,394,397	37,240,882	3.74	3.55	1,322,051	72,346
71	Mayenne.....	1,271,364	34,460,647	3.69	3.52	1,213,015	58,349
72	Alpes-Maritimes.....	409,831	11,135,088	3.68	3.51	390,812	18,989
73	Indre.....	834,437	23,208,057	3.60	3.45	800,678	33,759
74	Nord.....	2,944,312	81,716,620	3.60	3.45	2,819,223	125,089
75	Indre-et-Loire.....	1,216,949	35,127,178	3.55	3.41	1,197,837	49,112
76	Basses-Pyrénées.....	711,290	20,059,355	3.55	3.41	684,024	27,266
77	Ain.....	1,070,849	30,469,587	3.51	3.38	1,029,872	40,977
78	Loire-Inférieure.....	1,226,510	35,425,125	3.45	3.34	1,183,199	43,311
79	Landes.....	632,617	18,929,171	3.34	3.25	615,198	17,419
80	Cher.....	823,679	21,140,493	3.28	3.21	807,010	16,669
81	Pyrénées (Hautes-).....	503,798	15,983,055	3.15	3.11	497,073	6,725
82	Nièvre.....	1,055,108	34,859,640	3.03	3.02	1,052,761	2,347
83	Allier.....	1,151,829	38,682,444	2.98	2.98	1,151,829	»
84	Aude.....	1,478,269	55,761,112	2.67	2.67	1,478,269	»
85	Savoie (Haute-).....	434,598	16,728,594	2.60	2.60	434,598	»
86	Seine.....	282,011	14,376,553	1.96	1.96	282,011	»
87	Corse.....	141,867	15,131,688	0.94	0.94	141,867	»
Totaux.....		118,547,212	2,581,592,308	4.60	4.00	103,279,235	15,267,977

ÉVALUATION DU REVENU FONCIER DES PROPRIÉTÉS NON BATIES

(Loi du 9 août 1879.)

Comparaison entre les contingents réels de 1879 (en principal) et ceux qui résulteraient de la répartition de la contribution foncière, au centime le franc du revenu imposable.

DÉPARTEMENTS	REVENU NET imposable en 1879	CONTRIBUTION foncière en principal en 1879	CONTINGENTS qui résulteraient de la répartition, au centime le franc du revenu net imposable, du total de la contribution foncière en principal	DIFFÉRENCE PAR RAPPORT à la contribution foncière en principal en 1879 (Col. 3 et 4)		TAUX PAR RAPPORT à la contribution foncière en principal de 1879	
				En plus	En moins	des augmen- tations	des dimi- nutions
				5	6	7	8
1	2	3	4	5	6	7	8
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	p. %	p. %
Ain.....	32,407,803	1,072,078	1,455,973	383,895	»	35,81	»
Aisne.....	55,667,750	2,183,303	2,500,963	317,660	»	14,55	»
Allier.....	38,165,618	1,153,561	1,714,652	561,091	»	48,64	»
Alpes (Basses-).....	8,136,599	542,464	365,550	»	176,914	»	32,61
Alpes (Hautes-).....	6,113,290	440,953	274,649	»	166,304	»	37,71
Alpes-Maritimes.....	11,108,000	410,232	499,045	88,813	»	21,65	»
Ardèche.....	19,629,270	733,348	881,876	148,528	»	20,25	»
Ardennes.....	26,446,198	978,888	1,188,138	209,250	»	21,38	»
Ariège.....	12,664,521	508,947	568,974	60,027	»	11,79	»
Aube.....	20,563,056	1,151,956	923,828	»	228,128	»	19,80
Aude.....	59,078,913	1,476,858	2,654,215	1,177,357	»	79,72	»
Aveyron.....	26,046,132	1,309,674	1,170,164	»	139,510	»	10,65
Bouches-du-Rhône....	18,536,731	858,256	832,793	»	25,463	»	29,67
Calvados.....	60,572,950	3,259,891	2,721,337	»	538,554	»	16,52
Cantal.....	16,687,889	1,008,739	749,730	»	259,009	»	25,68
Charente.....	24,522,983	1,534,294	1,101,734	»	432,560	»	28,19
Charente-Inférieure...	30,058,415	1,943,470	1,350,423	»	593,057	»	30,52
Cher.....	25,041,896	826,435	1,122,048	298,623	»	36,13	»
Corrèze.....	14,224,360	771,289	639,052	»	132,237	»	71,14
Corse.....	15,200,415	144,048	682,903	538,855	»	374,08	»
Côte-d'Or.....	37,611,833	2,143,653	1,689,772	»	453,881	»	21,17
Côtes-du-Nord.....	36,288,288	1,438,039	1,630,310	192,251	»	13,37	»
Creuse.....	12,347,786	646,559	554,744	»	91,815	»	14,20
Dordogne.....	31,032,652	1,886,456	1,394,192	»	492,264	»	26,09
Doubs.....	20,813,982	975,673	935,102	»	40,571	»	4,16
Drôme.....	20,538,206	1,031,908	922,712	»	109,196	»	10,58
Eure.....	43,859,972	2,681,776	1,970,480	»	711,296	»	26,52

Comparaison entre les contingents réels de 1879 (en principal), et ceux qui résulteraient de la répartition de la contribution foncière au centime le franc du revenu imposable (suite).

DÉPARTEMENTS	REVENU NET imposable en 1879	CONTRIBUTION foncière en principal en 1879	CONTINGENTS qui résulteraient de la répartition au centime le franc du revenu net imposable, du total de la contribution foncière en principal.	DIFFÉRENCE PAR RAPPORT à la contribution foncière en principal de 1879. (Col. 3 et 4.)		TAUX, PAR RAPPORT à la contribution foncière en principal, de 1879.	
				En plus	En moins	des augmen- tations	des dimi- nutions
1	2	3	4	5	6	7	8
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	p. %	p. %
Eure-et-Loir.....	37,443.782	1.831.087	1.682.222	»	148.865	»	8.13
Finistère.....	27.198.826	1.096.896	1.221.951	125.055	»	11.40	»
Gard.....	23.023.769	1.395.908	1.034.515	»	361.393	»	25.89
Garonne (Haute-)....	48.684.713	1.831.240	2.187.239	355.999	»	19.44	»
Gers.....	28.706.883	1.500.980	1.289.703	»	211.277	»	14.08
Gironde.....	48.665.370	1.998.040	2.186.370	188.330	»	9.43	»
Hérault.....	45.734.170	1.776.265	2.054.681	278.416	»	15.67	»
Ille-et-Vilaine.....	40.013.674	1.593.731	1.797.679	203.948	»	12.80	»
Indre.....	22.983.504	834.910	1.032.705	197.795	»	23.69	»
Indre-et-Loire.....	34.971.523	1.245.687	1.571.152	325.465	»	26.13	»
Isère.....	38.079.079	2.004.808	1.710.764	»	294.044	»	14.67
Jura.....	20.599.268	1.132.041	925.455	»	206.589	»	18.25
Landes.....	20.113.674	632.816	903.639	270.823	»	42.80	»
Loir-et-Cher.....	23.341.722	1.055.100	1.018.664	»	6.436	»	0.61
Loire.....	25.119.574	1.086.169	1.128.537	42.368	»	0.39	»
Loire (Haute-).....	19.832.601	909.832	891.011	»	18.821	»	2.07
Loire-Inférieure.....	35.435.182	1.227.798	1.591.982	364.184	»	29.66	»
Loiret.....	31.412.117	1.356.257	1.411.240	54.983	»	4.05	»
Lot.....	20.279.827	1.136.731	911.104	»	225.627	»	19.85
Lot-et-Garonne.....	38.268.455	1.861.877	1.719.272	»	142.605	»	7.66
Lozère.....	7.779.025	529.222	349.485	»	179.737	»	33.96
Maine-et-Loire.....	48.943.929	2.134.092	2.198.885	64.793	»	3.03	»
Manche.....	58.497.535	3.034.120	2.628.096	»	404.024	»	13.38
Marne.....	32.401.483	1.466.403	1.455.689	»	10.714	»	0.73
Marne (Haute-).....	19.974.069	1.146.654	897.367	»	249.287	»	21.74
Mayenne.....	34.830.593	1.274.259	1.564.820	290.561	»	22.80	»
Meurthe-et-Moselle...	24.522.528	1.243.959	1.101.714	»	142.245	»	11.44
Meuse.....	23.649.896	1.267.564	1.062.510	»	205.054	»	16.18
Morbihan.....	21.080.273	1.198.380	947.065	»	251.315	»	20.97
Nièvre.....	34.758.466	1.038.900	1.561.580	502.680	»	47.47	»
Nord.....	84.610.592	2.954.243	3.801.267	847.024	»	28.67	»

Comparaison entre les contingents réels de 1879 (en principal) et ceux qui résulteraient de la répartition de la contribution foncière, au centime le franc du revenu imposable (Suite).

DÉPARTEMENTS	REVENU net imposable en 1879	CONTRIBUTION foncière en principal en 1879	CONTINGENTS qui résulteraient de la répartition au centime le franc du revenu net imposable du total de la contribution foncière en principal	DIFFÉRENCE PAR RAPPORT à la contribution foncière en principal de 1879 (Col. 3 et 4)		TAUX, PAR RAPPORT à la contribution foncière en principal de 1879	
				En plus	En moins	des augmen- tations	des dimi- nutions
	1	2	3	5	6	7	8
	francs	francs	francs	francs	francs	p. %	p. %
Oise.....	45,172.665	2,335.431	2,029.455	»	305.976	»	13.10
Orne.....	36,683.870	2,054.649	1,648.082	»	406.567	»	19.79
Pas-de-Calais.....	71,750.827	2,492.471	3,223.521	731.050	»	29.33	»
Puy-de-Dôme.....	41,286.893	2,118.390	1,854.880	»	263.510	»	12.44
Pyrénées (Basses)....	20,133.155	710.970	904.511	193.511	»	27.22	»
Pyrénées (Hautes)....	15,984.938	504.270	718.119	213.879	»	42.41	»
Pyrénées-Orientales...	18,202.200	583.118	817.763	234.645	»	40.24	»
Belfort (Territoire de)	3,086.172	156.185	138.651	»	17.534	»	11.23
Rhône.....	29,563.090	1,090.801	1,328.169	237.368	»	21.76	»
Saône (Haute).....	23,357.221	1,286.182	1,049.360	»	236.822	»	18.41
Saône-et-Loire.....	52,741.137	2,453.483	2,369.481	»	84.002	»	3.42
Sarthe.....	33,775.512	1,766.009	1,517.419	»	248.600	»	14.08
Savoie.....	13,937.949	514.714	626.185	111.471	»	21.66	»
Savoie (Haute).....	16,883.566	435.413	758.521	323.108	»	74.21	»
Seine.....	14,231.988	369.104	639.395	270.291	»	73.23	»
Seine-Inférieure.....	58,865.274	3,194.327	2,644.617	»	549.710	»	17.21
Seine-et-Marne.....	39,980.920	2,375.704	1,796.207	»	579.497	»	24.39
Seine-et-Oise.....	47,713.190	2,516.137	2,113.592	»	372.545	»	11.81
Sèvres (Deux).....	28,826.920	1,249.142	1,295.096	45.954	»	3.68	»
Somme.....	53,678.565	2,567.379	2,411.596	»	155.783	»	6.07
Tarn.....	29,202.438	1,415.848	1,311.966	»	103.882	»	7.34
Tarn-et-Garonne.....	28,250.091	1,444.858	1,269.181	»	175.677	»	12.16
Var.....	21,008.541	911.701	943.812	32.111	»	3.53	»
Vaucluse.....	19,191.756	725.952	862.220	136.268	»	18.77	»
Vendée.....	36,798.239	1,393.709	1,653.220	259.511	»	18.62	»
Vienne.....	26,229.758	1,023.567	1,178.414	154.847	»	15.13	»
Vienne (Haute).....	16,945.967	767.892	761.325	»	6.567	»	0.86
Vosges.....	23,190.652	905.217	1,011.877	46.630	»	4.69	»
Yonne.....	34,504.458	1,472.185	1,550.168	77.983	»	5.30	»
TOTAUX	2,645,505,565	118,853,588	118,853,588	11,157,464	11,157,464	»	»

ANNEXE N° 11

Projet de loi déposé par M. Caillaux, ministre des Finances le 21 novembre 1907, tendant à ordonner une nouvelle évaluation du revenu net des propriétés non bâties.

Article premier. — Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé au recensement de toutes les propriétés non bâties, avec évaluation de leur valeur locative.

Art. 2. — Un mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture des opérations dans chaque commune, il sera adressé à chaque propriétaire foncier un avis indicatif de la contenance des immeubles figurant à son compte à la matrice cadastrale. Cet avis devra être renvoyé à la mairie dans le délai d'un mois par le soin des intéressés avec indication des rectifications à apporter dans la contenance totale, et de la répartition par lieu dit et par nature de culture des immeubles non bâtis possédés dans la commune.

Art. 3. — L'évaluation a pour objet de faire ressortir la valeur locative réelle de l'ensemble des immeubles non bâtis possédés dans la commune par chaque propriétaire.

Cette valeur locative est déterminée soit au moyen de baux authentiques ou de déclarations de location verbale dûment enregistrées, soit par comparaison avec les propriétés similaires dont le loyer a été régulièrement constaté ou est notoirement connu, soit au moyen des procédés prévus par l'article suivant.

Art. 4. — En ce qui concerne les propriétés non bâties qui ne pourront être évaluées directement et dans les conditions prévues à l'article précédent, il sera procédé à un travail d'évaluation qui comportera :

1° L'établissement pour chaque commune d'un tarif pré-

sentant pour chacune des classes entre lesquelles les diverses natures de propriété sont susceptibles d'être divisées la valeur locative moyenne par hectare à leur attribuer ;

2° La répartition de ces propriétés dans les classes prévues audit tarif ;

3° L'application du tarif des évaluations aux contenances rangées dans chaque classe et la totalisation par propriétaire des valeurs locatives ainsi déterminées.

Le tarif des évaluations devra être arrêté par le contrôleur des contributions directes.

Art. 5. — Les opérations seront effectuées par l'administration des contributions directes, avec le concours du service du recouvrement, de l'administration de l'enregistrement, des secrétaires de mairie et de tous fonctionnaires que l'administration jugera bon de désigner. Les agents de l'administration devront être assistés du maire et de six commissaires nommés moitié par le conseil municipal, moitié par le préfet ; tous les commissaires nommés par le conseil municipal et un au moins des commissaires nommés par le préfet devront être des propriétaires fonciers de la commune.

Il sera nommé six commissaires suppléants dans les mêmes formes que les commissaires titulaires.

A défaut de commissaires nommés par le conseil municipal ou si ces commissaires refusent de prendre part aux opérations, il y sera suppléé par un expert désigné par le préfet.

Deux commissaires ou l'expert devront être présents aux diverses parties du travail.

Art. 6. — Les résultats de la nouvelle évaluation resteront déposés pendant un mois au secrétariat de la mairie afin que les intéressés puissent en prendre connaissance et remettre au maire leurs observations.

Le directeur des contributions directes procédera à l'examen des observations présentées et leur donnera la suite

qu'elles comportent après avoir pris l'avis d'une commission d'arrondissement comprenant :

Le receveur des finances ;

Le conservateur des hypothèques ;

Un sous-inspecteur d'enregistrement désigné par son chef de service ;

Un inspecteur des contributions directes désigné dans les mêmes conditions ;

Un géomètre-expert ou un notaire de canton et deux propriétaires fonciers désignés par le sous-préfet.

Le directeur des contributions directes statuera également sur les observations qui lui auront été présentées par les agents de l'administration après avoir pris l'avis de la même commission.

ANNEXE N° 12
Évaluation de 1908-1909.

ANNEXES A L'INSTRUCTION DU 31 DÉCEMBRE 1908 page 105

EXEMPLE FICTIF N° I

MODÈLE N° 1

Commune de
Valloc

Évaluation des propriétés non bâties
(LOI DU 31 DÉCEMBRE 1907, ART. 3)

Instruction du
31 décembre 1908

Numéro d'ordre	
du bulletin individuel	du feuillet d'évaluation
6	1

FEUILLET D'ÉVALUATION
SECTION A. — DEUXIÈME FEUILLE

Folio 15

M. Durand (Louis-Edouard).
.

Numéros des exemples	Renseignements extraits de la matrice cadastrale					Tableau de classement (Situation actuelle)					Observations
	Numéros du plan	LIEU-DIT	Ancienne nature de culture	Con- tenance	Ancienne classe	Numéros d'ordre	Nature actuelle de culture ou de propriété	Con- tenance	Classe	Valeur locative	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
				h. a. c.		*		h. a. c.		fr. c.	
1	348	Le Vert-Pré	terre	25 42	3	1	terre	25 42			Rectifica- tions faites d'accord avec le pro- priétaire.
2	272	Le Plateau	id.	12 79	1	2	id.	12 79			
3	273	id.	id.	73 28	1	3	id.	73 28			
4	279	id.	bois	3 34 66	2	4	terre	3 34 66			
5	281	id.	friche	5 12	1	5	id.	5 12			
6	465 ^P	La Côte	vigne	2 70	1	6	friche	2 70			
7	308	La Butte	bois	3 15 81	1	7	bois	1 57 90			
8	312 ^P	id.	terre	12 58	2	8	terre	1 57 91			
9	277	Le Plateau	bois	5 28 19	1	9	id.	6 26			
						10	vigne	6 27			
(a) 9	Totaux de la 1 ^{re} page			13 10 50		(b) 10	(c) 7	7 82 31			

* Colonne à remplir par le contrôleur dans les cas visés à l'article 35 de l'instruction générale.

(a) La Direction indique ici le nombre de lignes de la matrice cadastrale.

(b) Le percepteur indique ici le nombre de lignes du tableau de classement (nombre d'inscriptions faites dans les colonnes 7 et 8).

(c) Le percepteur indique ici le nombre des changements de nature de culture qu'il a constatés. (Voir art. 21 de l'instruction spéciale).

ANNEXES A L'INSTRUCTION DU 31 DÉCEMBRE 1908

Numéros des exemples	Renseignements extraits de la matrice cadastrale					Tableau de classement (situation actuelle)					Observations
	Numéros du plan	LIEU-DIT	Ancienne nature de culture	Con- tenance	Ancienne classe	Numéros d'ordre	Nature actuelle de culture ou de propriété	Con- tenance	Classe	Valeur locative	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
				h. a. c.			*	h. a. c.		fr. c.	
10	527	Le Village	terre	16 77	1						V. ci-après porté au bullet. n° 8
11	518 ^P	Le Village	pré	2 78	2	11	sol et cour	1 78			
12	538 ^P	id.	id.	1 16	2	12	jardin	1 »			
13	501	id.	sol	1 28	1	13	sol et cour	1 16			
14	277	Le Plateau	bois	5 28 19	1	14	bois	2 64 10			
						15	terre	2 09 09			
						16	vigne	5 00			
						17	pré	50 00			
						18	sol, bâti- ments ru- raux et cour.	1 50			
						19	jardin	3 00			
						20	terre	12 27			
	(a) 4	Totaux de la 2 ^e page			21 99	(b) 10	(c) 10	5 48 90			

* Colonne à remplir par le contrôleur dans les cas visés à l'article 35 de l'instruction générale.

(a) La Direction indique ici le nombre de lignes de la matrice cadastrale.

(b) Le percepteur indique ici le nombre de lignes du tableau de classement (nombre d'inscriptions faites dans les colonnes 7 et 8).

(c) Le percepteur indique ici le nombre des changements de nature de culture qu'il a constatés. (Voir art. 21 de l'instruction spéciale).

ANNEXES A L'INSTRUCTION DU 31 DÉCEMBRE 1908

page 107

EXEMPLE FICTIF N° II

MODÈLE N° I

Commune de
Valloc

Évaluation des propriétés non bâties
(LOI DU 31 DÉCEMBRE 1907, ART. 3)

Instruction du
31 décembre 1908

Numéro d'ordre	
du bulletin individuel	du feuillet d'évaluation
6	2

FEUILLET D'ÉVALUATION
SECTION A. — TROISIÈME FEUILLE

Folio 15

M. Durand (Louis-Edouard).

Numéros des exemples	Renseignements extraits de la matrice cadastrale					Tableau de classement (situation actuelle)					Observations	
	Numéros du plan	LIEU-DIT	Ancienne nature de culture	Con-tenance	Ancienne classe	Numéros d'ordre	Nature actuelle de culture ou de propriété	Con-tenance	Classe	Valeur locative		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
				h. a. c.			*		h. a. c.		fr. c.	
1	580	Les Raies	terre	1 28 10	2	1	terre	1 28 10				
2	581	id.	id.	75 21	2	2	id.	75 21				
3	585	id.	id.	9 17	2	3	id.	9 17				
4	607	id.	id.	1 08 95	1	4	id.	1 08 95				
5	592	id.	id.	61 09	2	5	id.	61 09				
	(a) 5	Totaux de la 1 ^{re} page		3 82 52		(b) 5	(c)	3 82 52				

* Colonne à remplir par le contrôleur dans les cas visés à l'article 35 de l'instruction générale.

(a) La Direction indique ici le nombre de lignes de la matrice cadastrale.

(b) Le percepteur indique ici le nombre de lignes du tableau de classement (nombre d'inscriptions faites dans les colonnes 7 et 8).

(c) Le percepteur indique ici le nombre des changements de nature de culture qu'il a constatés (Voir art. 21 de l'instruction spéciale).

ANNEXES A L'INSTRUCTION DU 31 DÉCEMBRE 1908 page 109

EXEMPLE FICTIF N° IV

MODÈLE N° I

Commune de
Valloc

Évaluation des propriétés non bâties
(LOI DU 31 DÉCEMBRE 1907, ART. 3)

Instruction du
31 décembre 1908

Numéro d'ordre	
du bulletin individuel	du feuillet d'évaluation
8	1

FEUILLET D'ÉVALUATION
SECTION A. — DEUXIÈME FEUILLE

Folio 20

M. Leprêtre (Jean-Louis).
.

Numéro des exemples	Renseignements extraits de la matrice cadastrale					Tableau de classement (situation actuelle)					Observations
	Numéro du plan	LIEU-DIT	ancienne nature de culture	Con-tenance	Ancienne classe	Numéros d'ordre	Nature actuelle de culture ou de propriété	Con-tenance	Classe	Valeur locative	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
				h. a. c.				h. a. c.		fr. c.	
1	500	Le Village	Jardin	5 01	1	1 *	Jardin	5 01			Révision faite avec le propriétaire. Tiré du bullet. n° 6.
2	501	id.	Sol	1 28	1	2	Sol	1 28			
	(a) 1	Totaux de la 1 ^{re} page		5 01		(b) 2	(c)	6 29			

* Colonne à remplir par le contrôleur dans les cas visés à l'article 35 de l'instruction générale.
(a) La Direction indique ici le nombre de lignes de la matrice cadastrale.
(b) Le percepteur indique ici le nombre de lignes du tableau de classement (nombre d'inscriptions faites dans les colonnes 7 et 8).
(c) Le percepteur indique ici le nombre des changements de nature de culture qu'il a constatés (Voir art. 21 de l'instruction spéciale).

ANNEXES A L'INSTRUCTION DU 31 DÉCEMBRE 1908
EXEMPLE FICTIF N° V

page 110
MODÈLE N° 2

Commune de
Valloc

Évaluation des propriétés non bâties
(LOI DU 31 DÉCEMBRE 1907, ART. 3)

Instruction du
31 décembre 1908

Folio 20
Matrice générale (art. 41)
Numéro d'ordre du bulletin 8

BULLETIN INDIVIDUEL

Contenance totale :		
h.	a.	c.
«	5	01

M. Leprêtre (Jean-Louis), maréchal ferrant au Bourg.
(Impôt payé par M. * lui-même).

**

* Nom et article du rôle.
** Espace à laisser en blanc.

I. — Récapitulation des feuillets (mod. n° 1).

Feuille d'éva- luation		Nombre de lignes de la matrice cadastrale	Con- tenance	Nombre		Valeur locative	Feuille d'éva- luation		Nombre de lignes de la matrice cadastrale	Con- tenance	Nombre		Valeur locative
Numéro	Page			de lignes du tableau de clas- sement	de chan- gements de nature de culture		Numéro	Page			de lignes du tableau de clas- sement	de chan- gements de nature de culture	
1	2	3	4	5	6	7	1	2	3	4	5	6	7
			h. a. c.			fr. c.				h. a. c.			fr. c.
1	1	1	6 29	2	»								
		1	6 29	2	»								

ANNEXES A L'INSTRUCTION DU 31 DÉCEMBRE 1908 page 112

Numéro d'ordre du bulletin (mod. n° 2)	Folio de la matrice cadas- trale	Nombre de lignes de la matrice cadas- trale	Con- tenance totale	Nombre		Valeur locative totale d'après le classe- ment	Nombre de lignes du T. II du bulletin (mod. n° 2)	Numéro d'ordre du bulletin (mod. n° 2)	Folio de la matrice cadas- trale	Nombre de lignes de la matrice cadas- trale	Con- tenance totale
				des tableaux de classe- ment	de change- ments de nature de culture						
1	2	3	4	5	6	7	8	1	2	3	4
			h. a. c.			francs					
1	1	5	87 12	7	1						
2	3	17	2 45 29	21	4						
3	7	2	12 50	2	»						
4	8	7	1 08 21	7	3						
5	12	14	5 91 08	18	4						
6	15	18	17 13 73	25	17						
7	19	4	98 77	5	1						
			5 01								
8	20	1	6 29	2	»						
9	25	7	2 10 95	7	2						
10	29	3	51 46	4	2						
 (a) 10		78	31 25 40	98	34						

(a) Indiquer ici le nombre de bulletins individuels (mod. n° 2).

TABLE DES MATIERES

	Pages
PREMIÈRE PARTIE	
AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE I. — L'impôt foncier	7
CHAPITRE II. — La Genèse du cadastre.	15
CHAPITRE III. — Un essai de cadastre par masses de cul- ture	32
CHAPITRE IV. — L'exécution du cadastre parcellaire .	41
CHAPITRE V. — Les vices du cadastre parcellaire . .	53

DEUXIÈME PARTIE

La réforme du cadastre au point de vue fiscal.

CHAPITRE VI. — La loi du 7 août 1850 (art. 7) . . .	63
CHAPITRE VII. — Les travaux de la Commission extra- parlementaire du cadastre (1891-1905) . . .	68
CHAPITRE VIII. — La loi Boudenoot (17 mars 1898) .	90

TROISIÈME PARTIE

L'évaluation des revenus fonciers.

<i>Sommaire</i>	101
CHAPITRE IX. — L'évaluation des revenus fonciers des départements et des communes, 1814 à 1821.	102

CHAPITRE X. — Les évaluations de 1851 et de 1879. Méthode indirecte et méthode directe . . .	111
CHAPITRE XI. — Résultats des travaux de 1851 et de 1879. Application de ces résultats. Dégrevement de 1891	124
CHAPITRE XII. — Premiers projets d'évaluation des re- venus individuels. Projet de M. Poincaré . .	142
CHAPITRE XIII. — L'évaluation globale par propriété et l'évaluation parcellaire	151
CHAPITRE XIV. — L'évaluation prescrite par la loi du 31 décembre 1907 (art. 3)	166
CHAPITRE XV. — La réfection du cadastre et l'évalua- tion parcellaire	188
CHAPITRE XVI. — Des garanties en matière d'évaluation du revenu des propriétés non bâties	196
CONCLUSION. — La forme de l'impôt foncier	207
ANNEXES. — N° 1	213
— N° 2	245
— N° 3	254
— N° 4	258
— N° 5	267
— N° 6	269
— N° 7	272
— N° 8	292
— N° 9 ()	302
— N° 10	305
— N° 11	310
— N° 12	313

